

# LA VERITE

Organe du Comité Central  
de l'Organisation Communiste Internationaliste.  
(pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.)



■ Stéphane JUST

France : vers la crise révolutionnaire

■ Daniel ROBIN

Le combat de l'OCI

---

■ Jean-Jacques MARIE

**Soixantième anniversaire de la  
révolution d'Octobre**

---

■ Michel LANCRAVY

La dictature du prolétariat et la bureaucratie du  
Kremlin (2<sup>e</sup> partie : pour le collectivisme !)

Décembre 1977 Prix 8 F

N° 579

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

# LA VERITE

Organe du Comité Central  
de l'Organisation Communiste Internationaliste.  
(pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.)

Numéro 579 - Décembre 1977

## SOMMAIRE

- 2 — ■ Stéphane JUST  
France : vers la crise révolutionnaire
- 
- 29 — ■ Daniel ROBIN  
Le combat de l'OCl
- 
- 49 — ■ Jean-Jacques MARIE  
Soixantième anniversaire de la  
révolution d'Octobre
- 57 — 1. Octobre, son sens, sa place historique
- 67 — 2. La dégénérescence de l'URSS, bolchevisme  
et stalinisme
- 79 — 3. Qu'est-ce que l'URSS et où va-t-elle ?
- 97 — 4. L'opposition en URSS
- 
- 111 — ■ Michel LANCRAJ  
La dictature du prolétariat et la bureaucratie du  
Kremlin (2<sup>e</sup> partie : pour le collectivisme !)

Le prochain numéro de « La Vérité », daté du mois  
de février 1978, sera mis en vente le lundi 30 janvier  
1978.

# LA VÉRITÉ

SOUS

LE SIGNE

DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE

Léon TROTSKY

Numéro 579 - Décembre 1977

France :

## vers la crise révolutionnaire

28 — Daniel ROBIN  
Le combat de l'OCI

par Stéphane JUST

*Une grande partie de ce numéro de La Vérité est consacrée au sixantième anniversaire de la révolution d'Octobre. C'est que, avec la révolution d'Octobre, la révolution prolétarienne mondiale commençait ; avec la révolution d'Octobre, le pouvoir passait entre les mains du II<sup>e</sup> Congrès pan-russe des soviets. La dictature du prolétariat trouvait sa forme universelle.*

*Malgré les reflux, les détours de l'histoire — c'est-à-dire de la lutte des classes —, la révolution d'Octobre reste vivante, bien vivante, actuelle, très actuelle.*

Rien n'a pu détruire les rapports sociaux de production qui ont été institués à la suite de la victoire de la révolution d'Octobre. Plus encore, partout où le mode de production capitaliste s'est effondré, où il a été abattu en fonction de ses propres contradictions, de son pourrissement et de l'action des masses, ce sont des rapports de production de même nature qui ont été institués ainsi que la seule réponse positive et progressive à l'impasse et à la décomposition économique et sociale que la

subordination à l'impérialisme entraînait.

En Yougoslavie, à la suite de la guerre révolutionnaire que, sous la direction du Parti communiste yougoslave, les masses ont menée entre 1942 et 1945. En Chine, à la suite de l'effondrement du régime de Tchang Kaï-chek et de la prise du pouvoir par le Parti communiste chinois. Au Vietnam, à la suite des guerres révolutionnaires que le Parti communiste vietnamien a conduites, et de l'effondrement des gouvernements

des Etats compradores au service de l'impérialisme français et américain. En Europe de l'Est, où l'effondrement économique et politique des Etats bourgeois de ces pays, consécutif à la guerre et à la défaite allemande, la décomposition des classes dominantes rendait possible l'expropriation de celles-ci sous l'action et selon les méthodes de la bureaucratie du Kremlin qui écrasait conjointement les masses exploitées et les prolétariats de ces pays.

---

### **LE CONTENU DES RAPPORTS SOCIAUX ISSUS DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE**

---

Un constat doit être établi : les conditions de leur gestion en URSS, de leur établissement aussi bien en Yougoslavie, qu'en Chine, qu'au Vietnam, qu'en Europe de l'Est, impriment à ces rapports de production de déchirantes contradictions, de terribles distorsions, de tragiques limitations ; pourtant, ils ont néanmoins permis un gigantesque développement des forces productives dans ces pays. C'est que ces rapports de production répondent à une impérieuse nécessité historique : en finir avec la propriété privée des moyens de production et d'échange ; que le moteur de la production ne soit plus le profit ; pariant de la propriété collective des moyens de production, organiser la production selon un plan qui réponde aux exigences sociales. En ce soixantième anniversaire de la révolution d'Octobre, après deux guerres mondiales impérialistes, d'innombrables guerres impérialistes « locales », après la grande crise économique des années 1930 qui n'a été surmontée que par l'économie d'armement, l'économie de guerre, la guerre, après 30 années d'une apparente « prospérité » dont le volant d'entraînement a été une économie d'armement permanente et un gigantesque parasitisme,

l'impasse du mode de production capitaliste, son pourrissement, s'affirment.

Depuis plusieurs années, le système capitaliste est au bord du précipice, à la limite d'une crise économique dislocante dépassant en ampleur celle des années 1930. La seule solution c'est l'expropriation du capital, l'institution des mêmes rapports sociaux de production que ceux que la révolution d'Octobre a institués — et qui existent également en Yougoslavie, en Chine, au Vietnam, en Europe de l'Est — dans tous les pays où le mode de production capitaliste se survit, essentiellement mais pas seulement dans les métropoles impérialistes. La brûlante actualité de la révolution d'Octobre est du même coup soulignée.

---

### **NAISSANCE ET ROLE DE LA BUREAUCRATIE PARASITAIRE**

---

La révolution d'Octobre c'est le prolétariat qui prend la direction de la société et se charge de faire désormais consciemment l'histoire. Il s'agit du prolétariat organisé en tant que classe, dans ses conseils, dans ses soviets, son parlement et son exécutif révolutionnaires, qui incluent ses syndicats et ses partis sans lesquels ils seraient une coquille vide. Le prolétariat de l'URSS, étant donné les rapports de classes dans l'ancien empire du tsar et dans le monde, comme avant-garde du prolétariat mondial, a eu suffisamment de forces et de ressources pour prendre le pouvoir, chasser les anciennes classes dominantes, transformer les rapports sociaux de production.

Epuisé, isolé en raison des défaites que la classe ouvrière, en Allemagne et en Europe, a subies au cours des années 1920, il n'a pas pu conserver le pouvoir. A l'intérieur de l'Etat ouvrier, du parti de la révolution, le Parti bolchevique, une bureaucra-

tie parasitaire contre-révolutionnaire a germé. Elle s'est consolidée et a pris conscience d'elle-même. Bureaucratie de nature petite-bourgeoise, elle était dès son origine la pointe avancée de la contre-révolution bourgeoise à l'intérieur de l'Etat ouvrier, qu'elle a dénaturé, et du Parti bolchevique qu'elle a détruit et transformé en parti stalinien.

De l'Internationale communiste, elle a fait un instrument de défense de ses intérêts de caste privilégiée et de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale. Les funestes conséquences ont été immenses. Le système impérialiste en ses bastions, en ses métropoles, a été protégé d'assauts décisifs du prolétariat ; son existence a été prolongée de plusieurs décennies au prix de terribles souffrances pour les masses exploitées, et du renforcement des signes de dégénérescence et de barbarie.

Là même où ce système s'est effondré, l'absence d'expression, d'organisation politique indépendante du prolétariat, le rôle de l'appareil bureaucratique international que le Kremlin a construit, ont empêché que la classe ouvrière prenne le pouvoir. Pour prendre le pouvoir, poussés par les événements, des partis comme les partis communistes yougoslave, chinois, vietnamien, ont été obligés de rompre avec le Kremlin. Ce ne sont plus des partis staliniens. Mais leur origine, leur histoire, les ont indélébilement marqués. Ils dépendent du maintien d'un certain équilibre international qui suppose la survie de l'impérialisme, l'existence de la bureaucratie du Kremlin. Ce sont des partis de bureaucraties parasitaires, échos et comme induites par l'existence de la bureaucratie du Kremlin.

En Europe de l'Est, les bottes du NKVD et des armées de la bureaucratie du Kremlin ont maintenu la subordination au Kremlin au prix d'épurations sanglantes des PC eux-mêmes et d'une féroce répression contre les masses.

---

## DES DISTORSIONS ET DES CONTRADICTIONS EXPLOSIVES

---

La bureaucratie du Kremlin a trahi la révolution sans pouvoir la renverser, sans être capable d'accomplir jusqu'au bout la contre-révolution bourgeoise : elle n'a pu détruire les rapports sociaux de production nés de la révolution d'Octobre qui, au contraire, ont été étendus à d'autres régions du monde. Elle n'a pu écraser complètement le prolétariat de l'URSS et de ces pays. Tout au contraire, les rapports sociaux de production ont été à l'origine d'un puissant essor, dans ces pays, des forces productives. A un certain point de leur développement ils ne supportent plus les déformations, les mutilations, les contradictions, le carcan que leur imposent les bureaucraties parasitaires, celle du Kremlin, celles qui sont directement sous sa coupe, celles qui, historiquement, en procèdent.

Le développement inégal et combiné du mode de production capitaliste a créé tout à la fois la division internationale du travail, le marché mondial, et les étroites limites nationales, coquilles qui au même titre que la propriété privée des moyens de production, étouffent le développement des forces productives, et que la bourgeoisie ne peut briser. Le capital a développé l'inégalité et l'oppression nationale, quelques grandes puissances dominant, organisant et exploitant à leur profit l'économie mondiale et se déchirant entre elles. La révolution prolétarienne mondiale doit débarrasser l'économie mondiale des contradictions immanentes au mode de production capitaliste. L'expropriation du capital dans un ou plusieurs pays ne suffit pas. Il doit être exproprié à l'échelle mondiale. Il faut en finir avec les étroites limites nationales en même temps qu'avec l'oppression nationale et l'inégalité de développement. Le socialisme ne se construira qu'en dépassant

les acquis du mode de production capitaliste. La division internationale du travail doit être débarrassée de ses contradictions. Une économie mondiale organiquement et harmonieusement intégrée doit être développée.

La « théorie » de « la construction du socialisme dans un seul pays » maintient, renforce l'étréouitessse, les carcans, nationaux. Elle accentue l'oppression et les inégalités nationales, les unes étant complémentaires des autres. Ainsi, après la deuxième guerre mondiale, l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin ont divisé l'Europe. La division coupa en deux le pays européen le plus développé, l'Allemagne, le prolétariat le plus puissant d'Europe, le prolétariat allemand. Il le fallait pour endiguer la vague révolutionnaire née de la guerre et de l'effondrement de l'ordre européen dont la machine de guerre nazie était le garant et l'ossature. En URSS, en Europe de l'Est, l'étrouitessse et l'oppression nationale sont les compléments naturels de la « théorie » du « socialisme dans un seul pays » ; l'un de ses développements extrêmes est la division de l'Allemagne en deux.

Mais l'oppression et l'étrouitessse nationales sont en dernière analyse des expressions particulières de l'oppression sociale et politique indispensable au pillage économique, source des privilèges des bureaucraties parasitaires, en premier lieu de celle du Kremlin. Là est la grande question : en URSS, dans tous les pays où le capital a été exproprié, le développement des forces productives entre violemment, de toutes les façons, en contradiction avec les bureaucraties parasitaires. Les bureaucraties parasitaires leur impriment des amputations, des distorsions, des contradictions intolérables. L'économie de l'Europe de l'Est et de l'URSS subit douloureusement sa coupure de la division internationale du travail, européenne et mondiale, que lui impose la politique contre-révolutionnaire du Kremlin et des bureaucraties satellites.

Les pays capitalistes développés, dont l'économie est profondément gangrenée, possèdent néanmoins une avance économique considérable. Ils s'efforcent de reporter le poids de leurs contradictions sur l'économie des pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS qui subit de ce fait une énorme pression. La politique de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites répercute la pression croissante de l'impérialisme, pour les mêmes raisons qu'elle développe l'inégalité et l'oppression nationale, pour les mêmes raisons qu'elle est incapable de planifier harmonieusement une économie en pleine expansion mais où se multiplient les distorsions et contradictions explosives.

---

## LA REVOLUTION D'OCTOBRE VIVANTE ET ACTUELLE

---

Le développement des forces productives en URSS et en Europe de l'Est exige tout aussi impérieusement l'extension de la révolution en Europe et dans le monde, que l'unité de l'Allemagne, que la fin de l'oppression nationale et sociale.

Au point de développement où elle est parvenue, l'économie planifiée a de plus en plus impérieusement besoin que ce soient les producteurs qui élaborent et appliquent consciemment la planification économique en fonction des besoins matériels et culturels des masses. Pour lever toutes les contradictions, en finir avec les distorsions, les amputations, l'inégalité du développement, à tous égards, il faut que soit mis fin au monopole politique que les bureaucraties parasitaires exercent, qu'elles soient balayées, que le prolétariat conquière ou reconquière le plein exercice des libertés politiques, constitue ou reconstitue les soviets et les fasse vivre.

La révolution d'Octobre est vivante, bien vivante, en ce que les rapports de production qui en sont issus ou qui en procèdent plus ou

moins directement ou indirectement ont donné une gigantesque impulsion au développement de la force productive essentielle : le prolétariat.

Elle est actuelle, très actuelle, en ce que depuis 1953 en Allemagne de l'Est, le prolétariat du pays où le capital a été exproprié s'est saisi de l'étendard de la révolution politique, fille légitime de la révolution d'Octobre, qui balaiera l'usurpatrice, la bureaucratie du Kremlin, et ses progénitures infâmes, les bureaucraties satellites. Elle est actuelle, très actuelle car, au même moment, la révolution sociale se prépare en Occident. Les conditions d'une nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale sont, en ce soixantième anniversaire de la révolution d'Octobre, réunies. Révolution politique et révolution sociale, expressions particulières de la chaîne des révolutions sont conjointement, et nullement par hasard, à l'ordre du jour, surtout en Europe. La révolution d'Octobre a été le premier des chaînons de la révolution mondiale. La nouvelle période de la révolution est son plein développement et lui donne tout son sens, sa dimension historique.

Nous commémorons la révolution d'Octobre en combattant pour la révolution. Nous commémorons la révolution d'Octobre pour nous préparer à la révolution.

---

### LE NOUVEL ORDRE MONDIAL EBRANLE

---

La conscience sociale et les exigences historiques d'une époque déterminée ne sont pas en correspondance immédiate. Celle-là est en règle générale en retard sur celle-ci. Le règlement des exigences historiques en est retardé. Les douleurs des grands bouleversements politiques et sociaux nécessaires en sont aggravées, quelquefois multipliées. Il en est ainsi de la révolution prolétarienne mondiale, de sa nécessité historique et

de la conscience sociale de cette nécessité.

Tout le cours du développement du mode de production capitaliste, depuis ses origines, a préparé les conditions de la révolution prolétarienne. L'échéance n'en est pourtant vraiment venue qu'au moment où le capitalisme a atteint son stade impérialiste, époque du capitalisme pourrissant, réaction sur toute la ligne, époque des guerres et des révolutions. A ne considérer que les conditions « objectives », cette époque s'est ouverte dès avant la première guerre mondiale. La révolution prolétarienne n'a pourtant commencé qu'avec la révolution russe et elle n'a été victorieuse qu'en ce pays économiquement arriéré. Elle le fut en fonction de la concentration des contradictions économiques, sociales, politiques, d'un pays arriéré mais à l'époque de l'impérialisme et intégrant toutes les contradictions de cette époque.

Mais elle le fut également en raison de l'existence d'un parti, le Parti bolchevique, qui concentrait toutes les richesses, tous les acquis théoriques, politiques, d'organisation du prolétariat mondial, de la Première Internationale à la Seconde. Le retard de la victoire de la révolution dans les principaux pays capitalistes n'est pas à porter au compte de l'insuffisance des contradictions économiques et sociales, bien que la bourgeoisie y ait été plus vigoureuse, et son appareil d'Etat plus résistant, mais à l'absence de partis comparables au Parti bolchevique. Le mort a saisi le vif ; les partis sociaux-démocrates, d'instruments du prolétariat révolutionnaire, après une longue période d'adaptation à la société bourgeoise, se sont transformés en partis défenseurs de l'ordre et de l'Etat bourgeois. Le retard de la révolution prolétarienne, les défaites subies ont isolé la révolution russe et entraîné sa dégénérescence, celle du Parti bolchevique, la subordination de l'IC à la bureaucratie contre-révolution-



naire victorieuse en URSS. A nouveau le mort saisissait le vif, entraînant de nouvelles défaites des prolétariats. Une épaisse carapace bureaucratique enserrait la classe ouvrière et les masses exploitées. Le fossé entre la nécessité de la révolution prolétarienne et la conscience collective de cette nécessité s'élargissait.

Rien ne pouvait cependant empêcher le pourrissement du mode de production capitaliste, lui permettre de surmonter son impasse, éviter que l'exigence de la révolution prolétarienne ne devienne plus brûlante. La deuxième guerre mondiale et ses suites ont vu s'affirmer ces tendances antagonistes, celle au pourrissement, celle de la révolution, mais qui procèdent toutes deux de l'impasse du mode de production capitaliste.

A la fin de la seconde guerre mondiale, l'impérialisme, principalement l'impérialisme US, et la bureaucratie du Kremlin tentaient de passer une camisole de force au prolétariat européen, de bloquer les luttes de classe des masses exploitées sur l'arène mondiale. Le nouvel ordre reposait sur la force politique de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international, et la puissance de l'impérialisme US. Il s'efforçait de remettre sur pied les vieilles puissances impérialistes européennes, tout en assurant la suprématie de l'impérialisme américain. Faisant la part du feu, il abandonnait l'Est de l'Europe au contrôle de la bureaucratie du Kremlin.

Bientôt l'effondrement du régime de Tchang Kaï-chek, la révolution chinoise, la dislocation des anciens empires coloniaux montraient que les puissantes forces qui mettent en cause le vieux monde ne peuvent être domptées. De puissantes luttes des classes ébranlaient le nouvel ordre européen. La dégénérescence du mode de production capitaliste nourrissait les luttes du prolétariat. L'antagonisme foncier qui oppose la bureaucratie du Kremlin et son appareil international éclatait brutalement et manifestement au cours des années

1953-1958. C'était le mouvement révolutionnaire du prolétariat de l'Est de l'Allemagne, premier acte de la révolution politique ; la grève générale spontanée d'août 1953 en France ; la défaite historique de l'impérialisme français en 1954 au Vietnam, frappant le système impérialiste dans son ensemble, suivie de la guerre révolutionnaire du peuple algérien ; le mouvement révolutionnaire du prolétariat polonais en octobre 1956 ; la révolution hongroise des conseils en novembre 1956, etc.

---

### LA MARCHÉ A LA REVOLUTION PROLETARIENNE

---

La révolution prolétarienne jaillissait spontanément et puissamment. Elle dévoilait les véritables rapports entre l'impérialisme, la bureaucratie du Kremlin, son appareil international, les bureaucraties satellites, d'un côté, et le prolétariat de l'autre. Ce n'était pourtant encore qu'un prologue. L'impérialisme et les bureaucraties parasitaires écartaient le danger immédiat. Ils réussissaient à contenir, à faire refluer, puis à briser cette lame de fond. Pendant quelques années, il sembla même qu'ils avaient ressaisi l'initiative historique contre le prolétariat et les masses exploitées. Au cours des premières années de l'immédiat après-guerre, la bureaucratie du Kremlin semblait indépendante de l'impérialisme et même antagoniste ; dès 1953-1958 sa dépendance et en fin de compte sa subordination à lui devenaient évidentes : corrélativement sa peur panique de la révolution prolétarienne devenait non moins évidente.

Le lent cheminement de l'histoire s'est poursuivi en profondeur. Une nouvelle période de la révolution prolétarienne se préparait. Elle émergeait brutalement en 1968, au travers de la grève générale française et du processus de la révolution po-

litique engagé en Tchécoslovaquie. Les mêmes forces qui ont été à l'origine de la révolution russe, ont préparé cette nouvelle période de la révolution prolétarienne ouverte en 1968. Mais elles sont plus puissantes, plus concentrées ; contenues, endiguées, elles ont miné les fondements du vieux monde, et se sont multipliées, de nouvelles sources les alimentent.

Depuis 1968, l'impérialisme a continué à pourrir, les contradictions qui déchirent la bureaucratie du Kremlin, son appareil international, les bureaucraties satellites et les autres bureaucraties parasitaires n'ont cessé de s'aggraver, les forces qui poussent à la révolution prolétarienne et l'alimentent, de s'accroître. Mais ni les rapports économiques et politiques, ni la lutte des classes ne sont constituées d'une suite ininterrompue de ruptures, de chocs, d'événements décisifs qui transforment qualitativement la situation. Ces transformations radicales, les sauts qualitatifs, n'interviennent en règle générale qu'à la suite de modifications quantitatives qui s'étendent parfois sur des années.

---

### LE TOURNANT DE 73-75

---

Ainsi, entre 1968 et 1972, la grève générale française trahie et le processus de révolution politique en Tchécoslovaquie étouffé par l'invasion des troupes du pacte de Varsovie, des événements de grande importance se sont produits. Ils n'ont pourtant pas radicalement modifié les rapports existants. Par contre, entre 1973 et 1975, visiblement à l'échelle mondiale, un tournant s'est produit.

« La Vérité » a analysé les événements dont ce tournant est fait ; la crise du système monétaire international devient marche à une crise économique qui menace de disloquer le marché mondial et la division internationale du travail ; la révolution portugaise s'ouvre le 25 avril 1973,

elle est la première révolution de la chaîne de la révolution à l'ordre du jour en Europe ; la crise économique, sociale, politique et de tous les rapports bourgeois s'accroît en France, en Espagne, en Italie, où la crise de la bourgeoisie prépare la crise révolutionnaire ; pour des raisons diverses en Angleterre et en Allemagne de l'Ouest, la crise de tous les rapports bourgeois n'est pas aussi avancée qu'en France, en Espagne, ou en Italie, mais elle se développe et peut se précipiter d'un seul coup sous l'effet de l'accentuation de la marche à la crise économique, ou de l'ouverture de la crise révolutionnaire en France, en Italie, en Espagne, ou, pour ce qui concerne l'Allemagne, d'une nouvelle explosion révolutionnaire en Europe de l'Est mettant à l'ordre du jour l'unité de l'Allemagne ; la continuité du mouvement révolutionnaire en Pologne est manifeste (de la grève des ports de la Baltique en 1970-1971, au puissant mouvement des travailleurs d'Ursus en juin 1976, c'est l'expression ouverte de processus en cours plus ou moins souterrainement dans toute l'Europe de l'Est et en URSS) ; la crise politique qui déchire l'impérialisme US, que marque le scandale du Watergate et la démission de Nixon.

Enfin, événement capital à l'échelle mondiale : l'effondrement du gouvernement et de l'Etat compradore de Thieu au Sud-Vietnam. Il n'est pas superflu de rappeler l'immense portée de cet événement ; c'est une retentissante défaite de l'impérialisme américain, pièce maîtresse du système impérialiste, mais c'est aussi un retentissant échec de la sainte alliance contre-révolutionnaire dont Washington est le centre, Moscou et Pékin les deux ailes. La nouvelle sainte alliance contre-révolutionnaire a imposé les accords de Paris, qui perpétuaient la division du Vietnam, maintenaient la sanglante dictature, armaient jusqu'aux dents ses armées, reléguèrent le FLN dans les

campagnes déshéritées et ravagées. La désagrégation des accords de Paris signifiait que ni Pékin, ni Moscou n'étaient désormais en mesure, en Asie, mais aussi sur les autres continents, dont l'Europe, de garantir l'ordre contre-révolutionnaire. L'effondrement du régime compradore de Thieu signifiait également que « l'aide » de l'impérialisme le plus puissant ne pouvait empêcher en certains pays, économiquement arriérés, soumis à l'impérialisme, une décomposition économique, sociale, politique, et donner à l'appareil étatique quelques fondements solides. L'effondrement, ainsi que des termitières, de ces appareils d'Etat et de ces gouvernements compradores devient une menace constante, en Asie certes, mais aussi en Afrique, en Amérique latine. Les conséquences de cette défaite de l'impérialisme US et de cet échec de la sainte-alliance contre-révolutionnaire sont loin d'être épuisées. Au total, l'ensemble de ces événements ont été éléments du processus d'aggravation de la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires, de la marche à la révolution prolétarienne en Europe et dans le monde.

---

### L'IMPERIALISME ET LA BUREAUCRATIE COMBATTENT

---

L'impérialisme et les bureaucraties parasitaires ne sont cependant pas restés inactifs et impuissants ; des accords d'Helsinki en juillet 1975 à leur politique conjointe au Moyen-Orient au profit de l'impérialisme US, des coups d'Etat militaires fomentés en Amérique latine avec l'appui du Kremlin et de son appareil international, jusqu'à la politique que les PC d'Europe et du Japon ont pratiqué et pratiquent.

La partie la plus importante du discours de Brejnev, commémorant,

soi-disant, le 60<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution d'Octobre, est sans doute la suivante :

« Les heureux changements survenus dans le monde, qui sont devenus particulièrement sensibles dans les années 1970, sont connus sous le vocable de détente internationale.

« Ces changements positifs sont particulièrement visibles en Europe, où se renforcent des rapports de bon voisinage, la compréhension mutuelle, l'intérêt et le respect des peuples les uns pour les autres. Nous apprécions beaucoup ce progrès et considérons de notre devoir de le préserver et de le renforcer par tous les moyens. C'est la raison pour laquelle nous accordons tant d'importance à la coopération avec les pays comme la France, la RFA, l'Angleterre, l'Italie, avec tous les grands et petits Etats européens appartenant à l'autre système social.

« Nous attachons également une grande importance — et c'est naturel — aux rapports avec les Etats-Unis. Beaucoup de choses — depuis la structure socio-économique jusqu'à l'idéologie — séparent nos pays. Notre système ne plaît pas à tout le monde aux Etats-Unis, et de notre côté, nous aurions beaucoup à dire sur ce qui se passe en Amérique. Mais mettre l'accent sur les divergences, chercher à se faire la morale ne pourrait qu'attiser une méfiance et une hostilité inutiles pour nos deux pays et dangereuses pour le monde dans son ensemble. »

La bureaucratie du Kremlin choisit l'anniversaire de la révolution d'Octobre pour célébrer la sainte alliance contre-révolutionnaire et appeler à son renforcement, mais c'est précisément en raison de la brûlante actualité de la révolution prolétarienne.

Manifestement, en ce sixième anniversaire de la révolution d'Octobre, les modifications quanti-

tatives des données des rapports mondiaux et des rapports entre les classes préparent un nouveau tournant, une modification radicale qualitative.

## AU BORD DU GOUFFRE

Le dernier numéro de « La Vérité » rappelait en ces termes le rapport que l'OCDE a publié en juillet :

« Selon ce rapport, pour les douze mois prochains, l'expansion économique restera modérée et hésitante sauf aux Etats-Unis. Le niveau des investissements restera inférieur à ce qu'il était en 1973. Le chômage s'aggravera, le nombre de chômeurs passant de 15 à 17 millions dans les pays de l'OCDE. Les déséquilibres des échanges et des balances des comptes s'aggraveront. Le rapport met l'accent sur la renaissance du « nationalisme économique »...

« A la vérité le rapport minimise. La « reprise » aux USA est tout aussi « hésitante ». »

Les hésitations et les déchirements des milieux dirigeants du capitalisme américain, face à une conjoncture qu'ils ne parviennent pas à maîtriser, sont tout aussi significatifs et importants. Le Congrès américain entrave l'adoption du plan énergétique que lui a soumis Carter. Le réforme fiscale est renvoyée à l'année prochaine. Et surtout, un violent désaccord public oppose le président Carter au président de la FED (Banque fédérale) Arthur Burns. Carter préconise, pour impulser l'activité économique, une politique carrément inflationniste, un énorme déficit budgétaire, l'ouverture de vastes crédits à bas taux d'intérêt de la Banque centrale à l'industrie et au commerce. Le président de la Banque fédérale s'y oppose. Il estime préférable le plafonnement, sinon la régression, de l'activité économique, l'augmentation

du chômage à l'inflation. Ce ne sont pas des querelles théoriques, ou l'antagonisme classique entre les anciens et les modernes : l'impérialisme américain est aux prises avec une insoluble contradiction : malgré les centaines de milliards de dollars de crédits militaires, de dépenses de toutes sortes de l'appareil d'Etat, de crédits à l'économie, l'économie américaine, tout comme celles d'autres puissances impérialistes, n'est pas vraiment relancée. Le projet de budget de l'Etat fédéral pour 1978 prévoit une masse énorme de dépenses : 460 milliards de dollars, dont 110 milliards de dépenses militaires : le déficit prévu dépassera 61,5 milliards. Pourtant le premier conseiller économique de Carter a déclaré :

« Si la croissance dans le secteur privé commence à faiblir, des mesures politiques encore plus vigoureuses seraient nécessaires, qu'il s'agisse de réduction d'impôts ou de nouvelles dépenses génératives d'emploi. »

Le problème central est, comme toujours, et pour tous les pays capitalistes, celui de l'accroissement des investissements, en d'autres termes du renouvellement et de l'accroissement du capital fixe. Une petite nouvelle est à cet égard significative :

« Les commandes nouvelles de biens durables ont augmenté de 3 % en août après avoir baissé de 4 % en juillet, pour atteindre 57,9 milliards de dollars (après corrections saisonnières). Toutefois les commandes de biens d'équipement autres que ceux concernant la défense qui avaient diminué de 7,2 % en juillet ont encore baissé de 0,1 % en août. » (AGEFI.)

Arthur Burns estime qu'une véritable politique de relance déclencherait aux USA une inflation qui pourrait s'accélérer très vite et devenir galopante, dont les conséquences économiques, sociales et politiques,

ne peuvent être mesurées. Il préfère la politique dite de « stop and go », c'est-à-dire tour à tour, selon la conjoncture immédiate, d'élargissement du crédit et de l'intervention de l'Etat, de rétrécissement du crédit et du ralentissement de l'intervention de l'Etat, une sorte de navigation à vue.

La politique économique de Carter et celle que préconise Arthur Burns se rejoignent sur un point, les grandes puissances capitalistes européennes (surtout l'Allemagne) et le Japon doivent prendre en charge les conséquences de la crise rampante actuelle et soulager les USA. Lors de la session du Fonds monétaire international, fin septembre, le représentant des USA a fait de l'exigence que l'Allemagne, le Japon, la Suisse, les Pays-Bas, mettent en action des plans de relance un des thèmes principaux de ses interventions.

La pression des USA sur l'Allemagne et le Japon ne cesse de s'accroître et leurs exigences de s'amplifier. Ils ont obtenu des gouvernements de ces deux pays qu'ils mettent sur pied des plans de « relance ». Ils estiment que le mark et le yen sont sous-évalués et doivent être réévalués. Ces dernières semaines, les USA ont engagé contre le Japon une véritable offensive économique. Washington n'accepte pas que la balance commerciale du Japon ait un excédent d'environ 15 milliards de dollars en 1977 au lieu d'un déficit prévu de 1 milliard de dollars. Le gouvernement américain considère que ce résultat a été obtenu en raison du dumping que les exportateurs japonais pratiqueraient. Aussi a-t-il préparé l'imposition de droits d'entrée, dits anti-dumping, notamment sur les tôles fortes que le Japon exporte. Devant cette offensive, le gouvernement japonais s'est engagé à soutenir la hausse des cours du yen. Il accepte de réduire ses exportations d'acier aux USA, à condition toutefois que les exportations d'acier en provenance de l'Europe soient

également réduites. C'est un épisode des tensions et des luttes que la surproduction d'acier déclenche entre les grandes puissances capitalistes, luttes indicatrices de la guerre économique qui s'allume.

---

### « POUR COMBIEN DE TEMPS ? ON SE LE DEMANDE... »

---

Au mois d'octobre, s'est tenu à Rome le Congrès de la sidérurgie mondiale. Voici comment se présente dans cette branche la situation économique : En Allemagne, le nombre d'emplois dans la métallurgie a diminué de 10 000 en six mois ; en France, 16 000 emplois doivent être supprimés d'ici 1979 ; en Suède, 15 % de l'effectif, soit 5 000 postes de travail, doivent être supprimés ; aux USA, il y a déjà eu 20 000 licenciements, il est prévu 50 000 nouveaux licenciements.

En 1973, la consommation d'acier avait augmenté de 14 %, en 1975 elle tombait de 16 % ; ensuite elle augmentait à nouveau de 5,6 en 1976 et environ de 2,6 en 1977. Plus grave encore, la capacité de production n'a cessé d'augmenter. Aux productions traditionnelles en Europe, aux USA, se sont ajoutées d'autres productions : en Australie, en Corée du Sud, en Espagne, en plus du Japon. En Europe même des productions « pirates » sont apparues dont les « Bresciani » (ils tirent leur nom de la région de Brescia où ils sont implantés) qui utilisent la vieille ferraille fondue dans de petits fours électriques de 60 tonnes au plus, auxquels un laminoir est intégré. Ils vendent à 20 % en dessous des prix fixés des ronds à béton et des petites cornières. François Durand, qui publie ces renseignements dans un article que publie « Le Monde » du 18 octobre 1977, écrit :

« De ces luttes anarchiques il résulte tout de même que les Etats anciennement industrialisés sont les plus touchés. Si les usines japonaises atteignent encore 83 % de leur production maximum de 1973-1974, ce pourcentage fléchit à 81 % pour les Etats-Unis, tombe à 75 % pour l'Europe des neuf, chute à 65 % pour la seule Belgique, la France s'établissant un peu au-dessus. Inversement, la Corée du Sud est à 190 %, l'Inde à 128 % et le Brésil à 140 %. Pour ces deux derniers pays qui n'exportent pas mais seront bientôt auto-suffisants, ce sont des marchés qui se ferment aux exportations européennes ou japonaises. Le plus terrible est qu'à terme la situation n'apparaît guère brillante. On ne le répètera jamais assez : l'acier produit va pour 70 % aux équipements d'investissement, le reste étant consommé par l'automobile (15 à 20 %) et par l'électro-ménager. Or du fait de la stagnation quasi mondiale, la demande d'équipement reste languissante, ce qui n'est heureusement pas le cas pour l'automobile, mais pour combien de temps ? On se le demande. »

---

### UN ECHEC PATENT ET AVOUE

---

Ce qui justifie pleinement le titre de son article : « Face à la crise mondiale, une montée du protectionnisme paraît inévitable. » La question de l'acier est l'exemple type, la partie apparente de l'iceberg comme on dit. Tous les rapports économiques se tendent. La crainte d'une généralisation de la guerre économique, de l'élévation des barrières douanières, de la généralisation des pratiques de dumping sur le marché mondial, de politiques économiques orientées dans ce sens a dominé à la session du Fonds monétaire international.

En même temps, les déséquilibres économiques posent de gigantesques

problèmes. Ces déséquilibres interviennent de façon générale entre les pays économiquement développés et ceux qui sont soumis à l'impérialisme, mais ils sont aussi très considérables entre pays capitalistes développés. Le financement de l'ensemble est assuré d'une part par les droits de tirage du FMI, mais de plus en plus par les emprunts auprès des banques privées américaines qui ont en dépôt les « pétro-dollars », ainsi que par les « euro-dollars ».

Selon une étude du Sénat américain, la dette des pays économiquement arriérés s'élèverait à 200 milliards de dollars (250 selon d'autres estimations) dont 60 sont dus aux banques privées américaines. Le cycle doit se poursuivre, chacune de ses spirales s'élargissant, sans quoi ce serait l'effondrement de tout le système. L'émission de dollars procure les « liquidités » nécessaires. La crise des monnaies se poursuit et aggrave le phénomène de la dépréciation. En outre, l'impérialisme US encourage à des fins de concurrence commerciale sur le marché mondial la dépréciation du dollar. Autre phénomène important à noter : l'abondance du capital argent que souligne la baisse des taux d'intérêts en Europe, due à la faiblesse des investissements. Cela veut dire que la relance ne peut venir de facilités de crédits, de dégrèvements d'impôts pour les investissements, mais d'accroissements monstrueux des dépenses parasitaires des Etats bourgeois. Alors, ce serait, c'est déjà la « relance » d'une inflation internationale. A nouveau, elle dépasserait le chiffre des 10 % chaque année dans tous les pays. Déjà le prix de l'or a atteint plus de 167 dollars l'once. Il s'achemine allègrement vers le dépassement du record antérieur, avant que diverses mesures et les ventes du FMI n'aient ramené son cours à un peu plus de 100 dollars.

Que faire ? Le même problème qui se pose aux USA et qui motive la querelle entre l'administration Car-

ter et le Président de la banque fédérale se pose à l'échelle internationale. L'URSS et les pays de l'Europe de l'Est, en raison de leurs besoins propres (cf. article sur le 60<sup>e</sup> anniversaire de la révolution russe) ainsi que la Chine et le Vietnam et d'autres pays où le capital a été exproprié ne peuvent rester en dehors de cette tension économique et financière internationale. L'endettement de l'URSS et de l'Europe de l'Est en témoigne. Selon une étude de la Bankers Trust Company de New York il aurait évolué ainsi : de 1961 à 1976, 42,5 milliards de dollars dont plus de la moitié pour les années 1975 et 1976 et 85 % depuis 1971 ; certains estiment que leur endettement atteindra de 80 à 90 milliards de dollars en 1980. L'accentuation des contradictions économiques des pays capitalistes ne laisse aucun doute : il est exclu que l'URSS et les pays d'Europe de l'Est puissent augmenter de façon importante leurs ventes en Occident, tandis que leurs besoins d'avoir recours aux importations venant de ces pays demeurent et s'accroissent.

Quatre années d'efforts en vue de « relancer » l'économie capitaliste, selon les méthodes classiques, aboutissent à un échec patent et avoué. C'est une tension sans précédent. La guerre économique commence. Le protectionnisme, le nationalisme économique progressent. Manifestement, on s'approche d'un point de rupture. D'autant que les rapports économiques, ainsi que Marx l'a expliqué, sont l'expression des rapports sociaux qui les constituent et par là même dépendent et nourrissent les rapports politiques et les rapports entre les classes.

---

### **ALIGNEMENT PLUS STRICT DE LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN**

---

A ce point de vue aussi, les développements quantitatifs préparent

une transformation qualitative. Significative est l'évolution, au cours de ces derniers mois, des rapports entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin. Nous avons vu que Brejnev a utilisé la « commémoration » de la révolution d'Octobre pour vanter et réaffirmer les vertus de la Sainte Alliance contre-révolutionnaire, tout au moins de son axe Moscou-Washington et de ses ramifications en Europe. La bureaucratie du Kremlin bat en retraite. Elle recule de plus en plus face à la pression impérialiste américaine, qui n'hésite pas d'ailleurs à se servir de la bureaucratie chinoise.

La bureaucratie chinoise, de son côté, sollicite de l'impérialisme des rapports économiques élargis en fonction de sa tentative d'appliquer une nouvelle politique fondée sur les critères de « stimulants économiques », de rationalisation sinon de rentabilisation. Elle propose même une coopération militaire qui lui permettrait d'améliorer et de moderniser son équipement militaire. La bureaucratie du Kremlin a accepté de discuter avec l'impérialisme américain de nouveaux accords à propos des armements stratégiques sur le terrain où les situe ce dernier.

Dans un premier temps, les premiers accords SALT qui venaient à échéance au début octobre sont prolongés. Ces accords n'incluent pas les armes nouvelles, dont les fameux missiles Cruiser que l'impérialisme US peut produire sans limitation. L'aboutissement de ces discussions n'est pas encore connu mais le Président Carter a déclaré à la fin octobre :

« Ma prédiction est que d'ici quelques semaines nous aurons un accord SALT dont notre pays sera fier. »

De quel accord l'impérialisme US peut-il être fier sinon d'accords qui lui laissent la liberté de développer ses gigantesques dépenses militaires, son arsenal, et ses projets de nouveaux types d'armements, et qui lui

donnent les moyens de contrôler les arsenaux et les usines de production d'armement de l'URSS.

La suite doit être suivie très attentivement. Choissant une fois encore l'occasion de la « commémoration de la révolution d'Octobre », Brejnev a rallié le point de vue de l'impérialisme US :

« Nous sommes prêts à convenir de prolonger un moratoire sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques parallèlement à l'interdiction de tous les essais d'armes nucléaires pour une période déterminée. »

Brejnev ajoute :

« Nous espérons que cette démarche importante de l'URSS sera appréciée à sa juste valeur par nos partenaires aux pourparlers et que la voie sera ainsi déblayée pour la conclusion d'un traité que les peuples attendent depuis longtemps. »

C'est consacrer l'avance des USA en ce qui concerne tout aussi bien les applications militaires que civiles de l'énergie atomique ; c'est aussi accepter en principe les contrôles ; c'est enfin exiger des autres pays qu'ils s'alignent sur un éventuel accord conclu entre les USA et le Kremlin, dont l'impérialisme américain a imposé les bases. Pour l'instant, tout est en cours. Rien ne semble encore conclu. Il reste que la direction prise est évidente et significative.

---

### **UNE COOPERATION CONTRE-REVOLUTIONNAIRE PARFAITEMENT AGENCEE**

---

Au même moment, après avoir failli capoter au cours des discussions préliminaires, la 2<sup>e</sup> session de la « Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe » s'est ouverte à Belgrade. La bureaucratie du Kremlin a accepté que les débats se pro-

longent aussi longtemps que nécessaire pour aboutir à une déclaration commune. Là aussi les choses sont en cours et il est trop tôt pour prévoir leur aboutissement. Cependant l'ouverture de cette deuxième session est sur la ligne du renforcement de la coopération contre-révolutionnaire, qui donne à l'impérialisme l'initiative vis-à-vis du Kremlin et des bureaucraties satellites et parasitaires.

La presse occidentale ne cache pas que le Kremlin est pleinement rassuré : la question des libertés est un simple prétexte, un moyen de pression, dont les gouvernements capitalistes n'usent qu'à bon escient. L'impérialisme « n'entend pas compromettre les résultats obtenus sur d'autres plans ». La « liberté », c'est d'abord la libre circulation des marchandises et des capitaux. Ainsi, des discussions extrêmement sérieuses et importantes, en marge de la Conférence de Belgrade, mais conformément à sa signification, sont engagées entre la Communauté Economique Européenne et le COMECON. Elles portent sur les rapports économiques et financiers entre les pays capitalistes européens et les bureaucraties du Kremlin et satellites. Par contre, les « grandes démocraties occidentales » n'ont pas fait un drame du nouveau procès de Prague au cours duquel, de façon provocatrice, ont été « jugés » et condamnés Otta Ornest à trois ans et demi de prison, Jiri Lederer à trois ans, Franšek Pavlicek à 17 mois de prison, Varclav Havel à 14 mois, tout comme elles ne lèvent pas le petit doigt contre la répression qui s'étend en URSS.

---

### **LA QUESTION DU MOYEN-ORIENT**

---

La coopération contre-révolutionnaire est parfaitement agencée et mise au point au Moyen-Orient toujours en fonction des intérêts de l'impérialisme US. Simultanément à la



progression de la discussion sur les accords SALT, et à la tenue de la 2<sup>e</sup> session de la « conférence sur la sécurité et la coopération en Europe », Washington et Moscou ont publié une déclaration commune dont l'objectif est d'imposer la reconnaissance de l'Etat d'Israël aux pays arabes.

La déclaration invoque « la solution de la question palestinienne » en faisant allusion à la « satisfaction des droits du peuple palestinien », sans dire lesquels, car satisfaire les droits du peuple palestinien est incompatible avec la reconnaissance de l'Etat d'Israël. Mais son objectif est aussi de faire pression pour obtenir « le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du conflit de 1967 ». C'est très exactement le « plan de paix » américain qui s'évertue à résoudre la quadrature du cercle : se retirer sur les frontières de 1967 entraînerait la désagrégation d'Israël. Quant au peuple palestinien il ne peut s'accommoder d'un Etat croupion. La défaite du peuple palestinien et des masses libanaises n'a pas surmonté cette impasse. Washington en appelle au Kremlin pour qu'il l'aide à appliquer son plan de paix et celui-ci répond présent.

« Les deux gouvernements croient que, pour assurer la sécurité des frontières entre Israël et les Etats arabes voisins, outre des mesures telles que l'établissement de zones démilitarisées et le stationnement dans ces zones de troupes d'observateurs de l'ONU, ces frontières, ainsi que le respect des clauses du règlement, pourraient bénéficier de garanties internationales si les partis contractantes le désiraient. Les Etats-Unis et l'Union soviétique sont prêts à participer à ces garanties sous réserve de l'approbation de leurs instances constitutionnelles :

« Les Etats-Unis et l'Union soviétique croient que le seul moyen de parvenir à une solution fondamentale de tous les aspects du problème du Proche-

Orient, dans son ensemble, est la négociation dans le cadre de la Conférence de Genève, spécialement réunie à cette fin, avec la participation à ses travaux de représentants de toutes les parties mêlées au conflit, y compris les représentants du peuple palestinien, et à la mise en forme légale et contractuelle des décisions prises à la conférence.

« En leur qualité de co-présidents de la conférence de Genève, les Etats-Unis et l'Union soviétique affirment leur intention, par des efforts communs et par leurs contacts avec les parties concernées, de faciliter, par tous les moyens, la reprise des travaux de la conférence, au plus tard en décembre 1977. Les co-présidents notent que plusieurs questions de procédure et d'organisation doivent encore faire l'objet d'un accord entre les participants.

« Guidés par l'objectif de parvenir à un règlement politique juste au Proche-Orient et d'éliminer la situation explosive dans cette région du monde, les Etats-Unis et l'URSS appellent toutes les parties du conflit à comprendre qu'il est nécessaire de considérer avec soin les droits et les intérêts légitimes des uns et des autres et de démontrer qu'elles sont, chacune, prêtes à agir en conséquence. »

Sous le camouflage des troupes de l'ONU, ce sont les troupes de l'impérialisme, qui, étant donné l'impossibilité de stabiliser autrement le Moyen-Orient, seront chargées du maintien de l'ordre. La bureaucratie du Kremlin intime l'ordre aux gouvernements des pays arabes de s'aligner sur cette politique. Jusqu'à présent, la plus farouche opposition vient de l'Etat d'Israël qui a besoin, pour ne pas se décomposer, d'être hégémonique en cette partie du monde, bien qu'il ne le puisse pas : l'impérialisme a enfanté d'un monstre, ce qui ne va pas sans lui créer d'énormes difficultés. Les gouvernements

des pays arabes, Sadate en tête qui vient de se déclarer prêt à aller à Jérusalem — ce qui est reconnaître de facto Israël —, sont prêts à souscrire au plan américain, que la bureaucratie du Kremlin appuie inconditionnellement une fois de plus.

---

### L'APPROCHE D'UNE NOUVELLE ETAPE

---

L'alignement toujours plus strict de la bureaucratie du Kremlin, mais aussi de la bureaucratie chinoise sur l'impérialisme US, le rapprochement de Castro et aussi des dirigeants vietnamiens, annoncent l'approche d'une nouvelle étape. Tout devient plus clair encore lorsque l'on considère la politique des différents partis communistes dans le monde. De plus en plus ouvertement, chacun selon le mode qui lui est propre, et selon les conditions du pays où il déploie son activité contre-révolutionnaire, ils soutiennent les gouvernements, les régimes en place. L'article du camarade Michel Lancray souligne comment le Parti communiste japonais soutient l'Etat et le gouvernement de ce pays et le lien que « L'Humanité » et Fiterman établissent entre sa politique et celle du PCF. En Amérique latine le Parti communiste d'Argentine est le fidèle soutien du gouvernement Videla. Le Parti communiste péruvien, les dirigeants staliniens et maoïstes de la Confédération générale des travailleurs péruviens ont notamment saboté la grève générale du 19 juillet, pour ensuite lancer les mineurs en grève le 25 juillet. Ils ont opposé, le 20 septembre, une grève générale de 48 heures à la grève générale illimitée. Ils soutiennent totalement la politique du gouvernement Bermudez, appliquant une politique tout aussi contre-révolutionnaire que l'est celle des PC d'Argentine et du Japon.

Une crise économique, sociale et politique au Japon, deuxième ou troisième puissance capitaliste mondiale,

ébranlerait l'Asie déjà vacillante et disloquerait le système impérialiste dans son ensemble. Le danger en Amérique latine n'est pas moins grand : tout le continent est miné, un effondrement comme il s'en est déjà produit en Chine et récemment au Vietnam, bien que les formes en seraient différentes, est une possibilité tout à fait réelle ; en tout cas, de nouvelles crises révolutionnaires y sont inévitables.

De ce côté aussi, le système impérialiste, « l'ordre » que garantit la nouvelle sainte alliance contre-révolutionnaire est menacé. L'appui que, sans aucune contrepartie, le Kremlin apporte à l'impérialisme US au Moyen-Orient procède de la même appréhension : l'ordre impérialiste malgré les coups portés aux masses y est instable, il repose sur du sable. Le régime de Sadate est instable, déchiré, dans l'impasse économique, menacé d'explosions sociales et politiques. Celui du dictateur syrien ne vaut pas mieux. Israël aussi est entré dans une phase de décomposition et de convulsions fiévreuses, conséquences de l'impasse que tous les habitants d'Israël ressentent. Un effondrement au Moyen-Orient ne saurait être localisé. Il affectera l'ordre impérialiste dans lequel s'insèrent la bureaucratie du Kremlin, son appareil international, les bureaucraties satellites.

---

### UNE FOIS DE PLUS : L'EUROPE

---

Le plus haut point de concentration des contradictions sociales, économiques et politiques se situe néanmoins en Europe où conjointement la bourgeoisie, la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites sont prises à la gorge.

La série d'articles que le camarade Jean-Jacques Marie consacre au soixantième anniversaire de la révolution d'Octobre souligne celles qui déchirent la bureaucratie du Krem-

lin, et les bureaucraties satellites. Comme dans le cratère d'un volcan le bouillonnement, les explosions qui viennent à la surface prouvent que le feu couve en profondeur. Les procès en Tchécoslovaquie démontrent que le feu révolutionnaire brûle toujours. Une explosion comme la grève des 35 000 mineurs de la vallée du Jin, en Roumanie, réagissant contre les atteintes à leur régime de retraite que le gouvernement avait décidées, indique que les éléments de la révolution politique y mûrissent.

La continuité de la résistance du prolétariat à la bureaucratie et aux distorsions que sa gestion impose à l'économie est évidente : à la dernière session du CC du POP, Gierak a déclaré : « Il existe des difficultés douloureusement ressenties. » En Allemagne de l'Est, après l'affaire Biermann, celle de Rudolf Barho, arrêté tandis que des dizaines d'écrivains et d'artistes allemands vivant en Allemagne de l'Est ont été expulsés à l'Ouest, des grèves ont éclaté à Berlin et Dresde. A Berlin, dans la nuit du 7 au 8 octobre mille jeunes ont affronté la police, malgré la répression. L'équilibre politique en Yougoslavie est si instable que la bureaucratie craint que la mort de Tito ne déclenche une crise. Elle ne sait si elle sera capable de la maîtriser.

La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites doivent s'appuyer de plus en plus directement sur l'impérialisme contre la révolution menaçante en Europe de l'Est et l'appuyer inconditionnellement en Europe de l'Ouest. Là est le « secret » de leur alignement toujours plus strict. Les PC de l'Europe de l'Ouest suivent très strictement cette orientation ; ils défendent « l'ordre européen » qui conditionne l'existence de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites. Il est vrai que les déchirements des bureaucraties parasitaires, de celle du Kremlin jusqu'en ses sommets, résultant de son impasse, se reflètent obligatoirement au sein de l'appareil stali-

nien international. La tendance des appareils des PC d'Europe de l'Ouest est naturellement de s'aligner sur les couches de la bureaucratie du Kremlin qui s'avancent le plus vite sur la voie des concessions les plus extrêmes à l'impérialisme, ce qui recoupe leurs besoins politiques qui sont fonction du pays où leur politique contre-révolutionnaire se déploie. Ce qui ne va pas sans distordre l'appareil international du stalinisme et faire émerger certaines des contradictions qui l'assaillent. Les journaux ont monté en épingle le fait que Carrillo, secrétaire du PCE, n'a pas pu prendre la parole au Kremlin le jour de la commémoration de la révolution d'Octobre. C'est important, mais ça aide Carrillo à développer sa politique en Espagne qui étaye de toutes les forces du PCE la monarchie franquiste, et Carrillo a tenu à affirmer qu'en aucun cas il n'y a, il n'y aura, de rupture entre le PCE et le Kremlin. Il répète ainsi ce que Marchais et Berlinguer ne cessent de dire et de redire.

Le plus important, ce qui est décisif est au contraire l'accentuation, l'affirmation de plus en plus cynique et ouverte de la politique contre-révolutionnaire, du soutien direct de ces PC, en plein accord avec la bureaucratie du Kremlin, aux régimes bourgeois en place, quels qu'ils soient.

La politique de soutien tous azimuts de la monarchie franquiste s'étale aux yeux de tous. Après sa participation aux élections — contre-feu à la révolution montante —, le Parti communiste espagnol a, comme tous les autres partis qui ont participé aux élections, ratifié le pacte de la Moncloa que le gouvernement Suarez a mis au point et qui rejette sur le dos des masses toutes les conséquences de la crise économique : « le compromis historique à l'espagnol ». Bien entendu il a chaleureusement approuvé « l'octroi » par le gouvernement Suarez d'une généra-

lité de Catalogne qui habille la centralisation étatique. Le PCE va toujours plus loin : il approuve (et avec lui les commissions ouvrières) le plan du gouvernement qui veut imposer l'unicité syndicale, une seule centrale imposée par le pouvoir, c'est-à-dire une nouvelle mouture du corporatisme, à quoi s'opposent l'UGT et la CNT. Alors que les dirigeants du PS, ultra-opportunistes cependant, repoussent l'idée d'un gouvernement de coalition, il n'est plus chauds partisans de cette coalition que les dirigeants du PCE. Cette perspective ouverte, parfaitement conscient de la faiblesse, de l'impuissance, du caractère artificiel de l'Union du Centre de Suarez, Carrillo n'a pas hésité à nouer le dialogue public, démonstratif et fraternel avec Fraga Iribarne, ministre de l'Information de Franco, responsable de l'ordre public dans le premier gouvernement de la monarchie franquiste, dirigeant de l'Alliance populaire, représentant le plus authentique des franquistes vivants.

Le Kremlin approuve pleinement cette politique et impulse son élaboration. Le 12 septembre, Vladimir Pertsov, membre du CC du PC de l'URSS, et quelques membres du Comité exécutif du PCE se sont réunis et ont publié un communiqué qui déclare nettement que la discussion a porté sur la situation politique dans les deux pays. Bien évidemment, plus discrètement, la liaison est constante entre le PCE et Moscou. En l'occurrence, il s'agissait d'affirmer spectaculairement de nouveaux actes de soutien à la monarchie franquiste, l'accord plein et entier de la bureaucratie du Kremlin à la politique du PCE.

---

### LES DIFFERENTS VISAGES DU COMPROMIS HISTORIQUE

---

Les mêmes constatations s'imposent en ce qui concerne la politique du Parti communiste italien. Inven-

teur de la formule (mais non de son contenu) : « le compromis historique », le PCI reçoit les encouragements conjoints du Vatican et du Kremlin.

L'« Osservatore Romano » écrit :

« Nul ne pourrait mieux que nous se féliciter sincèrement qu'un grand parti de masse aussi riche de ferments que le PCI réussisse réellement à dépasser dans la théorie et la pratique l'a priori idéologique marxiste-léniniste matérialiste et athée. »

A quoi les dirigeants du PCI font écho en se proposant, après avoir répudié la dictature du prolétariat, d'éliminer des statuts de leur parti toute « référence au marxisme-léninisme ». De son côté « La Pravda », en référence au « colloque de Bologne » se félicite de

« la justesse et la rigueur du Parti communiste italien tant à l'échelle locale que nationale. »

Le Parti communiste portugais a, à son tour, mis en avant une formule de « compromis historique » conforme à la « réalité portugaise », en proposant la constitution d'un gouvernement de coalition nationale englobant le PCP, le PS et les partis bourgeois PSD et CDS, cela en raison de l'aggravation de la situation économique et politique. Le général Eanes, au cours d'un discours prononcé le 15 octobre à l'occasion de la rentrée parlementaire, a repris la balle au bond. Il a demandé aux partis de trouver par voie de négociation une solution politique, en d'autres termes de réaliser un « compromis historique » à la mode portugaise.

L'accentuation des politiques contre-révolutionnaires des PC d'Europe, le cadre qui leur est de plus en plus commun du « compromis historique », c'est-à-dire où, ouvertement, les PC soutiennent de toutes

leurs forces, de l'extérieur jusqu'à présent, les gouvernements et les régimes politiques en place, correspondent à l'aggravation des crises politiques de ces régimes, à l'imminence de crises révolutionnaires.

Evidemment, il y a dans les pays d'Europe inégalité de développement, particularités. On ne peut mettre un signe égal entre les rapports qui existent aujourd'hui en Allemagne de l'Ouest, en Angleterre, et ceux qui existent déjà au Portugal, en Espagne, en Angleterre, en Italie, en France. Entre ces derniers pays il existe également d'importantes différences mais l'Europe, Ouest et Est, constitue un ensemble économique, social et politique organique, dont les liens et les relations n'ont jamais été aussi directs et étroits. Le moment approche où la quantité va se transformer en qualité. Pour l'Europe, cela signifie que « l'ordre » européen issu de la guerre, rongé, miné, se disloquera.

Lorsque l'on approche de la limite, peu de chose suffit ; que s'ouvre une crise révolutionnaire en un des pays d'Europe où elle affleure, et, ainsi qu'une réaction en chaîne, l'Europe entière sera entraînée en un gigantesque bouleversement. Voilà qui explique le raidissement désespéré de la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international, dont les PC d'Europe restent des rouages.

---

### **IL FALLAIT UN PRETEXTE, CE FUT « L'ACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN »**

---

La politique du Parti communiste français s'éclaire d'une lumière crue ; à tout prix empêcher que la crise de la bourgeoisie n'ouvre la voie à une crise révolutionnaire : c'est « l'ordre » européen à l'Ouest et à l'Est qui est en jeu. Le précédent numéro de « La Vérité » a montré que dans un pays comme la France les élections législatives avaient joué

un rôle capital aux grands moments du développement de la lutte des classes du prolétariat.

Le système bonapartiste bâtard de la V<sup>e</sup> République agonise depuis que de Gaulle dut démissionner de la Présidence de la République, à la suite de sa défaite au référendum d'avril 1969 qui a été l'exécuteur, au moins en partie, du verdict de la grève générale française de mai-juin 1968 : « De Gaulle, dix ans ça suffit. » Les lecteurs de « La Vérité » et des publications de l'OCI, « Informations ouvrières » notamment, ont suivi moment par moment la longue agonie de la V<sup>e</sup> République (la plupart ont participé à l'action politique de l'OCI, pour en finir avec la V<sup>e</sup> République).

Ils ont constaté comment la politique de « l'Union de la gauche-front populaire » était la V<sup>e</sup> République, aussi bien au cours des luttes de classe partant des revendications que sur le plan directement politique, par exemple dans le refus de combattre à partir de juin 1974 pour la dissolution de l'Assemblée nationale dont la majorité élue en mars 1973 a été à chaque élection désavouée. Certaines échéances politiques sont néanmoins inéluctables, dont les élections législatives de mars 1978.

Les résultats des élections municipales n'ont laissé aucun doute ; aux élections législatives de 1978, logiquement, les partis intégrés à la V<sup>e</sup> République doivent être écrasés. Qui plus est : la loi électorale conçue pour assurer une majorité massive à l'Assemblée nationale aux partis de la V<sup>e</sup> République devrait avoir cette fois-ci des effets contraires. Le scrutin d'arrondissement nominal à deux tours permet en effet aux partis ouvriers de présenter chacun leur candidat au premier tour et de se désister pour le candidat du parti ouvrier le plus favorisé au second tour. La loi électorale pour les élections municipales oblige à déposer dans les communes de plus de 30 000 habitants, dès le pre-

mier tour, des listes complètes et bloquées. Ces listes ne doivent pas être modifiées au second tour. Les partis qui les composent ne peuvent donc se départager au premier tour et se désister réciproquement ou former une nouvelle liste au second tour. Cette circonstance convenait parfaitement à la politique que dresse « l'Union de la gauche » contre la politique du front unique ouvrier. Au premier tour, le PCF et le PS ont intégré les représentants des partis bourgeois aux listes qu'ils présentaient, au nom de « l'Union de la gauche », radicaux de gauche, gaulistes et autres. Par suite, le vote classe contre classe devenant impossible. Le mode de scrutin pour les élections législatives le permet. Il autorise donc une victoire des partis ouvriers et non de « l'Union de la gauche ».

Une majorité de députés du PCF et du PS à la prochaine Assemblée nationale est du domaine du possible.

Mais ce serait un double échec de la politique de « l'Union de la gauche ». Premièrement : défaite des partis de la V<sup>e</sup> République que « l'Union de la gauche » conforte. Deuxièmement : la ligne de retraite de la constitution d'un gouvernement d'Union de la gauche qui subordonne le prolétariat à la bourgeoisie, au travers de ses partis, deviendrait difficile à défendre et à tenir. Le vote classe contre classe — au premier tour vote pour le parti ouvrier de son choix, au deuxième tour désistement pour le candidat du parti ouvrier ayant obtenu le plus de voix au premier tour, report de toutes les voix sur lui —, en permettant que soit élue une majorité de députés du PS et du PCF, porterait le coup final à la V<sup>e</sup> République agonisante. La crise révolutionnaire s'ouvrirait. Porter au pouvoir un gouvernement du PS et du PCF sans ministres représentant des organisations et partis bourgeois découlerait logiquement du résultat des élections.

Dès lors que cette éventualité devenait vraisemblable et proche, la direction stalinienne du PCF se lançait sur l'ordre du Kremlin, à corps perdu, dans la bataille pour éviter par tous les moyens la défaite des partis intégrés à la V<sup>e</sup> République et pour empêcher à tout prix qu'une majorité de députés du PCF et du PS soit élue aux prochaines élections législatives. La bureaucratie du Kremlin apportait son soutien ouvert au gouvernement Giscard-Barre en recevant ce dernier à Moscou, et ensuite le ministre Bourges. Brejnev déclarait espérer recevoir Barre à Moscou l'année prochaine, c'était dire qu'il souhaitait la victoire des partis de la V<sup>e</sup> République aux prochaines élections. Aux dirigeants du PCF revenait la tâche de chercher et de trouver un prétexte pour rompre avec le Parti socialiste. Ce prétexte, ce fut « l'actualisation du Programme commun ».

---

### MAUVAISE QUERELLE, FAUX PROBLEMES

---

Le dernier numéro de « La Vérité » a déjà analysé le « contenu » des exigences nouvelles du PCF et montré qu'elles ne modifiaient pas la nature du Programme commun, programme de défense de la V<sup>e</sup> République, programme incohérent si l'on considère toute une série de ses propositions, mais très cohérent en ce qui concerne la fonction de « l'Union de la gauche ».

Revenir sur les propositions du PCF et les réponses qu'y apporte le PS n'est cependant pas inutile.

La direction du PCF propose que le SMIC soit porté à 2 400 F si « l'Union de la gauche » obtient la majorité en mars 1978. Elle affirme que la direction du PS refuse. C'est une falsification. Le PS propose que, comme il avait été convenu, il soit considéré que le SMIC aurait dû

s'élever à 2 200 F en mars 1977 et qu'au cas où « l'Union de la gauche » obtiendrait la majorité et formerait le gouvernement, une concertation entre le gouvernement et les centrales syndicales en fixe alors le montant. Mauvaise querelle.

La querelle à propos des nationalisations est tout aussi vide de contenu. Le PCF propose de nationaliser toutes les filiales, dans lesquelles les neuf groupes que le « Programme commun » affirme vouloir nationaliser ont une participation majoritaire. Le PS estime qu'il ne faut nationaliser que les filiales dont les actifs sont détenus à 98 % par les groupes en question et seulement les actifs que ces groupes possèdent dans les autres filiales. Or, quelle était la position du PCF en avril 1977 ? Un livre récemment paru, du sénateur PCF Anicet Le Pors, membre du CC, économiste qui écrit dans « Economie et politique » sous le pseudonyme d'Alexis Cousin, et que « IO » a cité, en témoigne. Page 223, on y lit :

« La liste des sociétés à nationaliser en conséquence des propositions d'actualisation du Programme commun présenté en avril 1977 par le PCF a été réalisée en recensant l'ensemble des participations publiques obtenues de ce fait (c'est-à-dire du fait de la nationalisation des groupes - NDLR). »

Le PCF admet donc qu'il suffirait de nationaliser les actifs des groupes et non toutes les filiales auxquelles ils participent. Que cette conception soit juste ou fautive est une autre question : telle était la position commune du PCF et du PS. Mauvaise querelle encore.

Le PS propose de nationaliser 295 sociétés plus les participations des groupes à nationaliser dans d'autres filiales, environ 1 500. Dans la plupart des cas, les participations dans les filiales dépassent 50 %, or il suf-

fit en pratique, compte tenu de la dispersion des actions, de 30 % de celles-ci pour, en général, contrôler une société. Le PCF propose de nationaliser 729 sociétés. Le nombre de salariés qui travaillent pour les sociétés dont le PS propose la nationalisation s'élève, en y comprenant ceux des banques d'affaires et des assurances qui devraient être nationalisés également, en plus des 9 groupes, à :  $110\ 000 + 450\ 000 = 560\ 000$ . Le nombre de travailleurs qu'emploient les sociétés que le PCF propose de nationaliser, banques et assurances incluses, s'élève à :  $110\ 000 + 503\ 000 = 613\ 000$ . Les groupes qui devraient être nationalisés ne représentent que 5 % de la production intérieure brute française ; leurs investissements industriels que 15 % des investissements industriels français, alors que le secteur public français réalise 35 % de ces investissements. Bien entendu, pour le PS comme pour le PCF, il ne s'agit pas d'expropriation, mais de nationalisation avec indemnités. Rappelons ce qu'écrivent eux-mêmes les dirigeants du PCF : en tenant compte de toutes les autres nationalisations que le PCF proposait d'ajouter aux neuf groupes, Jean-Pierre Goudard écrivait dans « L'Humanité » du 29 juillet 1977 :

« Le secteur public élargi représenterait moins de 1 % des entreprises françaises, 15 % de la population active, 13 à 15 % du produit intérieur brut. »

Le PCF ne veut donc pas passer du capitalisme « au collectivisme », mais « aménager » le capitalisme, tout comme le veut le PS. Mauvaise querelle toujours.

En outre, s'il faut bien entrer dans le détail des propositions du PCF pour en montrer le mécanisme, elles ne sont pas sérieuses. Une réelle maîtrise du secteur bancaire et des assurances devrait permettre de contrôler tous les rouages de l'économie, conduire à l'expropriation de tous les

secteurs de l'économie. Comment préparer et mettre en application la maîtrise réelle du secteur bancaire et des assurances ? La seule méthode consiste à préparer, à l'initiative des syndicats, un congrès des travailleurs des banques et des assurances, révélant au grand jour la comptabilité pour l'ensemble de l'économie française et préparant le contrôle des travailleurs de ce secteur, de tous les travailleurs sur l'économie. Le congrès pourrait se préparer et se tenir dès maintenant. Il n'en est évidemment pas question. Le contrôle ouvrier impliquerait non seulement d'en finir avec la V<sup>e</sup> République, mais un autre pouvoir, un autre gouvernement, le gouvernement ouvrier et paysan, un autre Etat, l'Etat ouvrier.

Les propositions du PCF introduisent par contre, sous une certaine forme, le corporatisme cher à la CFDT, en préconisant la participation de représentants syndicaux, plus ou moins ratifiée par les travailleurs, à la gestion des entreprises nationalisées. Là n'est pas la vocation des syndicats qui, en tout état de cause, doivent rester indépendants des gouvernements, des Etats et des partis. En tenant compte du fait qu'il s'agit de « réformer » le mode de production capitaliste, donc qu'il se survive et se renforce, cela signifie tout simplement faire des syndicats des rouages de l'exploitation capitaliste : les travailleurs désigneraient ceux qui seraient chargés de leur faire suer de la plus-value. Il faudra revenir sur ces questions.

---

**LE PCF VEUT SAUVER  
GISCARD-BARRE,  
EVITER LA CRISE  
REVOLUTIONNAIRE**

---

Quand bien même les différences « programmatiques » ou d'interprétation du Programme commun

seraient fondamentales, rien d'autre que la volonté d'empêcher l'écrasement des partis de la V<sup>e</sup> République, d'empêcher une victoire politique de la classe ouvrière que serait l'élection d'une majorité PS-PCF à la prochaine Assemblée nationale, l'effondrement de la V<sup>e</sup> République et l'ouverture de la crise révolutionnaire, n'explique la politique du PCF.

En principe la seule justification à l'existence de plusieurs partis de la classe ouvrière, ce sont justement des divergences programmatiques fondamentales. Voilà qui n'exclut pas le front unique des partis ouvriers sur tous les points, dans tous les domaines où il est immédiatement possible. Il n'est pas besoin de « Programme commun » pour appliquer aux élections législatives l'a, b, c, du front unique ouvrier, les désistements réciproques. Il n'est pas besoin de Programme commun pour désigner l'objectif premier : battre les partis de la V<sup>e</sup> République, chasser le gouvernement Giscard-Barre.

Or, toute la politique du PCF tend au contraire à empêcher les désistements réciproques au deuxième tour. Des relents de la théorie du social-fascisme, de la politique « mieux vaut Hitler au pouvoir que la social-démocratie », sous la forme « mieux vaut que Giscard-Barre restent au pouvoir plutôt que le PS et Mitterrand y accèdent », remontent. Les dirigeants du PCF utilisent la formule suivante « nous ne servirons par de marchepied au PS et à Mitterrand » ; mais ils font la courte-échelle à Giscard-Barre. Le dernier CC du PCF vient encore de franchir un cap : depuis des années, les dirigeants du PCF affirmaient qu'une majorité parlementaire était indispensable « pour changer la vie » ; plus ou pire, qu'une majorité de 51 % ne suffisait pas, qu'il fallait une majorité beaucoup plus importante. Désormais, les résultats électoraux ne les intéressent que secondairement, ce ne sont plus



51 %, ou plus, de voix qui feront pencher la balance de l'histoire mais

« un million de communistes seront une garantie fondamentale que l'union sera solide, que le mouvement populaire continuera à se développer, qu'il ne sera pas dévoyé, qu'il sera demain majorité, victorieux et dans les meilleures conditions pour mettre en œuvre les transformations dont la France a besoin. »

En clair plus tard, bien plus tard. Les dirigeants du PCF préparent la défaite aux élections et essaient d'y préparer leurs militants.

Mitterrand s'est prononcé pour le désistement réciproque des candidats de « l'Union de la gauche » au second tour. Cette position montre sans équivoque que Mitterrand reste totalement partisan de l'entente avec les partis bourgeois, en maintenant le lien entre eux et le PS par la médiation des radicaux de gauche. Le PS ne présentera pas de candidat dans 34 circonscriptions où se présenteront des radicaux de gauche. Il est évident que l'OCI n'appellera pas à voter pour les candidats radicaux au premier comme au second tour. Compte tenu de la loi électorale, la position de Mitterrand permet néanmoins le désistement réciproque entre le PS et le PCF dans l'immense majorité des cas. Les dirigeants du PCF, eux, refusent de s'engager sur ce point, mais leur orientation est claire : ne pas se désister au second tour, pour les candidats du PS, ne les empêchera pas de soutenir quelque gaulliste de « gauche », quelque candidat « démocratique et national ».

Accentuer la bataille pour les désistements réciproques au second tour entre les candidats du PS et du PCF est un axe central de la politique de front unique.

La question n'est pas a priori celle du programme, mais de la mobilisation et de la centralisation politique du prolétariat et des masses exploitées.

## 1936 : UN RAPPEL

L'exemple de 1936 vaut d'être rappelé une fois encore. En ce qui concerne les revendications de la classe ouvrière et des masses exploitées, le programme du Front populaire signé en janvier 1936 débitait les formules creuses suivantes, citées dans les mémoires de Duclos, p. 449 :

### « RESTAURATION DE LA CAPACITE D'ACHAT SUPPRIMEE OU REDUITE PAR LA CRISE.

*Contre le chômage et la crise industrielle :*

Institution d'un fonds national de chômage.

Réduction de la semaine de travail sans réduction du salaire hebdomadaire.

Appel des jeunes au travail par l'établissement d'un régime de retraites suffisantes pour les vieux travailleurs.

Exécution rapide d'un plan de grands travaux d'utilité publique, citadine et rurale, en associant à l'effort de l'Etat et des collectivités l'effort de l'épargne locale.

*Contre la crise agricole et commerciale :*

Revalorisation des produits de la terre, combinée avec une lutte contre la spéculation et la vie chère, de manière à réduire l'écart entre les prix de gros et les prix de détail.

Pour supprimer la dime prélevée par la spéculation sur les producteurs et les consommateurs : création d'un office national interprofessionnel des céréales.

Soutien aux coopératives agricoles, livraison des engrais au prix de revient par les offices nationaux de l'azote et des potasses, contrôle et ratification de la vente des superphosphates et autres engrais, développement du crédit agricole, réduction des baux à ferme.

Suspension des saisies et aménagement des dettes.

Mise au point de la révision des billets de fonds de commerce.

En attendant l'abolition complète et aussi rapide que possible de toutes les injustices que les décrets-lois comportent, suppression immédiate des mesures frappant les catégories les plus touchées dans leurs conditions d'existence par ces décrets.»

Malgré le Front populaire, les élections du 26 avril et du 3 mai étaient une retentissante victoire des partis ouvriers : la SFIO obtenait 140 élus au lieu de 90, le PCF obtenait 72 élus à la place de 10, le parti bourgeois des radicaux, en dépit du soutien de la SFIO et du PCF, prenait une déculottée : 116 élus au lieu de 159 ; les néo-socialistes également, 26 élus au lieu de 45. Les masses eurent conscience d'avoir remporté une grande victoire politique. Peu après, c'était la grève générale de juin 36. Elle arrachait les 40 heures, de considérables augmentations de salaires, les congés payés, les délégués d'ateliers, les conventions collectives, etc., toutes revendications qui, non seulement ne figuraient pas au programme du Front populaire, mais qui allaient à l'encontre du Front populaire. L'occupation des usines mettait en cause le droit de propriété. Les masses voulaient aller plus loin, toujours plus loin.

D'instinct, elles s'orientaient vers l'expropriation du capital. Elles réalisaient pratiquement ce que Marx écrivait en 1875 :

« Un seul pas du mouvement réel est plus important qu'une douzaine de programmes. » Non que les programmes ne soient pas importants mais parce que le programme du prolétariat procède du mouvement même du prolétariat.

L'argument des dirigeants du PCF ne tient pas. A la vérité c'est le contraire de ce qu'ils disent qu'ils craignent. Pour casser les conséquences de la victoire politique des masses aux élections d'avril-mai 1936, pour

disloquer la grève générale de juin 1936, qui posaient dans leur développement, non la question de telle ou telle nationalisation, mais celle du pouvoir, de quel gouvernement, de quel Etat, le PCF, l'appareil de la CGT ont dû s'engager à fond. Thorez donnait le signal en lançant devant les cadres du PCF de la région parisienne réunis le 11 juin au Gymnase Jean-Jaurès :

« Le but est maintenant d'obtenir satisfaction pour les revendications de caractère économique tout en élevant progressivement le mouvement des masses dans sa conscience et dans son organisation, alors il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas été obtenues, mais si l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles et les plus importantes des revendications... » (Cité par Jacques Duclos, p. 155.)

Les dirigeants du PCF savent parfaitement qu'une défaite des partis de la V<sup>e</sup> République, qu'une victoire politique de la classe ouvrière, ouvrirait les vannes au déferlement politique des masses. Ils savent que le flot tumultueux emporterait ainsi qu'un fétu de paille le Programme commun, programme de défense de la V<sup>e</sup> République et de ses institutions. Ils savent que l'enjeu ne serait plus la nationalisation avec indemnité de 225, ou de 729, ou de 1 450 filiales, de 9 groupes ou de 15 groupes, mais l'expropriation sans indemnités ni rachat de toutes les grandes sociétés capitalistes. Ils savent qu'il faudrait satisfaire promptement les revendications et pas seulement le SMIC à 2 400 F, abroger les réformes réactionnaires de la V<sup>e</sup> République.

Ils savent que ce serait l'Etat, le gouvernement qui seraient en cause : un gouvernement des seuls partis ouvriers, un Etat émanant de la classe

ouvrière et des masses organisées dans leurs comités. Ils savent surtout que nous ne sommes plus en 1936 : la crise la société bourgeoise est bien plus profonde, elle se noue à la crise de la bureaucratie du Kremlin, des bureaucraties satellites, de l'appareil international stalinien, dont le PCF est un rouage ; que c'est de la révolution européenne qu'il s'agit. Ils veulent avant tout que le prolétariat et les masses ne remportent pas une victoire politique nationale. Ils veulent briser leur élan car ils ne sont pas sûrs, bien qu'ils s'y emploieront éventuellement, de pouvoir, comme en 1936, le faire après.

---

## FEU SUR LE PS

---

Décidément, l'histoire fait des détours singuliers : c'est contre un Parti socialiste que l'on ne peut même pas qualifier au sens classique de réformiste, que convergent tous les coups des partis de la V<sup>e</sup> République, ceux du parti stalinien, ainsi que ceux de sa propre minorité, dite de gauche, le CERES. Dès le 8 octobre, au cours d'une interview télévisée, Barre centrait son attaque contre Mitterrand. Il disait :

« On ne peut pas éternellement finasser, la rose au poing, le cœur sur la main, en faisant appel au lyrisme, à l'émotion, en combinant, avec talent d'ailleurs, des considérations sur l'homme, la justice, sur la culture, sur l'écologie, et pour n'oublier personne, des considérations sur le fait de savoir si Dieu existe ou n'existe pas.

« Une partie de poker se déroulait. Monsieur Fabre a demandé à voir les cartes. Vous avez vu ce qui s'est produit. Monsieur Marchais n'entendait pas servir de marchepied, et, si vous permettez l'expression, n'entendait pas que son parti devint la volaille qui serait plumée. C'est une vieille expression politique, vous le savez ! La

France sait maintenant ce que l'on a vu.

« La morale de cette histoire, à mon avis, c'est que l'avenir ne peut pas appartenir et n'appartient pas au prince de l'équivoque.

« En premier lieu, ce que nous avons vu montre la fragilité du Parti socialiste. Il apparaît maintenant que le Parti socialiste n'a pas de stratégie de recherche. On voit d'ailleurs apparaître une nouvelle équivoque qui sera peut-être savamment construite et savamment entretenue. C'est un slogan : « Le Programme commun, mais rien que le Programme, mais tout le Programme commun ! »

De son côté, Chirac affirmait qu'il n'y avait rien de changé aux options collectivistes du PS (sic). L'un des angles d'attaque du RPR est la défense de l'école libre contre le PS, accusé de vouloir y porter atteinte. Récemment, Jacques Chirac accentuait encore ses attaques contre le PS. A Moulins, il disait, le 10 novembre :

« Le Parti communiste et le Parti socialiste ont fait une fois encore la démonstration de leur supercherie en prétendant vouloir assumer ensemble les responsabilités du pays. Ceux qui pensent que, désunis, nos adversaires d'hier sont moins dangereux se trompent. Le danger est aussi grand que du temps de l'Union de la gauche. Le Parti socialiste a été transformé en parti sectaire, autoritaire et marxiste ainsi que l'a voulu Monsieur François Mitterrand. Lorsque je dis cela, il m'accuse de polémique et de mentir. Mais ce n'est pas moi qui, en 1971, ai écrit le programme du Parti socialiste, « Changer la vie », au congrès d'Epinay ; « Il n'y a pas de socialisme sans appropriation collective des moyens de production ». Ce que devrait faire Monsieur Mitterrand, c'est de ne pas tergiverser, et — une fois n'est pas coutume, mais ce

serait contraire à sa nature —, nous dire ce qu'il pense... »

L'attaque contre le PS se déroule aussi à l'intérieur du PS. Le CERES s'insère dans la manœuvre du PCF en affirmant que la direction du PS se refuse à toutes concessions. Il proposait à la convention nationale du PS de début novembre de faire un pas en avant, en faisant d'autres concessions, nourrissant visiblement la propagande du PCF.

---

### DONNER UNE EXPRESSION POLITIQUE AUX ASPIRATIONS DES MASSES

---

Battre le PS aux prochaines élections est indispensable au sauvetage de la V<sup>e</sup> République. Une puissante poussée de ce parti, le PS devenant le premier parti à la prochaine Assemblée nationale, suffirait à finir de déstabiliser la V<sup>e</sup> République et ses institutions : un conflit ouvert entre le parlement et le pouvoir d'Etat que concentre le président de la République et les institutions de la V<sup>e</sup> République ; ou la reconstruction d'un certain parlementarisme incompatible avec le fonctionnement de la V<sup>e</sup> République et ses institutions, sans compter l'impulsion donnée à la lutte de classe du prolétariat. Tout autre serait la situation si le PS était battu aux prochaines élections, diverses combinaisons deviendraient peut-être envisageables. Giscard d'Estaing vient une fois de plus de souligner, au cour d'un discours prononcé devant le conseil constitutionnel, combien la République, sa constitution, ses institutions, se confondaient, au moment actuel, à la défense de l'Etat et de l'ordre bourgeois :

« Si j'ai rappelé ces dispositions, c'est pour souligner que

le texte de notre constitution, qui permet les évolutions lentes et réfléchies, nous met à l'abri des changements impulsifs. Nous veillerons tous ensemble, messieurs, dans le cadre de nos attributions au respect et au bon fonctionnement de cette République qui a la charge de conduire le progrès démocratique de la France. »

Or, une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale est incompatible avec le maintien de la V<sup>e</sup> République ; et même une victoire électorale du PS remettrait, à son corps défendant, immédiatement en cause les institutions et le fonctionnement de la V<sup>e</sup> République.

En dépit de ses propres intérêts électoraux, l'appareil du Kremlin l'exigeant, la direction du PCF va s'acharner à provoquer cette défaite. Ce faisant, elle déchaîne de violentes contradictions à l'intérieur de son parti car les militants se heurtent à l'opposition des grandes masses à cette politique, qu'elles ressentent comme une défense de la V<sup>e</sup> République et du gouvernement Giscard-Barre, contraire à leurs intérêts élémentaires. Il faut donner une expression politique aux aspirations des masses, une expression organisée, cohérente, claire, c'est la bataille que mène actuellement l'OCI.

C'est dans la mesure où cette opposition des masses à la politique de la direction du PCF gagnera en puissance et en ampleur que la direction du PCF peut être amenée à reculer. La campagne pour une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale, pour en finir avec le gouvernement Giscard-Barre, doit se développer, elle ne fait que commencer.

Actuellement, le mot d'ordre : « Dirigeants du PCF, engagez-vous immédiatement au désistement réciproque entre les candidats de votre parti et ceux du PS », ainsi que l'action politique pour arracher cet engagement, concentrent cette politique.

## RIEN NE SAUVERA LA V<sup>e</sup> REPUBLIQUE

Rien n'est joué. La politique de « l'Union de la gauche », dont la politique de division entre le PCF et le PS que la direction stalinienne développe est le prolongement, peut faire durer, prolonger l'agonie de la V<sup>e</sup> République, retarder la crise révolutionnaire. Elle ne peut les éviter. La « majorité » issue des élections de 1973 continue à se décomposer et à s'entre-déchirer. Le Parti républicain (formation de Giscard d'Estaing) vient d'affirmer qu'il était désormais « le premier parti de la majorité » et qu'il entendait renforcer cette position. Il s'agit de reléguer le RPR à la place la plus restreinte possible. Giscard d'Estaing prétend imposer aux partis intégrés à la V<sup>e</sup> République, au RPR qui n'en veut pas, « un programme commun ». Jacques Chirac, prenant la parole à la Confédération des petites et moyennes entreprises, condamne la taxation des prix que vient de décider Barre comme inefficace, vexatoire et inutile. Yves Guéna souligne que la tentative de rééquilibrage de « la majorité » est une erreur dangereuse, et il y a du vrai : l'histoire a fait que le parti de la V<sup>e</sup> République, c'est surtout le RPR.

Le fond de l'affaire vient de ce que, quoi que fassent le PCF et les appareils des confédérations syndicales, le gouvernement Giscard-Barre, le système politique en place est incapable de maîtriser les développements économiques et politiques. La faillite du plan Barre est retentissante, bien que sous une forme ou une autre les appareils syndicaux, en signant et en ne signant pas des contrats salariaux ont contribué à imposer la diminution du pouvoir d'achat : au lieu de 6,5 % d'augmentation au niveau des prix, en 1977, les prévisions officielles la situent actuellement à 9,7 % et l'indice officiel la sous-estime d'au moins 1,8 à 2 % ; la

progression du produit national brut devait être de 4,5 %, elle sera à peine de 3 % ; les investissements stagnent ; le chômage a officiellement augmenté de plus de 20 % ; la balance commerciale reste déficitaire ; et voilà maintenant que le franc baisse par rapport aux autres monnaies. Tout cela n'a rien d'étonnant lorsque l'on considère les contradictions qui assaillent le mode de production capitaliste dans son ensemble, auxquelles la bourgeoisie française ne peut rien.

Les mesures que vient de prendre Barre, à quatre mois des élections législatives, témoignent de son impuissance et de son affolement. Il déclare vouloir bloquer les prix au niveau du petit commerce, vouloir développer les grandes surfaces, comme si la cause fondamentale de la hausse des prix ne procédait pas du parasitisme nécessaire pour maintenir, ne serait-ce qu'à son niveau actuel, la production : c'est l'impuissance et le baratin. Pour masquer son échec, il s'en prend aux couches sociales qui forment l'électorat du RPR, du PR, des centristes. En d'autres termes, il se résigne à la faillite et creuse sa propre tombe politique. Au bout, inévitablement, la culbute. Rien ne peut empêcher la crise économique, sociale et politique de la bourgeoisie française de s'aggraver et de nourrir le processus de la lutte des classes.

Conjugués aux conséquences des réformes réactionnaires en cours, la hausse des prix et le chômage incitent la classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées, à la lutte sur tous les terrains, en partant des revendications, ou sur le terrain immédiatement politique, contre ce régime politique.

La bataille politique pour les déstabilisements réciproques rejoint directement celle pour les revendications. Elles ont un trait commun : elles sont dirigées contre le gouvernement Giscard-Barre, la V<sup>e</sup> République, ses institutions, le capitalisme. Elles ont un deuxième trait commun : elles

sont dirigées contre la division. Elles ont un troisième trait commun : la nécessité d'organiser une avant-garde, de dégager, de faire surgir des masses des formes d'organisation qui les unissent, qui leur permettent d'imposer aux organisations le front unique, qui leur donnent les moyens de décider — en quelques mots qui soient des parlements et des exécutifs ouvriers.

Un peu plus tôt, un peu plus tard, la V<sup>e</sup> République s'effondrera, ses institutions se disloqueront, la crise révolutionnaire s'ouvrira.

Un peu plus tôt, un peu plus tard, surgiront, se généraliseront les parlements et exécutifs ouvriers : les conseils, les soviets. Voilà ce que,

par ses initiatives politiques, l'OCI prépare chaque jour.

La révolution d'Octobre est vivante, bien vivante, actuelle, bien actuelle. Les soviets ont organisé le prolétariat et les masses exploitées de Russie. Ils ont une valeur universelle. Le moment vient où cette forme universelle d'organisation du prolétariat va à nouveau surgir non seulement en France, mais en Europe et ailleurs. Le tournant qui se prépare les rend nécessaires, ils surgiront.

Stéphane Just,  
le 13 novembre 1977.

D'UNE PERIODE DECISIVE

DE

LA LUTTE DES CLASSES EN FRANCE

# le combat de l'OCI

par Daniel ROBIN

*Dans quelles conditions, depuis le comité central des 3, 4 et 5 septembre, dont nous rendions compte dans le dernier numéro de « La Vérité », la bataille politique pour réaliser le plan de développement de l'OCI, pour commencer à modifier les relations de l'OCI avec les masses, s'est-elle menée ?*

Dans une résolution interne, début octobre, le CC analysait ainsi la situation :

« 1. La division orchestrée par les dirigeants du PCF exprime avec la plus grande clarté le contenu de la politique actuelle de l'Union de la gauche - front populaire qui vise à préserver le gouvernement Giscard-Barre, exprimant ainsi le contenu permanent de l'Union de la gauche, réponse contre-révolutionnaire à la révolution.

« 2. La division orchestrée par les dirigeants du PCF heurte de plein fouet, non seulement les aspirations des masses, mais également les illusions des masses. Les masses veulent la majorité PCF-PS pour en finir avec le gouvernement Giscard-Barre, pour les revendications. »

Cette politique de division, menée pour tenter désespérément de sauver Giscard-Barre et la V<sup>e</sup> République du désastre, vise à désorganiser le combat de classe et à diviser en même temps pour tenter d'interdire les luttes.

C'est précisément pourquoi, afin d'aider les travailleurs et les jeunes à réaliser l'unité dans le combat pour les revendications qui surgissent des conditions mêmes de la décomposition du régime social et politique, il est indispensable que les militants de l'OCI mènent le combat politique contre la division, pour la majorité PS-PCF aux élections.

Et ce, dans une situation éminemment favorable.

Jamais, peut-être, l'appareil stalinien n'a été à ce point à contre-

courant de la volonté des masses.

Sa politique de division vise à tenter de sauver la V<sup>e</sup> République. Elle crée contradictoirement une situation où les masses laborieuses, les travailleurs, les jeunes, les militants cherchent passionnément la voie pour surmonter la division. Des millions et des millions d'hommes sont conscients que la politique de division des dirigeants du PCF est dirigée afin qu'il n'y ait pas de majorité PS-PCF aux élections.

Comment se mène donc le combat des militants de l'OCI pour traduire les aspirations des masses et comment, dans cette activité, avancer vers le recrutement intensif, la formation des cadres militants et la diffusion en hausse de « IO » ?

---

### L'APPEL DE LA DELEGATION PERMANENTE DE LA CONFERENCE NATIONALE OUVRIERE ET JEUNE

---

La Délégation permanente de la Conférence nationale ouvrière et jeune s'est réunie à Paris le dimanche 25 septembre, en présence d'une centaine de délégués.

A l'issue de ses travaux, la Délégation permanente a adopté à l'unanimité un appel qui allait être largement diffusé par tract dans les entreprises, à l'initiative des militants de l'OCI et des comités unitaires de base.

Cet appel déclarait notamment :

« Après les élections présidentielles de 1974, qui ont vu la déroute de l'UDR-RPR, principal parti du régime pour lequel a été taillé sur mesure la constitution réactionnaire et anti-démocratique de la V<sup>e</sup> République, les dirigeants ont dit : il faut attendre les élections de 1978.

En 1974, il y avait : 800 000 chômeurs.

En 1977, il y a : 1 500 000 chômeurs.

(...)

Les masses laborieuses, en mars 1977, votent massivement et infligent une fois encore aux élections municipales une défaite électorale aux partis de la majorité.

Les dirigeants, encore une fois, ont dit :

Il faut attendre les élections de 1978.

Il faut respecter la légalité de l'Assemblée nationale désavouée.

Devant quelle situation sommes-nous ?

650 000 jeunes sans emploi arrivent sur le marché du travail en septembre-octobre 1977, selon les statistiques officielles. Mise en place de plans de licenciements massifs.

(...)

Les dirigeants ont dit :

Il faut attendre les élections de 1978.

**ET AUJOURD'HUI, LES DIRIGEANTS DU PCF ET DU PS SE DIVISENT !**

Tous savent que c'est à cause de la division que le gouvernement Giscard-Barre et l'Assemblée nationale réalisent les plans antiouvriers et antijeunes dictés par les intérêts du capitalisme.

C'est là que les travailleurs, les jeunes, les militants, les masses laborieuses, contraints par la politique des dirigeants d'attendre 1978, posent une question à leurs dirigeants :

Que cherchez-vous ?

Ne savez-vous pas que la division risquerait de laisser en place le régime Giscard jusqu'en 1981 ? Allez-vous encore nous dire : il faut attendre 1981 ?

**ASSEZ DE DIVISIONS !  
UNITE PCF-PS !**

Pour balayer :

— le gouvernement Giscard-Barre,  
— l'Assemblée nationale élue en 1973,

— la V<sup>e</sup> République et sa constitution antidémocratique et antiouvrière et ses institutions.

La Délégation permanente des délégués des comités uni-



taires de base constituée par la Conférence nationale ouvrière et jeune appelle les travailleurs, militants et jeunes à signer massivement des adresses d'unité en direction des députés du PCF et du PS, en direction des dirigeants à tous les niveaux et en premier lieu au niveau local et des entreprises, au niveau de chaque bureau, atelier, service, usine, chantier.

**ASSEZ DE DIVISION !**

**UNITE PCF-PS !**

**REALISEZ TOUT DE SUITE, IMMEDIATEMENT L'UNITE :**

— **POUR UNE MAJORITE PS-PCF AUX ELECTIONS LEGISLATIVES,**  
— **POUR LES REVENDICATIONS !**

---

## LES PRETEXTES DES DIRIGEANTS DU PCF

---

Dès la diffusion de cet appel, à l'initiative des militants de l'OCI, partout en France, des milliers de travailleurs et de jeunes signent des adresses aux dirigeants du PCF et du PS.

L'aspiration des masses se manifeste, cristallisée par l'initiative prise : elles n'acceptent pas cette politique de division. De premières délégations s'organisent immédiatement auprès des dirigeants du PCF et du PS.

Dans ces délégations, tous les arguments que les dirigeants du PCF ont avancés apparaissent clairement comme des prétextes, le but étant de diviser.

Ainsi, dans le 5<sup>e</sup> arrondissement de Paris, une délégation d'étudiants de la Sorbonne se rend auprès du responsable du PCF de la section locale. Au cours de la discussion, un membre de la délégation déclare :

« Vous dites vous-mêmes : de grands groupes capitalistes ne seront pas nationalisés, alors la « querelle » sur les nationalisations, ce n'est qu'un argument pour diviser ! »

Le responsable du PCF :

« Moi non plus, je ne comprends pas tout. C'est compliqué. »

Ensuite la discussion porte sur la participation des responsables du PCF dans les conseils de gestion. Un étudiant de la délégation, militant de l'UNEF-Renouveau, affirme :

« Je suis pour la démission des élus du SNESup et de l'UNEF-Renouveau des conseils de gestion. »

Le responsable PCF répond :

« Je ne sais pas, je n'ai pas les éléments exacts, ça se discute. Mais il faut bien parfois prendre la responsabilité de gérer la crise. »

Ainsi donc, ce responsable du PCF reconnaît : gérer la crise : oui, mais sous Giscard-Barre, dans les conseils de gestion.

C'est en fait une même politique qui refuse ici l'unité pour une majorité PS-PCF aux élections et qui aboutit là à gérer la pénurie par la participation dans les conseils de gestion de la V<sup>e</sup> République.

---

## DESISTEMENT AUTOMATIQUE ET RECIPROQUE AU 2<sup>e</sup> TOUR !

---

Mais, avant de poursuivre, il est nécessaire de revenir sur certains problèmes rencontrés au cours de cette bataille politique menée à l'initiative des militants de l'OCI.

Dans ces premières délégations de début octobre auprès des dirigeants du PCF et du PS, une exigence se manifeste clairement de la part des travailleurs et jeunes qui y participent.

Ce qui matérialise précisément la volonté des larges masses de voir réaliser l'unité pour une majorité PS-PCF aux élections, c'est l'exigence claire et nette de l'engagement de désistement au 2<sup>e</sup> tour des dirigeants du PCF.

C'est pourquoi il ne pouvait être question dans ces multiples délégations, de discuter de « programme à programme ».

Il ne s'agit pas de tenter de « convaincre » les dirigeants du PCF du bien-fondé de la volonté des travailleurs et jeunes. Il s'agit, par le combat d'organisation que constituaient ces premières délégations et les réunions de compte rendu dans les services, ateliers et bureaux, d'aider les masses à surmonter par elles-mêmes l'obstacle de cette politique de division.

Et pour cela, il est nécessaire de dégager clairement l'objectif : l'engagement de désistement au 2<sup>e</sup> tour !

Hors de quoi, et chacun le comprend, ce gouvernement, ce régime ne pourraient que se survivre avec la conséquence inévitable des licenciements, de la baisse du pouvoir d'achat, etc.

Lorsque l'on voit, par exemple, les dirigeants de la LCR déclarer « moins que jamais, les travailleurs ne peuvent tout attendre des élections », et proposer la tenue d'« assemblées de travailleurs » pour élaborer les bases d'accord d'un programme pour le PCF et pour le PS (déclaration du BP de la LCR du 26-10-1977), on mesure à quel point une telle politique s'inscrit dans la division orchestrée par les dirigeants du PCF.

En effet, proposer un large débat sur un programme qui devrait être élaboré par les travailleurs, n'est-ce pas considérer entre autres choses que si un tel programme n'est pas élaboré, il serait alors normal que les dirigeants du PCF ne se désistent pas... Et que le gouvernement Giscard-Barre reste donc en place !...

N'est-ce pas répandre de surcroît l'illusion que les dirigeants du PCF

et du PS pourraient s'entendre sur un « programme anti-capitaliste »... et donc devenir révolutionnaires ?

N'est-ce pas considérer que, tant que la discussion sur le programme n'est pas épuisée, il faudrait et accepter le maintien du gouvernement en place et accepter tout de suite les conséquences de la survie de ce régime ?

Le titre de cette déclaration de la LCR : « finiront-ils par se mettre d'accord ? » résume d'ailleurs très exactement cette politique de capitulation devant les dirigeants du PCF.

Aujourd'hui les masses veulent en finir avec le gouvernement, elles veulent l'unité pour leurs revendications, pour une majorité PS-PCF aux élections !

Pour cela, elles veulent l'engagement clair de désistement au 2<sup>e</sup> tour de la part des dirigeants du PCF, premier acte, premier pas pour en finir avec le gouvernement actuel.

Il ne s'agit pas, pour les militants de l'OCI, d'attendre passivement pour savoir « s'ILS finiront par se mettre d'accord », mais d'aider les masses à réaliser par ELLES-MEMES leur unité et à imposer aux organisations ouvrières le front unique.

---

### **TOUT METTRE EN ŒUVRE POUR AIDER LES MASSES A IMPOSER LEUR VOLONTE**

---

Tel est en effet le problème.

Dans ce but, à l'appel de la Délégation permanente de la Conférence nationale ouvrière et jeune, tous les délégués des comités et regroupements constitués dans la région parisienne à la suite des premières délégations aux dirigeants du PCF et du PS et des comptes rendus de ces délégations, étaient convoqués à la Maison du peuple de Clichy, le 22 octobre.

A l'issue de cette réunion, les délégués présents adoptaient une réso-

lution visant à amplifier le combat politique amorcé, résolution qui stipulait entre autres :

« 133 délégués, 370 participants réunis à la Maison du peuple de Clichy à l'appel de la Délégation permanente de la Conférence nationale ouvrière et jeune (région parisienne), ont établi le bilan de la campagne de signatures des adresses aux dirigeants du PCF et du PS, pour leur demander de réaliser l'unité :

— pour une majorité PS-PCF,  
— pour l'engagement de désistement réciproque au deuxième tour. (...)

« Les travailleurs et jeunes sont conscients que, s'il n'y a pas unité, il n'y aura pas satisfaction des revendications.

« Giscard-Barre refusent la satisfaction des revendications.

« Si Marchais refusait de prendre l'engagement de désistement au deuxième tour, alors il n'y aurait pas de majorité PS-PCF, le gouvernement Giscard-Barre resterait en place (...). Il faut l'unité pour arracher la satisfaction des revendications. Il faut l'unité pour la majorité PS-PCF. Il faut l'unité pour que les dirigeants du PCF prennent l'engagement de désistement au second tour. »

Il ne s'agit pas d'une supplique adressée aux dirigeants du PCF, mais d'une bataille dans les masses pour les aider à imposer leur volonté et ce, dans une situation où la politique de l'appareil dirigeant du PCF heurte non seulement les aspirations des masses, mais y compris celles de nombre de ses militants et cadres intermédiaires, écartelés entre leur fidélité à leur parti et la volonté des masses.

De nombreux faits témoignent que les militants du PCF s'interrogent, à de multiples niveaux.

Ainsi, dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, une réunion de délégués et responsables locaux de la

CGT s'est tenue sous la présidence de H. Fiszbin, dirigeant du PCF.

Après qu'un premier délégué du BHV Flandres soit intervenu pour faire état de l'aspiration des travailleurs de son entreprise à l'unité pour une majorité PS-PCF, de nombreux délégués lui ont fait suite. L'un d'entre eux devait déclarer :

« Cette intervention aborde le problème de fond, le vrai problème. C'est vrai, les travailleurs en ont marre de la division... et cela se sent dans l'entreprise. Par exemple, un travailleur a eu une mise à pied de 15 jours parce qu'il affichait un tract politique. Avant la division, pour les patrons c'était un risque. Maintenant ils redressent la tête. »

---

**« LE POUVOIR VOUS L'AVEZ !  
IL EST LA, A PORTEE  
DE MAIN, ALORS,  
PRENEZ-LE ! »**

---

Un autre délégué :

« Le pouvoir vous l'avez, il est là, à portée de main, et il semble que vous ne le voulez pas. Alors, prenez-le ! »

Un autre délégué CGT :

« Nous ne voulons pas avoir des réponses des députés de la gauche comme lors de la dissolution de l'ORTF. Les députés du PCF et du PS, que nous avons été voir en délégation, nous avaient répondu : « On n'est pas majoritaires. » Or l'Etat veut encore restructurer l'entreprise. Vous pouvez être majoritaires, alors allez dans l'unité vers le pouvoir. »

Un autre encore :

« Vous dites que ce n'est pas un bon programme que le PS propose... et que vous, vous voulez un bon programme... Or, de

toutes façons, ce n'est pas le programme de la CGT. Alors, faites l'unité sur ce qui est possible... Et de toute manière, nous, dans les usines, nous nous mobiliserons pour obtenir nos revendications. Le principal, c'est d'aller vers les élections, unis.»

Cette réunion n'est pas un fait isolé. Partout, de nombreux militants du PCF, comme du PS, ont signé les adresses d'unité. Jamais, à ce point, l'appareil du PCF n'a été isolé, y compris vis-à-vis de ses propres militants.

Pour les entraîner, il n'est pas d'autre voie que de s'adresser aux masses elles-mêmes.

---

### MEETINGS DE MASSE DANS TOUTE LA FRANCE

---

S'adresser prioritairement à ces militants, pour imposer l'engagement de désistement au 2<sup>e</sup> tour des dirigeants du PCF sans s'appuyer sur les travailleurs et les jeunes, ne peut que conforter leurs hésitations et leur interdire de faire eux-mêmes leur propre expérience.

Pour aider la résistance des masses contre la politique de l'appareil, pour lui donner forme à travers un objectif — imposer aux dirigeants du PCF l'engagement de désistement — pour amplifier le combat politique amorcé, les 133 délégués réunis à Clichy ont donc décidé de convoquer à Paris un meeting de masse le 16 novembre. Dans la résolution citée plus haut, il était indiqué :

« Conscients du profond écho rencontré par leur initiative, forts du large appui rencontré chez les travailleurs et jeunes (...), les participants à la réunion de la Délégation permanente (région parisienne) de la Conférence nationale ouvrière et jeune décident de convoquer, le 16 novembre à la salle de la Mutualité, à 20 h 30, un meeting

de masse, où prendront la parole un militant du PCF, un militant du PS et un militant de l'OCI. »

Quand ce numéro de « La Vérité » paraîtra, ce meeting aura déjà eu lieu ainsi que nombre de meetings analogues en province.

Ces meetings doivent permettre, par les décisions prises, par l'écho d'ores et déjà rencontré dans leur préparation, de projeter à un niveau supérieur la bataille dans les masses pour les aider à imposer par elles-mêmes leur volonté aux dirigeants.

Certes, les militants de l'OCI ne donnent aucune prétendue garantie sur le fait que la victoire soit à la clé.

Mais la méthode des militants de l'OCI, qui ne distinguent pas leurs intérêts de ceux des masses, est celle du combat jusqu'au bout pour l'unité sur les revendications, pour une majorité PCF-PS, pour l'engagement de désistement des dirigeants du PCF au 2<sup>e</sup> tour.

Rappelons à ce propos les termes dans lesquels Trotsky situe l'action des bolcheviks-léninistes en mars 1935, dans une situation où les forces des militants combattant avec Trotsky étaient incomparablement plus faibles que celles des militants de l'OCI :

« Les bolcheviks léninistes sont loin de vouloir exagérer leur nombre. Mais la force de leurs mots d'ordre vient de ce qu'ils reflètent la logique du développement de la situation pré-révolutionnaire actuelle (...). Notre règle reste comme toujours : exprimer ce qui est. C'est le plus grand service qu'on peut rendre actuellement à la cause de la révolution (...). La victoire est possible ! Plus encore : la victoire est assurée — autant que la victoire puisse être assurée par avance — à une seule et unique condition : il faut vouloir la victoire, il faut

aspirer à la victoire, il faut renverser les obstacles, il faut culbuter l'ennemi et lui mettre le genou sur la poitrine.»

(Où va la France?)

Dans ce combat pour aider les masses, en « exprimant ce qui est », les militants de l'OCI nouent de nouvelles relations avec des fractions importantes des masses. Ils renforcent la confiance des militants qui les côtoient et créent ainsi, par le recrutement, des conditions nouvelles pour la construction du parti révolutionnaire.

Le combat mené, « en voulant la victoire, en aspirant à la victoire », s'inscrit dans le développement d'une bataille politique entre les masses et les appareils. Il modifie les conditions de l'ouverture de la crise révolutionnaire quant aux relations entre l'OCI, les masses, et les appareils.

A partir du meeting du 16 novembre et de ceux tenus en province, dans la poursuite de la bataille, les militants de l'OCI ne dénoncent pas la politique des dirigeants du PCF, ils la combattent car ils savent la formidable impulsion que constituerait pour la lutte des classes en France et à l'échelle internationale, la victoire d'une majorité PS-PCF aux élections.

Rappelons encore brièvement, à ce propos, ce qu'écrivit Trotsky le 9 juin 1936 :

« Le déclenchement de la grève est provoqué, dit-on, par les « espoirs » dans le gouvernement de Front populaire. Ce n'est qu'un quart de la vérité, et même moins. S'il ne s'était agi que de pieux espoirs, les ouvriers n'auraient pas couru le risque de la lutte. Dans la grève s'exprime, avant tout, la méfiance ou le manque de confiance des ouvriers, sinon dans la bonne volonté du gouvernement, du moins dans sa capacité de briser les obstacles et de venir à bout de ses tâches. Les prolétaires

veulent « aider » le gouvernement, mais à leur façon, à la façon prolétarienne (...). Le prolétariat lui-même a le plus grand besoin de cette manifestation de sa propre force. Les succès pratiques obtenus, quelque incertains qu'ils soient eux-mêmes, doivent extraordinairement élever la confiance des masses en elles-mêmes. »

(Où va la France?)

Il est possible d'adapter cette analyse, non seulement bien sûr à la situation qui surgira de l'effondrement des institutions de la V<sup>e</sup> République dans l'ouverture de la crise révolutionnaire, mais dès à présent.

En effet, les masses aspirent à en finir avec ce gouvernement, à obtenir de suite la satisfaction de leurs revendications et tout pas en avant dans la bataille pour imposer aux dirigeants du PCF l'engagement de désistement au 2<sup>e</sup> tour, ne peut que les conforter dans leur volonté de commencer à prendre elles-mêmes en main leur propre destin... et ce, tout de suite.

De même, « les succès pratiques obtenus » dans toute bataille particulière voyant se réaliser le front unique « doivent extraordinairement élever la confiance des masses en elles-mêmes » dans le combat pour la majorité PS-PCF aux élections, pour le désistement.

---

### QUI DOIT AVOIR LE POUVOIR DE DECIDER ?

---

Ainsi, en combinant le combat politique pour une majorité PS-PCF et la prise d'initiatives particulières visant à dégager la voie de l'action de classe, les militants de l'OCI aident les masses à préparer la crise révolutionnaire. Ainsi, ils peuvent recruter dans leurs rangs des milliers de nouveaux combattants.

L'appel adopté lors de la réunion du 25 septembre de la Délégation permanente de la Conférence nationale ouvrière et jeune, après avoir abordé le combat pour la majorité PS-PCF expliquait également :

« Les dirigeants s'apprêtent-ils à une nième journée d'action, à de nouvelles grèves tournantes et grèves de 24 h ?

« N'y a-t-il pas un lien entre la division qui fait rage entre le PCF et le PS et cette tactique des luttes qui contraint les travailleurs à attendre 1978 pendant que le gouvernement Giscard-Barre développe une offensive tous azimuts contre les masses laborieuses (...).

« Les travailleurs veulent arracher leurs revendications.

« Ils veulent trouver les solutions d'unité pour arracher les revendications.

« Ils veulent décider des revendications, des formes de lutte et des luttes engagées.

« Et qui doit avoir ce pouvoir de décider ?

« La réponse ne peut être que : les travailleurs et les organisations unies.

« Les travailleurs qui décident la lutte doivent désigner leurs délégués élus qui, en commun accord avec les responsables des organisations ouvrières, organiseront le combat. Délégués élus des travailleurs et responsables des organisations ouvrières doivent constituer, lorsque la grève est décidée, le comité de grève des délégués élus et des syndicats (...).

« Il y a la division. Il faut surmonter la division dans tous les domaines. La démocratie ouvrière ne consiste-t-elle pas à respecter la volonté des travailleurs décidant eux-mêmes de leur unité incluant bien entendu l'unité des organisations ? »

Dans ce sens, la réunion de la Délégation permanente du 25 septembre abordait la richesse des enseignements à tirer du combat politique mené chez les maîtres auxiliaires (voir les Nos 577 et 578 de « La Vérité »).

---

## A NOUVEAU SUR LE COMBAT DES MA

---

Dans la résolution adoptée il était dit :

« Chez les MA, les comités unitaires de base, la Délégation permanente, le collectif national ont contribué à des réalisations d'unité qui ont permis d'arracher au gouvernement des concessions qui auraient pu et dû être élargies si les dirigeants ne s'étaient pas opposés à l'unité à l'échelle nationale. »

Ce qui matérialise clairement les résultats de cette bataille menée avec acharnement pendant près d'un an tient dans les résultats suivants : la quasi totalité des 5 000 maîtres auxiliaires, dont le collectif national possédait les adresses, ont été renommés !

La rentrée scolaire de septembre 1977 a été totalement différente des précédentes où des centaines de MA étaient expédiés au chômage sans autre forme de procès. Voilà le résultat du combat mené pour aider les MA et les enseignants à réaliser par eux-mêmes le front unique.

Pour cela, il a fallu au point de départ l'initiative politique de l'OCI, la constitution du Collectif national des MA dont l'action constante a été, sous différentes formes, d'aider les enseignants à réaliser l'unité. Condensant cet enseignement politique de la plus haute importance pour tous les enseignants, la Conférence nationale des MA rassemblant 1 000 maîtres auxiliaires le 11 septembre à Paris, adoptait la résolution que nous publions ci-contre.

Parallèlement à l'adoption de cette résolution, la Conférence nationale prenait les décisions permettant d'amplifier le combat politique. Dans le cours même de cette bataille, de

## maîtres auxiliaires :

### la résolution du 11 septembre

« Les MA réunis en Conférence nationale le 11 septembre 1977 tiennent à réaffirmer que leur action n'a visé, à aucun moment et en aucune circonstance, la preuve en est faite aujourd'hui, à organiser ni un quelconque « syndicat d'auxiliaires » ni un groupe de pression parasyndical.

L'action des MA s'est, au contraire, constamment située dans la volonté de réaliser l'unité des MA et des syndicats concernés dans le respect des prérogatives de ceux-ci, en particulier celle de négocier pour la satisfaction des revendications des travailleurs.

Ils ont constaté que les syndicats, en particulier la FEN, ont assumé leurs prérogatives et responsabilités. Ils ont regretté que les dirigeants du SNES n'aient pas immédiatement honoré les demandes faites par la FEN aux syndicats nationaux de négocier l'application des engagements pris.

Ils constatent néanmoins que, tardivement, les dirigeants du SNES ont décidé de prendre contact avec le ministère, lequel leur a confirmé les engagements obtenus par la FEN, le 14 juin, de M. Haby, et le 18 juillet, de M. Barre.

Les MA, qui ont déclaré qu'ils dissoudraient leur collectif dès que le réemploi de tous les MA serait assuré, appellent les MA à rejoindre leur syndicat.

La Conférence nationale estime nécessaire la mise au point suivante :

Tout au long de leur action les MA se sont heurtés à une accusation fallacieuse selon laquelle ils étaient manipulés par une organisation, nommément l'Organisation communiste internationaliste (OCI).

Les MA tiennent à réaffirmer une nouvelle fois qu'ils se sont rassemblés et organisés indépendamment de leurs sympathies ou appartenance d'organisation pour lever les résistances et les obstacles de nature politique dressés contre la réalisation de l'unité pour la satisfaction de leur revendication.

Ils ont constaté que tous ceux qui, à quelque tendance ou organisation qu'ils appartiennent, militants du PS, du PCF, de la LCR, de l'OCI..., ou inorganisés, ont participé au combat unitaire engagé, ont scrupuleusement respecté la volonté des MA de voir réaliser l'unité sans introduire dans leur action des motifs de division.

La Conférence nationale des MA, réunie le 11 septembre 1977, estime devoir adopter cette résolution à faire connaître à tous les enseignants et travailleurs car dans la voie qu'ils ont suivie, celle de réaliser l'unité, des pas en avant peuvent et doivent être effectués pour la satisfaction des revendications et aspirations. »

septembre à octobre, un grand nombre de MA ont rejoint les rangs de l'OCI. Il est indispensable pour tous les militants de l'OCI de mesurer ce que signifie un tel résultat : jamais une couche aussi importante de travailleurs, dans une même corporation, en un laps de temps aussi bref, n'avait rejoint nos rangs de cette manière. C'est là un enseignement de grande portée.

---

### DES QUESTIONS POLITIQUES CRUCIALES

---

Mais il est néanmoins nécessaire, avec lucidité, de constater que ce recrutement ne correspond pas encore pleinement aux possibilités offertes par la situation et le combat mené.

Rappelons ce que nous disions à ce propos dans le dernier numéro de « La Vérité » :

« Les militants engagés dans le combat pour le front unique ouvrier ne peuvent rejoindre l'OCI que pour autant qu'ils acquièrent une claire conscience de la nature des obstacles rencontrés, dus à la politique de l'appareil, comme de la nécessité, pour aider les masses à les surmonter, d'une organisation révolutionnaire. Cette conscience ne peut naître que si les MA généralisent leur propre expérience, ce qui nécessite donc, pour les militants de l'OCI, d'aller jusqu'au bout dans le combat pour le front unique ouvrier. »

On ne peut, dans le processus de la lutte pratique entre les masses et les appareils, ni recruter à l'OCI, ni aider réellement les masses (il s'agit d'un même problème) si l'on escamote, même de façon limitée, la responsabilité écrasante de l'appareil.

Ainsi, dans l'Académie de Versailles, après que le rectorat ait reçu les dirigeants du SNES, ceux-ci disent le 16 septembre aux MA rassemblés :

« attendez le prochain mouvement de nomination qui aura lieu le 27 septembre ». Alors, il n'est pas d'autre voie que de dire :

« Les responsables syndicaux en se faisant les porte-paroles du rectorat, en refusant d'exiger les garanties immédiates que sont venus demander les MA, prennent une lourde responsabilité : celle de permettre au rectorat de manœuvrer pour gagner du temps, chercher à isoler, à diviser pour pouvoir licencier... »

« Les dirigeants nous invitent à la patience, répercutent les assurances du rectorat pour le quatrième mouvement le 27.

« Alors, pour déjouer toutes les manœuvres du rectorat, qu'ils donnent eux-mêmes — si les déclarations du rectorat sont sérieuses — les garanties écrites immédiates de leur réemploi sur poste complet aux MA non-renommés qui se présenteront au S3 (siège des dirigeants académiques) ! »

Ainsi peut être dégagée la voie de la mobilisation des enseignants pour exiger du SNES leur nomination individuelle sur poste complet. Ainsi ont été arrachées des nominations complémentaires de MA. Mais il est important de préciser : si, à aucun moment la responsabilité des dirigeants syndicaux ne peut être escamotée et si le combat mené en cette rentrée par le collectif national des MA a pris cette forme, visant à aider les MA à assiéger les dirigeants pour réaliser le front unique, c'est qu'au point de départ le combat politique mené pendant 6 mois pour aider à réaliser le front unique a dégagé les voies de l'action décidée par les MA eux-mêmes.

En ce sens, les leçons du combat mené chez les maîtres auxiliaires ont une portée considérable ; l'expérience réalisée s'inscrit dans la conscience des masses, est un jalon pour la suite



des développements. C'est l'enseignement que tire la Délégation permanente du Collectif national des MA qui, le 4 octobre 1977, annonçait, du fait de la victoire remportée, la dissolution du collectif nationale et concluait ainsi sa déclaration finale :

« Nous, MA, avons apporté la preuve la plus indiscutable que ni la division, ni les licenciements n'étaient fatals !

« Nous avons, par notre action, avec notre collectif, apporté la preuve qu'il était possible de faire quelque chose de sérieux pour réaliser le combat unitaire pour la satisfaction de notre revendication.

« Nous avons emprunté une voie, celle de nous organiser pour la réalisation de l'unité, contre la division ; des pas en avant peuvent être faits en empruntant cette voie, pour nous MA bien sûr, mais seulement pour les MA ? »

Il est aisé de répondre à cette question. Partout, sous les formes appropriées dictées par les conditions concrètes de chaque entreprise, de chaque corporation, le combat politique pour l'unité pour une majorité PCF-PS aux élections peut et doit se relier très concrètement au combat pour la réalisation de l'unité, pour la satisfaction des revendications.

---

### LIVRE : POUR LA GREVE TOTALE, IMMEDIATEMENT

---

Prenons l'exemple du livre.

Pendant plusieurs semaines, les militants de l'OCI ont combattu pour que les dirigeants de la FFTL-CGT viennent s'expliquer en Assemblée générale des travailleurs du livre sur la signature de l'accord du « Parisien libéré », qu'ils n'ont toujours pas rendu public (rappelons que cet accord aboutit à des centaines de licenciements). Plusieurs centaines de

travailleurs du livre ont signé l'appel en ce sens du comité de liaison des travailleurs du livre.

Mais, aujourd'hui, la situation s'est modifiée.

Hersant prépare un coup de force et annonce, en s'appuyant sur l'accord du « Parisien libéré », des centaines de licenciements à « France-Soir ».

Comment aborder, dans ces conditions nouvelles, le combat politique, le combat pour aider les travailleurs à réaliser par eux-mêmes le front unique ? Il se concentre, dans le moment présent, sur un seul axe : aider concrètement à ouvrir les voies de l'action.

Il ne s'agit pas de supplier les dirigeants de prendre une initiative. Des initiatives, les dirigeants en prennent en permanence pour casser la mobilisation des travailleurs.

Il s'agit de répondre à l'attente des masses. Cela n'est possible que sur l'orientation suivante :

« Hersant veut licencier. Il est impossible d'attendre. Une seule réponse : grève totale !

« Il faut en finir. On ne peut attendre. Unité pour la grève totale immédiatement. Tout de suite !

« Nous ne voulons pas subir le sort des travailleurs du *Parisien libéré* ! »

Sur la base de cet appel à la lutte, il est possible de faire élire des délégués d'atelier, de constituer des regroupements militants pour l'unité et d'ouvrir concrètement la voie à la grève totale, y compris en la déclenchant au niveau d'une entreprise.

Ainsi seulement, les militants de l'OCI peuvent aider les masses à réaliser leurs aspirations.

Dans de multiples corporations et entreprises, les militants de l'OCI ont pris des initiatives permettant la matérialisation de la volonté des masses de voir se réaliser l'unité.

---

**MANUFRACTANCE  
NE DOIT PAS ETRE  
UN NOUVEAU  
« PARISIEN LIBERE »**

---

Ainsi, à l'entreprise Manufrance de Saint-Etienne, le plan établi par les curateurs prévoit des centaines de licenciements. Faut-il attendre ? Faut-il un nouveau « Parisien libéré » ? Les travailleurs ne l'acceptent pas !

Mais une intervention consciente est indispensable pour aider les travailleurs de Manufrance à affirmer clairement leurs aspirations. Une première fois, fin septembre, à l'initiative des militants de l'OCI, plus de 900 travailleurs surmontent tous les barrages de la division en se prononçant et en s'organisant pour la manifestation des travailleurs de Manufrance à Lyon.

Le 30 septembre, le tribunal de commerce de Lyon demande à la municipalité (Union de la gauche) dont le maire est J. Sanguedolce (PCF), d'appliquer le plan des curateurs.

Comment aider alors les masses ?

Le maire PCF déclare qu'il n'y aura pas de licenciements. Mais au « Parisien libéré » également, au début du conflit, les dirigeants de la CGT affirmaient qu'il n'y en aurait pas non plus. Alors une seule réponse, pour qu'il n'y ait pas de licenciements : non au plan des curateurs !

En une journée, 33 travailleurs de Manufrance signent une déclaration dans ce sens et demandent à être reçus par le maire. Mais la situation à Manufrance concerne tous les travailleurs de Saint-Etienne. Immédiatement les militants de l'OCI prennent la responsabilité de faire signer dans toute la ville la lettre suivante adressée au maire de Saint-Etienne, qui recueille 1 300 signatures en quelques jours :

« Informés par la Coordination des comités unitaires de base de Saint-Etienne du texte adopté par 33 travailleurs de Manufrance dans la journée du lundi 3 octobre, texte qui déclare :

« Nous avons appris que le tribunal de commerce de Lyon avait donné son accord au plan des curateurs. Mais le plan des curateurs, c'est un PLAN DE LICENCIEMENTS. Le tribunal a chargé Monsieur le Maire de nommer un P-DG pour appliquer ce plan. Nous nous félicitons que Monsieur le Maire ait déclaré : « Il n'y aura pas de licenciements. »

« Mais si le plan que lui demande d'appliquer le tribunal est un plan de licenciements, on ne comprend pas comment on peut dire victoire et accepter dans le même temps le plan des curateurs.

« Nous sommes d'autant plus inquiets qu'au Parisien libéré il y a eu des centaines d'ouvriers licenciés et les dirigeants ont considéré ce résultat comme une victoire. Là est notre inquiétude. Nous nous félicitons de l'affirmation de Monsieur le Maire.

« Mais notre seule garantie qu'il n'y aura pas un licenciement, c'est :

**« NON AU PLAN DES CURATEURS ! »**

**« PAS UN SEUL LICENCIEMENT A MANUFRACTANCE ! »**

« Nous savons ce qu'est le chômage dans notre ville. Des milliers de jeunes sans emploi. Dans cette situation, des licenciements à Manufrance représenteraient un drame pour tous les travailleurs de Saint-Etienne.

« En conséquence, nous demandons à Monsieur le Maire de recevoir une délégation pour avoir un entretien avec lui sur cette grave affaire de licenciements à Manufrance contenue dans le plan des curateurs. »

Non, Manufrance ne doit pas être un nouveau « Parisien libéré » ! Mais il dépend, pour une large part, de l'initiative des militants de l'OCI qu'il n'en soit pas ainsi.

---

## UNE LARGE ASPIRATION

---

Partout, chaque jour, l'aspiration des travailleurs à vouloir en finir avec le gouvernement et à arracher de suite la satisfaction de leurs revendications devient plus évidente.

Ainsi, dans la sidérurgie, des milliers de licenciements sont annoncés. Pour tenter à la fois de sauver le gouvernement actuel et d'interdire les luttes immédiates, des dirigeants du PCF tiennent, courant septembre, dans une localité de Lorraine, une réunion pour faire « approuver » leurs propositions de nationalisations dans la sidérurgie.

Un travailleur répond : « Mais que restera-t-il à nationaliser si nous sommes licenciés d'ici là ? » Ainsi se manifeste clairement que les travailleurs prennent conscience du lien entre la politique de division orchestrée par les dirigeants du PCF contre une majorité PS-PCF aux élections et cette même politique qui s'oppose à la lutte unie et efficace contre les licenciements.

Mais quelle perspective permet de lever l'obstacle de la division des dirigeants ? Il revient aux militants de l'OCI de la définir. Ainsi au cœur de la sidérurgie lorraine, dans la banlieue de Nancy, à Frouard très exactement, dans l'usine Delattre, un comité de préparation à l'action s'est constitué à l'initiative des militants de l'OCI, sur la ligne : « C'est chez Barre, à Paris, qu'il faut aller chercher la garantie de l'emploi et des salaires. »

Le comité de préparation à l'action est composé du syndicat CGT qui y siège dans le cadre et le respect de ses prérogatives, et de travailleurs élus dans les différents ateliers.

Ce comité de préparation à l'action a lancé un appel aux travailleurs pour que se tienne un meeting commun unitaire pour organiser la marche sur Paris de tous les sidé-

urgistes, appel qui a recueilli en quelques jours plus de 100 signatures de travailleurs de l'usine.

Oui les travailleurs veulent décider eux-mêmes de l'action à entreprendre et la contrôler dans l'unité de leurs délégués élus et de leurs représentants syndicaux.

Il faut les aider à s'en donner les moyens ! Tel est le sens du combat des militants de l'OCI dans l'usine Delattre, reliant l'action entreprise avec le comité de préparation à l'action au combat pour une majorité PS-PCF aux élections. Plusieurs travailleurs disent à nos camarades :

« Je suis d'accord pour qu'il y ait désistement au second tour pour le candidat du PC ou du PS arrivé en tête au premier tour. Il faut un changement de politique.

« Pour moi, comme les élections approchent, le PC et le PS font la division parce qu'ils ne veulent pas aller au pouvoir. C'est pour éviter que les travailleurs aillent plus loin pour la satisfaction des revendications, pour éviter de foutre la V<sup>e</sup> République à bas. Votre campagne, c'est ce qu'il y a de mieux à faire. »

Ainsi peut être dégagée la voie à la réalisation par les masses elles-mêmes de leur unité et les moyens pour imposer le front unique. Les travailleurs en ont assez de la division, comme des journées d'action, ils veulent décider eux-mêmes.

Ainsi, lors d'une assemblée générale, fin septembre, du service informatique de la Sécurité sociale à Paris, des dirigeants proposaient une nouvelle et sempiternelle journée d'action. « Je n'y crois pas beaucoup, dit immédiatement un militant, des grèves comme ça, on en a déjà fait et on connaît les résultats. » La masse du personnel s'exprime : « la journée d'action, ce n'est pas le problème. Maintenant, c'est la grève totale. CGT, FO,

CFDT, vous êtes d'accord ? ». Les syndicats étaient tous là ; ils furent d'accord, la grève avec occupation commençait, décidée par les travailleurs eux-mêmes.

Ainsi se confirme un élément de toute la situation politique. Les dizaines et dizaines de journées d'action, organisées dans toutes les professions depuis des années par les dirigeants pour tenter de démoraliser et diviser les travailleurs, si elles ont pu permettre de laisser un répit au gouvernement Giscard-Barre, notamment dans sa politique de blocage des salaires, n'ont en rien entamé la volonté de combat de la classe ouvrière. A l'inverse, elles ont même renforcé contradictoirement l'aspiration des travailleurs à décider par eux-mêmes de l'action.

Dans leur grève, les informaticiens de la Sécurité sociale ont réalisé l'unité. Par leur assemblée générale souveraine, ils ont décidé des revendications et de la forme de la lutte : la grève totale avec occupation. Outre l'assemblée générale souveraine réunie tous les jours, une coordination des délégués des piquets de grève s'est constituée, s'occupant des problèmes d'organisation de la grève. Par cette méthode, les informaticiens unis avec leurs organisations syndicales ont remporté un premier succès qui est riche de signification pour les informaticiens de toutes les autres professions (banques, assurances, etc.).

---

### **VERS LA DEUXIEME CONFERENCE NATIONALE OUVRIERE ET JEUNE**

---

Tous les éléments de la situation politique s'ordonnent et convergent vers un même but : arracher satisfaction, en finir avec le gouvernement Giscard-Barre et la V<sup>e</sup> République. Nul ne peut dire quelle sera l'étincelle. Mais l'acharnement des travailleurs à s'opposer à la volonté des dirigeants de diviser est là, et se

renforce chaque jour puissamment.

Dans le combat pratique quotidien pour aider les masses à surmonter la politique de division, les militants de l'OCI nouent de nouvelles relations avec les masses.

La 2<sup>e</sup> Conférence nationale ouvrière et jeune devra permettre de centraliser toutes les initiatives unitaires prises. L'action des comités unitaires de base constitués dans le combat pour une majorité PS-PCF aux élections, pour imposer aux dirigeants du PCF l'engagement de désistement au 2<sup>e</sup> tour, l'action des comités de toute nature constitués pour organiser l'action efficace et unie pour les revendications donnent son contenu à la préparation de la 2<sup>e</sup> Conférence nationale ouvrière et jeune.

---

### **L'ACTION POLITIQUE DANS LA JEUNESSE**

---

Dans le précédent numéro de « La Vérité », en retraçant les travaux du Comité central des 3, 4, 5 septembre 1977, nous soulignons l'importance du travail de l'OCI dans la jeunesse et de la construction de l'AJS. Bien qu'en nombre encore insuffisant, de multiples comités de lutte pour l'unité contre le chômage se sont constitués dans les localités et foyers de jeunes travailleurs.

Dans une déclaration que l'on trouvera ci-contre, le BN de l'AJS définit l'orientation de son combat politique.

Et lorsque la haine anti-jeune des représentants du capital, va jusqu'à l'assassinat de jeunes par des bandes armées, la rage qui monte, le dégoût de cette société se transforme, pour les militants de l'AJS, en un appel au combat.

Ainsi, par tract, l'AJS s'est adressée à des dizaines de milliers de jeunes, lycéens, étudiants, jeunes travailleurs :

**PAS D'AUMONE ! PAS D'ASSISTANCE ! DU TRAVAIL !**

**« COLLEGIENS, ETUDIANTS, LYCEENS, JEUNES TRAVAILLEURS, CHOMEURS,**

*Des centaines de milliers de jeunes travailleurs menacés de perdre le bénéfice d'une chambre en FJT après avoir perdu leur travail.*

*Des centaines de milliers de jeunes travailleurs privés de loisirs parce que l'argent manque.*

*Des centaines de milliers de travailleurs menacés de perdre les indemnités de chômage par les tracasseries de l'ANPE dans le cadre de la grande campagne de chasse aux « chômeurs milliardaires ».*

*Des milliers d'étudiants en butte à la sélection, aux décisions arbitraires, déloyales des conseils de gestion se voient expulser des universités.*

*Des centaines de lycéens et de collégiens voient leurs études compromises, déqualifiées par la réforme Haby.*

**ILS N'ACCEPTENT PAS !**

**COLLEGIENS, ETUDIANTS, LYCEENS, JEUNES TRAVAILLEURS, CHOMEURS,**

*Monsieur Barre, avec le CNPF, vient de recenser 150 000 offres d'emplois.*

*Victoire, nous ont déclaré les ministres de la V<sup>e</sup> République !*

*Mais il suffit d'écouter Les Echos, organe de leur classe, le patronat.*

*« Il faut s'interroger sur la capacité des employeurs à transformer à terme les stages, contrats d'apprentissage ou d'emplois — formation en poste ferme — qui plus est les patrons seront exonérés des taxes pour ces emplois. »*

*Voilà la réponse de la classe capitaliste : L'ETAT TRUQUE !*

*Barre fait embaucher quelques dizaines de milliers de jeunes le temps d'une campagne électorale.*

**COLLEGIENS, ETUDIANTS, LYCEENS, JEUNES TRAVAILLEURS, CHOMEURS,**

*L'Alliance des jeunes pour le socialisme, dit :*

*• Unissons ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas, contre le gouvernement et son plan Barre,*

*• Refusons la division qu'entretiennent les partis ouvriers car cela signifie que Giscard continue à gouverner et donc 2 000 chômeurs de plus chaque jour.*

*La division veut permettre d'ajouter le désespoir à l'ennui et plonger la jeunesse dans l'impasse de la drogue, de la violence individuelle.*

**CONTRE GISCARD, CONTRE LES PLANS DU CAPITAL, IL FAUT SE RASSEMBLER, S'UNIR !**

**TOUT DE SUITE, MAINTENANT, LES JEUNES EXIGENT DU TRAVAIL !**

**TOUT DE SUITE, MAINTENANT, ILS EXIGENT LE DROIT DE VIVRE !**

**IL FAUT CHASSER CE GOUVERNEMENT, LE PLUS TOT SERA LE MIEUX !**

**IL FAUT L'UNITE DE LA JEUNESSE, DES PARTIS OUVRIERS, ET DES SYNDICATS POUR LE DROIT AU TRAVAIL !**

**IL EST POSSIBLE DE VAINCRE !**

**IL EST POSSIBLE DE METTRE A BAS LES PLANS DU CAPITAL ! C'EST LE SENS DU COMBAT DE L'AJS POUR LA VICTOIRE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE !**

**PARTOUT, UNISSONS-NOUS, CONSTITUONS NOS COMITES DE LUTTE POUR L'UNITE CONTRE LE CHOMAGE.**

**PREPARONS DE GRANDS MEETINGS POLITIQUES CONTRE LE GOUVERNEMENT CAPITALISTE GISCARD, DANS L'UNITE CONTRE LE CHOMAGE.**

**LE DROIT AU TRAVAIL C'EST LE DROIT A LA VIE, L'AJS APPELLE A REJOINDRE SON COMBAT. »**

## Nous serons des milliers à l'enterrement de Lucien !

« Lucien Melyon, jeune lycéen de 17 ans, a été assassiné dimanche 30 octobre, après avoir été avec ses frères fouillé, puis passé à tabac, par des hommes aux rasoirs, aux coups de poing américains, aux chaînes de vélo, d'un très officiel service d'ordre de concert de musique pop.

« Lucien Melyon a été assassiné sur le parking du « Pavillon de Paris ».

« Parce qu'il était jeune.

« Parce qu'il était guadeloupéen.

« Il a été assassiné par les chiens de garde du capital, ceux-là mêmes qui ont déjà tué Pierre Maître à Reims, Pierre Overney à Renault...

« L'AJS exige avec des milliers de jeunes et de travailleurs le châtement des responsables de l'assassinat de Lucien Melyon !

« Déjà des milliers de lycéens ont décidé de participer à l'enterrement de Lucien, jeudi 10 novembre à 14 heures au cimetière de Garges-lès-Gonesse.

« Tous réclament justice pour Lucien ! (...)

« Il est du devoir de toutes les organisations ouvrières et démocratiques d'exiger le châtement des responsables de la mort de Lucien Melyon.

« Car nous connaissons tous la justice de cette société capitaliste.

« La justice !

« Les officiers responsables de la mort du jeune appelé Bridet : NON-LIEU !

« Les hommes de main de l'UDR qui ont mutilé le jeune ouvrier typo Speller : NON-LIEU !

« Tous ceux qui te tabassent, t'humilient, t'assassinent dans les commissariats, par ce que tu es jeune, parce que tu es chômeur, parce que tu es noir : NON-LIEU !

« La justice ! Quelle justice ?

« Celle du capital, des patrons, de la V<sup>e</sup> République.

« L'Alliance des jeunes pour le socialisme combat pour abatre cette société d'exploitation, de répression, cette société capitaliste.

« Parce qu'elle met tout en avant pour la chute des institutions, pour la chute de la V<sup>e</sup> République, l'AJS appelle les jeunes à se rassembler pour combattre ceux qui à l'abri de ces institutions tentent de nous réprimer.

« L'AJS exige le châtement des responsables de l'assassinat de Lucien Melyon.

« L'AJS appelle tous les jeunes à se rassembler par milliers à l'enterrement de Lucien, jeudi 10 novembre, 14 h, cimetière de Garges-lès-Gonesse.

C'est ainsi que dans la jeunesse se prépare la crise révolutionnaire ! En aidant à la constitution de l'AJS, les militants de l'OCI renforcent leurs propres rangs par le recrutement de centaines de jeunes qui seront demain la génération décisive du prolétariat dans la crise révolutionnaire.

---

### REALISER LE PLAN DE DEVELOPPEMENT, LA CAMPAGNE FINANCIERE

---

Le Comité central de l'OCI des 3, 4, 5 septembre 1977 fixait, à partir d'une appréciation de la situation politique dans les 5 mois à venir et du travail accumulé par l'OCI, comme objectifs indissolublement liés : le recrutement des milliers de nouveaux militants, la diffusion en hausse du journal « Informations ouvrières », la formation des cadres et des militants.

Le Comité central qui s'est tenu les 5 et 6 novembre 1977 a permis de faire le point.

L'OCI s'est fixé de récolter dans la première campagne financière de cette année 800 000 F (80 millions d'anciens francs), du 15 octobre au 15 décembre.

Dans la tradition des précédentes campagnes financières, celle-ci a pour but de souder le véritable noyau révolutionnaire dans ce pays. En exposant en détail leurs opinions dans les suppléments « Informations ouvrières », journaux d'entreprises, les militants de l'OCI cherchent par-dessus tout à aider les travailleurs et les jeunes à démêler eux-mêmes, d'une manière parfaitement claire, toute la situation où la division orchestrée est dressée contre la réalisation de l'unité, condition indispensable pour la satisfaction des revendications et pour en finir avec le gouvernement Giscard-Barre.

A la date du 5 novembre, soit après 3 semaines de campagne, le CC établissait le bilan ainsi : 162 175 F ramassés dans la région parisienne et 195 000 F dans les régions de province, soit 357 175 F. C'est un point d'appui positif pour atteindre dans l'ordre et la maîtrise de l'activité l'objectif des 800 000 F.

---

### L'ACTIVITE INTERNATIONALE DE L'OCI

---

Les objectifs de développement de l'OCI fixés par le Comité central de rentrée procèdent d'une analyse de la situation politique et des possibilités d'intervention de l'OCI. Ils exigent, pour être atteints, le développement de l'activité politique de l'OCI sur tous les terrains.

Cela vaut pour les tâches internationales de l'OCI qui ne sont pas un aspect complémentaire du combat pour la construction du parti révolutionnaire mais qui en constituent au contraire le point central. L'activité de l'OCI se fonde, en effet, sur l'internationalisme prolétarien, consciemment exprimé par le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

La construction de l'OCI qui ex- prime comme organisation la con-

tinuité du trotskysme en France est inséparable du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale dont la continuité programmatique et politique est assurée par le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

C'est pourquoi les tâches internationales de l'OCI sont doubles :

a) assurer les conditions politiques permettant à l'OCI de jouer son rôle au sein du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, dans le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale,

b) fournir les éléments permettant que le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale puisse être pleinement intégré à l'activité d'ensemble de l'OCI, à sa vie politique et à sa formation.

La première campagne politique menée sur le terrain de l'internationalisme prolétarien à cette rentrée a été la campagne de défense des organisations et militants ouvriers péruviens frappés par la répression. Cette campagne s'est appuyée sur la présence en France de Victor Cuadros, Secrétaire général de la Fédération des mineurs et de la métallurgie du Pérou, qui fut libéré en même temps qu'Hernan Cuentas par la campagne internationale impulsée par l'OCI.

La méthode qui a présidé à cette campagne est celle du front unique. Cuadros n'est pas trotskyste. Mais les militants de l'OCI le défendent contre la répression dont il est l'objet comme militant ouvrier. Les trotskystes ont pris l'initiative de cette campagne et ont appelé toutes les organisations ouvrières à s'y joindre, sans leur demander de partager l'appréciation politique que Victor Cuadros fait de la situation au Pérou.

C'est cette méthode qui a permis d'assurer le succès du meeting de solidarité qui s'est tenu à la Mutualité, le 14 octobre, en présence des représentants de la CGT-FO, de la CFDT, de la FEN, de l'UNEF

(Unité syndicale), de la Fédération internationale et de la Ligue française des droits de l'homme, d'Amnesty International.

Cette campagne de solidarité constituée de fait un élément actif de soutien à la préparation de la III<sup>e</sup> Conférence des organisations trotskystes d'Amérique latine, qui devrait marquer un pas important dans l'homogénéisation politique des organisations luttant pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

---

### IL RESTE TROIS MOIS

---

Le Comité central qui s'est tenu les 5 et 6 novembre a pu constater que le dispositif de combat politique de l'OCI était d'ores et déjà mis en place.

La diffusion de « IO » a atteint à mi-octobre le plus haut niveau de mai 1977, alors que les années passées, la diffusion du journal n'atteignait le chiffre le plus élevé par rapport à la veille des vacances que vers le mois de décembre.

Par ailleurs, l'état a été fait des effectifs de l'OCI qui ont augmenté de 30 % sur une année, de septembre 1976 à septembre 1977. Mais,

c'est maintenant que le « décollage » doit s'opérer, dans la préparation de la II<sup>e</sup> Conférence nationale ouvrière et jeune et dans le combat mené dans la jeunesse. Les objectifs fixés en septembre peuvent être atteints.

Les possibilités en sont données par cette réflexion d'un MA rentré en GER fin septembre pour devenir militant de l'OCI, s'adressant ainsi à un militant de l'OCI :

« Vous avez donné confiance aux MA, en leur initiative propre qui leur a permis de faire de grands pas en avant. Cette politique est juste. Avant, je pensais qu'on ne pouvait rien faire, que les collègues n'étaient pas prêts. Plus maintenant. L'intervention de l'avant-garde que nous représentons est décisive pour donner confiance en eux-mêmes à tous les travailleurs. »

Il existe des milliers d'autres travailleurs et jeunes qui, aujourd'hui, partout, sont en mesure de faire le même pas.

A l'activité de l'OCI de le leur permettre !

**Daniel Robin,**  
le 8 novembre 1977.



« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

**travailleurs,  
militants,  
jeunes**

Chaque semaine,

# **Informations ouvrières**

tribune libre de la lutte des classes.

---

**JE M'ABONNE A « INFORMATIONS OUVRIERES »**

<b>NOM, Prénom</b> .....	1 an .....	120 F
	(pli clos) .....	200 F
<b>Adresse</b> .....	6 mois .....	60 F
	(pli clos) .....	100 F
<b>Code postal et ville</b> .....	Etranger (1 an) .....	160 F
	(pli clos) .....	250 F

- Rayer les mentions inutiles
- Joindre le règlement correspondant
- Bulletin à envoyer à « **INFORMATIONS OUVRIERES** »

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS  
C.C.P. 21 831-73 Paris — Tél. : 246.53.12.



SOIXANTE ANS APRES  
LA REVOLUTION D'OCTOBRE  
EST VIVANTE, BIEN VIVANTE  
ACTUELLE, BIEN ACTUELLE

## soixantième anniversaire de la révolution d'Octobre

par Jean-Jacques MARIE

Il y a soixante ans, le Comité militaire révolutionnaire du Soviet de Petrograd, présidé par Léon Trotsky, coalition de bolcheviks et de socialistes-révolutionnaires de gauche, renversait le gouvernement Kérensky. Le deuxième congrès des Soviets de Russie légitimait l'insurrection armée pour laquelle, à l'intérieur de la direction du parti bolchevik, Lénine s'était battu depuis sa clandestinité avec acharnement. Le congrès décidait de donner la terre aux paysans et de lancer aux belligérants un appel pour engager immédiatement les pourparlers de paix. Les millions de prolétaires, de paysans et de soldats qui avaient attendu de la révolution de Février « la paix, le pain et la terre » et qui, déçus par les atermoiements puis les reniements des partis socialistes alliés aux partis bourgeois, s'étaient tournés vers les bolcheviks, voyaient enfin leur volonté satisfaite.

Poussé par cette volonté des masses que décuplait la décomposition du monde bourgeois, dont la guerre impérialiste exprimait la sanglante barbarie, un parti prolétarien, pour la première fois dans l'histoire de la lutte des classes, chassait la bourgeoisie du pouvoir et affirmait sa volonté de jeter les bases d'une société nouvelle, d'où serait bannie l'exploitation de l'homme par l'homme.

On peut donc dire, sans exagération aucune, que le 25 octobre 1917 à Petrograd, fut l'un des grands tournants de l'histoire de l'humanité. Pour tous les dirigeants bolcheviks, et pour des millions de prolétaires dans le monde l'« aube de la révolution prolétarienne mondiale » luisait enfin...

Le soixantième anniversaire de la révolution russe n'est donc pas un moment parmi d'autres. Et nul hasard à ce que chacun le commémore « à sa manière ». La bureaucratie stalinienne le célèbre en promulguant la troisième Constitution dite « soviétique », sans doute la plus totalitaire du monde et où s'affirme une concentration délirante de tous les aspects de la vie sociale entre les mains d'un Etat monstrueux, hypertrophié et tentaculaire qui prétend écraser sous la chape de plomb de son pouvoir bureaucratique toutes les contradictions explosives de la société soviétique. La bourgeoisie et ses chantres attirés ou nouvellement promus le saluent eux aussi d'une manière qui n'est d'ailleurs pas si différente dans son contenu, malgré le tapage des mots.

Depuis la parution de L'archipel du Goulag, en effet, une nuée d'ouvrages s'abat sur le vaste public des lecteurs français pour en reprendre, en distiller et en raffiner les conclusions politiques. Soljenitsyne, victime des camps staliniens officiellement présentés comme l'un des fleurons de la construction du socialisme en URSS, avait un témoignage à apporter. Ses disciples, continuateurs ou exploitaires occidentaux n'ont évidemment rien de tel à fournir. Aussi se limitent-ils d'emblée aux conclusions et aux « leçons générales ». Ainsi, tel un parasite, s'est formé un courant autour duquel les moyens d'information mènent grand bruit, en toute liberté bien sûr, et dont on a décoré les principaux représentants du titre pompeux et bien immérité de « nouveaux philosophes ».

Dans le même fil un éditeur vient de republier le Staline de Souvarine qui paraît à plus d'un journaliste ou historien, fût-il « de gauche », une découverte émouvante, une illumination.

Le livre de Souvarine révélait, en 1935, un certain nombre de faits ignorés ou peu connus sur Staline. Les ancêtres directs de ceux qui se pâment si aisément aujourd'hui sur ces révélations — qui n'en sont plus — boycottaient l'ouvrage. Pourtant sa « philosophie historique » aurait dû les conforter, mais les besoins du maintien de l'ordre bourgeois imposaient l'entente avec le futur maréchal et la prostitution devant ses exigences sanglantes. Les besoins ont changé... au moins de forme.

L'approche du soixantième anniversaire de la révolution russe semble donc donner une force renouvelée à toute une campagne, sur laquelle il faut s'arrêter un instant pour en démêler les mobiles et les motifs. Car elle est rien moins qu'innocente et il serait vain de se rabattre sur l'infinie médiocrité de ses protagonistes pour s'en détourner.

On connaît le vieux bateau de l'idéologie bourgeoise : Staline est le fils direct et légitime de Lénine. Le stalinisme est le descendant tout aussi direct du léninisme, lequel procède en fil direct du marxisme...

Igor Chafarevitch, l'un des dirigeants de l'opposition en URSS, partisan de Soljenitsyne, vient de publier un ouvrage, Le Phénomène socialiste, qui pousse à son terme ultime la dénonciation de la révo-

*lution d'Octobre et dont le même Soljenitsyne donne la clé, lorsqu'il le présente en ces termes :*

« Comme il se doit précisément dans un pays où, depuis la révolution d'Octobre, tout ce qui porte le nom d'humanisme est systématiquement étouffé, ce livre n'est pas l'œuvre d'un littéraire mais d'un mathématicien de renommée mondiale : les représentants des sciences exactes remplacent désormais dans le monde communiste leurs frères décimés. Cette situation a du moins le rare avantage de nous faire découvrir l'analyse théorique et pratique d'un éminent esprit mathématique, depuis longtemps rompu aux exigences de la méthode scientifique (ce qui donne d'autant plus de poids, par exemple, au jugement qu'il porte sur le marxisme, dénué selon lui de tout esprit scientifique). »

*La dénonciation de la révolution d'Octobre a ainsi comme but premier de discréditer le marxisme. Les « nouveaux philosophes », à la suite des Raymond Aron, Albert Camus et autres Bertrand Russell, entreprennent aujourd'hui la même œuvre. Mais Chafarevitch a l'avantage de montrer avec netteté, on pourrait dire avec une grande naïveté, qu'il ne suffit pas de s'en prendre au marxisme. Comme son « maître » Soljenitsyne, — benoîtement suivi par ses petits admirateurs français — il s'en prend à l'idée même de la révolution...*

*A travers tout son livre, perce un effroi panique de l'irruption des masses sur la scène de l'histoire. Dès qu'elles rentrent en scène — incarnant les idées du socialisme — c'est le chaos, la ruine, le carnage, le sang. Les prophètes du socialisme rêvent d'ailleurs tous d'extermination. Ce sont d'ordinaire de lamentables rêveurs aussi couards que ridicules, et aussi féroces que peureux... Mais parfois l'histoire leur offre l'occasion de se déchaîner :*

« Les idées socialistes naissantes frappent souvent par leur impuissance, leur irréalisme, leur aventurisme naïf et aussi certains traits d'un comique gogolien que Berdiaev a très bien su mettre en relief. On a l'impression que ces désespérés n'ont déjà aucune chance de succès, mais font de surcroît tout ce qu'il faut pour compromettre les idées qu'ils proclament. Cependant, ils attendent leur heure. Et soudainement, à un moment donné, l'âme du peuple s'ouvre à ces idées. Celles-ci deviennent alors des forces qui déterminent le cours de l'Histoire. »

*Et c'est la catastrophe ! Bref, nous dit Chafarevitch, ces tristes idées s'emparant des masses, et, celles-ci s'en saisissant, deviennent des forces matérielles redoutables.*

*Là est le grand crime de la révolution d'Octobre : avoir montré que les masses s'emparant du programme de la révolution avec un parti donnant forme et direction à leur mouvement profond, peuvent renverser le vieux monde de l'exploitation. Les communards avaient eu le bon goût, eux, d'être écrasés. Il pourrait donc, à la rigueur, leur être pardonné. Et bien que Chafarevitch les situe dans la lignée de Platon, des hérétiques du premier millénaire après Jésus-Christ,*

de Campanella et de Thomas More, de Thomas Münzer, son livre n'a pourtant guère reçu d'écho. N'en est-ce d'ailleurs pas là la raison ?...

Dénoncer la révolution d'Octobre, bien. Dénoncer en Lénine le père légitime de Staline et en Trotsky son oncle naturel, parfait. Stigmatiser en Marx l'instigateur de tous ces maux, mieux encore. Affirmer — à l'égal d'autres penseurs de la même profondeur — que la nature humaine est éternelle et qu'elle ne saurait jamais changer, hormis dans l'outre-ciel, inégalable probablement... Mais rejeter en bloc, comme démoniaques précurseurs du socialisme des courants entiers de la pensée humaine depuis deux millénaires et demi, en y ajoutant de-ci, de-là, les jésuites du Paraguay ou les Aztèques, c'est trop. Car si l'idéalisme platonicien est aussi responsable des malheurs du monde que le matérialisme marxiste, ce dernier n'est plus, finalement, qu'un criminel parmi tant d'autres. Trop c'est trop, car ce n'est, au fond, pas assez...

Cela dit, la pensée de Chafarevitch ne s'est pas formée dans un monde vide, mais au sein de la bureaucratie, au sein de son héritage — même si c'est en réaction contre lui ! C'est la bureaucratie qui l'a éduqué, c'est elle qui lui a donné son image repoussante du « socialisme », c'est elle qui lui a transmis à la fois la peur et la haine des masses qui la secouent elle-même, et son espoir absurde dans le maintien éternel de l'ordre existant. C'est elle qui lui a communiqué cette haine du socialisme qui est infiniment plus profonde chez elle que chez lui, parce que, chez Brejnev et ses compagnons, elle est quotidienne, pratique, immédiate, et se traduit par une politique très concrète.

On ne saurait donc assimiler Chafarevitch aux nouveaux bavards de salons dits « philosophes », parce que le caractère réactionnaire de sa pensée à lui est, pour l'essentiel, un produit et un reflet convulsif de la bureaucratie réactionnaire du Kremlin, qui se pare indûment de la mission d'instauratrice du socialisme alors qu'elle le combat avec autant d'acharnement que d'effroi.

Mais Chafarevitch, dans sa version apocalyptique, laisse encore subsister malgré tout un problème que d'autres vont s'attacher à résoudre.

Le lundi 19 septembre 1977, Le Nouvel observateur, fervent partisan de l'Union de la gauche, publiait l'interview de l'ancien dirigeant du courant petit-bourgeois maoïste la Gauche prolétarienne, un certain Pierre Victor, surnommé, à en croire le journaliste du Nouvel observateur, « le Staline de la GP ». Que nous dit ce « Staline » passé, selon l'hebdomadaire de Jean Daniel, « de l'affrontement décisif aux formes modernes de la révolution » ? Eh bien, il nous explique que « l'idée de révolution » traditionnelle, l'idée de la prise du pouvoir par le prolétariat est une bien abominable chose.

« C'est l'idée de révolution, dont nous héritons et que nous pensions renouveler, qui est en question. L'idée de l'Apocalypse, Sartre a repris ce terme pour désigner l'acte révolutionnaire. Dans son ambiguïté, il désigne très bien l'idée de la révolution qui nous

imprègne. Au début des révolutions modernes, en Bohême au XV<sup>e</sup> siècle, en Allemagne au XVI<sup>e</sup>, en Angleterre au XVII<sup>e</sup>, l'idée d'Apocalypse était sans ambiguïté. Les pauvres se soulevaient pour qu'advienne le Royaume de Dieu : le jour était proche. Le grand jour du Jugement où le monde serait mis à l'envers : où les petits chefs viendraient travailler à la chaîne, comme nous disions du temps de la G.P. Ce jour était annoncé dans l'Apocalypse.

« La Révolution française a laïcisé cette bouleversante idée, et, depuis, le Grand Jour est devenu la prise du pouvoir. Comme vous voyez, il est douteux que nous ayons gagné au change. L'avènement du Royaume de Dieu, ça posait des problèmes aux révolutionnaires de ce temps : qu'est-ce que cela signifiait exactement ? Comment le spirituel et le temporel allaient-ils s'articuler ? L'idée la plus forte, c'était que l'homme allait se transformer de fond en comble ; c'était ainsi que Münzer par exemple interprétait le Grand Jour. En se laïcisant, en se modernisant, en se politisant, l'idée est devenue obscène, car le Grand Soir, l'idée qu'il faut tout concentrer pour la prise du pouvoir, cette idée revient à accoupler révolution et Etat. »

*Après quoi, le « Staline de la GP » expose un programme plate-  
ment démocratique, d'« actions... communales » et lorsque le journal-  
liste, pour une fois perspicace, lui demande :*

« Ne craignez-vous pas de vous être rapproché, en trois ans, de Raymond Aron ? »

*Il acquiesce :*

« Si les libéraux classiques pouvaient comprendre l'exigence radicale — le pluralisme dans les lieux, à la base, et non plus seulement le pluralisme au sommet, dans l'organisation de l'Etat —, ce serait très bien. Le pluralisme, ça commence quand des gens exclus de la parole, de la décision s'associent pour prendre la parole. Les libéraux appellent cela l'illusion lyrique et ils s'en méfient. Ils ont tort. Selon moi, une pensée politique qui ne part pas de là ne vaut pas grand-chose. »

*Ce Pierre Victor met ainsi l'accent sur l'essentiel : LE CRIME  
DES CRIMES, C'EST LA PRISE DU POUVOIR. Le crime des crimes  
de la révolution d'Octobre, ce fut le renversement du gouvernement  
Kérenski, la prise du palais d'Hiver, la résistance à la contre-révolu-  
tion et à l'agression impérialiste qui l'ont contrainte à opérer la centra-  
lisation maximale des efforts pour s'opposer à cette double offensive.*

*Toute révolution dégénère dès qu'elle prend la forme de la prise  
du pouvoir, nous disent avec ce petit Stalinicule de la prétendue  
gauche non moins prétendument prolétarienne, toute une nuée de  
penseurs de salons. Leur importance ne réside d'ailleurs pas dans  
le niveau des salons qu'ils fréquentent, mais dans le fait que leurs  
démonstrations constituent une toile de fond idéologique à toute la  
politique orchestrée avec acharnement, qui vise à détourner le prolé-*

tariat de la question du pouvoir, ou plus exactement de la solution de cette question : qu'il s'agisse de la politique d'alliance avec les partis bourgeois qui porte le nom d'Union de la gauche, ou du grand tapage sur l'autogestion et « les pouvoirs » — c'est-à-dire les pouvoirs dans les champs, les facultés, les bureaux et leurs annexes, les ateliers et leurs soupentes — mais que surtout, au grand jamais, l'on ne parle DU POUVOIR CENTRAL DE L'ETAT QUI PERMET A LA BOURGEOISIE DE CENTRALISER SA VOLONTE ET SES INTERETS POUR LES IMPOSER A LA SOCIETE TOUT ENTIERE.

Là est la raison de la haine que suscite la révolution russe. Sa dégénérescence et les fruits empoisonnés de cette dégénérescence servent de couverture et de prétexte à une offensive qui les utilise contre la révolution elle-même.

La révolution russe exprime en effet, dans la réalité de la lutte des classes, l'analyse que Lénine apportait l'année précédente de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, qui donne son fondement véritable à la théorie de la Révolution permanente, dont elle est la traduction concrète — mais inachevée —, la pierre angulaire.

« La révolution socialiste commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur l'arène mondiale. Ainsi la révolution socialiste devient permanente au sens nouveau et le plus large du terme : elle ne s'achève que dans le triomphe définitif de la nouvelle société sur toute la planète. »

C'est ce que le Manifeste de fondation de l'Internationale communiste, rédigé par Léon Trotsky et adopté par son Congrès de fondation définissait, sous l'angle des tâches à réaliser par elle, en ces termes :

« La critique socialiste a suffisamment flagellé l'ordre bourgeois. La tâche du parti communiste international est de renverser cet ordre de choses et d'édifier à sa place le régime socialiste. Nous demandons aux ouvriers et aux ouvrières de tous les pays de s'unir sous l'étendard du communisme qui est déjà le drapeau des premières grandes victoires des prolétaires de tous les pays ! Dans la lutte contre la barbarie impérialiste, contre la monarchie et les classes privilégiées, contre l'État bourgeois et la propriété bourgeoise, contre tous les aspects, contre toutes les formes de l'oppression des classes ou des nations, unissez-vous !

« Sous le drapeau des conseils ouvriers, de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir et la dictature du prolétariat, sous le drapeau de la III<sup>e</sup> Internationale, prolétaires de tous les pays unissez-vous ! »

C'est la politique des trotskystes de l'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale) qui combattent pour la construction du parti révolutionnaire en France, pour la construction du « Parti communiste international », c'est-à-dire aujourd'hui pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Et c'est pourquoi, soixante ans après, le comité de rédaction de La Vérité, organe du comité central de l'OCI, a décidé de donner,



*loin des falsifications de l'histoire officielle et de l'iconographie intéressée, la place politique que les enseignements d'Octobre et des soixante années qui se sont écoulées depuis apportent aux révolutionnaires d'aujourd'hui, afin de saisir toute la dimension du combat nécessaire pour l'émancipation définitive des travailleurs à l'échelle universelle, une dimension indispensable afin de comprendre les tâches politiques d'organisation que l'OCI mène dans le moment présent, recruter des milliers de nouveaux militants, augmenter la diffusion de son journal, former ses cadres et ses militants, se renforcer comme organisation, avancer sur le terrain de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.*



1

## Octobre, son sens, sa place historique

*La révolution russe a été la première des révolutions prolétaires qui constituent la chaîne de la révolution mondiale.*

*La première guerre impérialiste masquait l'impasse du mode de production capitaliste, considéré à l'échelle mondiale. Ainsi que Lénine l'écrivait, le stade suprême du capitalisme, arrivé à son stade pourrissant, devenu réactionnaire sur toute la ligne, était atteint depuis une vingtaine d'années : le stade de l'impérialisme, époques des guerres et des révolutions. Les forces productives que le capitalisme avait antérieurement développées entraient violemment en contradiction avec les rapports de production, la propriété privée des moyens de production, les limites étroites des frontières nationales, et cela prenait toute son acuité en Europe.*

Faute de pouvoir résoudre ces contradictions, faute de pouvoir harmoniser le caractère social de la production et les rapports de production, faute d'être capable de mettre en correspondance l'internationalisation de la production et les rapports européens et mondiaux, le capitalisme parvenu à son stade impérialiste développait un gigantesque parasitisme : la guerre impérialiste exprimait la révolte des forces productives contre l'étroitesse des frontières nationales ; ainsi que Marx et Engels le prévoyaient dès « l'Idéologie Allemande » (1847) :

« Dans le développement des forces productives, il arrive un stade où naissent des forces productives qui ne peuvent être que néfastes dans le cadre des rapports existants et ne sont plus des forces productives mais des forces destructives. »

La première guerre impérialiste donnait en effet à cette contradiction la forme la plus barbare et la plus sanglante et soulignait qu'au stade de l'impérialisme, le capitalisme ne pouvait se perpétuer qu'en engendrant une suite de catastrophes détruisant des masses énormes de mar-

chandises et de forces productives dont l'essentielle, les producteurs eux-mêmes.

Trotsky écrit :

« La participation de la Russie à la guerre comportait des contradictions dans les motifs et les buts. En fait, la lutte sanglante avait pour objet une domination mondiale. En ce sens elle dépassait les possibilités de la Russie. Ce que l'on a appelé les buts de guerre de la Russie (les détroits en Turquie, la Galicie, l'Arménie), n'avait qu'une importance très relative, provinciale, et ne pouvait avoir de solution qu'accessoirement, pour autant qu'il conviendrait aux principaux belligérants.

« En même temps, la Russie en qualité de grande puissance ne pouvait s'abstenir de participer à la mêlée des pays capitalistes plus avancés, de même qu'elle n'avait pu, durant l'époque précédente se dispenser d'établir chez elles des usines, des fabriques, des voies ferrées, d'acquérir des fusils à tir rapide et des avions. Fréquemment, parmi les historiens de la nouvelle école, des discussions s'élevaient sur le point de savoir dans quelle mesure la Russie tsariste était mûre pour une politique impérialiste moderne, mais ces ratiocineurs retombent toujours dans la scolastique, car l'on considère la Russie sur le terrain international comme un élément isolé, comme un facteur indépendant. Or la Russie n'a été qu'un chaînon du système. »  
(*Histoire de la révolution russe*).

---

### « LE CHAINON LE PLUS FAIBLE »

---

Lénine écrit de son côté : « La chaîne impérialiste s'est rompue en son chaînon le plus faible. » Pourquoi le plus faible ? En raison de l'arriération générale de la Russie, économique, sociale et politique, qui l'empêchait de mener la guerre ainsi

que les impérialismes les plus puissants, bien qu'elle soit contrainte de le faire, ce qui à son tour tendait jusqu'à leur point de rupture toutes les contradictions. La Russie combinait les contradictions d'un pays arriéré à celles d'un pays où se développait le prolétariat, le tout intégré au système impérialiste mondial.

Dans ce pays à prédominance paysanne, l'abolition du servage en 1861 n'avait absolument pas résolu la question agraire.

« A la veille de la première révolution (1905), la superficie globale des terres utilisables dans les limites de la Russie d'Europe était estimée à 280 millions de déciatines. Environ 40 millions constituaient les lots des communes paysannes, plus de 5 millions étaient des apanages ; l'église et les monastères détenaient à peu près de 200 000 à 500 000 déciatines. La propriété privée, représentée par 30 000 gros possédants qui occupaient chacun plus de 500 déciatines constituait 170 millions de déciatines c'est-à-dire la superficie telle qu'en possédaient, en chiffres ronds, 10 millions de familles rurales. »  
(L.T., *Histoire de la révolution russe*).

Plus haut Trotsky explique :

« La tardive demi-émancipation des paysans, en 1861, porta sur une économie rurale dont le niveau n'était guère différent de celui qui avait existé deux siècles auparavant. Le maintien de l'ancien fonds de terres communales, frauduleusement repris lors de la réforme avec des méthodes toutes archaïques, aggravait automatiquement la crise de surpopulation dans les campagnes, qui était aussi la crise des assolements triennaux. La classe paysanne se sentait d'autant plus prise au piège que le processus se déroulait non point au VII<sup>e</sup> siècle, mais au XIX<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire dans des conditions où le rôle de l'argent dans l'économie était très

avancé, imposant au primitif soc de bois des exigences qui n'eussent guère été admissibles que pour les tracteurs.»

La réforme « Stolypine », après la révolution de 1905, ne modifia pas fondamentalement cette situation. Elle introduisit plutôt, en favorisant la formation d'une mince couche de paysans riches (les koulaks) la prolétarisation des autres. Trotsky conclut, de l'ensemble de ces données, qu'elles représentaient « le programme tout fait d'une guerre paysanne ».

---

### LA PLACE DU PROLETARIAT DANS LA REVOLUTION

---

La formation et le développement d'un prolétariat extrêmement concentré bien que ne représentant que 3 à 4 % de la population, donnait à la paysannerie, aux masses exploitées de Russie, la tête révolutionnaire sans laquelle elles ne pouvaient vaincre et réaliser une réforme agraire radicale. Mais, dit encore Trotsky :

« Le prolétariat russe a fait ses premiers pas dans un Etat despotique. Grèves interdites par la loi, cercles clandestins, proclamations illégales, manifestations de rue, collisions avec la police et la troupe — telle fut l'école créée par la combinaison d'un capitalisme en rapide développement et d'un absolutisme qui cédait lentement ses positions. La concentration des ouvriers dans de gigantesques entreprises, le caractère également concentré de la répression exercée par l'Etat, enfin les poussées impulsives d'un prolétariat jeune et plein de fraîcheur firent de la grève politique, si rare en Occident, la méthode essentielle de lutte en Russie. »

Il devait appartenir au prolétariat de Russie d'être, de la révolution de 1905 à la révolution d'Octobre, à l'avant-garde du prolétariat mon-

dial. La révolution de 1905 éclate au lendemain de la défaite de l'empire tsariste devant le Japon. Une forme absolument universelle d'organisation du prolétariat et des masses exploitées en lutte, s'organisant comme classe, posant sa candidature au pouvoir, et constituant la base de ce pouvoir, les soviets, parlements et exécutifs du prolétariat, apparaissent. Le recul de l'histoire permet d'apprécier ce que fut la révolution de 1905 : la préface aux révolutions de Février et d'Octobre 1917. Sa défaite résultait d'une insuffisante concentration des contradictions des rapports sociaux et politiques mais elle dégagait ces rapports, les soulignait, les mettait en valeur.

---

### AUCUNE CLASSE OPPRESSEUSE N'AVAIT DE SOLUTION FACE A L'ABSOLUTISME

---

Toute la société étouffait dans le carcan des rapports sociaux et politiques de l'absolutisme : non seulement le prolétariat et la paysannerie, mais encore les nationalités. L'empire du tsar avait bien mérité le surnom de prison des peuples. Non seulement le prolétariat, la paysannerie, les peuples opprimés, mais même la bourgeoisie étouffait ; non seulement la bourgeoisie mais une partie de la noblesse jusqu'aux marches du trône. La guerre a poussé au paroxysme les contradictions économiques, sociales et politiques, jusqu'à ce point où, comme l'écrit Trotsky :

« La situation devient intolérable même pour les classes de la vieille société, c'est-à-dire pour celles qui sont condamnées à la disparition. (C'est ainsi que) la révolution éclate lorsque tous les antagonismes sociaux ont atteint leur extrême tension. »

Mais si toutes les classes de la société étouffaient dans les limites des rapports sociaux hérités de la vieille société en décomposition, si l'absolutisme s'avérait de plus en plus in-

tolérable, aucune des classes exploiteuses n'avait de solution. Marx a écrit que, en 1852, la bourgeoisie en France abdiquait le pouvoir politique pour conserver sa puissance sociale. En Russie, pour conserver leur puissance sociale, non seulement la noblesse, mais la bourgeoisie devaient renoncer à conquérir le pouvoir politique et s'incliner basement devant l'absolutisme, même si c'est en marmonnant. Aux lendemains de la révolution de Février, sur le devant de la scène, apparurent les débris de la noblesse et les hommes politiques bourgeois. Mais la révolution, le renversement de l'absolutisme pourri jusqu'à la moelle a été le fait des ouvriers et paysans, comme en témoigne Tougan Baranovsky, que Trotsky cite :

« Ce n'est pas l'armée qui a déclenché l'insurrection, ce sont les ouvriers. Ce ne sont pas les généraux, mais des soldats qui se sont rendus à la Douma d'Empire. Et les soldats ont soutenu les ouvriers non point pour obtempérer docilement à des injonctions de leurs officiers, mais parce qu'ils se sentaient apparentés par le sang aux ouvriers en tant que classe de travailleurs eux-mêmes. Les paysans et les ouvriers constituent les deux classes sociales qui ont fait la révolution (de Février, NDLR) russe. »

Trotsky ajoute :

« Le renversement du régime à Moscou ne fut que l'écho de l'insurrection de Petrograd. Il n'est nullement exagéré de dire que Petrograd a accompli seul la révolution de Février ; le reste du pays n'a fait que se joindre à lui. Il n'y a eu bataille qu'à Petrograd (...).

« A la question posée ci-dessus : qui donc a guidé la révolution de Février ?, nous pouvons par conséquent répondre avec la netteté désirable : des ouvriers conscients et bien trempés, qui, surtout, avaient été formés à l'école du parti de

Lénine. Mais nous devons ajouter que cette direction, si elle était suffisante pour assurer la victoire de l'insurrection n'était pas en mesure de mettre, dès le début, la conduite de la révolution entre les mains de l'avant-garde prolétarienne. »

---

## UN PROCESSUS COMBINÉ

---

Ayant escroqué le pouvoir, la bourgeoisie et ses représentants petits-bourgeois n'en étaient pas moins incapables de répondre aux grandes exigences à l'origine de la révolution : la paix, la terre, les nationalités, assurer l'indépendance vis-à-vis du capital étranger, faire droit aux revendications du prolétariat, liquider le tsarisme et ses séquelles, instaurer un régime démocratique stable.

Le prolétariat, les masses paysannes, les soldats frustrés du pouvoir dressaient face au pouvoir bourgeois, leurs formes propres d'organisation, un pouvoir concurrent et fondamentalement antagonique au pouvoir bourgeois, leurs soviets, les soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats. Les masses exploitées et opprimées avaient constitué la forme politique qui les rassemblait et les organisait, tout comme elles avaient renversé l'absolutisme à l'initiative et sous la direction du prolétariat. C'est ce même prolétariat qui, seul, pouvait résoudre les grandes questions nationales devant lesquelles butaient la bourgeoisie et les classes oppresseuses, qui s'interpénétraient d'ailleurs. Mais bien entendu, il ne pouvait le faire qu'en balayant les obstacles à leur solution, ces mêmes classes exploiteuses, qu'en établissant son propre pouvoir, qu'en réalisant ses propres objectifs de classes, l'expropriation de la bourgeoisie et des exploités. Ainsi l'exécution des tâches démocratiques, la réalisation de la dictature du prolétariat, la réalisation des objectifs propres au prolétariat se présentait comme différents aspects d'un même processus combiné.

## LE PARTI BOLCHEVIQUE

De février à octobre, ce sont des mois d'une extraordinaire intensité politique. En ces quelques mois le prolétariat, la paysannerie, les masses exploitées apprennent dans les faits que la bourgeoisie est incapable de résoudre aucun des problèmes que l'histoire pose : la guerre, la terre, l'oppression nationale, les revendications, les droits et libertés. Ils apprennent que les soviets qui constituent un second pouvoir face et contre le pouvoir de l'Etat bourgeois, tant qu'ils sont contrôlés et dominés par les partis subordonnés à la bourgeoisie, peuvent être subordonnés au pouvoir bourgeois. Ils apprennent qu'à notre époque, la bourgeoisie n'est pas capable de résoudre les tâches démocratiques bourgeoises, pas moins de convoquer une authentique constituante. Ils apprennent que seul le prolétariat est capable de résoudre ces problèmes, et qu'en conséquence il est leur chef naturel comme la révolution de Février l'a montré.

Mais cet apprentissage historique n'est possible qu'à deux conditions qui se combinent : les faits, la vie, l'intensité des rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, les flux et les reflux d'immenses foules qui, au cours de ces mois, vivent politiquement intensément ; l'intervention du parti bolchevique qui participe, impulse, exprime les mouvements du prolétariat, donne les réponses claires que les masses attendent, les prépare et se prépare à prendre le pouvoir depuis que rentrant en Russie en avril, Lénine a orienté le parti vers cet objectif de toutes ses forces.

Le 25 octobre, s'ouvrit le 2<sup>e</sup> Congrès pan-russe des soviets. Trotsky donne les précisions suivantes :

« Au congrès des soviets, en juin, les conciliateurs disposaient d'une majorité de 600 voix sur une totalité de 832 délégués. Maintenant l'opposition

conciliatrice de toutes nuances, constituait moins du quart du congrès (...). Une enquête faite parmi les délégués démontra que 505 soviets tenaient pour tout le pouvoir aux soviets ; 86 — pour le pouvoir de « la démocratie » ; 55 — pour la coalition ; 21 — pour la coalition mais sans les cadets. »

La révolution d'Octobre, au contraire de celle de Février, a été décidée et organisée par le parti bolchevique sous l'impulsion de Lénine. Elle était un acte audacieux, mais absolument pas arbitraire. Sans quoi elle eut échoué. Elle concluait tout un processus de maturation politique. C'est pourquoi elle fut victorieuse. Cependant, sans la décision de prendre le pouvoir et d'organiser l'insurrection, la révolution aurait alors risqué de pourrir et de dégénérer, car elle était arrivée au point maximum de maturation politique. Commencée le 23, elle s'est terminée le 25 octobre par la prise du palais d'Hiver. Le 2<sup>e</sup> Congrès pan-russe des soviets n'avait plus qu'à occuper le pouvoir. Le 26 octobre Lénine montait à la tribune et déclarait : « Maintenant nous allons nous occuper d'édifier l'ordre socialiste. »

## LA REVOLUTION RUSSE FUT-ELLE « SPECIFIQUEMENT » RUSSE ?

Adversaires et faux amis de la révolution d'Octobre affirment qu'elle a résulté d'une conjoncture extraordinaire, la guerre, des rapports économiques sociaux et politiques qui étaient particuliers à la Russie d'alors, et d'une « surdétermination » consécutive à l'existence du parti bolchevique. Ils utilisent une méthode identique à celle des stalinien pour donner un semblant de justification à la pseudo-théorie de la « construction du socialisme dans un seul pays » : l'originalité de l'URSS.

Certes, la guerre a porté les contradictions économiques, sociales et

politiques à leur point de rupture, précisément en tant qu'élément de ce processus. La guerre impérialiste est un des sommets que puissent atteindre les contradictions du mode de production capitaliste dans son ensemble, à l'échelle internationale, mondiale, sa seule issue en dernier ressort en dehors de la victoire de la révolution prolétarienne mondiale. Ce ne sont pas les trotskystes qui nieront les particularités nationales, les inégalités de développement. Mais le développement particularisé, le développement inégal est aussi et surtout développement combiné.

L'impuissance de la bourgeoisie russe à résoudre les tâches démocratiques provenait justement de l'intégration dans la réalité mondiale du mode de production capitaliste, de sa subordination au système impérialiste dont elle dépendait. Les capitalistes étrangers possédaient 40 % des capitaux investis en Russie ; en ce sens la bourgeoisie russe était l'agent du capital étranger en Russie et lui était entièrement subordonnée, dans la paix comme dans la guerre. Toute l'économie de la Russie dépendait en même temps du marché mondial. Les rapports sociaux et politiques en Russie n'étaient pas moins intégrés aux rapports sociaux et politiques, aux rapports entre les classes à l'échelle mondiale. La bourgeoisie russe est née et s'est développée à l'ombre de l'absolutisme. Elle s'est fortifiée économiquement au moment où, à l'échelle de l'Europe et du monde, le prolétariat émergeait comme classe sociale et politique posant à l'occasion de tout bouleversement social et politique sa candidature au pouvoir, sa candidature à devenir la classe dominante et cela, depuis 1848. Dès 1905, la chose était claire : le prolétariat était la seule avant-garde possible à la révolution, capable de la mener jusqu'au bout. Mais le prolétariat russe n'était capable de remplir ce rôle que par suite de la combinaison de deux facteurs, les rapports entre les classes en Russie et le fait

qu'il était une fraction du prolétariat mondial.

La révolution russe ne saurait, d'ailleurs, être comprise pleinement sans que soient rappelées les luttes de classe que le prolétariat a engagées, en Europe, à la fin de la guerre et au cours des années qui l'ont suivie. L'année 1917 est celle où en Allemagne de grandes grèves éclatent, en particulier dans la métallurgie ; les revendications économiques et politiques se mêlent (amnistie, libération des emprisonnés politiques, politique de paix) ; c'est l'année des mutineries sur le front français, et des grandes grèves dans les usines de guerre ; c'est l'année où 230 000 travailleurs des usines de guerre se mettent en grève en Grande-Bretagne ; c'est l'année de la grève générale du 22 août en Italie, des grandioses manifestations et du soulèvement des travailleurs de Milan le 24 ; c'est l'année de puissantes grèves de mineurs, de cheminots, de travailleurs des chantiers navals aux USA ; c'est l'année où, en Espagne, se déroule du 10 au 13 août une puissante grève générale suivie de combats armés.

La victoire de la révolution d'Octobre va évidemment donner une puissante impulsion aux luttes de classe du prolétariat, mais qui naissent de contradictions insoutenables dans lesquelles se débat le système impérialiste mondial : révolution allemande en 1918, révolution en Hongrie en 1919, situation révolutionnaire en Italie, en Autriche, etc. Situations révolutionnaires, crises révolutionnaires, révolutions vont se succéder en Europe, en Chine, aussi, entre 1917 et 1938, de la Russie à l'Espagne, en passant par la plupart des puissances européennes.

---

### LE MEILLEUR PRODUIT DE LA DEUXIEME INTERNATIONALE

---

Mais le parti bolchevique, ce parti sans lequel la révolution n'aurait pas mûri ainsi qu'elle le fit de



Février à Octobre, sans lequel Octobre et la prise du pouvoir par les soviets n'auraient pu avoir lieu, n'était-il pas spécifique au prolétariat russe ? Sans aucun doute les conditions particulières de la construction du mouvement ouvrier en Russie ont favorisé la construction d'un tel parti. Pourtant la construction du parti bolchevique procède fondamentalement du développement du mouvement ouvrier international ; c'est un produit du marxisme, le meilleur produit de la II<sup>e</sup> Internationale.

Au moment décisif, il en a conservé et entretenu la flamme, tandis que les partis de la II<sup>e</sup> Internationale et celle-ci dans son ensemble s'adaptaient au monde bourgeois et capitulaient chacun devant sa bourgeoisie. Ces partis n'étaient plus que les cendres et les scories de la social-démocratie. Le parti bolchevique a pu se construire, diriger la révolution d'Octobre, prendre le pouvoir parce qu'il a concentré l'acquis du mouvement ouvrier mondial, du marxisme, parce que dès septembre 1914 il a ouvert la perspective de la construction d'une nouvelle internationale, la III<sup>e</sup> Internationale, et s'est engagé dans l'action politique nécessaire à sa construction. Il fallait, pour que cette tâche soit entreprise et réalisée, le plus haut niveau de conscience et de volonté fondé sur cette conscience que seule une possession totale du marxisme, théorie et pratique du prolétariat révolutionnaire international, pouvait procurer : Lénine, russe certes, mais surtout le marxisme, l'internationalisme prolétarien fait homme, a été le type le plus achevé des militants ouvriers internationaux qui ont bâti et dirigé le parti bolchevique.

Ainsi donc, tant du point de vue des relations de classes, objectivement si l'on veut, que du point de vue de l'action consciente et organisée du parti nécessaire à la révolution d'Octobre, à son succès (subjectivement), la révolution russe est bien le premier maillon de la chaîne des révolutions qui forment la chaîne de la révolution prolétarienne mondiale.

---

## RUSSIE, ALLEMAGNE, EUROPE...

---

Par son développement ultérieur, la révolution russe allait souligner, cette fois par défaut, l'unité organique entre la révolution dans un pays et la réalité mondiale de la révolution prolétarienne : l'absence d'une Internationale communiste capable d'orienter la vague révolutionnaire jusqu'à son terme, celui de la prise du pouvoir, l'absence de partis communistes dirigeants dans les pays où la crise révolutionnaire atteignit son plus haut point constituèrent l'un des éléments décisifs de reflux de la révolution en Europe. Et ce reflux, à son tour, isola la révolution russe et lui porta un coup irrémédiable. Plutôt qu'absence il faudrait d'ailleurs dire retard. Mais un retard qui en pleine vague révolutionnaire voit ses effets décuplés, voir centuplés.

L'Internationale communiste est en effet proclamée en mars 1919 seulement, au lendemain de la défaite subie par le tout jeune parti communiste allemand, d'emblée minoritaire dans la classe ouvrière allemande. Elle ne devient une Internationale rassemblant de puissants partis nationaux qu'au cours de l'année suivante, avec la création de partis communistes en France, en Italie et la reconstruction d'un parti communiste en Allemagne. Mais la vague commence alors à refluer. Plusieurs années durant s'est ainsi exprimée tragiquement la contradiction entre une situation révolutionnaire, objectivement mûre et favorable, et le retard, l'insuffisance criants dans les pays décisifs de l'élément capable de donner à cette situation sa forme politique achevée, celui de la prise du pouvoir, le parti, sa direction, l'Internationale.

Ce retard tragique porte la responsabilité essentielle de toutes les déformations qui atteignent, par voie de conséquence, la révolution cadenasée en Russie. Mais cette responsabilité n'est pas éthérée ; elle porte

## TROTSKY : L'URSS et la révolution mondiale

« Un Etat issu de la révolution ouvrière existe pour la première fois dans l'histoire. Les étapes qu'il doit franchir ne sont inscrites nulle part (...). Le prolétariat d'un pays arriéré a dû faire la révolution socialiste. Il aura très vraisemblablement à payer ce privilège historique d'une seconde révolution, celle-ci contre l'absolutisme bureaucratique. Le programme de cette révolution dépendra du moment où elle éclatera, du niveau que le pays aura atteint et, dans une mesure très appréciable, de la situation internationale (...). Plus que jamais les destinées de la révolution d'Octobre sont aujourd'hui liées à celles de l'Europe et du monde. Les problèmes de l'URSS se résolvent dans la péninsule ibérique, en France, en Belgique (...). La première victoire révolutionnaire en Europe fera aux masses soviétiques l'effet d'un choc électrique, les réveillera, ranimera leur esprit d'indépendance, ranimera les traditions de 1905 et 1917, affaiblira les positions de la bureaucratie et n'aura pas moins d'importance pour la IV<sup>e</sup> Internationale que n'en eut pour la III<sup>e</sup> la victoire de la révolution d'Octobre. »

en particulier le nom des dirigeants de la social-démocratie qui, à l'image des dirigeants sociaux-démocrates allemands, se sont portés aux avant-postes du maintien de l'Etat bourgeois national, pour suppléer leur bourgeoisie défaillante.

Vingt ans plus tard alors que la dégénérescence de la révolution allait prendre la forme convulsive des grands procès de Moscou, Trotsky reprendra cette question en des termes que nous rappelons ci-contre.

Le rapport entre l'URSS et l'Europe, entre l'URSS et la révolution mondiale est réciproque en ce sens que l'Etat issu de la révolution d'Octobre est un élément constitutif de la lutte mondiale du prolétariat à l'échelle de la planète entière, une position conquise par ce dernier et, à ce titre un enjeu de première importance.

---

### « LA REVOLUTION ALLEMANDE SERAIT D'UNE FORCE SUPERIEURE A LA NOTRE »

---

C'est précisément ce caractère international de la révolution russe qui marque son actualité brûlante, aujourd'hui.

Mais au moment d'Octobre — expression en Russie de la révolution prolétarienne qui mûrit à des rythmes inégaux dans le monde entier — il marque de façon centrale la pensée des dirigeants bolcheviques. Rien n'en rend mieux compte peut-être que la discussion sur la signature de la paix de Brest-Litovsk. Toute la discussion qui se mène alors entre les courants du parti tourne autour de la relation entre la révolution qui vient de triompher en Russie et sa maturation en Allemagne comme dans les autres pays de l'Europe. Ainsi Lénine affirme-t-il le 11 janvier :

« Ceux qui préconisent le point de vue de la guerre révolutionnaire disent que nous nous trouverons par là-même dans la

situation d'une guerre civile contre l'impérialisme allemand et que, par là encore, nous susciterons une révolution en Allemagne. Cependant l'Allemagne n'est qu'enceinte de la révolution tandis que nous, nous pouvons déjà présenter un nouveau-né vigoureux, la République socialiste, que nous pouvons tuer en commençant la guerre (...).

« Ce que propose le camarade Trotsky : interrompre la guerre, refuser de signer la paix et démobiliser l'armée — est en fait une démonstration politique internationale. »

L'un des représentants de la « gauche », favorable à la guerre révolutionnaire, la justifie par sa fonction révolutionnaire à l'Ouest :

« C'est justement la décomposition de l'armée allemande, justement la guerre civile contre l'impérialisme allemand, c'est justement notre étouffement qui pourraient faire éclater la révolution en Occident. »

Dzerjinski reprend :

« Nous, par notre attitude, nous devons donner des forces à l'Occident. »

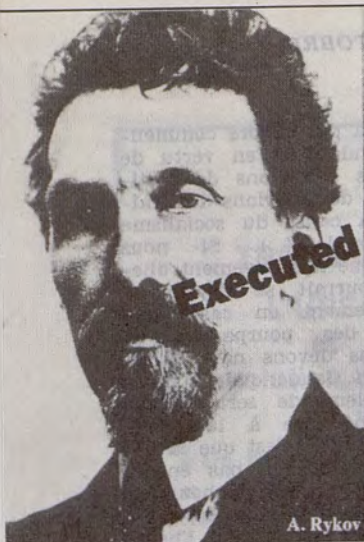
Et, lorsque Staline affirme pour justifier la signature immédiate de la paix qu'« il n'y a pas de mouvement révolutionnaire en Occident », Lénine lui répond en subordonnant la révolution en Russie à la marche à la révolution mondiale dont elle est une partie constituante et un moment :

« D'un côté évidemment il existe en Occident un mouvement de masses, mais la révolu-

tion n'y a pas encore commencé. Cependant si en vertu de cela nous changions de tactique, nous deviendrions des traîtres à la cause du socialisme international (...). Si nous croyons que le mouvement allemand pourrait se développer immédiatement en cas d'une rupture des pourparlers de paix, nous devons nous sacrifier, étant donné que la révolution allemande serait d'une force supérieure à la nôtre. Mais l'essentiel c'est que là-bas le mouvement n'a pas encore commencé, tandis que chez nous il est père d'un nouveau-né à la voix perçante, et si à l'heure actuelle nous ne disons pas clairement que nous sommes d'accord pour conclure la paix, nous courons à notre perte. Il nous faut durer jusqu'à l'éclatement de la révolution socialiste générale et nous ne pourrions y arriver qu'en concluant la paix. »

Au VII<sup>e</sup> Congrès du parti bolchevique, en 1918, Lénine s'écrit : « La vérité absolue c'est que sans révolution en Allemagne nous périrons (...). Nous périrons quoi qu'il en soit si la révolution allemande ne se produit pas. » Il ne s'agit pas d'abord du problème du « soutien » à la révolution russe, mais de la place de la révolution russe, dans un processus organique où la révolution allemande est un maillon essentiel.

Toutes choses étant égales, la question de l'unité de l'Allemagne, de la réunification de l'Allemagne et de son puissant prolétariat au cœur de l'Europe est aujourd'hui d'une importance cruciale pour la révolution en Europe et l'insistance farouche de l'impérialisme et de la bureaucratie à l'empêcher est à la mesure de l'enjeu.



A. Rykov



G. Zinoviev



L. Kamenov



H. Yagoda



C. Rakovsky



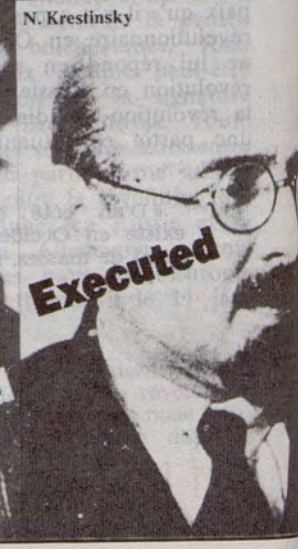
N. Bukharin



N. Muralov



Imprisoned



N. Krestinsky

## 2

# la dégénérescence de l'URSS, bolchevisme et stalinisme

*Beaucoup de braves gens, parfaitement désintéressés..., cherchent aujourd'hui à se hisser au niveau de nécessités historiques qu'ils ne maîtrisent pas eux-mêmes, et tentent désespérément de nous expliquer que le stalinisme est le produit légitime du bolchevisme et du marxisme ; et s'ils se hasardent parfois à contester par quelques borborygmes pauvrement ironiques l'encerclement capitaliste de la révolution d'Octobre et de l'Etat qui en naquit, ce n'est jamais pour discuter de la conception que les bolcheviks avaient eux-mêmes de leur propre place dans la révolution et dans le développement du processus historique — le texte de Trotsky que nous citons page 68 la résume parfaitement quant à l'essentiel —, mais pour « comprendre » la « théorie » absurde de Staline sur « la construction du socialisme dans un seul pays » encerclé par le capitalisme, pour « comprendre » la Guépéou, les procès de Moscou, les camps, la destruction du Parti bolchevique.*

L'acharnement à souligner la continuité qui mènerait de Marx et de Lénine à Staline, sans rupture ni bouleversement, n'est pas un exercice de pure idéologie. Il ne s'agit pas seulement d'expliquer, comme tente de le faire Soljenitsyne, que toute révolution est par essence perverse — **ET DONC DE NIER LA DEGENERESCENCE STALINIENNE** —, il faut d'abord et surtout diffamer le phénomène historique très précis qu'est la révolution russe. Il

faut d'abord, en faisant du Goulag et du stalinisme son développement naturel, logique et inéluctable, chercher à démontrer que le marxisme, donnant une analyse fautive des mécanismes sociaux du capitalisme et de l'action révolutionnaire adossée à cette analyse, n'amène qu'à violenter l'histoire et à la faire accoucher de monstres. « Avertissement » d'autant plus angoissé ou hystérique que la crise révolutionnaire approche.



## Trotsky, à propos de «la filiation du bolchévisme au stalinisme»

« L'erreur de ce raisonnement commence avec l'identification tacite du bolchevisme, de la révolution d'Octobre et de l'Union soviétique. Le processus historique, qui consiste dans la lutte de forces hostiles, est remplacé par l'évolution du bolchevisme dans le vide. Cependant, le bolchevisme est seulement un courant politique, certes étroitement lié à la classe ouvrière, mais non identique à elle. Et, outre la classe ouvrière, il existe en URSS plus de cent millions de paysans, des nationalités diverses, un héritage d'oppression, de misère et d'ignorance.

« L'Etat créé par les bolcheviks reflète non seulement la pensée et la volonté des bolcheviks mais aussi le niveau culturel du pays, la composition sociale de la population, la pression du passé barbare et de l'impérialisme mondial, non moins barbare. Représenter le processus de dégénérescence de l'Etat soviétique comme l'évolution du bolchevisme pur, c'est ignorer la réalité sociale au nom d'un seul de ses éléments, isolé d'une manière purement logique. Il suffit au fond de nommer cette erreur élémentaire par son nom pour qu'il n'en reste pas trace.

« Le bolchevisme lui-même, en tout cas, ne s'est jamais identifié ni à la révolution d'Octobre, ni à l'Etat soviétique qui en est sorti. Le bolchevisme se considérait comme un des facteurs de l'histoire, son facteur « conscient », facteur très important, mais nullement décisif. Nous voyons le facteur décisif — sur la base donnée des forces productives — dans la lutte des classes, et non seulement à l'échelle nationale, mais aussi internationale.

« La conquête du pouvoir, quelque importante qu'elle soit en elle-même, ne fait nullement du parti le maître tout-puissant du processus historique. »

L'opération suppose un tour de passe-passe délicat mais essentiel : IL FAUT NIER QUE LA REVOLUTION RUSSE AIT ETE UN MOMENT ET UNE EXPRESSION DE LA REVOLUTION PROLETAIRIENNE MONDIALE. Il faut donc nier le caractère révolutionnaire de la situation en Europe au lendemain de la première guerre impérialiste, présenter cette dernière comme la simple continuation quelque peu élargie des guerres antérieures et réduire Octobre à un phénomène national, à une révolution démocratique dont les bolcheviks ont détourné le cour normal : le renversement de la monarchie absolutiste et l'établissement d'une « démocratie » (bourgeoise) à la française ou à l'anglaise. Dès lors, la révolution d'Octobre devient un simple coup de force, un coup d'Etat réalisé par l'état-major bolchevique qui a su utiliser des conditions circonstancielles et momentanées pour tenter de greffer un corps étranger sur la Russie démoralisée et fatiguée par la guerre.

---

### « LE COUP DE FORCE MENE PAR LENINE ET TROSTKY »...

---

Ainsi, dans la préface de son livre « La terreur sous Lénine », Jacques Baynac écrit-il que « aucune des conditions nécessaires à l'instauration du socialisme n'existait à l'heure de la prise du pouvoir » et que, « quelques années plus tard ce sont même les prémices qui manquent ».

On remarquera le tour de prestidigitation : les bolcheviks n'ont jamais dit — c'est Staline qui le dira à dater de 1924 — que les conditions existaient de l'édification du socialisme dans la Russie isolée en 1917. Ils ont dit que les conditions objectives de la révolution prolé-

rienne mondiale, permettant à l'échelle de la planète d'engager l'édification du socialisme, étaient mûres. La révolution en Russie leur paraissait à la fois un moment de ce processus mondial et un moyen d'en hâter la maturation.

Baynac précise d'ailleurs plus loin :

« A lier son sort à celui de la révolution occidentale, Lénine se masquait encore la réalité. Que la révolution en Allemagne eût lieu ou non, en Russie c'était et ce devait nécessairement être le capitalisme. »

Et voilà : le capitalisme n'a pas de réalité internationale, celle de l'impérialisme. Coexistent, comme des éléments d'un puzzle, des « réalités nationales » autonomes et sans rapports réels entre elles...

Souvarine, qui remplace les spéculations sur le capitalisme inévitable et nécessaire par de vastes considérations sur la nature humaine éternelle, — et pas belle du tout —, nous entretient aussi d'un « coup de force mené par Lénine et Trotsky à Petrograd en Octobre 1917 ».

« Coup de force » ? La révolution est donc illégitime et, même réalisée avec les meilleures intentions du monde, dirigée par les meilleurs hommes du monde, une révolution ainsi marquée d'une pareille tare initiale ne peut que dégénérer. Ou plutôt, la dégénérescence est son développement naturel... Puisqu'elle est illégitime et artificielle, elle doit en effet se maintenir par l'artifice suprême, celui de la violence, de la terreur, etc., qui ne peuvent aller que croissant et se multipliant.

Notons d'ailleurs que, si nos censeurs avaient raison, il faudrait considérer la première (ainsi d'ailleurs que la deuxième) guerre mondiale comme une crise de croissance du capitalisme !...

## QU'EST-CE QUE LE BOLCHEVISME ?

Tant de contre-vérités sont aujourd'hui allégrement assénées par de petits galopins suffisants — mais nullement désintéressés — qu'il est nécessaire de rappeler quelques données de fait dont le Parti bolchevique a dû tenir compte et qui ont conditionné son action. Rappelons d'abord ce que Trotsky écrit, et que nous avons rappelé en exergue de ce chapitre :

« Le bolchevisme lui-même, en tout cas, ne s'est jamais identifié ni à la révolution d'Octobre, ni à l'Etat qui en est sorti. Le bolchevisme se considérait comme un des facteurs de l'histoire, son facteur conscient... »

Il est absurde de parler de « l'évolution du bolchevisme » en identifiant tel ou tel acte du Parti bolchevique au « bolchevisme ». Le bolchevisme, partant de tout le développement de la lutte de classe mondiale du prolétariat, de son développement dans le temps, de l'histoire du mouvement ouvrier, est l'expression la plus achevée du marxisme et, en ce sens, de la civilisation humaine. Les actes du Parti bolchevique ont été dictés par une réalité aux données recelant des contradictions qui, poussées à l'extrême, devenaient déchirantes. Poursuivons ce qu'écrit Trotsky :

« ...facteur conscient », facteur très important, mais nullement décisif. Nous voyons le facteur décisif — sur la base donnée des forces productives — dans la lutte des classes et, non seulement à l'échelle nationale, mais internationale.

« La conquête du pouvoir, quelque importante qu'elle soit en elle-même, ne fait nullement du parti le maître tout-puissant du processus historique. »

Le Parti bolchevique, à l'échelle de la perspective historique, représentait l'expression consciente du mouvement de l'histoire mondiale. Mais les fluctuations de la lutte des classes pouvaient faire que, à un moment donné, le reflux de la lutte des classes nationale et internationale le mette à contre-courant. Ayant pris le pouvoir, le Parti bolchevique eut à tenir compte de l'héritage bourgeois d'une société bureaucratique arriérée, décomposée par la guerre, d'une société à la dérive. La révolution est le produit de l'incapacité de la société, de toutes les couches de la société à trouver une issue progressive dans les formes et les rapports sociaux politiques existants. Inévitablement, pour reconstruire, elle doit abattre, détruire la vieille société. En tout état de cause, elle ne peut se débarrasser du jour au lendemain des hardes de la vieille société. Nous sommes obligés de construire la nouvelle société avec les matériaux du vieux monde, disait en substance Lénine.

## LES CIRCONSTANCES DE LA NAISSANCE DE L'URSS

Toute une série de circonstances ont obligé le Parti bolchevique à prendre des mesures coercitives, draconiennes, exceptionnelles, brutales, pour sauver les conquêtes révolutionnaires en péril. Ces mesures les ont préservées à maintes reprises. Si, aujourd'hui encore, les rapports sociaux de production nés de la révolution d'Octobre subsistent, c'est grâce à ces mesures exceptionnelles, brutales, draconiennes. Se situant d'un point de vue formel, certains déduisent que ces mesures contenaient en germe la possibilité d'une dégénérescence. Ainsi, lira-t-on en page 75 ce qu'écrit à ce propos le stalinien si civilisé qu'est Jean Ellenstein...



Non ! Ces mesures étaient dictées par des circonstances tragiques qui étaient ce qu'elles étaient. Elles étaient indispensables pour défendre la Révolution russe et pour permettre que la jonction s'opère avec la révolution dans un ou plusieurs pays économiquement développés, en Allemagne notamment. Le point fondamental est qu'en dépit des efforts, de la politique nationale et internationale du Parti bolchevique, cette jonction ne s'est pas faite. Il faut en étudier les causes : elles ne sont pas à imputer au Parti bolchevique et aux mesures qu'il fut amené à prendre.

Ceux qui nient et rejettent ainsi qu'une fallacieuse autojustification le poids des circonstances extérieures et intérieures dans lesquelles la révolution russe s'est débattue, nient que « le Parti bolchevique ayant pris le pouvoir, il n'était pas pour autant le maître tout-puissant du processus historique ». L'héritage historique national, le niveau de développement des forces productives (après trois années de guerre impérialiste destructrice et trois années de guerre civile), le niveau de culture, le stade de décomposition de la société, l'acharnement de la bourgeoisie mondiale à écraser la révolution, tout cela est réduit au stade de fantasmes ou de fabulations.

Pour juger des problèmes auxquels devaient faire face le Parti bolchevique, rappelons les cris d'angoisse qui parsèment tous les discours de Trotsky au cours du printemps et de l'été 1918, et qui s'appliqueraient tout aussi bien aux étés 1919, 1920, 1921... Nos lecteurs en trouveront un bref rappel en cette page.

Autre traduction concrète de la réalité matérielle dans laquelle la révolution isolée est contrainte de se débattre, sous la pression de l'héritage de la Russie tsariste, de la guerre impérialiste et de la contre-révolution, cette citation de « L'An

## CE QUE LE VIEUX MONDE AVAIT LEGUE A LA REVOLUTION RUSSE

« La situation du ravitaillement est catastrophique... Le pays souffre de la faim, la population des villes commence à être boursoufflée à cause de la faim, l'Armée rouge n'est pas capable de se défendre à cause du manque de provisions, et, dans ces conditions, tous ceux qui ont faim doivent savoir qu'il y a du pain dans le pays et que ce sont les koulaks, les exploités de la famine et de la misère qui l'ont ; ils doivent savoir que nous proposons à ces koulaks des prix fixes imposés par l'Etat, et qu'à ces prix, ils ne donnent pas le pain, et que, dans ce cas, nous emploierons la force pour le prendre ; en contraignant les koulaks, nous pourrions nourrir les ouvriers, les femmes, les enfants. En ce moment il n'y a pas d'autres moyens ! »

L. Trotsky, 4 juin 1918.

« Parmi toutes les questions qui nous étreignent le cœur, il en est une très simple et qui pourtant nous pèse plus que toutes les autres. C'est la question du pain quotidien. Un seul souci, une seule anxiété domine en ce moment toutes nos pensées, tous nos idéaux : comment survivre le lendemain... Oui, tout nous est difficile, très pénible, c'est la ruine dans le pays et il n'y a pas de pain. »

L. Trotsky, 9 juin 1918.

I de la Révolution russe », de Victor Serge, sur les conditions de famine.

« Les données suivantes permettront de juger du degré atteint par la famine. La population des grandes villes est divisée, au point de vue du rationnement, en quatre catégories. 1. travaux de force ; 2. travail physique ordinaire et travail intellectuel intense ; 3. travail intellectuel ; 4. oisifs. Voici, à titre d'exemple, quelles étaient les rations délivrées à ces catégories les 3 et 4 juillet et les 14-15 août à Petrograd.

1) 3-4 juillet, ration pour deux jours :

1<sup>re</sup> catégorie : 200 grammes de pain, 2 œufs, 400 grammes de poisson, 5 harengs.

2<sup>e</sup> catégorie : 100 grammes de pain, 2 œufs, 400 grammes de poisson, 5 harengs.

3<sup>e</sup> catégorie : 100 grammes de pain, 400 grammes de poisson, 5 harengs.

4<sup>e</sup> catégorie : 500 grammes de pain et 5 harengs.

2) 14-15 août, ration pour deux jours :

1<sup>re</sup> catégorie : 200 grammes de pain.

2<sup>e</sup> catégorie : 100 grammes de pain.

3<sup>e</sup> catégorie : 50 grammes de légumes secs et 5 harengs.

4<sup>e</sup> catégorie : 5 harengs. »

---

## L'HERITAGE DU PASSE

---

La faim, la famine, ce sont l'héritage de la guerre. Rappelons que la révolution de février a commencé par une manifestation concernant l'approvisionnement de Petrograd en pain. C'est aussi l'héritage de la non-réalisation de toute réforme agraire simplement démocratique-bourgeoise et de la structure semi-féodale des rapports de propriété dans l'agriculture ; c'est enfin le produit de la tentative de l'impérialisme mondial d'affamer et d'écraser la jeune répu-

blique soviétique en un moment de reflux de la révolution mondiale. La Russie soviétique, forteresse assiégée, ce n'est pas une image d'Épinal...

Victor Serge, qui dénoncera plus tard la dégénérescence de la révolution dès 1920, voire dès 1918, décrit pourtant en ces termes l'encerclement impérialiste à l'aube de la guerre civile :

« Les mois de juillet et d'août 1918 sont les plus critiques. La crise même de 1919, plus longue, plus morne, plus douloureuse encore, n'atteindra pas ce paroxysme de guerre des classes. Après avoir subi le choc de l'impérialisme germanique, la République des soviets subit celui de l'intervention des alliés au cœur du pays même. La coalition monstrueuse des Austro-Allemands et des alliés se réalise en fait, contre elle, à l'heure même où Lüdendorf déclenche dans la Somme et sur l'Aisne ses dernières offensives désespérées vers Paris. L'ataman Krosnov, qui tient la région du Don, est à la fois ravitaillé en armes et en munitions par les Allemands et encouragé par les alliés.

« Considérez la carte. Les Finno-Allemands, débordant la frontière finlandaise, menacent la ligne de Mourmansk. Les alliés (les Britanniques) occupent au nord la côte de Mourmansk, Kem, Onéga, Arkhangelsk, Chénchouk. Le front nord s'étend sur près de 1 400 kilomètres. Le front allemand s'étend en ligne presque droite du golfe de Finlande à l'Ukraine, sur plus de 600 kilomètres. Les Allemands tiennent Pskov et Minsk. Ils occupent l'Ukraine entière. L'ataman Krasnov érige en Etat contre-révolutionnaire le territoire des cosaques du Don (Rostov). Le Kouban est à peu près entièrement occupé par les blancs (général Alexeiev). La Géorgie menchevique est « indépendante ». Bakou appelle les Anglais. Les

fronts du sud s'étendent sur plus de 1 500 kilomètres. Les cosaques de Dourov tiennent la campagne dans la région d'Orenbourg (sud de l'Oural). Les Tchécoslovaques tiennent, sur la Volga, Kazan, Simbirsk (aujourd'hui Oulianovsk) et Samara ; Koursk, Voronège, Tsaritsine (aujourd'hui Stalingrad) sont menacées. La république est, en fait, réduite au territoire du grand-duché de Moscovie, tel qu'il fut au XV<sup>e</sup> siècle. Les ambassades des alliés sont à Vologda. A l'intérieur, la contre-révolution s'empare de Iaroslav, menace Rybinsk, Kostroma, Mourom, Nijni-Novgorod, le voisinage immédiat de la capitale. Dans les campagnes, les paysans riches fomentent des soulèvements. Les provinces de Tambov, de Riazan, de Iaroslav, de Penza sont en proie à la chouannerie des koulaks. Le péril est partout.»

---

### AMPLEUR ET LIMITE DE LA MOBILISATION DU PROLETARIAT MONDIAL

---

Ce péril sera vaincu. Mais il le sera à un prix énorme, au prix de la quasi-destruction de la Russie soviétique. Et il ne le sera pas par les seules forces de cette dernière, mais parce que la mobilisation du prolétariat international — même contenue par la social-démocratie dans les limites de l'ordre bourgeois — sera cependant suffisante pour empêcher les grandes puissances d'organiser la guerre sainte contre la Russie des soviets et de se substituer à la bourgeoisie russe défaillante et écrasée.

Elle sauvera la révolution en Russie, mais elle n'aura pas la force d'en assurer l'extension. Elle créera ainsi les conditions d'une réalisation « originale » du pronostic des bolcheviks : ou la révolution s'étendra en Europe, ou elle sera écrasée en Russie. La barbare pression impéria-

liste, entravée par la vague révolutionnaire mondiale, ne pourra l'écraser mais, en l'isolant et en la minant, elle y suscitera une force intérieure qui la confisquera, la déformera et aboutira à sa dégénérescence : la bureaucratie dont le héraut Staline assurera d'une poigne de fer le succès provisoire, et que guide une unique perspective politique : maintenir vaille que vaille les conditions politiques qui lui ont assuré sa constitution puis sa survie.

Il est indispensable de remettre les choses en place : en Russie, le mort a saisi le vif. A l'intérieur du Parti bolchevique, de l'appareil d'Etat, tout le passé barbare, les terribles conditions d'existence, la quasi-dissolution du prolétariat comme classe dans la décomposition générale de la société à la fin de la guerre civile ont fait leur œuvre. Le gigantesque appareil du parti et de l'Etat, inévitable en ces circonstances, est devenu l'instrument de la contre-révolution, a établi, défendu, étendu ses privilèges : l'appareil prenant conscience de ses intérêts spécifiques a transformé les mesures prises pour la défense des acquis de la révolution en leur contraire, en moyens d'étranglement de la révolution. Les mêmes mesures ont un contenu radicalement différent selon qu'elles sont utilisées au compte de la révolution ou à celui de la contre-révolution.

L'appareil bureaucratique n'a définitivement pu triompher qu'à la suite des défaites de la révolution en Allemagne, en plusieurs pays d'Europe, de la deuxième révolution chinoise et finalement à la suite de l'écrasement sous la botte nazie, en 1933, du prolétariat allemand. Mais, pour vaincre, la bureaucratie a dû DETRUIRE le Parti bolchevique entre 1923 et 1933, passer à la liquidation physique de la plupart des bolcheviks qui avaient fait la révolution d'Octobre.

## « LE SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS »

Le stalinisme n'est pas une idéologie. Le « socialisme dans un seul pays » n'est pas une théorie. Le stalinisme est l'expression des intérêts matériels de la couche parasitaire bureaucratique dont l'isolement de la révolution russe a engendré l'existence. Le « socialisme dans un seul pays » est la pitoyable couverture « théorique » de ces intérêts, qu'il exprime et dissimule à la fois. Il les exprime en ce sens qu'il met l'accent sur l'abandon de la perspective de la révolution prolétarienne mondiale, pas décisif vers la lutte contre elle ; il les dissimule en ce sens que ce que la bureaucratie édifie dans ce « seul pays » n'est pas le socialisme et tend de plus en plus à s'en éloigner.

Les mesures prises par Staline (élargissement systématique de l'écart des salaires, liquidation du Parti bolchevique, procès de Moscou, terreur abjecte utilisée pour réaliser la collectivisation agraire, alliance avec Hitler), à quels intérêts correspondaient-elles ?

Les adversaires de la révolution répondent finement : dans les deux cas aux intérêts du parti ou de ses responsables... Mais un parti n'est rien par lui-même. Il est toujours un instrument au service d'intérêts sociaux, si étroits soient-ils. Cette admirable réponse laisse donc entière la question : au compte de quels intérêts le Parti bolchevique prenait-il telle mesure répressive en 1920 ou 1921, au compte de quels intérêts le parti de Staline envoyait-il paysans, prolétaires et militants du Parti bolchevique laminé, dans les camps de Kolyma, de Vorkouta et d'ailleurs.

Séparer la discussion sur les méthodes de la discussion sur ce contenu précis, celui des intérêts en jeu, est absurde. L'histoire de l'humanité ayant été jusqu'à ce jour mar-

quée par la plus extrême violence des forces en lutte, gommer cet aspect des intérêts sociaux en jeu au nom d'une vertueuse indignation, c'est mettre, au nom d'impératifs moraux catégoriques — d'ailleurs parfaitement hypocrites — tout le monde dans le même sac : Spartacus et les propriétaires romains, les esclaves romains et les gras sénateurs, nobles pendeurs et paysans brûleurs de châteaux, l'Inquisition et les hérétiques révoltés, les sans-culottes et les aristocrates, les communards et Thiers, les Indiens d'Amérique et les hordes du capital américain, un piquet de grève et les milices patronales chargées de le briser. Tous ceux qui tentent d'assimiler stalinisme et bolchevisme, Lénine et Staline, Marx et Staline, etc., refusent de répondre à cette question centrale. Après tout, le chirurgien qui ouvre un ventre et le bourreau qui torture font souffrir l'un et l'autre. Au nom de cette méthode, ils seraient l'un et l'autre condamnables. Ce n'est d'ailleurs pas loin d'être la pensée d'Ivan Ilitch.

## A PROPOS DES « MOYENS » UTILISES PAR LES BOLCHEVIKS

Sans doute les mesures circonstancielles souvent brutales imposées par la ruine du pays, la guerre civile, l'encerclement bourgeois, n'étaient-elles pas des mesures de caractère socialiste. Elles n'en étaient pas moins des mesures révolutionnaires. Dans une situation marquée par le reflux de la révolution à l'échelle du globe, et la réaction (au sens propre du terme comme en son sens étroitement politique) suscitée par ce reflux en URSS, la bureaucratie stalinienne eut également recours à l'hypercentralisation, à la militarisation de secteurs entiers de la vie sociale suscitée par la guerre civile. Bien plus, elle s'est couverte derrière des décisions prises par le Parti bolchevique, l'interdiction des fractions, l'interdiction des partis qui, dans la guerre ci-

## un stalinien civilisé...

Jean Ellenstein, polygraphe impénitent, porte aux quatre vents la bonne parole du stalinisme new look, le stalinisme civilisé à la Georges Marchais et à la Charles Fiterman... A ce titre il vient de faire une nouvelle découverte : « le phénomène stalinien » — comme il dit — est né des mesures « dictatoriales » prises par le parti bolchevik et ses dirigeants pour défendre la révolution russe afin de préparer sa jonction avec la révolution européenne en gestation... C'est ce qu'il vient d'expliquer dans « Le Monde » du 8 novembre 1977, dans un article intitulé « L'Occident et la leçon de Petrograd » :

« C'est ensuite que, sous l'influence des nécessités de la guerre civile, les soviets se vidèrent de leur substance démocratique, que les libertés démocratiques furent supprimées, que le parti bolchevik devint un parti unique, que la police politique (la Tchéka) devint omnipotente et omniprésente. La Constitution soviétique de 1918 enleva le droit de vote à des millions de personnes et établit un suffrage inégal, puisqu'une voix ouvrière valait vingt-cinq mille voix paysannes. La dictature du prolétariat se transformait ainsi en la dictature du parti, celle-ci en la dictature du groupe dirigeant, et bientôt du secrétaire général du parti lui-même, c'est-à-dire de Staline.

« Le phénomène stalinien devait naître de ce qui était devenu une voie dictatoriale vers le socialisme. Cela n'était évidemment pas lié à un mode de production socialiste, qui n'existait pas alors, et moins encore à la pensée de Marx, comme si l'Inquisition, les croisades, les massacres d'Indiens étaient dus en quoi que ce soit à Jésus et aux Evangiles.

« Le stalinisme ne procédait pas nécessairement de la situation de la Russie soviétique au lendemain de la révolution, mais il pouvait en procéder et il en procéda effectivement. »

Si le stalinisme pouvait « procéder » de la situation de la Russie soviétique au lendemain de la révolution et s'« il en procéda effectivement », c'est donc que la révolution d'Octobre et les mesures prises par les bolcheviks pour la défendre contre les assauts multiples de la contre-révolution portaient **EN GERME**, comme **UNE DE LEURS COMPOSANTES POSSIBLES**, le stalinisme. Pourquoi donc pouvaient-elles le porter en germe ? Là-dessus, Ellenstein ne s'explique pas, mais pas du tout. Au vrai, on ne voit qu'une explication pour justifier cet argument — la bonne explication bourgeoise traditionnelle qu'Ellenstein n'ose pas encore reprendre — c'est que la révolution d'Octobre ne correspondait pas aux conditions sociales de la Russie de 1917 et que, étant un coup de force, elle **DEVAIT DEGENERER**. Sinon, comment eût-elle contenu en elle-même la **POSSIBILITE** de la dégénérescence stalinienne ?

La révolution d'Octobre ne serait donc pas loin d'être une erreur historique...

vile, avaient au moins un pied dans le camp ennemi.

Deux armées en campagne utilisent toujours des méthodes comparables, cela ne veut absolument pas dire que les méthodes qu'elles utilisent ont le même sens, le même contenu. Bien que, dans les deux cas, il s'agisse de la terreur, personne ne peut confondre la terreur rouge au moment où la révolution française atteignait son sommet et la terreur blanche qui, d'ailleurs, s'est annoncée avant Thermidor au service et comme moyen de la réaction politique. La source de confusion en ce qui concerne la révolution russe et la contre-révolution vient simplement de ce qu'en fin de compte révolution et contre-révolution ont eu un même cadre formel, le Parti bolchevique, et se sont affrontées à l'intérieur de celui-ci, d'un côté, pour la défense du bolchevisme et du Parti bolchevique et, de l'autre, pour la liquidation du bolchevisme, et du Parti bolchevique même si ce fut au nom du bolchevisme et sous le nom usurpé de Parti bolchevique, transféré en parti de la bureaucratie, en parti stalinien.

Les moyens que le Parti bolchevique a utilisés étaient en correspondance avec la fin qu'il poursuivait et ne le mettaient pas en cause. Ne pas utiliser ces moyens correspondant aux exigences de la situation aurait mis en cause la fin poursuivie. la révolution prolétarienne mondiale, le socialisme. Ce ne sont pas ces moyens qui sont cause de la dégénérescence de la révolution russe, mais la réaction mondiale que ces moyens n'ont pas suffi à contenir et à défaire, car encore une fois, la solution dépendait en dernière analyse de la victoire ou de la défaite du prolétariat sur l'arène internationale.

La thèse des « moyens condamnables » que le Parti bolchevique a utilisés pour défendre l'Etat ouvrier a une fin précise : affirmer que le stalinisme est le fils légitime du bolchevisme.

S'ils dénoncent la fin poursuivie en affirmant que les moyens utilisés par le Parti bolchevique pour défendre l'Etat ouvrier ont engendré le stalinisme, ce n'est pas là divagation idéaliste abstraite, naïve ou innocente. Nul ne saurait croire en effet qu'à aucun moment, dans aucun pays, la prise du pouvoir par le prolétariat et son ou ses partis puisse ne susciter aucune réaction des classes possédantes dépossédées. Si les moyens plus ou moins violents utilisés par le prolétariat au pouvoir pour résister et défendre son jeune pouvoir engendrent la dégénérescence, c'est donc que toute révolution prolétarienne dégénère automatiquement. Il faut donc s'y opposer, maintenir les choses en l'état. Mieux vaut une injustice qu'un désordre. Mieux vaut un ordre bourgeois contestable qu'une révolution détestable... Telle est la morale de toute l'histoire.

Derrière ses cris sur l'anticommunisme bourgeois, la bureaucratie se satisfait fort bien d'une pareille morale ! Car elle a besoin, rappelons-le, que les conditions de son émergence se maintiennent sans bouleversements notables...

---

## LE PRONOSTIC DE TROTSKY

---

Trotsky le souligne également dans le pronostic qu'il établit ci-contre et que nous avons extrait de « L'URSS en guerre ». Et il faut aujourd'hui, près de 40 ans après, préciser.

La révolution prolétarienne ne l'a emporté dans aucun pays avancé au lendemain de la guerre mondiale et, en conséquence, la bureaucratie stalinienne n'a pas été renversée, ni la démocratie soviétique régénérée. Mais, en même temps, le prolétariat n'a pas été rejeté en arrière sur tous les fronts, les rapports sociaux de production issus de la révolution d'Octobre sont restés debout et la bureaucratie du Kremlin, loin d'être

expropriée par le prolétariat ou chassée par la restauration du capitalisme, a étendu son contrôle sur les pays d'Europe de l'Est où le capital a été exproprié.

Formellement, le pronostic de Trotsky ne s'est donc pas réalisé...

Ce sort assez commun des pronostics dans le temps — le marxisme ne donne pas de recettes prophétiques —, c'est celui qu'a déjà connu le pronostic que portaient tous les marxistes russes, tous les bolcheviks sur l'avenir de la révolution russe : ou bien elle s'étendra à l'Europe ou bien la contre-révolution bourgeoise balayera le jeune Etat ouvrier et restaurera le capitalisme. Apparemment, formellement l'histoire a infirmé ce pronostic. En réalité, elle l'a confirmé, mais sous une forme imprévue et originale : la révolution ne s'étendant pas en Europe, la contre-révolution a bien momentanément triomphé en URSS, mais sans pouvoir aller jusqu'au bout ; elle s'est traduite par l'avènement au pouvoir d'une bureaucratie parasitaire expropriant politiquement le prolétariat sans qu'elle puisse aller jusqu'à détruire les fondements sociaux engendrés par la révolution d'Octobre...

Les pronostics dégagent du mouvement réel ses lignes générales. Mais jamais, ou presque, le déroulement de l'histoire ne se modèle sur cette ligne dégagée et ne respecte les délais prévus qui représentent l'un et l'autre une anticipation de son mouvement indispensable pour l'action. La question se pose : le pronostic de Trotsky était-il juste, annonçait-il le jugement de l'histoire, même si cette dernière a pris quelques détours et quelques délais supplémentaires ? Ce jugement est-il désormais exécutoire dans les termes où il a été défini ?

La réponse à cette question est de la plus haute importance. L'appréciation que donne l'OCI de la période historique dans laquelle nous vivons aujourd'hui en dépend en effet étroitement. Elle est l'un des éléments es-

« Les conditions qui fondent la puissance de la bureaucratie (l'arriération du pays et l'encerclement capitaliste) ont un caractère temporaire, transitoire, et doivent disparaître avec la victoire de la révolution internationale (...). Si cette guerre provoque, comme nous le croyons fermement, la révolution prolétarienne, elle entraînera inévitablement le renversement de la bureaucratie en URSS et la résurrection de la démocratie soviétique, sur des bases économiques et culturelles infiniment plus hautes qu'en 1918. (...)

« Si contrairement à toutes les probabilités, la révolution d'Octobre ne trouve pas, au cours de la présente guerre, ou immédiatement après, son prolongement dans l'un ou l'autre des pays avancés, et si, au contraire, le prolétariat est rejeté en arrière partout et sur tous les fronts (...), il ne s'agirait pas de savoir quelle étiquette coller sur l'URSS ou la clique stalinienne, mais d'une réévaluation des perspectives historiques mondiales pour les décennies, si ce n'est les siècles, à venir : sommes-nous entrés dans l'ère de la révolution sociale et de la société socialiste ou au contraire dans l'époque de la société décadente, de la société totalitaire ? »

sentiels permettant de caractériser cette période des guerres et des révolutions comme celle de « l'immence de la révolution », dont l'un des fondements est précisément la fusion de la révolution sociale et de la révolution politique. En conséquence, la politique de l'OCI, la justesse du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale et la nécessité de sa reconstruction en dépendent.

Et nous allons donc nous attacher à y répondre dans la troisième partie de cette étude.





### 3

## qu'est-ce que l'URSS et où va-t-elle ?

*La réponse à la double question « Qu'est-ce que l'URSS ? » et « Où va l'URSS ? » ne peut être séparée du rapport des forces à l'échelle mondiale entre l'impérialisme assisté par la bureaucratie et les masses travailleuses. La crise économique et politique de la bourgeoisie, la crise de domination de classe et ses réfractions sur la bureaucratie déchirée entre la double pression de l'impérialisme et des masses laborieuses en sont un élément déterminant. Le rapport des forces à l'échelle mondiale garde un aspect suspendu et comme hésitant en l'absence d'une internationale continuateur de l'œuvre des trois premières internationales, en l'absence de la QUATRIÈME INTERNATIONALE comme organisation capable de lui donner forme. Les réponses à la question « Qu'est-ce que l'URSS et où va-t-elle ? », comportent donc un certain nombre d'éléments sujets à variations dans la dynamique de la lutte des classes à l'échelle de la planète.*

Trotsky répondait, rappelons-le une fois encore, à cette double question en des termes « ouverts » dans la « Révolution trahie », écrite en 1936 :

« L'URSS, répondait Trotsky, est une société intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme dans laquelle :

a) les forces productives sont encore trop insuffisantes pour donner à la propriété d'Etat un caractère socialiste ;

b) le penchant à l'accumulation primitive, né du besoin, se manifeste à travers tous les pores de l'économie planifiée ;

c) les normes de répartition, de nature bourgeoise, sont à la base de la différenciation sociale ;

d) le développement économique, tout en améliorant lentement la condition des travailleurs, contribue à former rapi-

dement une couche de privilégiés ;

e) la bureaucratie, exploitant les antagonismes sociaux, est devenue une caste incontrôlée, étrangère au socialisme ;

f) la révolution sociale, trahie par le parti gouvernant, vit encore dans les rapports de propriété et dans la conscience des travailleurs ;

g) l'évolution des contradictions accumulées peut aboutir au socialisme ou rejeter la société vers le capitalisme ;

h) la contre-révolution en marche vers le capitalisme devrait briser la résistance des ouvriers ;

i) les ouvriers marchant vers le socialisme devraient renverser la bureaucratie.

« LA QUESTION SERA TRANCHEE EN DEFINITIVE PAR LA LUTTE DES FORCES VIVES SUR LE TERRAIN NATIONAL ET INTERNATIONAL. »

« En définitive » donc, le sort de l'URSS sera réglé par l'issue de la lutte des classes à l'échelle du globe, dans laquelle l'URSS dégénérée constitue un facteur contradictoire : elle

est une position du prolétariat mondial, en tant que produit d'une révolution prolétarienne qui a exproprié le capital et organisé le développement de l'économie sur la base de la planification centralisée et du monopole étatique du commerce extérieur, alors même que la politique de sa bureaucratie dirigeante est tout entière — et désespérément — dirigée vers le maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle de la planète, et donc contre le mouvement par lequel le prolétariat tente de s'émanciper du joug du capital. Le rapport entre ces deux éléments est à l'évidence étroitement dépendant des rapports de force entre les classes à l'échelle du monde : toute victoire, si partielle et limitée soit-elle, de la révolution dans le monde renforce le facteur objectif que représente l'Etat ouvrier — dégénéré —, affaiblit la bureaucratie et donne par là même un caractère à la fois plus hystérique, mais aussi plus disloqué, à sa politique de maintien du statu quo à l'échelle du monde.

La situation de l'URSS est donc un élément objectif de la plus haute importance dans le jeu des forces antagonistes.

## de formidables distorsions

Or, il faut le rappeler, le bilan de la révolution russe, ce n'est pas le bilan seul de sa dégénérescence et de la forme monstrueuse qu'elle a prise, celle du Goulag et des procès en sorcellerie. Malgré la réaction barbare suscitée en son sein par la défaite provisoire de la révolution mondiale dont l'impérialisme et les directions des partis sociaux-démocrates, attachés au maintien de l'ordre bourgeois, portent la grande responsabilité, la révolution a à présenter ce que Trotsky appelle à juste titre, dans « La Révolution trahie », un acquis.

« Les immenses résultats obtenus par l'industrie, le début plein de promesses d'un essor de l'agriculture, la croissance extraordinaire des vieilles villes industrielles, la création de nouvelles, la rapide augmentation du nombre des ouvriers, l'élévation du niveau culturel et des besoins, tels sont les résultats incontestables de la révolution d'Octobre, dans laquelle les prophètes du vieux monde voulurent voir le tombeau de la civilisation. Il n'y a plus lieu de discuter avec messieurs les économistes bourgeois : le so-

cialisme a démontré son droit à la victoire, non dans les pages du *Capital*, mais dans une arène économique qui couvre le sixième de la surface du globe, non dans le langage de la dialectique, mais dans celui du fer, du ciment, de l'électricité.»

Et de fait, malgré l'isolement de la révolution russe et les distorsions énormes introduites dans son développement économique par cet isolement, malgré la rupture de ses liens avec la division internationale du travail — distorsions encore accrues par la politique de la bureaucratie — les forces productives ont connu en URSS, grâce aux fondements du socialisme que constituent l'expropriation du capital, la planification centralisée et l'expropriation politique de la bourgeoisie, un grand développement. La révolution d'Octobre a permis à l'ex-Russie des tsars de sortir de la situation de pays impérialiste subordonné par les impérialismes dirigeants à un rôle complémentaire (grenier à blé, voire à pétrole, assorti de quelques activités d'extraction minière ou quelques industries de transformation secondaire) pour édifier une puissante économie moderne.

Une économie moderne, il est vrai — nous allons le voir plus loin — ravagée par des traits d'arriération qui contrastent profondément avec les résultats atteints et qui entravent son développement.

Avec des inégalités, dues en particulier à leurs différences historiques, les pays de l'Est passés sous le contrôle de la bureaucratie du Kremlin en 1947-1948 et où le capital a été exproprié sans que jamais le prolétariat y accède au pouvoir politique, ont eux aussi connu le même développement des forces productives, mais soumis à des distorsions encore plus graves...

Ainsi en Union soviétique la force productive la plus importante, le prolétariat, a connu un développement formidable, absolument inconnu des pays capitalistes depuis la première

guerre mondiale qui a marqué l'ouverture de l'ère des révolutions prolétariennes.

---

## LE PROLETARIAT DE L'UNION SOVIETIQUE

---

Le chiffre officiel des adhérents des syndicats soviétiques est de 113 millions. Une fois défalqués les bureaucrates déguisés en ouvriers, il reste à l'évidence un prolétariat de plus de 100 millions d'ouvriers, d'employés et de travailleurs des sovkoz, dont la structure rappelle celle du début du XX<sup>e</sup> siècle (importance des secteurs des mines, du bâtiment, des transports).

Ce développement quantitatif du prolétariat, si inégal soit-il, contraste fortement avec l'évolution des pays capitalistes. Dans les pays avancés, à partir des années 30, il a subi une véritable régression quantitative et si, depuis la fin de la guerre mondiale, il a connu un nouvel accroissement, produit de la révolution mondiale contenue, cet accroissement tend de plus en plus à se faire au bénéfice des couches non-productrices de plus-value (celles des services que les économistes appellent le « secteur tertiaire », contrairement à ce qui se passe en URSS malgré le pullulement invraisemblable des bureaux et services parasites de tous ordres !).

On ne saurait, de plus, réduire le développement des forces productives à ce double aspect quantitatif. Il s'est traduit sur tous les terrains, en particulier sur celui de la science et de la culture : l'analphabétisme a presque entièrement disparu de ce pays où un homme sur cinq savait lire et écrire en 1917. Sur ce formidable progrès indiscutable — que l'on compare donc avec ce vieux pays de civilisation qu'est l'Inde ! — la science et la culture ont connu un essor extensif et même — la science — intensif tout à fait remarquable.

## UN DEVELOPPEMENT PROFONDEMENT CONTRADICTOIRE

Mais ce développement est d'une nature profondément contradictoire. L'essor de la science et de la culture est freiné, voire bloqué sinon détruit dans certains secteurs par les conditions que lui imposent la férule de la bureaucratie, l'absence de liberté de création, la nécessité de répondre aux zigzags absurdes de la politique de la bureaucratie. Ainsi, a-t-on assisté à une véritable régression dans certains domaines artistiques (peinture, sculpture, littérature, cinéma, ballet) qui font de l'« art » soviétique officiel une sinistre caricature de l'académisme bourgeois de la seconde moitié du dernier siècle.

Et, sur ce plan, l'art ne fait bien que refléter une situation plus générale.

Une simple observation superficielle suffit à révéler contrastes et distorsions formidables. Le même pays qui envoie des sputniks, des sondes cosmiques, et des satellites, utilise massivement le boulier comme moyen de comptabilité et immobilise deux fois par mois cent quarante millions de salariés, pendant des heures, à faire la queue pour percevoir leur salaire... Contraste entre la quantité et la qualité, le chiffre des objets fabriqués produits cache un nombre fantastique de malfaçons qui fournissent un inépuisable thème d'inspiration au journal satirique officiel Krokodil et alimentent le flot intarissable des lettres de réclamations : appartements neufs dont le toit laisse passer la pluie, dont les portes ne ferment (ou n'ouvrent) pas, dont les conduites d'eau ne déversent qu'un liquide noirâtre (y compris à Leningrad, seconde ville de l'URSS), frigidaires aux moteurs à fonctionnement intermittent, briques friables à merci, chaussures aux semelles en voie de décollement perpétuel, c'est le royaume de la bousille

sur lequel se lamentent à longueur de colonnes les folliculaires de la bureaucratie.

Contraste encore entre le développement de l'industrie lourde et la mécanisation massive de l'agriculture d'un côté, et l'incapacité chronique du Kremlin à assurer l'approvisionnement intérieur normal en pain de la population, 58 ans après la révolution, alors que plus de quarante millions de personnes travaillent encore la terre. Contraste entre la planification centralisée et le développement d'un réseau économique parallèle, semi-clandestin, où se réalisent des échanges commerciaux qui représentent des dizaines de milliards de roubles. Contraste entre le développement de certains secteurs de la production et l'incapacité chronique des transports routiers et automobiles à assurer le transport normal des produits, surtout périssables. Sans parler de la lenteur des transports (et de leur caractère poreux... pour les marchandises transportées), de l'incapacité à stocker convenablement les marchandises, en particulier les céréales.

On voit aujourd'hui la bureaucratie du Kremlin, confrontée à un déficit en céréales de l'ordre de 60 millions de tonnes, faire des pieds et des mains pour acheter aux quatre coins du monde les millions de tonnes manquantes dont elle ne pourra assurer ni le stockage ni le transport d'une partie importante...

## L'URSS ET LES PAYS DE L'EST

Les fondements de ces contrastes et de ces distorsions n'ont pas changé depuis que Trotsky a écrit « La Révolution trahie » : un développement harmonieux de l'économie planifiée soviétique ne serait possible que par son intégration à la division internationale du travail, c'est-à-dire que dans le cadre de la révolution prolétarienne mondiale, dont elle est un premier et solide chaînon. Son dé-

veloppement dans le cadre — si étendu soit-il — d'un seul pays arriéré, où règne par ailleurs la pénurie, ne disposant que d'un héritage historique fort maigre, ne peut qu'entraîner des disproportions croissantes au fur et à mesure que de nouveaux secteurs se créent, qui ne peuvent trouver leur complément que sur le marché mondial. La gestion de l'économie planifiée par la bureaucratie, qui écrème une énorme part du surproduit social engendre dans l'économie une gabegie fantastique, c'est-à-dire le monopole politique de la bureaucratie et l'expropriation politique de la classe ouvrière privée de tout moyen de contrôle sur la propriété collective et sur la planification.

L'extension du contrôle du Kremlin sur les pays d'Europe de l'Est lui a d'abord fourni un large territoire à piller, mais après quelques années d'une razzia absurde et peu fructueuse, les contradictions spécifiques des pays de l'Est accrues par l'étroitesse du marché national, la rupture des liens séculaires entre leur économies engendrée par les murailles que le stalinisme édifie entre eux — sans compter la rupture des rapports tra-

ditionnels avec les pays d'Europe occidentale, particulièrement sensible pour la Tchécoslovaquie et le pseudo-Etat avorton de la RDA —, ces contradictions spécifiques se sont ajoutées aux contradictions internes de l'URSS, les aggravant et les rendant plus insupportables encore. Après avoir poussé chaque économie « nationale » à se développer en modèle réduit de l'URSS, à une échelle vingt ou trente fois plus petite — c'est-à-dire à tenter de développer toutes les branches de l'industrie — la bureaucratie du Kremlin, à dater de la mort de Staline, a essayé d'harmoniser leur développement avec celui de l'économie soviétique, c'est-à-dire de le concevoir comme un complément de cette dernière, après en avoir été une projection caricaturale. Ce faisant, elle est amenée à prendre en charge un certain nombre des disproportions de ces économies et tente aujourd'hui de régler cette charge intolérable en chapeautant de plus en plus directement l'économie de chacun des pays de l'Est. Elle accroît ainsi la charge explosive des revendications à l'indépendance nationale qui dressent les peuples de ces pays contre elle.

---

## L'URSS et l'impérialisme

---

A l'époque où Trotsky écrivait dans le « Programme de transition » : « Les forces productives ont cessé de croître » (dans les pays capitalistes), cette réalité se traduisait dans certains de ces pays capitalistes décisifs par un recul absolu de la production. Il en était ainsi en France, en Angleterre, aux USA. Si les chiffres de la production s'élevaient en Allemagne ou au Japon, c'est que ces pays étaient déjà passés de l'économie d'armement à l'économie de guerre. La préparation à la guerre, c'est-à-dire à une formidable destruc-

tion de forces productives, était devenue le volant d'entraînement de l'économie, le moyen salvateur de résorber la crise et le chômage. Et le « New Deal » de Roosevelt ne connaîtra de véritable succès qu'une fois que le président — élu sur une campagne pacifiste à tous crins — aura engagé l'économie américaine sur la voie tracée par ses deux concurrents... C'est dans cette situation que s'établissait le développement de l'économie soviétique par rapport à l'impérialisme. Trotsky le résumait fort simplement en ces termes :

« Les coefficients dynamiques de l'industrie soviétique sont sans précédent. Mais, ni ce soir ni demain, ils ne trancheront la question. L'URSS monte en partant d'un niveau effroyablement bas, tandis que les pays capitalistes glissent à partir d'un niveau très élevé. »

---

### AU COURS DES TRENTE DERNIERES ANNEES...

---

A cette époque cependant, les coefficients relatifs du développement économique de l'URSS et des pays impérialistes étaient très largement en faveur de l'URSS, malgré les zigzags brutaux de la politique du Kremlin et le saccage de la collectivisation de l'agriculture.

Le tableau s'est depuis lors quelque peu modifié. Sans doute aujourd'hui la crise de l'impérialisme mûrit-elle à une grande rapidité, mais après la gigantesque destruction de forces productives qu'a représentée la seconde guerre mondiale, le capitalisme a réalisé une énorme accumulation du capital et considérablement développé les moyens de production qui, l'un et l'autre, comme souligne le rapport préparatoire au XX<sup>e</sup> Congrès de l'OCI « ne peuvent être considérés comme une nouvelle croissance des forces productives, car elles sont impulsées et aboutissent à une croissance démesurée du parasitisme » dans la mesure où l'économie d'armement en constitue le volant d'entraînement.

Au cours de ces trente années, le marché mondial et la division internationale du travail se sont restructurés sous la houlette des Etats-Unis. Lorsque Kissinger affirme brutalement la distinction entre les responsabilités mondiales des USA et les responsabilités « régionales » des vieux pays capitalistes européens (et plus précisément de leurs bourgeoisies), il définit la nature réelle de l'équilibre — si fragile et menacé soit-il — entre les puissances impérialistes. Sur

les questions essentielles dans le domaine économique, politique et militaire à l'échelle internationale, les USA arrivent à mettre sur pied un certain front commun des pays impérialistes contre l'URSS.

Au cours des années 30, la situation était fort différente : les rivalités inter-impérialistes (entre les USA, l'Angleterre, la France, l'Allemagne hitlérienne, le Japon) étaient de si grande ampleur que la bureaucratie du Kremlin pouvait en jouer sur les plans économique, politique et militaire. Cela lui permit entre autres d'éviter l'effondrement lors de la crise et des convulsions engendrées par la collectivisation forcée, cela lui permit de ne consacrer longtemps qu'une partie relativement faible du budget de l'URSS à la défense nationale.

---

### L'URSS ET LE MARCHÉ MONDIAL

---

Le front commun impérialiste d'aujourd'hui, même s'il est fissuré, fait en partie peser sur l'URSS une très lourde pression, et lui impose en particulier le maintien de formidables dépenses d'armement qui grèvent son économie d'un poids intolérable : pour une économie qui ne repose pas sur le profit et sur la nécessité de maintenir l'extraction de la plus-value, « l'économie d'armement » est tout le contraire d'un volant d'entraînement, elle est un fardeau et un frein.

Cette modification de la situation internationale est d'autant plus menaçante pour l'URSS que le besoin de l'économie soviétique de s'intégrer au marché mondial se fait sentir beaucoup plus profondément qu'à l'époque des premiers plans quinquennaux : l'édification d'une industrie lourde, reposant sur le développement de l'extraction charbonnière et l'édification de barrages hydro-électriques, la construction de canaux, la mise au second sinon au troisième plan des industries de transformation,

puis les tâches de la reconstruction de ce potentiel économique de base souffrirent sans aucun doute considérablement de l'impossibilité pour l'économie soviétique en pleine croissance de s'intégrer à une division internationale du travail dominée par le capitalisme. Depuis la mort de Staline, en gros, le gros œuvre étant assuré — à des prix que le « socialisme dans un seul pays » a rendu terrifiants et avec un gâchis inimaginable —, l'industrie soviétique s'est largement diversifiée. Cette diversification, la multiplication des nouveaux secteurs industriels (et en particulier des secteurs les plus modernes) décuplent les disproportions entre ces divers secteurs et les rendent encore plus intolérables. Aussi l'économie de l'URSS a-t-elle un besoin beaucoup plus grand qu'il y a trente ou quarante ans de s'intégrer à la division internationale du travail. La politique de la bureaucratie étant fondée sur le maintien du statu quo, cela signifie pour elle le besoin de bénéficier de la technologie des pays capitalistes, de leurs crédits et de leur machines... Cela met entre les mains de ces derniers un moyen de pression formidable sur l'économie planifiée et rend plus aigu le rapport des forces entre l'impérialisme et l'URSS.

Trotsky notait à ce propos dans « La Révolution trahie », en 1936 :

« Tant que l'URSS demeure isolée, pis, tant que le prolétariat européen va de défaite en défaite et recule, la force du régime soviétique se mesure en définitive au rendement du travail qui, dans la production de marchandises, s'exprime par les prix de revient et de vente. La différence entre les prix intérieurs et ceux du marché mondial constitue l'un des indices les plus importants du rapport des forces. »

L'URSS n'est plus isolée, la vague de la révolution prolétarienne mondiale a étendu l'expropriation du ca-

pital à la Chine et aux pays de l'Est. La classe ouvrière ne va plus de défaite en défaite, mais le rendement comparé du travail entre l'économie soviétique et celle des principaux pays capitalistes avancés est toujours « l'un des indices les plus importants du rapport des forces ».

Qu'en est-il aujourd'hui sur ce terrain ?

En 1936, le rendement du travail était en URSS de cinq fois inférieur à celui des USA. Au XXI<sup>e</sup> Congrès du PCUS, en 1959, Khrouchtchev soulignait qu'officiellement la productivité du travail en URSS était de 2,5 fois inférieure à celle des USA (en réalité un peu plus : 3 à 3,5 fois) :

« A l'heure actuelle, la productivité du travail dans l'industrie aux Etats-Unis est de 2 à 2,5 fois plus élevée que chez nous et de 3 fois dans l'agriculture. Nous avons la possibilité de rattraper et de dépasser les Etats-Unis sur ce point dans un proche avenir. »

Cette rodomontade bureaucratique préparait l'annonce faite dans le même rapport, que d'ici 1971 « l'Union soviétique occupera la première place au monde tant pour le volume absolu de la production que pour la production par habitant ».

Impudente et imprudente promesse...

---

## UN GACHIS INVRAISEMBLABLE

---

Aujourd'hui, en effet, après seize ans d'efforts acharnés, la bureaucratie n'a pas réussi à modifier ce rapport en faveur de l'URSS et, sans doute même, s'est-il dégradé. Encore ne pouvons-nous tenir compte que des indices quantitatifs — sans parler du correctif nécessaire qu'il faut introduire dans les statistiques officielles de l'URSS, ces statistiques in-

troduisant des éléments fictifs inventés dès les échelons les plus bas de l'économie soviétique par les responsables de tous ordres pour donner l'impression qu'ils ont réalisé le plan...

Le revenu national de l'URSS est plus de deux fois moindre que celui des USA, pour une population plus nombreuse de 90 000 000 de personnes. La production des produits essentiels par tête d'habitant est de 2 à 3 fois moindre. Sans doute, l'URSS est-elle devenue le premier producteur du monde de ciment, de charbon et d'acier. Depuis 1973 sa production annuelle de tracteurs dépasse le demi-million... Mais ces chiffres que l'on pourrait allonger laissent échapper bien des aspects de la réalité. La rentabilité du parc des tracteurs est, par exemple, extrêmement basse étant donné le nombre de ceux qui sont immobilisés chaque jour, détériorés, non réparés à cause du manque de pièces de rechange ou des délais extrêmement longs d'acheminement. Une partie de la production se perd ou s'abîme dans les transports... A quoi s'ajoutent deux autres facteurs soulignés en leurs temps par Sakharov, Tourtchine et Medvedev :

— l'URSS rattrape et dépasse les USA dans des secteurs industriels qui étaient décisifs il y a quarante ans, mais ne le sont plus aujourd'hui (charbon), mais son retard s'accroît dans les secteurs modernes ;

— le fossé entre l'économie soviétique et l'économie des pays capitalistes avancés est énorme sur le plan des critères de la qualité.

« En comparant notre économie à celle des Etats-Unis, soulignaient ces trois opposants soviétiques en 1970, nous constatons que la nôtre est en retard non seulement sur le plan quantitatif, mais aussi — et c'est le plus désolant — sur le plan qualitatif. Plus le secteur considéré de l'économie est nouveau et révolutionnaire, et plus l'écart est grand entre les Etats-Unis et nous. »

## LA PRESSION ACCRUE DE L'IMPERIALISME...

Or, l'incapacité de l'impérialisme à surmonter sa crise chronique autrement que par le passage à l'économie d'armement et par une restructuration politique concomitante qui provoque au sein des Etats bourgeois antagonistes des tensions énormes, le pousse globalement à accentuer sa pression sur les pays d'Europe de l'Est. Le développement économique même de ces pays, qui exige d'eux une intégration toujours plus poussée à la division internationale du travail, favorise et accroît cette pression. La bureaucratie ne concevant pas, en effet, cette intégration autrement que dans le strict respect du statu quo, elle offre par là même un vaste champ d'application aux besoins et aux tentatives de l'impérialisme. Conscient de la fragilité politique des bureaucraties en place et peu soucieux de favoriser leur explosion (aussi longtemps en tout cas qu'il ne sera pas passé à l'économie de guerre), l'impérialisme module et modère sa pression. Ses besoins objectifs le contraignent cependant à l'amplifier, comme toute la situation politique internationale.

Le « tournant dans la situation mondiale », marqué par la défaite de l'impérialisme américain et l'échec de la politique du Kremlin qui se proposait d'assurer le respect des accords de Paris et le maintien du Sud-Vietnam dans le cadre du capitalisme, a eu entre autres effets d'affaiblir davantage l'oligarchie du Kremlin devant l'impérialisme et d'accroître sa dépendance vis-à-vis de celui-ci.

Mais la bourgeoisie est une classe exploiteuse. Ses privilèges tirent leur source de la plus-value prélevée sur la classe ouvrière dans le cadre du mode de production capitaliste, reposant sur la propriété privée des moyens de production. Pour cette raison, en dépit des contradictions qui les opposent les uns aux autres — et



qui se résument à la lutte pour une fraction plus ou moins grande de la plus-value produite par la classe ouvrière internationale —, les divers secteurs « nationaux » de la bourgeoisie mondiale demeurent aptes à faire bloc, sous la houlette tutélaire de l'impérialisme américain, contre la montée de la révolution prolétarienne.

---

### ... ET SES CONSEQUENCES SUR LA BUREAUCRATIE

---

Il en va différemment de la bureaucratie de l'URSS, caste parasitaire dont les privilèges sont historiquement contradictoires avec les rapports de production non capitalistes sur lesquels son pouvoir politique repose. Agence bourgeoise au sein de l'Etat ouvrier issu de la révolution d'Octobre, elle ne peut, avec ses satellites, que chercher de plus en plus appui et protection auprès de l'impérialisme contre la menace de la révolution politique, contre les ouvriers et les paysans de l'URSS et de l'Est de l'Europe — ce que l'impérialisme lui fait payer de concessions accrues. Mais ces concessions mêmes accroissent l'antagonisme qui l'oppose aux travail-

leurs, parce qu'elles tendent à permettre la pénétration de l'impérialisme dans les économies planifiées, menaçant les conquêtes socialistes du prolétariat.

Cependant, si l'oligarchie du Kremlin, mandataire de la défense des privilèges de la bureaucratie et de la nouvelle aristocratie dans son ensemble, ne peut fondamentalement avoir d'autre politique, la bureaucratie et la nouvelle aristocratie n'ont pas l'homogénéité, au moins la cohérence que donnent ses intérêts de classe exploiteuse à la bourgeoisie. C'est pourquoi le mouvement d'ensemble qui pousse vers l'impérialisme la bureaucratie bourgeoise des Etats ouvriers accroît ses contradictions internes, tend à la déchirer, à la fissurer jusqu'au sommet. Il accroît l'isolement de l'oligarchie dirigeante, des couches et secteurs qui l'appuient directement, non seulement par rapport aux masses travailleuses, mais au sein de la bureaucratie elle-même, dont de larges fractions demeurent attachées à l'économie planifiée, notamment dans ses couches inférieures qui ne trouveraient aucune place dans le cadre d'une restauration capitaliste, et qu'aucune barrière sociale absolue ne sépare des masses travailleuses.

---

## Helsinki :

### une sainte-alliance contre-révolutionnaire

---

C'est dans ce cadre global qu'il faut apprécier la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Le journal finlandais « Uusi Suomi » exprimait une vérité incontestable lorsqu'il écrivait, le 2 août :

« Pour mieux définir l'esprit d'Helsinki, nous dirons que des forces conservatrices ont domi-

né la CSCE. Les représentants des Etats participants de l'Est et de l'Ouest, et les neutres, ont fait l'unanimité sur la nécessité de conserver le statu quo en Europe... Derrière le document signé vendredi, émerge une nouvelle sainte alliance de ces forces conservatrices. »

Une vérité incontestable, à condition, bien entendu, d'entendre le statu

quo comme se rapportant, non seulement aux frontières des Etats européens, mais surtout à l'ordre social et politique existant dans chacun d'eux.

Et c'est d'ailleurs la même idée que développait Brejnev dans son discours d'Helsinki, tout en s'efforçant de se justifier vis-à-vis de ses collègues du Kremlin, des concessions qu'il avait faites à ses partenaires impérialistes :

« Le succès de la conférence n'a été possible que parce que ses participants ont constamment consenti des concessions, qu'ils ont su, en surmontant des difficultés souvent considérables, élaborer finalement des solutions, acceptables pour tous, sur chaque point débattu. On est parvenu à ces solutions, non en imposant les vues des uns aux autres, mais en tenant compte des opinions et des intérêts de tous, par un commun accord.

« S'il y a des compromis, ce sont des compromis justifiés, qui servent la paix, des compromis qui ne gomment pas les différences en matière d'idéologie ou de systèmes sociaux. Plus précisément, c'est l'expression de la volonté politique commune des Etats participants sous la forme réalisable aujourd'hui, dans le contexte de l'existence d'Etats dotés de régimes sociaux différents. »

---

### **BREJNEV : « NI VAINQUEURS, NI VAINCUS »**

---

Cette notion de « volonté politique commune des Etats participants » — autrement dit, d'intérêt politique commun des bureaucrates et des impérialistes à s'opposer à la révolution socialiste — résumait si bien la pensée du Kremlin qu'elle a été reprise telle quelle par la presse soviétique (par exemple les « Izvestia » du 5 août, la « Pravda » du 20 août...). Le bureau politique du comité cen-

tral du PCUS, le présidium du Soviet suprême et le conseil des ministres de l'URSS, pour leur part, tirant dans un texte commun les « conclusions » de la CSCE, parlent du « consensus général réalisé en tenant compte des opinions et des intérêts de tous. Ce consensus... répond aux intérêts de tous les peuples du continent européen ».

Jamais, sans doute, le Kremlin n'a exprimé avec autant de clarté la conscience des intérêts communs qui l'unissent à la bourgeoisie. Et si le bureau politique du PCF voit dans la CSCE « le fruit de la politique pacifique et de la puissance des pays socialistes, le fruit de la lutte anti-impérialiste menée par les partis communistes » et précise que « ce qui a été obtenu l'a été par l'action, pour obliger l'impérialisme à de nouveaux reculs », c'est un tout autre langage qu'a tenu Brejnev à Helsinki :

« Les résultats de nos longues négociations sont tels qu'il n'y a ni vainqueurs ni vaincus, ni gagnants ni perdants. C'est la victoire de la raison. Tout le monde y a gagné : pays de l'Est et d'Occident, peuples des Etats socialistes et capitalistes, membres d'alliances et neutres, petits et grands. Ont gagné tous ceux à qui sont chères la paix et la sécurité sur notre planète. »

Et les « conclusions » des trois instances dirigeantes de l'URSS reprennent exactement les mêmes formules :

« Il n'y a ni vainqueurs ni vaincus, ni gagnants, ni perdants. La conférence marque le triomphe de la raison... »

Quelle raison ?

A Yalta, Staline et Roosevelt s'étaient associés pour tenter d'endiguer la vague révolutionnaire qui déferlait sur le monde, et sur l'Europe en particulier, c'est-à-dire la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. L'URSS, affaiblie par la guerre, la bureaucratie pouvait

s'appuyer sur les millions de prolétaires organisés qui, de par le monde, voyaient en elle la force issue de la révolution d'Octobre qui venait de vaincre le nazisme. Staline pouvait, s'appuyant sur cette force énorme, à la fois la dévoyer et disposer d'une marge de manœuvre face à l'impérialisme incapable de supporter seul et de front le choc de la révolution montante. On sait avec quelle peine la bureaucratie et l'impérialisme, concentrant leurs forces sur l'Europe, ne purent empêcher la révolution de l'emporter en Chine.

Aujourd'hui, la bureaucratie déchirée par la crise qui la ronge à l'échelle nationale et internationale, discréditée aux yeux de millions de travailleurs par la répression sanglante de la révolution hongroise, par l'invasion de la Tchécoslovaquie, par le contre-coup des événements de Pologne, a perdu la marge de manœuvre dont disposait Staline en 1945. Sans doute, les partis staliniens nationaux font-ils tout ce qu'ils peuvent pour maintenir l'ordre bourgeois dans leurs pays, comme en témoignent les efforts déterminés que font en ce sens le PC d'Italie, allié à la démocratie chrétienne corrompue, le PC espagnol, soutien du plan d'austérité Suarez, le PCF, engagé dans une campagne de division hystérique pour sauver la V<sup>e</sup> République et ses institutions.

---

**FORD : « LES ETATS-UNIS  
ONT L'INTENTION  
DE PARTICIPER PLEINEMENT  
AUX AFFAIRES EUROPEENNES »**

---

L'impérialisme américain est donc de plus en plus amené à jouer directement le rôle de gendarme en chef de l'ordre mondial, la bureaucratie jouant les seconds rôles et les adjoints. Mais on sait les exigences qu'un commandant peut avoir pour un adjudant... Et là est bien le problème. Comme l'écrivait cyniquement

le « Wall Street Journal », dans son numéro du 4 août 1975 :

« Si elle est couronnée de succès, la détente placera entre les mains des Etats-Unis, sans qu'ils aient à recourir à des confrontations armées, toute une série de leviers politiques qui seront plus efficaces que des discours enragés.

« Les soviets ont leurs raisons de s'aligner sur cette voie. Avec leurs problèmes agricoles et autres problèmes économiques non résolus, des troubles intérieurs peuvent toujours y être engendrés par les problèmes des nationalités... accompagnés de difficultés extérieures. L'URSS n'est pas le Moloch sans problèmes qu'elle prétend être. »

La perspective d'un pacte de sécurité européen a été mise en avant par Moscou dès 1954, par Molotov, à la conférence de Berlin. Reprise ensuite sous la forme du « plan Rapacki » en 1964 et adoptée en 1966 par l'ensemble des Etats du Pacte de Varsovie, elle se fixait pour but principal de rejeter les Etats-Unis hors d'Europe. Le Kremlin doit maintenant reconnaître officiellement ces derniers (et le Canada) comme puissances européennes. Et Ford, à Helsinki, n'a pas mâché ses mots :

« On m'a demandé pourquoi je suis ici aujourd'hui. Ma présence symbolise l'intérêt vital de mon pays dans les affaires européennes... Les Etats-Unis ont l'intention de participer pleinement aux affaires européennes. »

On voit le chemin parcouru...

---

**LA QUESTION DES ARMEMENTS**

---

La « première corbeille » de l'« Acte final », concernant la « sécurité européenne », était pour Moscou la plus importante, et devait aboutir à une réduction des armements.

Mais cette question elle-même n'est pas sans poser de nombreux problèmes.

La transformation des forces productives en forces destructives est aujourd'hui indispensable au fonctionnement de l'économie capitaliste, même si elle ne suffit pas à prévenir la marche à la crise économique générale. Au contraire, pour l'économie de l'URSS, elle constitue une charge insupportable, le prix écrasant de la politique de coexistence pacifique. La simple comparaison de la productivité du travail en URSS et aux USA (dont le revenu national par tête d'habitant est, en 1973, 6 100 dollars contre 1 700 en URSS) montre que, pour obtenir une production d'armes à peu près équivalente, l'URSS doit dépenser un pourcentage au moins trois fois plus élevé de sa production, 30 % du revenu national, selon Sakharov. C'est à bon droit que l'Institut international d'Etudes stratégiques de Londres écrivait récemment :

« L'économie soviétique ne pourrait probablement pas supporter une nouvelle course aux armements stratégiques de grande envergure. »

Brejnev, à Helsinki, a déclaré :

« Pour nous, la clef de voûte de l'édifice, c'est l'arrêt de la course aux armements, ce sont des résultats tangibles en matière de désarmement. »

Dans leurs « conclusions », les trois instances suprêmes de l'URSS ont répété que « l'essentiel consiste maintenant à compléter la détente politique par la détente militaire ». Les « Izvestia », le 5 août 1975, soulignaient :

« De nos jours, lorsque la détente militaire accuse un retard sur la détente politique, la question de l'arrêt de la course aux armements et du désarmement se situe au premier plan de tout le processus de matérialisation

de la détente, même si la conférence n'en a pas débattu spécialement. »

Amertume compréhensible car, sur la demande des Etats-Unis, les négociations sur les « MBFR » (réduction mutuelle équilibrée des forces armées) ont été extraites de la première corbeille et confiées à une conférence spéciale, qui siège à Vienne et est bloquée par la façon particulière qu'ont les puissances occidentales de définir « l'équilibre ».

Cela n'empêche pas, au contraire, la bureaucratie de solliciter l'aide croissante de l'impérialisme.

---

### UNE DEMANDE DE COOPERATION CONTRE-REVOLUTIONNAIRE PEU DISCRETE

---

Par trois fois les accords d'Helsinki condamnent des actes du type de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie. On y trouve trois variantes de l'affirmation suivante :

« Les Etats participants s'abstiennent de toute intervention, directe ou indirecte, individuelle ou collective, dans les affaires intérieures ou extérieures relevant de la compétence nationale d'un autre Etat participant, quelles que soient leurs relations mutuelles.

« Ils s'abstiennent en conséquence de toute forme d'intervention armée ou de la menace d'une telle intervention contre un autre Etat participant. »

Brejnev, dans son discours d'Helsinki, a d'ailleurs délibérément condamné la doctrine de la « souveraineté limitée » mise en avant (après coup) pour justifier l'occupation de la Tchécoslovaquie :

« Personne ne doit, en vertu de telle ou telle considération

de politique étrangère, tenter d'imposer à d'autres peuples la manière de résoudre leurs problèmes intérieurs. C'est au peuple de chaque Etat, et à lui seul, que revient le droit souverain de régler lui-même ses affaires intérieures, d'établir ses lois nationales. Toute autre conception est hasardeuse et dangereuse pour la coopération internationale.»

Le très soviétique professeur Voslenski précisait peu après, dans une interview au « Spiegel », qu'il réaffirmait après la signature de l'accord d'Helsinki ce qu'il avait déclaré trois ans avant au même journal, à savoir :

« L'action commune des Etats du Pacte de Varsovie, en août 1968, a eu lieu dans une situation d'insécurité internationale en Europe. S'il y avait eu à l'époque un système effectif de sécurité collective, de tels événements, à mon avis, ne seraient jamais produits. »

Cela signifie une chose fort simple. Le Kremlin sait à quel point l'intervention de 1968 l'a ébranlé et continue à l'affaiblir, parce que les travailleurs, les intellectuels et la jeunesse tchécoslovaques continuent de s'opposer à l'occupation. Lorsque le problème se posera de nouveau, il ne veut agir qu'avec la caution, voire la coopération directe de l'impérialisme — et il l'en avertit.

En contrepartie de cette demande de coopération peu discrète, le Kremlin a multiplié les concessions d'ordre militaire, au mécontentement probable de tout ou partie de la hiérarchie militaire du Kremlin.

« Si nous avions dit, il y a deux ans, que les Russes s'engageraient à annoncer à l'avance leurs manœuvres et à y permettre la présence d'observateurs, on se serait moqué de nous », a noté le représentant de Bonn aux négociations de Genève, Henze. Ils l'ont pourtant fait, tout en précisant « que cette mesure, résultant d'une

décision politique, repose sur une base volontaire », pour toute manœuvre comportant au moins 25 000 hommes des formations terrestres, qui devra être notifiée, dans la mesure du possible, trois semaines à l'avance.

---

## CE QUE LA BUREAUCRATIE A SIGNE A HELSINKI

---

Mais c'est surtout dans le domaine économique que la bureaucratie multiplie les concessions qui tendent à favoriser la pénétration du capital financier dans les économies capitalistes.

Sous la rubrique « Facilités et contacts d'affaires », on apprend que

« Les Etats participants

— prendront les mesures propres à améliorer encore les conditions permettant le développement des contacts entre représentants d'organismes officiels, des diverses organisations, entreprises, firmes et banques intéressées au commerce extérieur, en particulier, lorsque cela est utile, entre vendeurs et utilisateurs de produits et de services, en vue d'étudier les possibilités commerciales, de conclure des contrats, de veiller à leur exécution et d'assurer les services après-vente ; (...)

— prendront, en outre, des mesures visant à améliorer les conditions de travail des représentants des organismes, entreprises, firmes et banques étrangers intéressés au commerce extérieur. »

Sous la rubrique « Information économique et commerciale » :

« Les Etats participants (...) favoriseront la publication et la diffusion des informations économiques et commerciales à des intervalles réguliers et dans les meilleurs délais, notamment (...) les informations permettant de prévoir l'évolution de l'économie, utiles à la prospection commerciale, par exemple

celles concernant les orientations générales des plans et programmes.»

Sous la rubrique « Commercialisation » :

« Les Etats participants (...) encourageront l'amélioration des conditions d'application des mesures destinées à promouvoir les échanges et à répondre aux besoins des utilisateurs en ce qui concerne les produits d'importation, notamment par la prospection commerciale et par les mesures publicitaires, de même que, si cela se révèle utile, par la mise en place de services d'approvisionnement, la fourniture de pièces de rechange, le fonctionnement de services après-vente et la formation des personnels techniques locaux nécessaires.»

Il ne manque guère que l'ouverture d'organismes de crédit indépendants.

Ces mesures ouvrent la voie à une interpénétration économique, donc à un début de contrôle par un trust suffisamment puissant pour opposer sa propre planification partielle à celle du pays considéré.

Sous la rubrique « Coopération industrielle », on va plus loin dans la même voie :

« Les Etats participants

— reconnaissent que la coopération industrielle englobe une série de formes de relations économiques dépassant le cadre des échanges commerciaux conventionnels et que, lors de négociations sur un contrat de coopération industrielle, les partenaires déterminent ensemble les formes et les conditions de coopération appropriées, en tenant compte de leurs intérêts mutuels et de leurs capacités ;

— reconnaissent en outre que, si c'est leur intérêt mutuel, des formes concrètes telles que les suivantes peuvent être utiles au développement de la coopération industrielle : production et

vente en commun, spécialisation dans la production et la vente, création, aménagement et modernisation des entreprises industrielles, coopération pour la réalisation d'installations industrielles complètes en vue d'obtenir ainsi une partie des produits en résultant, sociétés mixtes, échanges de « know-how », d'informations techniques, de brevets et de licences, et recherches industrielles communes dans le cadre de projets concrets de coopération ;

— reconnaissent que de nouvelles formes de coopération industrielle peuvent être mises en œuvre pour répondre à des besoins concrets ;

— encourageront toutes les formes d'échanges d'informations et de communication de données d'expérience se rapportant à la coopération industrielle, y compris par les contacts entre partenaires éventuels et, le cas échéant, par l'entremise des commissions mixtes pour la coopération économique, industrielle, scientifique et technique, des chambres de commerce nationales et mixtes, ainsi que d'autres organismes appropriés.»

---

#### « FACILITER LE TRANSFERT DES BENEFICES... »

---

Les capitalistes exigent toujours plus d'« informations » (donc, en « pratique », de contrôle sur place de ces informations) en échange de leur coopération, et, en même temps, la protection de leur propriété.

« Les Etats participants (...)

— estiment souhaitable que les propositions concernant les projets de coopération industrielle soient suffisamment précises et contiennent les données économiques et techniques nécessaires, en particulier les évaluations préliminaires du coût du projet, l'information sur les formes de coopération envisa-

gées et les possibilités des marchés, afin de permettre aux partenaires éventuels d'entreprendre des études initiales et d'arriver à des décisions dans les délais les plus brefs ; (...)

— estiment souhaitable (...) la protection des intérêts des partenaires aux projets de coopération industrielle, y compris la protection juridique de leurs patrimoines sous toutes leurs formes. »

Tout est prévu jusques et y compris le rapatriement des profits et des investissements :

« Les Etats participants (...) considéreront favorablement la conclusion, dans les cas appropriés, d'accords bilatéraux spécifiques concernant divers problèmes présentant un intérêt mutuel dans les domaines des échanges commerciaux et de la coopération industrielle, en particulier en vue d'éviter la double imposition et de faciliter le transfert des bénéfices et le retour de la valeur des apports investis. »

Plus du tiers de l'« Acte final » est ainsi consacré à la « Coopération dans les domaines de l'économie, de la science et de la technique et de l'environnement », et toutes les dispositions vont dans le même sens que celles que nous venons de citer.

S'engager dans une telle politique, qui mène à l'ouverture des marchés, suppose de vastes demandes de crédits pour renflouer au mieux les secteurs les plus retardataires de l'économie.

Sans doute, malgré toutes ces concessions de la bureaucratie, y a-t-il pour le capital loin de la coupe aux lèvres. Mais ce n'est pas de la faute du Kremlin... Le responsable, ce sont les rapports sociaux — si déformés soient-ils — issus de la révolution d'Octobre et leur réfraction — si déformée soit-elle — dans la conscience des masses, tout particulièrement

dans celle du prolétariat soviétique qui dépasse les 100 millions d'hommes.

Et c'est l'existence de ce prolétariat, adossé aux rapports sociaux d'Octobre, qui entrave l'application et l'extension des concessions de la bureaucratie.

On ne peut pourtant pas dire que celles-ci ne sont pas à la hauteur des exigences de l'impérialisme. En voici un exemple.

---

### LE SOUS-SOL DE L'URSS, LA BUREAUCRATIE ET... LA « STANDARD OIL OF INDIANA »

---

La session de juillet 1975 du Soviet suprême a approuvé une loi ratifiant un nouveau texte sur « les fondements de la législation du sous-sol pour l'URSS et les républiques fédérées ». « Fondements... qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1976 ». Le Soviet suprême, par l'article 2 de cette loi, charge « le presidium du Soviet suprême de l'URSS de fixer les modalités d'application des dits « Fondements » et de modifier en conséquence la législation de l'URSS » et, par l'article 3, prend les mêmes dispositions pour les républiques fédérées.

Il s'agit donc d'une loi-cadre « modifiant la législation du sous-sol ». Et, en 1976, « East-West Markets » annonce, dans le droit fil de l'« Acte final » d'Helsinki :

« Deux des principales compagnies pétrolières américaines — la Standard Oil of Indiana et la Phillips Petroleum — ont signé des accords de coopération scientifique et technique de cinq ans avec le comité d'Etat de l'URSS pour la Science et la Technologie. La « Standard » a également signé des accords de coopération avec le ministère de l'Industrie pétrolière, celui du Raffinage du pétrole et des Industries pétro-chimiques, et le

ministère de la Géologie. Ces accords portent sur le domaine de la recherche et de la production du pétrole, du raffinage et de la pétrochimie.»

L'article 8 de la loi-cadre ouvre de nouvelles perspectives :

« En URSS, les usufruitiers du sous-sol sont les entreprises, organisations, établissements publics, coopératifs et sociaux, ainsi que les citoyens de l'URSS.

« Dans certains cas prévus par la législation de l'URSS, d'autres organisations et personnes peuvent avoir l'usufruit du sous-sol. »

Le second alinéa, bien qu'apparemment sibyllin, est clair. Le premier alinéa ouvre la possibilité d'usufruit aux « citoyens de l'URSS » et aux « organisations » qui se trouvent en URSS. Le second concerne donc des « personnes » qui ne sont pas « citoyens de l'URSS », et des « organisations » qui ne siègent pas en URSS. La « Standard Oil of Indiana », par exemple ? Est-ce en pensant à elle (entre autres) que le dernier alinéa de l'article 9 précise : « Le sous-sol est concédé en jouissance gratuite, à l'exclusion des cas fixés par le Conseil des ministres de l'URSS » ? (Souligné par nous.)

Il est vrai que le 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 8, cité ci-dessus, est limitatif : « Dans certains cas prévus par la législation de l'URSS... ». On peut évidemment, le cas échéant, modifier cette législation et la liste des « cas prévus ». Mais une disposition spéciale prévoit précisément de s'en dispenser. Car l'article 51 et dernier spécifie :

« Les dispositions des traités ou accords internationaux auxquels participe l'URSS (ou une république fédérée), qui diffè-

rent de celles fixées par la législation du sous-sol de l'URSS (ou d'une république fédérée) ont la prévalence sur ces dernières. »

---

## ENCORE FAUDRA-T-IL LE FAIRE PASSER DANS LA VIE

---

Le Soviet suprême a adopté ce texte le 9 juillet. Or, comme le précisait l'article paru dans le « Financial Times » le 1<sup>er</sup> août, le jour de la signature de l'« Acte final » de la CSCE, article que nous avons cité plus haut, c'est seulement « trois semaines avant l'ouverture de la Conférence » (commencée le 29 juillet), après une discussion acharnée et d'ultimes concessions de la part des « Etats socialistes », que le projet final de la « deuxième corbeille », sur les relations économiques, fut adopté. Autrement dit, à la date même où le Soviet suprême donnait force de loi aux « Fondements de la législation du sous-sol ».

Que la bureaucratie s'engage par contre à l'avance, même dans un domaine déterminé, à ce que tout « traité ou accord international » présent, passé ou à venir, auquel le gouvernement du pays apposerait sa signature, prévale automatiquement sur les lois de l'Etat de ce pays, est peu ordinaire ! Ce jamais vu donne la mesure précise de l'angoisse qui étroit l'oligarchie du Kremlin devant l'impasse totale de sa gestion de l'économie planifiée, devant son impuissance à imposer sa volonté à la masse formidable des 100 et quelques millions d'ouvriers et de paysans de l'URSS. En ce qui concerne au moins le sous-sol, le Kremlin fait par avance des accords d'Helsinki une loi interne de l'URSS ! Encore faudra-t-il la faire passer dans la vie.



-  
S  
)  
-  
-  
-  
e  
-  
-  
e  
a  
é  
-  
-  
)  
-  
s  
-  
r  
e.  
ù  
e  
-  
r  
-  
t  
-  
e  
a  
it  
t  
e  
i  
-  
e  
-  
a  
-  
s  
u  
it  
i  
e  
e.  
v  
r  
o



L'« hôpital psychiatrique » — prison  
situé à Oriol. Les opposants internés  
y sont sous la surveillance des « mé-  
decins » et des « infirmiers » du KGB.  
(Sygma).

soixantième anniversaire  
de la révolution d'Octobre

4

## **l'opposition en URSS et son évolution**

*L'opposition, telle que nous la connaissons aujourd'hui, est née au début des années soixante. Elle a commencé à se cristalliser après la chute de Khrouchtchev qui marquait la fin de l'aspiration à une « déstalinisation » discrète et tranquille, par en haut. Elle s'est renforcée à partir du procès organisé contre le poète Brodski, coupable d'écrire des vers en général parfaitement apolitiques, mais étrangers aux canons du réalisme socialiste (1964). Elle s'est définitivement cristallisée en 1965 et 1966, avec l'arrestation puis le procès de Siniavski et de Daniel, et la campagne organisée à propos du Vingt-troisième congrès du Parti communiste de l'URSS contre la réhabilitation de Staline qui semblait devoir y être décrétée (1966). Elle a pris enfin un visage public et ouvert à l'occasion du procès Guinzbourg-Galanskov (1968). Le mouvement de protestation contre la violation des règles du droit — dont ce procès avait donné un remarquable exemple — rassembla plus de 2 000 signatures. Bien peu, apparemment, au regard des 250 millions de Soviétiques. Mais dans un régime bureaucratique dont l'émergence a été marquée par la plus abjecte des terreurs, c'était en réalité beaucoup, beaucoup trop...*

L'opposition qui se dégagait ainsi ne naissait pas du vide. Le fil de la continuité consciente avec l'Opposition de gauche, seule force politique consistante et consciente à s'être battue contre l'instauration de la bureaucratie et du stalinisme, ayant été rompu, l'opposition est née du

double choc de la crise interne de la bureaucratie et d'événements extérieurs — c'est-à-dire des explosions suscitées par la crise internationale et conjointe de l'impérialisme et du stalinisme. Les révolutions hongroise et polonaise virent ainsi apparaître, en 1956, au lendemain

du rapport Khrouchtchev — indice et accélérateur formidable de la crise interne de la bureaucratie soviétique —, des groupes d'opposition essentiellement estudiantins, qui furent décapités l'année suivante. La crise de la bureaucratie naissant de son incapacité à imposer aux masses soviétiques les mesures correspondant

à son intérêt — en même temps que de sa capacité très réelle à empêcher ces masses de s'organiser et à les cadenciser —, l'opposition naît de cette résistance des masses, mais il faut bien dire que, de ses premiers pas à aujourd'hui, elle n'en a jamais rien su et qu'elle n'en sait toujours rien.

---

## les origines de l'opposition, ses caractéristiques politiques

---

Elle tire son origine consciente de l'approfondissement de la crise de la bureaucratie, de lignes de rupture et de phénomènes de division qui apparaissent en son sein. Elle prend donc forme dans les cadres mis en place par la bureaucratie, en réaction contre ces phénomènes. Dans sa manière de poser les problèmes, dans les problèmes mêmes qu'elle soulève, dans ses objectifs, l'opposition est ainsi modelée de façon tout à fait inconsciente par la bureaucratie. Elle est marquée dès son origine d'une ambiguïté que recèle l'insistance avec laquelle elle répète qu'elle ne met pas en cause le « système existant », ce qui veut dire à la fois le système social, les conquêtes de la révolution — ce qui est authentiquement progressiste — et le système politique, la domination de la bureaucratie — ce qui est authentiquement réactionnaire. Ainsi voit-on, en 1973 encore, dans sa « Lettre aux dirigeants de l'Union soviétique », Soljenitsyne se prononcer en faveur du système du parti unique... tout en proposant de façon fort contradictoire la régénération des soviets :

« Toute la question est de savoir quelle sorte de régime autoritaire nous attend désormais. Ce n'est pas l'autorité en elle-même qui est insupportable, mais le mensonge idéologique qui nous est imposé quotidiennement. (...) Restons-nous sur

le terrain du réalisme ou entrons-nous dans le domaine du rêve en proposant de restaurer, pour le moins, le pouvoir réel des soviets ? (...) »

« M'en tenant à un point de vue strictement réaliste, je ne vous propose pas de changer le dispositif actuel de direction du pays, qui vous est favorable. »

---

### DES QUESTIONS QUI DECHIRENT LA BUREAUCRATIE

---

En définissant son combat à partir d'une double exigence, celle du refus de la réhabilitation de Staline, comme celle du respect des libertés garanties par la Constitution de 1936 (l'article 125), l'opposition exacerbe — en même temps qu'elle les exprime — des questions qui déchirent la bureaucratie elle-même, une fois devenu clair que Khrouchtchev n'avait pu les résoudre paisiblement. Cette réalité apparaît alors de façon fort simple : au procès Brodski, le musicien Chostakovitch, l'une des étoiles bureaucratiques, en général « dans la ligne », apporte son témoignage en faveur du jeune poète inconnu et en 1966, de nombreux savants, que rien ne permet de qualifier d'opposants et qui appartiennent aux couches privilégiées du régime,

signent un télégramme de protestation contre la réhabilitation de Staline, adressé au XXIII<sup>e</sup> Congrès. Plus encore, la campagne de dénonciation publique orchestrée contre Siniavski et Daniel, à l'issue de leur procès et à l'exemple des campagnes de l'ère des procès de Moscou, connaît un lamentable fiasco. A part le servile Cholokhov, seul un maigre quarteron d'écrivains accepte d'envoyer à la « Pravda » des lettres calomniatrices, ainsi que quelques collègues de travail de Siniavski. Et c'est tout.

Fiasco retentissant, qui se répétera sept ans plus tard quand le KGB cherchera à organiser une campagne similaire à l'occasion du procès Iakir-Krassine. Il ne découle pas simplement, d'ailleurs, de façon abstraite, des changements fort réels de la situation internationale et des rapports de force différents entre 1937 et 1966. Il découle aussi d'une résistance acharnée de couches entières de la bureaucratie à l'instauration systématique d'un arbitraire, dont plus de vingt années de domination du « père génial » lui ont appris qu'elle la payait elle-même un prix fort élevé. La bureaucratie, dans sa masse, veut des garanties, elle veut le respect minimum d'une certaine légalité, elle veut des assurances. Et l'histoire — la sienne entre autres — lui a prouvé qu'il était bien difficile, voire impossible, d'obtenir pour elle-même ces garanties sans en donner quelques miettes aux couches sociales qu'elle maintient sous sa botte.

Aussi regimbe-t-elle à la réhabilitation de Staline qui ne peut avoir qu'un seul sens politique : le retour à la terreur de masse. Une autre question étant encore de savoir si pareille perspective est possible et réalisable aujourd'hui, où le retour à un Staline à l'époque actuelle marquée par l'incapacité de l'impérialisme à infliger des défaites sérieuses au prolétariat et par les revers qu'il a en revanche subis, au Vietnam par exemple, paraît relever d'un rêve policier utopique ? Et c'est ce qui donne aux tentations et aux tentatives

bonapartistes de Brejnev un aspect si lamentablement dérisoire...

---

### REFERENCE A « LA DETENTE », ABSENCE DE LUTTE CONTRE LES INEGALITES SOCIALES

---

Mais, en même temps qu'elle exacerbe des questions et des déchirures de la bureaucratie, l'opposition donne aussi forme à des aspirations qui rejoignent les intérêts profonds des masses laborieuses soviétiques : l'exigence de la vérité, l'exigence du respect des libertés de parole, d'expression, d'opinion, de manifestation, de réunion. C'est aussi la voie ouverte à l'irruption des masses soviétiques baillonnées.

Et c'est bien pour l'empêcher que l'appareil du Kremlin impose un monolithisme absolu. En ce sens, le combat de l'opposition a eu, dès le début, des implications directement révolutionnaires et c'est ce qui permettait, avec son refus de remettre en cause les fondements sociaux du régime, de la définir comme objectivement communiste.

De là à en déduire qu'elle l'était subjectivement, il y a un fossé... énorme.

Que l'opposition soit marquée par son origine de produit de la bureaucratie et de sa crise, cela se marque au moins par deux traits de son programme ou de son absence de programme politique : sa référence constante à la « détente » et la mise sous le boisseau, à peu près totale, du problème de l'inégalité sociale.

Les deux termes, liés par Trotsky, de la nouvelle montée de la révolution en Union soviétique restent ici totalement séparés. L'opposition a engagé le combat contre l'oppression politique, mais elle a presque complètement ignoré la lutte contre l'inégalité sociale.

Ainsi Roy Medvedev écrit :

« Il fut un temps où l'attention se portait principalement sur la garantie du droit au tra-

vail et d'un juste salaire, sur l'approvisionnement de la société, sur la liquidation des inégalités sociales et nationales. Cette période n'est pas terminée dans notre pays ; il est néanmoins à notre avis plus correct de tourner l'attention sur la garantie de la liberté de parole et de l'écrit, de la réception et de la diffusion des informations, des droits des minorités politiques.»

C'est pourquoi « La Vérité » remarquait à juste titre en 1972 que :

« Jusqu'ici, l'opposition communiste a mené sous forme publique un combat dont les deux formes essentielles (pour l'exercice des libertés démocratiques et des garanties reconnues par la constitution, contre la réhabilitation de Staline) ne rendaient pas nécessaire une définition des fondements théoriques sur lesquels peut se rassembler une avant-garde politique. Elle est restée jusqu'à ce jour un rassemblement empirique de tous ceux qui se sont affirmés d'accord avec les deux points cités ci-dessus ou sur l'un d'eux. C'est ce que soulignent les fondateurs du Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques — la seule forme organisée au sein de laquelle l'opposition communiste se soit affirmée à l'échelle de toute l'URSS jusqu'à ce jour —, lorsqu'ils affirment qu'ils rassemblent des croyants et des incroyants, des communistes et des non-communistes, etc., et qu'ils n'ont pas de programme politique défini. » (*La Vérité*, octobre 1972, n° 558.)

---

### LA QUESTION DU « RESPECT DE LA CONSTITUTION »

---

Le lien ombilical de l'opposition avec la bureaucratie se marque dans le slogan du respect de la constitution, quelle qu'en ait été la justesse tactique et son opportunité indubitable.

Car la constitution de 1936, que la bureaucratie « viole » quotidiennement, a marqué en réalité la liquidation juridique de la dictature du prolétariat, et, sur le plan théorique, la négation de l'analyse de classe de la société.

Elle « garantit » aux citoyens les libertés de parole et de presse, les libertés de réunion et de manifestation, mais chacune de ces « garanties » revêt la forme d'une nouvelle contrainte dans les conditions où, selon les termes de Trotsky, « l'égalité de droit des ouvriers et des paysans n'est que leur égale privation de tout droit devant la bureaucratie ». La base de la légalité mise en place par Staline, c'est l'expropriation politique du prolétariat et son appropriation par la caste dirigeante de l'Etat ouvrier ; c'est en définitive la légalisation clandestine de la domination de cette caste. En maintenant une censure préalable sur toute nouvelle parution, en bâillonnant les opposants et en arrêtant les manifestants de la « Place Rouge », les dissidents de toute orientation, la bureaucratie affirme sa volonté de maintenir la chappe du monolithisme afin de maintenir sa domination dans une clandestinité légale : elle n'existe pas mais elle a tous les droits.

Les bases sur lesquelles repose son pouvoir, qui ne sont précisément pas la propriété capitaliste des usines, des immeubles et des sols, lui donnent en effet un caractère honteux, incomparablement plus fragile que celui de la bourgeoisie. Parce qu'elle manque d'assurance et, avant tout, parce qu'elle n'est pas une classe, la bureaucratie dissimule soigneusement sa physionomie sociale et feint de ne pas exister comme caste parasitaire. Son « droit au pouvoir » repose sur l'étouffement de la démocratie soviétique et sur les défaites infligées à la révolution d'Octobre, mais les bureaucrates sont obligés de maintenir les apparences formelles de la démocratie en faisant vivre de pseudo « soviets » et ils se pro-

clament encore les « héritiers » de Lénine et du Parti bolchévique. D'où la présence dans la constitution d'articles contradictoires avec ses fins mêmes.

Jusqu'à présent, la majorité des militants de l'opposition s'est appuyée, non pas sur la constitution stalinienne, mais sur certains articles du texte qui, précisément, sont sans nul doute la transcription déformée des conquêtes essentielles de la révolution d'Octobre. De ce point de vue, l'exigence du respect de l'article 125 de la constitution et de l'abrogation de l'article 70 du Code pénal, fut la véritable plaque tournante des revendications de l'opposition.

Mais toute lutte a sa dynamique. Le « respect de la constitution », c'est aussi une aspiration qui monte de couches entières de la bureaucratie avides de garanties et de sécurité vers ses sommets. L'autolimitation systématique des combats de l'opposition à cette revendication ne pouvait que l'entraîner vers une lente dérive, dès lors que la constitution sanctionne honteusement l'inégalité sociale et que la pression de l'impérialisme et de la bureaucratie entraîne l'opposition à substituer au respect de la constitution celui des très réactionnaires accords d'Helsinki.

---

### LES PREMIERS ELEMENTS DE DIFFERENCIATION

---

Le lien ombilical originel de l'opposition avec la bureaucratie s'exprime encore très clairement dans ses positions sur la détente. Avant qu'elle ne se disloque, tous les courants futurs dont elle était grosse se réclamaient de la « détente », c'est-à-dire de l'application de l'alliance contre-révolutionnaire entre l'impérialisme et la bureaucratie. Sakharov comme Medvedev en faisaient et en font toujours la pierre angulaire de leur politique. Que, depuis lors, les partisans conjoints de la détente aient évolué dans l'interprétation pratique

qu'ils en donnent, les uns comme Medvedev pour soutenir les efforts « positifs » de la diplomatie du Kremlin sur l'arène internationale, les autres comme Sakharov, Boukovski ou Pliouchtch pour exiger de l'impérialisme américain qu'il fasse pression sur le Kremlin et le mette à genoux, était à peu près inéluctable. A partir du moment où elle se déchirait, l'opposition, de par ses origines et son absence de lien politique, tant avec le bolchevisme dans le temps qu'avec la classe ouvrière dans l'espace, devait se ranger le long des lignes de clivage entre les deux alliés au sein de la détente : la bureaucratie et l'impérialisme.

La conjoncture internationale marquée par la crise qui déchirait en même temps l'impérialisme et la bureaucratie (montée de la grève générale en France et de la révolution politique en Tchécoslovaquie) a donné au combat de l'opposition, dès sa constitution, son sens progressif réel : celui d'un moment de la révolution politique. Mais ses origines comme les éléments de son programme que nous venons de rappeler ont fait qu'après avoir rassemblé ses forces autour des deux axes : respect des garanties constitutionnelles et contre la réhabilitation de Staline, elle a commencé à subir un processus de différenciation après avoir remporté — en jonction incomprise d'elle-même avec la résistance des masses et avec la lutte des classes internationale — des demi-succès et des demi-échecs sur les deux plans sur lesquels elle avait placé son combat.

Le clivage commence en 1972-1973. Le moment tournant est marqué par le procès Iakir-Krassine, à la fois « victoire » pour la bureaucratie puisque les deux accusés « avouent » dans un scénario repris des procès de Moscou, et défaite profonde puisque le KGB échoue complètement dans sa tentative de faire de ce procès un point de départ : la campagne publique esquissée capote et les procès successifs que celui-là devait permettre sont renvoyés sine die...

## le procès Iakir - Krassine : un test pour l'opposition ...mais aussi pour la bureaucratie

Dès le début de l'année 1972, la bureaucratie entreprit de démanteler l'opposition en Union soviétique.

Les premiers effets des décisions du comité central tenu en décembre 1971, au rang desquelles sont une résolution sur la « normalisation de la critique littéraire » et la décision de l'écrasement des aspirations « nationalistes » dans les républiques allogènes, se firent sentir dès janvier 1972 avec le procès de Vladimir Boukovsky. En même temps, une vague de répression déferlait sur l'Ukraine.

---

### DES METHODES DE SINISTRE MEMOIRE

---

De son côté, le numéro 24 de la « Chronique », daté du 5 mars 1972, indique que :

« pendant un mois et demi, toutes les personnes, leurs parents et amis, dont le logement a été perquisitionné furent soumises à un interrogatoire. Il est alors apparu clairement que la raison principale des questions que posait le KGB était la rédaction et la circulation de la *Chronique des événements actuels* ».

Après l'arrestation de Grigorenko, de Daniel, de Martchenko et de nombreux internements en hôpitaux psychiatriques spéciaux, les dirigeants du Kremlin décidèrent donc de s'engager concrètement dans une épreuve de force avec l'opposition ; ou, pour mieux dire, avec sa tête. La bu-

reaucratie décréta de réduire à l'impuissance le « Samizdat » et le « Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques ». De ce point de vue, l'arrestation de Piotr Iakir, le 21 juin 1972, a marqué un tournant dont le point culminant a été atteint en août-septembre 1973 avec le procès de Piotr Iakir et de Victor Krassine.

Au point de vue de la procédure et des « techniques » qui s'y sont manifestées, comme au point de vue de son déroulement en général, le procès Iakir-Krassine ressemblait de fort près aux procès de 1936, 1937, 1938. Ils ont en commun les séances clandestines auxquelles n'assistent aucun correspondant de la presse étrangère, la pléthore de soi-disant « témoins à charge » mais, par contre, l'absence de noms, de faits ou même de simples témoignages précis. Les « aveux complets » de Iakir diffèrent peu de ceux prononcés par Zinoviev, Kamenev, Piatakov, Radek ou Boukharine, et les accusés paraissent curieusement tous être aux yeux des journalistes du Kremlin « en bonne santé... et répondant avec aisance et clarté ». Les juges staliniens ont de toute évidence repris, sinon les mêmes mots, du moins les méthodes de leurs collègues des années trente. On y décèle, sans aucune difficulté, les mêmes contradictions flagrantes, la même grossièreté dans les motifs d'inculpation. Enfin, la presse soviétique et ses agences, bien que cette fois-ci toutes moins bavardes, déversent autant de calomnies fantastiques sur l'entourage des accusés, leur famille et leurs amis, qu'à l'époque des grandes purges.



## DES OBJECTIFS DE LA BUREAUCRATIE...

La bureaucratie prétendait démontrer que l'opposition, et avant tout celle qui se situe sur le terrain du « véritable socialisme », n'existait pas en tant que courant politique ; qu'elle n'était qu'une émanation du NTS. L'amalgame se révèle encore une fois comme l'élément le plus grossier de l'imposture judiciaire.

Elle avait aussi pour objectif immédiat de prouver qu'aucune personne saine d'esprit n'était internée pour raison politique dans les hôpitaux psychiatriques spéciaux en Union soviétique.

Iakir et Krassine ont avoué.

Depuis des années la bureaucratie n'avait pu obtenir la capitulation d'un seul opposant et, à compter du procès Guinzbourg-Galanskov, qui s'est déroulé en janvier 1968, chaque arrestation fut à l'origine d'une vaste campagne de dénonciation des violations des règles de la procédure pénale.

L'importance politique du procès Iakir-Krassine se mesure ici à l'acharnement mis par les dirigeants du Kremlin et par leurs agents à arracher la capitulation des deux militants. Il faut, à ce propos, remarquer que dès l'arrestation de Piotr Iakir, la portée de la campagne engagée par la bureaucratie fut clairement ressentie en Union soviétique même ; le numéro 26 de la « Chronique » cite une lettre signée par « un groupe de citoyens soviétiques », datée de juin 1972, et qui dit entre autres choses :

« Piotr Iakir a été mis en prison (...). C'est un autre niveau, le point culminant peut-être, de la campagne de répression systématique (...) que le régime a entreprise depuis plusieurs années dans le but d'étouffer le mouvement démocratique. »

Dans ce but, la bureaucratie devait retourner aux méthodes de Staline,

dont la mise au secret des accusés pendant quinze mois, sans compter les menaces et la torture, n'est que la prémice d'une longue machination. Celle-ci n'exige, pour le reste, ainsi que l'expliquait Trotsky,

« qu'un régime totalitaire, c'est-à-dire la suppression de toute liberté de critique, la subordination militaire des accusés, des magistrats instructeurs, des juges, des experts et du procureur ... à une seule personne ; le monolithisme de la presse, dont les clameurs terrorisent les accusés et hypnotisent l'opinion publique ».

Gromov, par la voix de l'agence officielle « Novosti », a très naturellement retrouvé les accents de Staline-Iagoda pour démasquer le soi-disant « complot » monté par Iakir et Krassine, « appelant ouvertement au renversement par la force du pouvoir soviétique ».

## ... AUX RESULTATS OBTENUS

Mais le procès fut un échec... La bureaucratie ébaucha bien une tentative de campagne publique avec quelques articles de presse. La banqueroute fut plus retentissante encore qu'en 1965, lors du procès Siniavski. Daniel Cholokov lui-même, pourtant prêt à toutes les infamies, ne se mouilla pas cette fois. Le silence seul répondit aux invites du KGB...

Non seulement les juges de Moscou ont été contraints de libérer Iakir et Krassine deux mois seulement après leur procès — il est vrai qu'ils arguèrent de leurs prétendus « aveux », mais Zinoviev n'avait-il pas avoué ? — de plus, dans le cours de l'année suivante, le général Piotr Grigorenko sortait d'un hôpital psychiatrique spécial au bout de cinq ans de détention. Celui-ci, pourtant, était resté inflexible malgré les menaces directes qui pesaient sur sa famille, refusant en particulier de signer un document désavouant ses

activités passées... sans compter l'état alarmant de sa santé. La première déclaration qu'il fit à peine rentré chez lui, montre qu'en aucun cas Piotr Grigorenko n'abandonnait la lutte qu'il avait engagée dès 1961, lutte qui aboutit à la certitude qu'il fallait « détruire la machine ». Enfin, la « Chronique des événements actuels » publiait quatre nouveaux numéros en 1974.

---

### L'EVOLUTION DU CONTENU DE « LA CHRONIQUE DES EVENEMENTS »

---

L'échec sanglant que constituait l'absence de tout écho public au procès Iakir-Krassine, l'absence de suites à ce procès conçu pourtant comme une ouverture, la libération discrète des deux condamnés, celle de Grigorenko méritent explication. Pareil silence et pareilles réactions tirent leur origine d'une double réalité complémentaire : l'opposition recouvre plus ou moins partiellement les aspirations de larges couches de la bureaucratie — ce qui explique, répétons-le, l'absence systématique de tout contenu social aux documents de l'opposition —, ensuite la bureaucratie est très profondément divisée sur l'attitude à adopter à l'égard des opposants. Sans ce lien ombilical et ces désaccords résolus on comprendrait mal que le puissant appareil policier du KGB ne puisse monter une campagne publique... En contrepartie, peut-on dire, le contenu de la nouvelle « Chronique des événements » tendait à se réduire à un ensemble de documents sur la répression, châtrés de la perspective antérieure — si vague et si confuse fût-elle — de « démocratisation » dans le sens d'une « démocratie socialiste ».

Les désaccords qui rongent — sur cette question comme sur bien d'autres — la bureaucratie découlent de l'impassé dans laquelle elle se sent politiquement acculée. Il serait vain d'y chercher des soucis moraux !

Un ancien opposant a indiqué que la rédaction de la « Chronique des événements » a plusieurs fois refusé de publier des informations sur des grèves jugeant qu'il s'agissait là de « politique »...

La grève générale de mai-juin 68 en France et la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie, prolongées par l'insurrection des travailleurs de la Baltique à peine deux ans plus tard, ont démontré que, ni la bourgeoisie, ni la bureaucratie du Kremlin ne pourraient modifier radicalement en leur faveur les rapports de force établis après la guerre. La révolution qui commençait au Portugal en 1974 et la défaite de l'impérialisme américain au Vietnam, au Cambodge, renforçaient plus encore le cours des événements et leur pression sur l'impérialisme et la bureaucratie.

---

### UN ELEMENT D'APPROFONDISSEMENT DE LA CRISE

---

Le procès Iakir-Krassine s'inscrivait directement dans ce cours de la lutte des classes où la révolution sociale et la révolution politique sont à l'ordre du jour, mais où, dans les pays capitalistes, la propriété reste aux mains de la classe bourgeoise et, dans les Etats ouvriers déformés ou bureaucratiques, où le commandement est entre les mains d'une caste usurpatrice. Ainsi, ce procès a un caractère contradictoire. La bureaucratie a pu obtenir les « aveux » des militants, écrasés sous le poids de la machine judiciaire, et elle a réellement touché l'opposition par une répression systématique. Cependant, par son échec final, le procès lui-même s'est retourné contre ceux qui l'avaient organisé et devient, dès lors, un élément d'approfondissement de la crise de la bureaucratie.

## vers une nouvelle opposition

L'hétérogénéité, l'instabilité de la bureaucratie, la diversification croissante qui s'effectue en son sein, les dissensions que suscitent dans ses rangs les pressions de l'impérialisme pour la mettre au pas engendrent un double phénomène, apparemment contradictoire : d'un côté la nécessité pour maintenir son homogénéité politique d'un bonapartisme bureaucratique qui lui impose de l'extérieur sa férule et sa règle (Staline hier et son ombre évanescence qu'est aujourd'hui Brejnev), de l'autre la manifestation permanente de tendances centrifuges auxquelles — la Hongrie de 1956 l'a montré comme à un moindre degré le « Printemps de Prague » — la montée de la révolution donne une force immédiatement explosive.

### LA TENDANCE REISS ET LA TENDANCE BOUTENKO, AUJOURD'HUI

Trotsky, se fondant sur cette hétérogénéité de la bureaucratie coincée entre les classes fondamentales de la société, affirmait l'existence en elle de tendances diverses et contradictoires qu'il caractérisait par deux pôles extrêmes : la tendance Boutenko (émigré passé au fascisme) et la tendance Reiss (dirigeant du Guépéou passé à la Quatrième Internationale et — à la différence de Boutenko bien sûr — assassiné...). La révolution hongroise et polonaise de 1956, le printemps de Prague de 1968, les grandes grèves de la classe ouvrière polonaise de 1970 et de 1976 montrent que cette analyse est toujours juste dans ses fondements : au feu de la révolution montante la bureaucratie tend à se dissocier. Certains de ses éléments passent directement à l'impérialisme (bureaucrates

staliniens polonais, tchèques s'enfuyant aux USA pour y devenir des agents), tandis que d'autres rejoignent le combat des travailleurs. Imre Nagy fut pendu par le trône démocratique Kadar pour ce crime.

La même division ne peut manquer d'apparaître en URSS, mais il est certain que les données s'en sont modifiées depuis 1936. La différenciation sociale en particulier au sein de la bureaucratie elle-même s'est considérablement accrue. Les couches inférieures de la bureaucratie, chargées de l'encadrement immédiat des paysans dans les kolkhozes et des travailleurs dans les ateliers, ont des conditions d'existence légèrement supérieures à celles des travailleurs qui sont sous leur botte et leur trique. Pendant ce temps, les sommets festoient avec une impudence et une avidité de plus en plus tapageuses et intolérables. Lorsque Brejnev décida en 1973 la liquidation du potentat géorgien local Mjavanadzé, son successeur, le policier Chevardnadzé, put aisément s'appuyer, pour déloger les milliers de comparses de Mjavanadzé et les mettre en prison, sur la corruption effarante que le satrape et ses sbires avaient instaurée, sur les inimitiés qu'ils s'étaient ainsi assurées. Fin septembre 1977 d'ailleurs, Chevardnadzé se plaignait dans la « Pravda » de la vigueur des tendances au retour à la propriété privée en Géorgie... La trique bureaucratique ne peut régler les problèmes que sa domination engendre elle-même.

Pour la quatrième et la cinquième génération de bureaucrates apparus depuis la révolution d'Octobre, celle-ci n'est plus qu'un lointain passé, une référence purement verbale, un rituel creux. Les aspirations à rejoindre les capitalistes, à les singer, ont remplacé pour eux le slogan « re-

joindre et rattraper l'économie capitaliste ». Chez eux la « tendance Boutenko » procapitaliste est très largement majoritaire. Sans aucun doute.

Avec toute la prudence que nécessitent pareilles comparaisons, la situation rappelle quelque peu celle de la fin du 18<sup>e</sup> siècle dans le clergé : la masse des curés réduits à la « portion congrue » chargés d'abêtir les paysans, lorgnaient avec haine et envie les brillants évêques et archevêques qui, au nom du Christ, menaient fastueuse existence avec maîtresses, carrosses et bijoux, dans un luxe délirant.

---

### **DES PROPOSITIONS « ENTIÈREMENT INACCEPTABLES »**

---

L'adoption d'une nouvelle constitution soviétique (après onze ans d'efforts patients de Brejnev, succédant aux efforts infructueux de Khrouchtchev dans le même sens) témoigne d'une double réalité contradictoire : d'un côté la tendance inhérente au bonapartisme qui découle de la domination de la caste bureaucratique : cette caste a besoin d'être politiquement corsetée pour pouvoir parvenir à « tenir » la classe ouvrière et les masses paysannes ; de l'autre sa méfiance pathologique et bien compréhensible devant les nécessités de ce bonapartisme et ses rudes conséquences possibles pour elle-même, et sa crainte que les mesures, indispensables pour elle, à l'encontre des masses ne créent de graves difficultés. La peur de ces difficultés, en retour, renforce les tendances au bonapartisme.

Cercle vicieux d'autant que le bonapartisme stalinien a tiré sa force relative de rapports de forces internationaux défavorables au prolétariat et de rapport de forces internes corollaires fondés sur le découragement ou la prostration de masses sans espoir ni perspective. C'étaient

là les deux sources de vigueur (relative) du bonapartisme stalinien. Brejnev, hélas pour lui, ne bénéficie pas des mêmes conditions, même si la désorganisation politique totale que le stalinisme a réussi à instaurer dans les rangs de la classe ouvrière conforte quelque peu la clique du Kremlin. Mais le fond des rapports n'en est pas radicalement modifié. Et cela donne au bonapartisme de Brejnev un aspect débile et sénile.

La discussion ouverte dans les colonnes des journaux sur la Troisième Constitution l'a, à sa manière, souligné. En conclusion de ses travaux, la commission de révision a souligné que des propositions avaient été écartées car elles étaient « entièrement inacceptables ». Etant donné que la constitution brejnevienne marque un renforcement encore accentué de l'Etat et de ses prérogatives, on peut à bon droit penser que ces propositions « entièrement inacceptables » allaient dans un sens strictement inverse. On sait d'ailleurs que certaines des propositions reçues par la commission demandaient l'instauration d'un système strictement égalitaire de salaires et de rémunérations. La « Pravda » du 19 juin publiait la demande d'un avocat, que soit inclus dans la constitution un article précisant que tout inculpé est a priori considéré comme innocent. Plusieurs autres correspondants appuieront la même demande. Un autre souligne que l'inculpé doit bénéficier de la présence d'un avocat tout au long de la procédure d'instruction (c'est-à-dire en termes clairs dès qu'il est tombé entre les mains du KGB). Un autre demande que les chefs de département dans les usines soient élus par les travailleurs.

Le contenu des propositions publiées, l'intérêt même de leur seule formulation, ce qu'elles laissent deviner du contenu possible des suggestions déclarées « entièrement inacceptables », soulignent l'aspect suspendu de la crise politique du Kremlin. La discussion de la constitution la plus totalitaire est l'occasion

d'une expression de désaccords et de revendications politiques qui émanent certes, pour la plupart, de l'intérieur même de la bureaucratie, mais qui reflètent de façon plus ou moins déformée des aspirations et des intérêts des masses. Des couches entières de la bureaucratie regimbent devant le bonapartisme brejnevien et devant l'emprise du KGB en même temps que fort probablement ces deux phénomènes politiquement complémentaires sont aussi concurrents. On l'a vu publiquement et de façon assez étonnante au mois de septembre.

---

### CE QU'IL PEUT ADVENIR DES DISCOURS D'UN PRESIDENT DU KGB

---

Le vendredi 22 septembre, Andropov, président du KGB, prononce au Bolchoï un grand discours émaillé d'un très long passage contre les « dissidents », extrêmement violent, et qui les accuse d'être des agents stipendiés de l'impérialisme. Ce discours annonçait, en bonne logique, une vaste opération contre ce qui reste de l'opposition. Le discours parut le lendemain dans des conditions assez étranges : dans la « Pravda », le discours était publié en page 2 seulement, alors que d'ordinaire il commence par s'étaler largement en page 1 et, dans le rituel bureaucratique, ces détails ont du poids. Plus significatif encore, d'autres journaux, comme le journal des syndicats, « Troud », publiait le même jour une version plus courte, tronquée, du discours d'Andropov, sous la forme d'un communiqué de l'agence Tass. Les passages les plus violents contre les dissidents avaient disparu... La comparaison du discours, dans ses deux versions publiées le même jour par des organes diffusés à des millions d'exemplaires, ne pouvait manquer d'être faite. Et il est invraisemblable que personne, dans la bureaucratie, n'y ait pensé. Or, on sait que dans les pays de l'Est, l'expression publi-

que des divergences qui divisent la bureaucratie constitue l'un des facteurs essentiels de mobilisation des masses laborieuses. La liquidation sans phrase de Podgorny, attaché à sa fonction de président du Soviet suprême, et la nomination au poste de vice-président du Soviet suprême d'un vieillard cacochyme et incolore, Kouznetsov, montre que la bureaucratie est consciente du danger. Mais elle n'en maîtrise que très imparfaitement les données.

---

### DE LA REFERENCE A « LA DETENTE » A CELLE AUX ACCORDS D'HELSINKI

---

L'opposition a commencé à se disloquer de par les liens mêmes qui la rattachent à la bureaucratie, tant dans son origine que dans son « programme ». Ce qui rendait et ce qui rend le combat des opposants intolérable pour l'appareil c'est qu'en réclamant le respect des droits démocratiques élémentaires, il ouvre la voie — et la voix, sans jeu de mots — aux masses réduites au silence, désorganisées, émiettées...

Tant qu'elle centra son activité sur ce terrain, l'opposition put à la fois garder une certaine unité et se maintenir sur des positions ne remettant pas en cause les conquêtes de la révolution d'Octobre, donc, par là même, favorables à leur régénérescence..., fût-ce de façon parfaitement inconsciente. Mais le « programme » de l'opposition comportait, nous l'avons vu, des éléments produits de la pression directe de l'impérialisme et de la bureaucratie, qui portaient en germes l'éclatement et la dislocation futurs. Le lien le plus décisif s'est révélé en cette période pré-révolutionnaire être la « détente », c'est-à-dire l'entente réactionnaire entre l'impérialisme et la bureaucratie. Sans doute, pouvait-on dire ou croire qu'il ne s'agissait là que d'affirmations tac-

tiques. L'avenir a démontré qu'il n'en était rien.

De Roy Medvedev à Boukovski, rappelons-le, toute l'opposition se réclamait de la détente. Roy Medvedev expliquait et explique sans fard les positions d'une aile de la bureaucratie sur ce point; d'autres opposants, comme Maximov, Boukovski et aujourd'hui Pliouchtch expriment les positions de l'aile de la bureaucratie la plus directement favorable à la restauration du capitalisme en URSS. Cela mène Medvedev à soutenir politiquement les « efforts » diplomatiques de la bureaucratie stalinienne sur l'arène internationale, comme cela mène Maximov, Boukovski ou Pliouchtch, la quasi-totalité des émigrés, à réclamer une attitude ferme de l'Occident — c'est-à-dire de l'impérialisme américain — dans la détente vis-à-vis de l'URSS, à protester contre l'attitude trop complaisante des puissances capitalistes dans le commerce avec l'URSS, bref à se placer sur les positions du sénateur Jackson, dit Boing-Boing aux USA.

N'est-il pas significatif qu'au moment même où les opposants soviétiques émigrés ont décidé de centrer leur « lutte » sur le thème de l'application des accords d'Helsinki, sur la pression à exercer à l'encontre de la Conférence de Belgrade, ils aient abandonné toute lutte pour la défense des libertés démocratiques en URSS, abandonné toute campagne pour la défense de tel ou tel des emprisonnés, de telle ou telle victime de la répression, subordonnant ce type d'activité à la Conférence des signataires des accords d'Helsinki, accords parfaitement réactionnaires qui visent à maintenir le statu quo politique et social en Europe, sous la houlette conjointe de Carter et de Brejnev, et sous la pression croissante des USA pour modifier cet équilibre en leur faveur.

Dès qu'ils abandonnaient leur combat pour la défense des libertés démocratiques élémentaires, qui avait

donné naissance à l'opposition et qui l'avait cristallisée lors du procès Guinzbourg-Galanskov en 1968, les « dissidents » ne pouvaient que laisser libre cours au reste de leur programme, c'est-à-dire à tout l'héritage qu'ils avaient reçu de la bureaucratie, au premier chef « la détente ». Ils évoluaient ainsi à contre-courant de la tendance des rapports, tels que la Pologne les a mis à vif, entre les masses et les appareils bureaucratiques des pays de l'Est et se voyaient ainsi rejetés brutalement vers la droite, quasiment expulsés de toute activité politique indépendante, réduits à des groupuscules de pression éparpillés le long des lignes de force de l'accord réactionnaire entre l'impérialisme et la bureaucratie qui porte le nom de détente. La pression de l'impérialisme s'exerçant de plus en plus vivement, ... les effets n'ont pas manqué de s'en faire sentir dans l'opposition émigrée...

---

## UN TRIPLE CONFLUENT

---

L'opposition est ainsi de plus en plus en retard sur le développement réel de la lutte des classes dans les pays de l'Est, à commencer par la Pologne et la Tchécoslovaquie. Cela a amené de nombreux opposants à se réfugier dans le silence, comme Soljenitsyne. Ce qui mûrit en URSS aujourd'hui et à quoi prétend répondre la nouvelle constitution, c'est une situation à la polonaise compte tenu du fait que la bureaucratie du Kremlin est beaucoup plus enracinée et plus puissante que celle de Varsovie ou de Prague, et qu'en même temps, elle concentre en elle de plus en plus les contradictions des bureaucraties nationales qu'elle tient à bout de bras.

C'est pourquoi l'opposition née en 1965 arrive aujourd'hui à sa fin, et on peut sans risque d'erreur important prévoir l'apparition d'une nou-

velle opposition née au triple confluent :

a) d'éléments de l'appareil dégagés par la crise, les remous internes de la bureaucratie, l'immobilisme exacerbé d'une direction sénile qui en même temps recule pied à pied sous la pression de l'impérialisme ;

b) de la montée de la résistance ouvrière « à la polonaise » et de la résistance à la russification dans une URSS où plus de la moitié de la population soviétique est constituée de nationalités opprimées ;

c) des contre-coups de la déstabilisation manifeste en RDA, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Roumanie et des échos qu'elle suscite en URSS, ainsi que les luttes des travailleurs et de l'opposition.

---

## RECONSTRUIRE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

Au printemps de 1977, près de cent ouvriers roumains ont signé la lettre rédigée par Paul Goma en soutien à la Charte 1977. On peut juger par là de la profondeur des mouvements moléculaires qui agitent la classe ouvrière de ce pays soumis à la terreur d'un appareil policier recruté pour l'essentiel dès 1945-1948 chez les anciens gardes de fer du maréchal Antonescu et au bonapartisme délirant de Ceaucescu... Comme les grèves des ouvriers polonais,

comme la résistance des travailleurs tchécoslovaques, il ne s'agit pas là de processus étroitement nationaux, mais de signes d'une lame de fond qui, avec des variantes de formes et de délais, monte plus ou moins lentement, plus ou moins fort du sein des masses laborieuses de tous les pays de l'Est. L'exacerbation, la volonté de combat est plus ou moins grande. Mais là où elle atteint déjà la limite de l'explosion, comme en Géorgie ou en Pologne, la seule force qui la retient et la freine, c'est l'absence de perspectives politiques, c'est-à-dire l'absence d'un but clair et précis et donc d'une organisation capable de formuler ce but comme les moyens d'y parvenir.

C'est là un problème dont nul ne peut nier l'ampleur et la gravité. Un problème dont la solution, ou le début de solution est de plus en plus urgent et crucial. D'autant que la lame de fond s'approche inéluctablement. Entre cette vague qu'elle sent venir et la pression accrue de l'impérialisme, la bureaucratie, apeurée et brutale, tend à se déchirer, et à se disloquer. Là est la voie de la révolution politique, sur laquelle, pour assurer la défense des conquêtes de la révolution et leur régénéscence, l'OCI se doit d'aligner son combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

**Jean-Jacques Marie,**  
le 25 octobre 1977.





LA DICTATURE DU PROLETARIAT LA BUREAUCRATIE

A PROPOS  
DE L'ABANDON DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT  
ET DES « POLEMIQUES »  
QU'IL A SUSCITE  
AU SEIN DE L'APPAREIL INTERNATIONAL DU KREMLIN

# la dictature du prolétariat et la bureaucratie du Kremlin

## 2<sup>e</sup> partie : pour le collectivisme !

par Michel LANCRAY

*Dans un premier article, nous avons vu comment Marx, Engels, Lénine, Trotsky posent la question de la dictature du prolétariat, polémiquant avec acharnement sur ce point contre tous les révi-sionnismes et tous les opportunismes dont l'aboutissement est toujours la préservation de l'Etat bourgeois.*

*Nous avons examiné la réalité de la politique, dite « eurocommuniste », des partis staliniens d'Europe et du Japon. Nous avons constaté que les partis staliniens d'URSS et d'Europe de l'Est, qui préservent pour leurs raisons bureaucratiques propres la référence à la dictature du prolétariat, comme ceux qui ont abandonné cette référence « historique », se retrouvent sur une même politique contre-révolutionnaire unifiée de défense des régimes bourgeois en place.*

*Il nous faut maintenant aborder d'autres aspects de cette question, en particulier faire un sort à la conception selon laquelle les partis staliniens seraient candidats au pouvoir, pour mettre en place une « alternative réformiste ».*

Dans leur déclaration commune du 18 novembre 1975, Georges Marchais et Enrico Berlinguer définis-

sent ainsi « l'objectif » qui doit se substituer, pour les partis staliniens français et italien, à la « référence » antérieure à la dictature du prolétariat :

**Août 1971 : Une séance de travail de l'Assemblée populaire de Bolivie, premier soviétique de l'Amérique latine.**

« Communistes italiens et français considèrent que la marche au socialisme et l'édifi-

cation de la société socialiste qu'ils proposent comme perspective dans leurs pays respectifs, doivent se réaliser dans le cadre d'une démocratisation continue de la vie économique, sociale et politique. Le socialisme constituera un stade supérieur de la démocratie et de la liberté, la démocratie poussée « jusqu'au bout ». Dans cet esprit, toutes les libertés, qui sont le résultat soit des grandes révolutions démocratiques bourgeoises, soit des grandes luttes populaires de ce siècle, dont la classe ouvrière a pris la tête, devront être garanties et développées.»

Ils évoquent la « transformation

socialiste » de la société :

« Cette transformation ne peut qu'être l'œuvre de luttes de grande ampleur, de puissants mouvements de masse entraînant autour de la classe ouvrière la majorité du peuple. Elle exige l'existence d'institutions démocratiques pleinement représentatives de la souveraineté populaire, la garantie et l'extension de leurs pouvoirs, le libre exercice du suffrage universel, direct et proportionnel. C'est dans ce cadre que les deux partis, qui ont toujours respecté et respecteront le verdict du suffrage universel, conçoivent l'accession des classes laborieuses à la direction de l'Etat.»

---

## 1- la "démocratie jusqu'au bout", l' "eurocommunisme"... et la LCR

---

Nous avons vu dans un premier article, comment les partis stalinien européens, préoccupés avant tout, pour les besoins de la bureaucratie du Kremlin, de maintenir en l'état les régimes existants en Europe, se souciaient fort peu dans cet effort d'une quelconque cohérence « théorique ».

Ainsi, en France, le PCF s'efforce de tous ses moyens d'empêcher la défaite des partis intégrés à la V<sup>e</sup> République. Leur défaite amènerait inéluctablement l'effondrement du bonapartisme bâtard. L'élection d'une majorité de députés du PS et du PCF serait une victoire politique considérable de la classe ouvrière et des masses exploitées. Elle exprimerait les rapports de force réels entre les classes et donnerait une expression politique nationale centralisatrice des luttes de classe du prolétariat ; elle l'inciterait à balayer les débris de la V<sup>e</sup> République, à porter au pouvoir un gouvernement de ses partis, le PS et le PCF, à

constituer un autre pouvoir, à détruire un autre Etat. Le PCF déchaine toutes ses forces pour empêcher cela, mais sa politique est soigneusement camouflée par tous ceux qui ont pour mission d'alimenter les préjugés et illusions des masses. Ainsi, tous les journalistes bourgeois s'efforcent de présenter comme « dures » (contre le capitalisme) les agressions de Marchais contre le PS et contre les aspirations des masses à l'unité du PS et du PCF.

---

### DES GENEURS « NON SIGNIFICATIFS »

---

Pour les partis et journaux bourgeois, présenter systématiquement Marchais comme combattant pour le pouvoir, c'est aider le même Marchais à conserver le contrôle du PCF sur la classe ouvrière, alors que les larges masses rejettent la politique de division visant à maintenir Giscard-Barre au pouvoir.

Voilà pourquoi, en octobre, Georges Marchais repousse au Parlement une « opposition stérile et systématique » à Barre, et présente un contre-projet de budget sur UN AN, c'est-à-dire dans l'orientation fixée par Barre d'un budget d'austérité « ne tenant pas compte des échéances électorales ». Ce budget présente la particularité que, n'ayant pas pour préalable un quelconque changement de gouvernement, il est donc proposé à l'application PAR le gouvernement actuel. Ce que confirme, dans « L'Humanité » du 14 octobre, la bande dessinée souvent fort instructive, intitulée « les Affreux », où l'un des « affreux » staliniens tend à Barre le budget de Marchais : « voilà un budget constructif, discutons-en »...

Bien entendu, de « L'Humanité » au « Figaro », on ne retiendra de cet épisode que les propositions budgétaires « à gauche » du PS. Celui-ci, s'abstenant sur les propositions du PCF, sera taxé par le PCF de refuser le « choix de classe », accusé d'un nouveau « tournant à droite ». Mais ce ne sont pas seulement les journalistes bourgeois qui décernent au PCF un brevet certifiant sa volonté de prendre le pouvoir et de « battre la droite ».

D'autres également, après mûr examen, ont conclu que les dirigeants du PCF souhaitaient très fermement occuper les sièges ministériels. Nous voulons parler de l'analyse faite par la LCR, voici cinq ans, lors de la signature du Programme commun de l'Union de la gauche, comme d'une « alternative globale réformiste », analyse toujours en vigueur.

Comme on le sait, cette analyse s'oppose à celle de l'OCI qui voit dans l'Union de la gauche sans rivage à droite, dans l'alliance PCF-PS-Radicaux de gauche-Gaullistes de gauche, une nouvelle incarnation du Front populaire, c'est-à-dire de l'alliance contre-révolutionnaire des partis ouvriers avec les partis dits « dé-

mocratiques » du capital financier pour étrangler la révolution prolétarienne.

Comme on le sait, la présence des Radicaux et Gaullistes de gauche gênant la théorie LCR « d'alternative globale réformiste », nos théoriciens se sont aisément débarrassés des généraux « théoriques » en les déclarant « non significatifs ».

Voyons comment, dans « Rouge » du 20 octobre 1977, Denis Berger justifie l'appui donné par la LCR à l'Union de la gauche :

« L'Union de la gauche scellée en 1972 semble ne rappeler en rien les alliances du passé, tant les différences abondent avec 1936 ou 1945. »

Comme, néanmoins, il pourrait se trouver des militants LCR qui, embarrassés de ce soutien « significatif » aux Radicaux et Gaullistes de gauche « non significatifs », ne seraient pas frappés par cette évidence, Denis Berger poursuit :

« Toutefois, plutôt que de répéter que ni le PC, ni le PS, ni les radicaux, ni leur Programme commun ne sont comme avant, il est préférable de voir ce qui est effectivement nouveau, et quelles conséquences cela entraîne.

#### « UN REFORMISME CONSEQUENT.

« C'est du côté des communistes français qu'il faut chercher d'abord. L'eurocommunisme, voilà l'innovation. Ce terme étrange renvoie à une réalité concrète : aujourd'hui le PCF, comme ses homologues d'Espagne ou d'Italie, fixe ses perspectives d'abord en fonction de ce qui se passe sur le plan national et ouest-européen. Ce sont les rythmes d'évolution de cette zone, de même que les institutions bourgeoises qui y existent, qui lui importent. Il n'a pas rompu avec l'URSS ; sa dénonciation des tares de la société soviétique ne prend pas la forme d'une critique du stalinisme. Il conserve de son passé un ensemble

« Le lundi 19 mai, pendant la conférence de presse du Général, l'Union des syndicats CGT de la Seine a invité les travailleurs à débrayer dans toutes les entreprises. Le mardi 27 mai, la CGT lance un mot d'ordre de grève pour 14 heures. Les deux manifestations ont des traits communs : le 19, l'UD de la Seine appelle les travailleurs à se rassembler « sur le lieu de travail » et à constituer des comités anti-fascistes. Aucune manifestation extérieure donc, tout comme le 27. Le fait est d'autant plus caractéristique que dans le même numéro de « L'Humanité » qui publie l'appel de l'UD est reproduit le communiqué gouvernemental interdisant les manifestations publiques, accompagné du commentaire suivant : « Singulière conception de la défense républicaine que celle qui consiste à laisser l'apprenti dictateur de Gaulle tenir une conférence à Paris et à interdire à la classe ouvrière, aux démocrates et aux organisations de manifester pour la République dont ils sont la sauvegarde essentielle ». Nonobstant quoi, l'UD et le PC se plient devant ces « singulières conceptions » et les font leur dans la pratique ! » (...) « Or, la direction du PCF et de la CGT eurent au moins une occasion de déclencher un mouvement de grève plus large que le simple courant stalinien : c'est le 30, à l'occasion de la grève lancée par la FEN. Or, lorsque les dirigeants de la FEN avertissent L. Mauvais de leur décision, celui-ci se contenta d'applaudir à une initiative qu'il s'est bien gardé de reprendre » (R. Langlade, « Comment de Gaulle a pris le pouvoir »).

de pratiques bureaucratiques parfaitement enracinées. Mais, pour déterminer sa politique, il tient compte prioritairement des impératifs de la situation française. Le temps n'est plus où un télégramme venu de Moscou modifiait d'un coup la ligne du parti. C'est là un retournement capital. »

Telles sont, selon Denis Berger, les sources de ce « réformisme conséquent » du PCF, déterminé avant tout à l'instar d'un parti social démocrate, par les besoins de la bourgeoisie française.

---

#### LA « REMARQUABLE TENACITE » DU PCF, SELON LA LCR...

---

C'est à partir de 1958 que le PCF, selon Denis Berger, commence sa lente ascension vers la conquête d'une majorité « réformiste » au Parlement :

« La victoire du général-président, en l'absence de réactions ouvrières notables, signifie une condamnation de fait de la politique du PCF suivie depuis la Libération. »

Denis Berger n'a pas l'excuse d'être un « enfant de mai 68 ». Ses souvenirs se sont sans doute pourtant estompés. A lire cette phrase, on comprend que malgré les efforts du PCF pour susciter une « réaction ouvrière notable » à la prise du pouvoir par de Gaulle, celui-ci a pu triompher de cette opposition.

Aidons-le à rafraîchir sa mémoire en rappelant, on le trouvera ci-contre, ce que firent les dirigeants du PCF en mai 1958...

Mais l'histoire et les faits sont sollicités et tordus dans un but précis. Pour les besoins de l'heure, il s'agit de montrer que l'offensive de Marchais contre l'unité du PCF et du PS est guidée par le souci du même Marchais de conquérir le pouvoir

par les voies électorales. Tant vaut la fin de Berger, tant valent ses moyens.

Et poursuivons notre intéressante lecture... La victoire de de Gaulle

« s'accompagne d'un recul électoral massif : plus d'un million et demi de voix perdues lors des premières élections de la V<sup>e</sup> République. Ce sera le déclin si le tournant n'est pas effectué. C'est donc à l'intérieur du système que les communistes français cherchent la voie d'un renouveau. La loi électorale en vigueur exclut qu'ils puissent conquérir, pas même une majorité, mais seulement un poids parlementaire conséquent sans passer des alliances. Dès 1962, Waldeck Rochet parle de Programme commun. Avec une ténacité remarquable, le PCF cherche à le faire passer dans les faits ».

Intéressante contribution à la louange de l'eurocommunisme : c'est en fait à 1962 que Denis Berger fait remonter l'époque où le PCF « tient compte prioritairement des impératifs de la situation française », sans se soucier des « télégrammes de Moscou ». Que ne remonte-t-il plus loin ?...

Proposons-lui de nouvelles formulations historiques : « De 1929 à 1933, les dirigeants du Parti communiste allemand, sourds aux injonctions de Staline, cherchaient une stratégie électorale pour conquérir la majorité au Reichstag. Mais le « tournant à droite » du Parti socialiste allemand empêcha cette alliance. »

« L'absence » de réactions ouvrières notables » lors de la prise du pouvoir par Hitler « s'accompagna » de la destruction physique, par milliers et milliers, des militants et cadres du Parti communiste allemand. Seuls des anti-communistes primaires, comme dirait Georges Marchais, prétendaient hier et aujourd'hui, avec Trotsky et la IV<sup>e</sup> Internationale, que tel était précisément l'objectif de Staline : plutôt Hitler que la révolution prolétarienne allemande, plutôt le

massacre des militants du PCA que le Front unique ouvrier et les soviets en Allemagne.

Ceux qui, avec Trotsky, proclamaient la IV<sup>e</sup> Internationale, le firent sur le constat que la III<sup>e</sup> Internationale, totalement soumise à la bureaucratie du Kremlin, à ses intérêts, était définitivement passée du côté de la défense de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale. La bureaucratie du Kremlin montrait qu'elle préférait voir l'Europe sous la botte fasciste, plutôt que n'y flotte le drapeau des Etats-Unis socialistes d'Europe, régénérant l'Etat ouvrier et extirpant son cancer bureaucratique.

Ceux-là, en 1958, analysèrent la politique du Kremlin et la « ténacité remarquable » de Maurice Thorez puis de Waldeck-Rochet comme visant un objectif précis : installer un ordre bourgeois stable en France avec le bonapartisme gaulliste. C'est pour cette raison que les députés PCF votèrent, le 20 mai, la confiance et les pouvoirs spéciaux au gouvernement Pflimlin, qui allait ouvrir la voie à de Gaulle.

Pas plus qu'en 1933, Staline et Khrouchtchev, à l'époque obscur bourreau de service du prolétariat soviétique, ne se souciaient du massacre de quelques dizaines de milliers de communistes allemands par Hitler, pas plus, pourvu que la lutte de classe prolétarienne fut bloquée en France en 1958, Khrouchtchev ne se souciait de quelques centaines de milliers de voix perdues par le PCF. Mais, à en croire Denis Berger, dès cette époque, sous le masque apparent de l'inféodation à Moscou et les torrents de boue que les staliniens français déversaient sur les ouvriers hongrois massacrés, commençait dans le PCF, avec Waldeck Rochet, la lutte pour « conquérir la majorité parlementaire » sur de Gaulle. Poursuivi avec une « ténacité remarquable » par Georges Marchais, comme on le sait, cette obsession quotidienne les amène à déclarer à l'automne 1977, alors que les partis de la « ma-

ajorité » rassemblent difficilement 45 % des voix : « Un accord électoral n'est pas à l'ordre du jour » (Marchais à France Inter le 13 octobre).

---

### « L'AXE DE L'UNION »...

---

Mais voilà, dit Denis Berger, le PCF « dans l'impasse ».

« Les alliés eux-mêmes ne sont plus les mêmes. Les radicaux de gauche ne sont plus que l'ombre du ventripotent parti radical de naguère. Certes (*sic* : *les adverbess viennent naturellement sous la plume, pour exprimer le mouvement de la pensée*), Robert Fabre et ses amis sont des défenseurs avoués de la libre entreprise. Les prendre pour partenaires signifie que l'on veut rester dans le cadre de l'ordre établi. Ce que confirme le Programme commun dont aucune mesure ne rompt avec la logique du système capitaliste.

« Mais les radicaux de gauche ne constituent pas l'axe de l'union. »

Denis Berger est maladroit : Pourquoi faut-il que, voulant démontrer le caractère « non significatif » des radicaux de gauche (les gaullistes de la « 4<sup>e</sup> composante » étant encore moins significatifs, mieux vaut les ignorer) il utilise le mot « ombre » ? Quel mobile inconscient est venu truffer sa démonstration d'appui au Front populaire-Union de la Gauche, de ce mot malheureux ? Celui précisément que Trotsky employait pour désigner le front populaire espagnol, ou Staline n'avait trouvé que « l'ombre » des partis bourgeois (tous étant gagnés à Franco) pour préparer avec ces « ombres » la victoire de Franco sur les milices ouvrières d'Espagne ?

C'est l'ombre du trotskysme, du programme trotskyste, qui assombrit la mauvaise démonstration de Denis Berger. Mais les lueurs des mass me-

dia bourgeoises, si attentives à souligner l'absence de Krivine dans le meeting central de l'Union de la gauche aux élections municipales, auraient-elles la faculté de chasser ces mauvais souvenirs ?

Une fois écartés, avec un « certes » négligeant, les radicaux de gauche, Denis Berger poursuit par un « mais ». En français, ce « certes » et ce « mais » signifient que « la défense avouée de la libre entreprise « ne » constitue pas l'axe de l'union ».

Celui-ci, écrit Denis Berger,

« est déterminé par les rapports entre le PC et le PS. Un Parti socialiste renoué, dynamique, qui l'emporte sur le Parti communiste dans les élections, qui a reconquis une certaine audience dans la classe ouvrière. Un parti de gouvernement plus que jamais, mais à l'échelle du capitalisme en crise. Un parti dont la pensée profonde est modulée par les technocrates qui, derrière Mitterrand, sont prêts à gérer l'Etat bourgeois, quitte à le mettre sur d'autres rails que Barre ».

---

### L'EXTREME-GAUCHE DE L'UNION DE LA GAUCHE

---

« Face à cette situation, le PCF se trouve dans une impasse telle qu'il n'en a jamais connue lors des périodes unitaires antérieures. Georges Marchais a dit qu'il n'aurait pas de stratégie de rechange. C'est vrai. Il ne peut renoncer à venir au gouvernement sans **RUINER SES QUINZE ANS D'EFFORT** (*souligné par nous : on se souvient par exemple des efforts désespérés du PCF pour chasser de Gaulle en 1968 et venir au gouvernement !...*).

Avant le mot de la fin de cette éblouissante démonstration, arrêtons-nous un instant. Après les « certes » et les « mais » ; il y a le « face ». Le PCF serait « face » au PS qui,

lui, « est prêt à gérer l'Etat bourgeois » ? « Face » à cela, le PCF serait « dans l'impasse ». En français toujours, le mot « face » est synonyme d'opposition, voire d'hostilité. Alors, Denis Berger, par quelle politique le PCF fait-il « face » à la gestion de l'Etat bourgeois ?

Par une politique que Denis Berger a indiquée en sous-titre, mais que ne vient relayer aucune démonstration : « un réformisme conséquent ».

Cette politique est, « face » à la « gestion de l'Etat bourgeois », telle sans doute, camarade Berger, que la conçoivent Schmidt, Wilson et Soares ?... Pourquoi ne pas saisir les arguments qu'on vous tend ?

Las, il faut bien que Denis Berger soit un peu plus « à gauche » que Marchais avec ses « efforts tenaces de quinze ans » pour venir au gouvernement !

Voici donc le mot de la fin :

« Mais ce ne peut être que pour faire une politique QUE L'ON PEUT BIEN QUALIFIER DE BOURGEOISE PUIS-QUELLE N'ENVISAGE pas de remettre en cause le CADRE de l'Etat bourgeois. »

Mesdames et messieurs des mass media, vous comprendrez qu'il faut bien que nous soyons un tout petit peu « trotskystes ». Nous disons que Marchais est à gauche de Mitterrand, mais il nous faut tout de même dire « qu'on peut bien » (si l'on y tient vraiment) « qualifier de bourgeoise » sa politique. Nous faisons bien la différence : Mitterrand veut « gérer l'Etat bourgeois », tandis que « face » à lui, dans « l'impasse », le PCF « n'envisage pas de remettre en cause le cadre de l'Etat bourgeois ».

Notez bien, s'il vous plaît, que nous avons dit « certes », « mais » et « face ». On « peut bien » en échange qualifier un tout petit peu de « bourgeoise » la politique du PCF. Il n'y a vraiment pas là de quoi nous priver de notre place, à l'extrême gauche de l'Union de la gauche !

Examinons maintenant de plus près les « efforts tenaces » de trois partis staliniens pour aller au gouvernement.

Elargissant un peu le cadre de ses préoccupations « nationales » et « ouest-européennes » prioritaires, comme dit Denis Berger, le PCF a envoyé au Japon, en octobre 1977, Charles Fiterman pour faire état, au Congrès du PCJ, des « préoccupations convergentes » du PCF et du PCJ.

---

### L'« EUROCOMMUNISME » DU PARTI STALINIEN JAPONAIS

---

« L'Humanité » consacre, le 18 octobre, une page entière à une interview du secrétaire général du PCJ à la veille de son Congrès. Comme on le sait, une crise violente de décomposition frappe le régime parlementaire japonais, où le parti majoritaire est discrédité par une succession de scandales financiers et politiques. Après avoir noté que le parti conservateur est passé de 57,8 % à 41,7 % de 1958 à 1977, Kenji Miyamoto poursuit :

« De ce fait, une question se pose à laquelle s'intéresse beaucoup la « grande presse » : quelle forme politique prendra le gouvernement lorsque le PLD perdra la majorité absolue des sièges ? Les forces réactionnaires s'y préparent. De multiples propositions sont avancées, y compris parmi les partis d'opposition. L'alle droite du Parti socialiste et les partis centristes anticommunistes (le Parti démocrate-socialiste et le Komeito) ont déjà créé l'Association pour un nouveau Japon qui cherche à isoler le Parti communiste dans la perspective d'un gouvernement de coalition avec la droite. D'autre part, le Parti libéral-démocrate a connu une petite scission qui a donné naissance au Nouveau Club libéral, formation qui a remporté un

certain succès au cours des élections générales de l'an passé. Par ailleurs, il y a eu, lors des récentes élections sénatoriales auxquelles vous faites allusion, multiplication des listes et des candidats, ce qui a rendu plus obscurs les termes de l'alternative.

« Notre parti appelle à la formation d'un bloc progressiste rassemblant le PC, le PS et les autres forces démocratiques. Les querelles intestines du PS font que celui-ci ne se décide pas. »

Devant cette « impasse », comme dirait Denis Berger, le PCJ est obligé de constater qu'une solution de remplacement recueillerait pour le moment les suffrages populaires :

« Alors que la crise s'aggrave et que s'aiguisent les souffrances du peuple japonais, les forces de gauche ne sont pas encore parvenues, du fait du PS, à montrer des perspectives nouvelles qui soient CREDIBLES.

« Un autre facteur est révélé par un sondage d'opinion réalisé pendant la campagne des élections sénatoriales. Une NETTE MAJORITE des personnes interrogées se prononce en faveur d'une « grande alliance » allant du PLD aux socialistes, une minorité pour l'alliance PS-PC. S'il est vrai que la crise est la crise du capitalisme monopoliste d'Etat, il existe encore dans notre peuple des illusions sur les possibilités de résoudre les difficultés dans le cadre du pouvoir des monopoles. Nous pouvons dire qu'il y a chez nous un manque d'expérience qu'aggrave l'absence d'union des forces démocratiques. » (Ce qui est souligné l'est par nous - NDLR.)

Or, dit Miyamoto, ce qui est nécessaire au Japon c'est la constitution d'un « front uni national et démocratique ». Les forces constituant ce front uni doivent disposer d'une « majorité parlementaire stable ».

Cette « majorité stable » vers laquelle Miyamoto déploie ses « efforts

tenaces » n'existe pas. Il ne reste plus qu'à boucler la boucle :

« Il faut respecter le verdict des élections et le pluralisme politique, défendre et étendre la démocratie et les libertés. »

Conclusion « à mière » :

« Nous disions auparavant qu'il serait possible de constituer un gouvernement démocratique dans les années 1970. Le calendrier sera peut-être un peu retardé, mais la constitution d'un tel gouvernement est inévitable. »

Si nous comprenons bien les « eurocommunistes » japonais, dont Charles Fiterman vient d'assurer que leurs « préoccupations convergent » avec celles du PCF,

a) la crise s'aggrave, il va falloir changer de gouvernement,

b) pas de gouvernement PS-PCJ possible : le PS ne veut pas,

c) des forces réactionnaires proposent une large alliance du PLD conservateur aux socialistes,

d) une « nette majorité » de la population soutient ces « forces réactionnaires »,

e) il faut pour le moment respecter le verdict PLD des urnes, verdict auprès duquel la « majorité » française, avec ses 46 %, fait figure de gouvernement bénéficiant d'une large popularité,

f) il faut renvoyer aux années 1980 un gouvernement alliant le PCJ, le PSJ « et les autres partis démocratiques »,

g) si, d'ici là, le PLD s'effondre, il faudra respecter le « pluralisme » et la « nette majorité » du peuple favorable à une « grande alliance » sans le PCJ...

Notons, pour l'analyse de Denis Berger, que sur cette politique, le PCJ vient d'enregistrer un net recul aux élections. Et attendons l'article de Denis Berger qui montrera com-



ment le PCJ va commencer ses efforts tenaces pour le « renouveau » et la conquête du pouvoir.

---

### « LA DEMOCRATIE JUSQU'AU BOUT »

---

Revenons au PCF et au PCI.

Constatons que si, pour les journaliers ou la LCR, experts en « eurocommunisme », le PCF se détermine prioritairement, selon des critères nationaux, pour une alliance parlementaire lui permettant de mettre en œuvre une « alternative réformiste globale », les intéressés sont beaucoup moins soucieux de la qualité de leurs alliances.

Ainsi, la « tactique » officielle du PCI dans le soi-disant objectif d'un gouvernement « réformiste » consiste pour l'heure à appliquer un accord de gouvernement conclu avec les équivalents italiens de Giscard, Lecanuet, J.J.-S.S., etc...

De son côté, le PCF dont la « tactique » officielle pour installer un soi-disant gouvernement « réformiste » consiste dans l'Union de la gauche, s'en prend formellement tous les jours aux partis réactionnaires des Andreotti, Zaccagnini et autres Moro français.

Ils ne s'en portent pas plus mal et chacun d'eux approuve chaleureusement ce que fait l'autre. C'est qu'ils estiment, en effet, eux, que la « stratégie » est ailleurs :

« Les deux partis développent leur action dans des conditions concrètes différentes, et de ce fait, chacun d'eux met en œuvre une politique répondant aux besoins et aux caractéristiques du pays. Dans le même temps, luttant dans des pays capitalistes développés, ils constatent le caractère commun des problèmes essentiels qui leur sont posés et la concordance des solutions qu'il convient de leur apporter. »

Force nous est de constater que, tant dans la déclaration PCF-PCI de novembre 1975, que dans la déclaration PCF-PCJ d'avril 1976, tant dans le meeting Marchais-Berlinguer à Paris que dans le meeting Marchais-Miyamoto à Tokio, les partis staliniens jugent que « l'essentiel » est ailleurs que là où le voit la LCR.

L'essentiel « stratégique », c'est la « démocratie jusqu'au bout », indépendamment des aléas d'alliances et de gouvernements. Et qu'est-ce donc que la « démocratie jusqu'au bout » ? C'est la réponse à « la crise des institutions de la vie civile », disent Marchais et Berlinguer. Ce n'est pas une formule gouvernementale, mais une formule ETATIQUE. C'est la préservation à tous prix, quels que doivent être les tournants, les reniements, les contradictions, les crises dans les PC, des institutions de l'Etat bourgeois.

La démocratie jusqu'au bout c'est : Giscard-Barre jusqu'au bout, le PLD japonais jusqu'au bout, Andreotti jusqu'au bout, Suarez jusqu'au bout, Videla, Bermudez, etc., jusqu'au bout. Voilà l'objet des « efforts tenaces » des partis staliniens, voilà « l'impasse » où ils veulent conduire, si possible jusqu'aux années 80, comme dit Miyamoto, les prolétariats des pays ouest-européens, asiatiques, latino-américains, etc.

---

### FACE A LA REVOLUTION EUROPEENNE

---

Tels sont les efforts désespérés de la bureaucratie du Kremlin et de ses agences nationales que sont, PLUS QUE JAMAIS, les PC, pour différer la crise révolutionnaire qui, dans plusieurs pays de l'Europe de l'Ouest, affleure déjà, mais ne pourra être limitée à ces pays car elle mûrit dans tous les pays européens à l'Ouest comme à l'Est ainsi qu'en témoignent les grèves des mineurs roumains, des métallos polonais, et aussi la résistance du prolétariat de l'URSS à la bureaucratie et la crise de celle-

ci. Chacune des crises révolutionnaires qui affleurent ou mûrissent dans tous les pays d'Europe, avec leurs particularités, et leurs rythmes propres, qu'elles mettent en cause le capital, la bourgeoisie, le mode de production capitaliste, ou les bureaucraties parasitaires font partie de la même chaîne, celle de la révolution prolétarienne en Europe, la révolution européenne. La révolution européenne est inévitable : la retarder le plus possible, la défaire, tel est le contenu de la politique des PC européens, en plein accord, et pour cause, avec le Kremlin, baptisée « eurocommunisme ».

Précisément, la victoire de la révolution prolétarienne en chaque pays d'Europe, et à l'échelle du continent, exige que soit établie ou rétablie dans les pays d'Europe, la dictature du prolétariat, la démocratie des conseils, des soviets : la question de la dictature du prolétariat, des voies et des moyens qui y conduisent est devenue de ce fait une question politique d'une brûlante actualité. Les PC ont pris position : ils sont contre et le proclament. Ils sont contre lorsqu'ils soutiennent les gouvernements et les régimes en place. Ils seront contre demain, au nom de la « démocratie jusqu'au bout », au nom des « fronts populaires » et autres « unions de la gauche » ; ils justifieront leurs tentatives de défendre les dernières ressources, les derniers remparts de l'ordre bourgeois, l'Etat bourgeois. Il leur faudra monter au niveau gouvernemental et ministériel pour dé-

fendre l'Etat bourgeois contre les masses qui le mettent en cause et tenteront de le détruire, de lui substituer leur propre Etat, celui de la dictature du prolétariat, celui de la démocratie des conseils, des soviets. Ces « démocrates jusqu'au bout » viendront alors justifier toutes les tentatives pour défendre la dernière ressource, le dernier rempart de l'ordre bourgeois et de l'Etat, le Front populaire. Et, à l'heure où il leur faudra enfin monter au créneau gouvernemental et ministériel pour défendre l'Etat bourgeois que les masses prendront d'assaut, les « démocrates jusqu'au bout » défendront jusqu'au bout les derniers vestiges de l'Etat bourgeois contre les nouvelles « institutions de la vie civile » que seront les soviets de la révolution prolétarienne.

Voilà la « stratégie » du PC, que l'on peut bien qualifier de stalinienne, de contre-révolutionnaire, digne continuateur des exterminations des bolcheviks, de la division « jusqu'au bout » donc jusqu'à Hitler, du mouvement ouvrier allemand.

Ce que les partis staliniens présentent comme leur objectif (la restauration de la démocratie parlementaire) est une chose. Ce qui est leur véritable objectif (la préservation dans leurs FORMES ACTUELLES de tous les Etats bourgeois) en est une autre.

Mais venons-en précisément au parlementarisme. Prenons son pouls historique, soixante ans après que Lénine ait écrit « La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky ».

## 2 - faillite du parlementarisme

Les euro-staliniens Marchais, Berlinguer, Miyamoto parlent d'un « stade supérieur » de la démocratie.

« Il est naturel qu'un libéral parle de « démocratie » en gé-

néral. Un marxiste ne manquera jamais de demander : « Pour quelle classe ? ». Chacun sait, par exemple — et « l'historien » Kautsky le sait également —, que les insurrections et même les grandes effervescences des

esclaves de l'Antiquité révélaient aussitôt l'essence de l'Etat antique, à savoir la *dictature des esclavagistes*. Cette dictature abolissait-elle la démocratie parmi les propriétaires d'esclaves, pour eux ? Tout le monde sait que non. Le « marxiste » Kautsky a énoncé une absurdité et une contre-vérité, parce qu'il a « oublié » la lutte des classes...

« Pour que l'affirmation libérale et mensongère de Kautsky devienne marxiste et conforme à la vérité, il faut dire : la dictature ne signifie pas nécessairement abolition de la démocratie pour la classe qui exerce cette dictature sur les autres classes, mais elle veut dire nécessairement abolition (ou limitation essentielle, ce qui est également une des formes d'abolition) de la démocratie pour la classe à l'égard de laquelle ou contre laquelle la dictature s'exerce. » (*La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, Lénine, tome 28, p. 243.)

Et à propos de la « démocratie pure », ancêtre social-démocrate de la « démocratie jusqu'au bout » stalinienne, Lénine écrit encore :

« La « démocratie pure » n'est qu'une phrase mensongère de libéral qui cherche à duper les ouvriers. L'histoire connaît la démocratie bourgeoise qui prend la relève de la féodalité et la démocratie prolétarienne qui prend la relève de la démocratie bourgeoise. (...)

« Prenez les lois fondamentales des Etats contemporains, prenez leur administration, prenez la liberté de réunion ou de presse, prenez « l'égalité des citoyens devant la loi », et vous verrez à chaque pas l'hypocrisie de la démocratie bourgeoise, bien connue de tout ouvrier honnête et conscient. Il n'est point d'Etat, même le plus démocratique, qui n'ait dans sa constitution des biais ou restrictions permettant à la bourgeoisie de lancer la troupe contre les ouvriers, de proclamer la loi martiale, etc., « en cas de violation de l'ordre », mais en fait,

au cas où la classe exploitée « violerait » son état d'asservissement, et si elle avait la veulerie de ne pas se conduire en esclave. (...)

« Dans l'Etat bourgeois le plus démocratique, les masses opprimées se heurtent constamment à la contradiction criante entre l'égalité nominale proclamée par la « démocratie » des capitalistes, et les milliers de restrictions et de subterfuges réels qui font des prolétaires des *esclaves salariés*. Cette contradiction, précisément, ouvre les yeux des masses sur la pourriture, la fausseté, l'hypocrisie du capitalisme. C'est précisément cette contradiction que les agitateurs et les propagandistes du socialisme dénoncent sans cesse devant les masses, afin de les préparer à la révolution !

« Et lorsque l'ère des révolutions a commencé, Kautsky lui tourne le dos et se met à célébrer les beautés de la démocratie bourgeoise agonisante. »

---

### THIERS, GAMBETTA, JULES FERRY : LA III<sup>e</sup> REPUBLIQUE

---

L'histoire officielle des manuels scolaires et universitaires ne tarit pas de louanges sur les vertus républicaines des « fondateurs » de la III<sup>e</sup> République. La barbe de Gambetta et les moustaches de Clemenceau flanquent la grande œuvre d'Instruction Publique de Jules Ferry. Mais considérons un peu ces hommes à pied d'œuvre, dans les dernières années et dernières heures de ce Second Empire contre lequel ils étaient censés défendre la « République ».

Il y a deux sortes de républicains, dans le Second Empire finissant, les modérés et les radicaux. Les modérés avec Emile Ollivier et Picard ont pour objectif d'« amener le gouvernement à accorder la liberté pour éviter une nouvelle révolution ». Picard « annonçait à ses collègues la fin des jours tranquilles et leur conseillait ironiquement de ne point se-

couer trop fort l'édifice impérial de peur qu'il ne s'écroulât sur leur tête. Il avait coutume de dire que le bonheur, pour un homme politique, consiste à faire une opposition à outrance à un gouvernement fort, qu'on est certain de ne pas pouvoir renverser ».

Mais les « radicaux », les républicains de gauche, autour de Jules Ferry, Jules Grévy, Gambetta que les électeurs parisiens viennent d'envoyer à la Chambre sur le fameux mandat démocratique du Programme de Belleville ?

« Cet élu des « socialistes révolutionnaires » de Belleville n'a pas peur d'affirmer en juin 1869, à Marseille, avec un sens de l'opportunisme qui est déjà le plus clair de ses nombreux talents : « Je tiens à prouver l'alliance intime de la politique radicale et des affaires. » Ces radicaux ne sont pas révolutionnaires, ils ne sont pas davantage jacobins dans leur programme. » (J. Azema et M. Winock, *La III<sup>e</sup> République*.)

Lorsque, le 12 janvier 1870, deux cent mille parisiens remontent les Champs-Élysées pour les funérailles du journaliste Victor Noir, assassiné par un Bonaparte, dans la plus grande manifestation du règne de Napoléon III, « pas un membre de la gauche parlementaire n'était avec les manifestants, hormis Rochefort ». Ce dernier est mis en accusation dans le parlement par... Emile Ollivier qui le fait arrêter.

« Le second acte libéral du rapporteur de la loi sur les coalitions (E. Ollivier) fut de diriger l'armée contre les ouvriers du Creusot qui demandaient à gérer eux-mêmes leur caisse de retraite, alimentée par leurs propres deniers. » (Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871*, p. 41.)

Voyons maintenant les apôtres d'époque de la « démocratie pure ».

Le 3 septembre 1870, à Sedan, l'armée de Napoléon III est écrasée, lui-même est fait prisonnier et capitule.

Le 4 septembre, à l'annonce de la défaite, la foule envahit le Palais Bourbon :

« A une heure, malgré les efforts désespérés de la gauche, le peuple engorge les tribunes. Il est temps. Les députés, en travail de ministère, essaient de saisir le gouvernement. La gauche seconde de toutes ses forces cette combinaison, s'indigne qu'on ose parler de République. Le cri éclate dans les tribunes, Gambetta fait des efforts inouïs, conjure le peuple d'attendre le résultat des délibérations. Ce résultat, on le connaît d'avance. C'est une commission de gouvernement nommée par l'Assemblée ; c'est la paix demandée, acceptée à tout prix ; c'est au bout de la honte, la monarchie plus ou moins parlementaire ; une vague nouvelle enfonce les portes, remplit la salle, chasse ou noie les députés. Gambetta, jeté à la tribune, doit prononcer la déchéance. Le peuple veut plus : la république ! Il emporte les députés de la gauche pour l'aller proclamer à l'Hôtel de ville. »

(Lissagaray, p. 57.)

Tels sont nos glorieux « fondateurs » : « enfoncés », « chassés ou noyés », « jetés », « emportés » à la République par les masses...

Vient la Commune, qui, face à ces libéraux bourgeois terrorisés par le prolétariat, cherchant jusqu'au bout à rafistoler l'Empire, fut la « véritable antithèse de l'Empire » (Marx), la « république sociale », le gouvernement à bon marché, l'opposé direct du parlementarisme bourgeois, le premier gouvernement ouvrier.

Mais continuons à suivre nos « républicains », nos « défenseurs des libertés démocratiques », tandis que le sang ouvrier sèche sur les baïonnettes de Versailles, tandis que les ba-

gnards prolétariens pourrissent en Guyane.

Comme on le sait, « l'amendement Wallon » qui imposa à une voix de majorité en 1875, la mention cinq ans après le 4 septembre, d'un « Président de la République », fut la forme honteuse par laquelle la bourgeoisie installe le régime « qui la divisait le moins ».

De cette République-là, de cette démocratie bourgeoise sur laquelle le capital financier finit par s'aligner, Gambetta fut effectivement un pionnier politique. Il est en bonne compagnie avec Thiers qui, en décembre 1871, déclare à la Chambre :

« Je m'adresse à ceux qui veulent que cet essai (l'essai loyal de la république) réussisse et je suis sûr que c'est m'adresser à toute l'Assemblée ; mais je m'adresse tout spécialement à ceux qui font de la république un souci continu — et je suis du nombre.

Poursuivons...

« Les républicains de leur côté, Gambetta en tête, avaient très bien compris le jeu de Thiers. Tandis que les conservateurs, animés par le duc de Broglie, tentent de maintenir Thiers dans les limites étroites du pacte de Bordeaux et s'efforcent de déjouer ses initiatives, entre le président de la république et Gambetta il y a désormais une alliance tacite. En 1872, Gambetta, dans une série de discours qu'il prononce aux quatre coins de la France, vante les charmes de la république bourgeoise, paysanne, ordonnée, laborieuse, pacifique... » (J. Azema et M. Winock, p. 75.)

---

### LES « PACIFIQUES » MASSACREURS DES COMMUNARDS

---

La République ordonnée et pacifique de Gambetta, en cet hiver de 1871-1872, la voici :

28 novembre : « Ferré jeta le bandeau, repoussa le prêtre qui venait à lui, et ajustant son binocle, il regarda bien en face les soldats. Le jugement lu, les adjudants abaissèrent leur sabre. Rossel et Bourgeois tombèrent en arrière. Ferré resta debout, touché au flanc. On le tira encore, il s'affaissa. Un soldat lui colla le chassepot à l'oreille et fit jaillir la cervelle, même coup de grâce à Bourgeois. On l'épargna à Rossel.

« Au geste de Merlin, les fanfares éclatèrent, et suivant la coutume des sauvages, la troupe défila en triomphe devant les cadavres. (...) »

30 novembre, 7 h du matin :

« Gaston Cremieux fut conduit au Pharo de Marseille, vaste plaine qui borde la mer. Il dit à ses gardiens : « Je montrerai comment un républicain sait mourir. » On l'adossa au poteau où, un mois avant, avait été fusillé le soldat Paquis, passé à l'insurrection. Il voulut avoironner les yeux libres et commander le feu. On y consentit. S'adressant aux soldats : « Visez la poitrine, ne frappez pas la tête. Vive la répu... » Le dernier mot fut coupé par la mort. (...) »

« La commission des grâces attendait, chassepot en main, la proie que lui livraient les conseils de guerre. Le 22 février 1872, elle fusilla trois des prétendus meurtriers de Clément Thomas et de Leconte, ceux-là mêmes dont l'innocence était le mieux ressortie des débats : Herpin-Lacroix, Lagrange et Verdagner. Debout, aux poteaux de Ferré, ils crièrent : « Vive la Commune » et moururent la face rayonnante. Le 19 mars, Préau de Vedel fut exécuté. Le 30 avril ce fut le tour de Genton. Ses blessures des barricades s'étaient rouvertes et il se traîna vers la butte sur ses béquilles. Arrivé au poteau, il les jeta en l'air, cria : Vive la Commune ! »

(Lissagaray, p. 417 et s.)

Retrouvons Gambetta et sa République bourgeoise « pacifique ». C'est à peu près à cette époque où le sang

ouvrier coule à grands flots qu'il prononce (septembre 1872) son fameux discours de Grenoble :

« Oui, je pressens, je sens, j'annonce la venue et la présence dans la politique d'une couche sociale nouvelle qui est aux affaires depuis tantôt dix-huit mois, et qui est loin, à coup sûr, d'être inférieure à ses devancières. »

Elle n'était à coup sûr, ni inférieure aux massacreurs de 1848, ni à ceux de mai 1871. Elle allait les surpasser en raffinement dans l'holocauste ouvrier en 1914.

Les prédécesseurs radicaux de Robert Fabre trouvent rapidement l'oreille du grand capital. Winock et Azema notent très justement que le capitalisme n'est pas doctrinaire... :

« Quant à la bourgeoise d'affaires, dont les représentants occupent une place stratégique au centre de l'Assemblée, redevenue optimiste sous l'effet d'une hausse boursière notable après la baisse de 1873, elle voulait, elle aussi, cesser de se perdre en conjectures. La république bourgeoise peut et doit être enfin établie pour la satisfaction des grands intérêts. Le grand capital conçoit l'erreur qu'il y aurait à s'opposer à la volonté des masses. L'important, c'est qu'il garde dans l'Etat des leviers ; la couleur du régime, il ne la compte pour rien. »  
(*La III<sup>e</sup> République*, p. 83.)

Au lendemain des massacres de la Commune, le capitalisme français, débarrassé pour un temps de la menace prolétarienne, doit disposer d'une représentation politique lui permettant, au meilleur compte, de faire face par une exploitation accrue du prolétariat, aux autres capitalismes européens.

Mais, pour saigner le prolétariat il a fallu rassembler la bourgeoisie derrière les propriétaires fonciers, les cléricaux et monarchistes de

l'« Assemblée de ruraux » réunie à Bordeaux contre la Commune.

Thiers renversé pour sa résignation politique au républicanisme, la droite restaurationniste prend le pouvoir en mai 1873. Mac Mahon affirme la nécessité de « l'ordre moral » :

« Avec l'aide de Dieu, le dévouement de notre armée qui sera toujours l'esclave de la loi, l'appui de tous les honnêtes gens, nous continuerons l'œuvre de la libération du territoire et du rétablissement de l'ordre moral de notre pays. »

L'Eglise mobilise, par ces meetings et manifestations de masse réactionnaires qu'on nomme pèlerinages. La basilique expiatrice du Sacré-Cœur est élevée à l'endroit où naquit la Commune. L'Eglise est résolument antirépublicaine. Elle souhaite comme de coutume, pousser son avantage après la défaite de la révolution et noircir de préaille la société française, en se réservant naturellement l'éducation « convenable » des enfants. Ivres du sang des communaux, les ultramontains ne rêvent que d'en finir avec la « gueuse ». A La Chatre, le 28 mai 1874, Mgr Pie s'écrie devant la foule : « La France veut un chef, la France veut un maître. »

Martial Delpit, rapporteur de la commission d'enquête sur la Commune déclare :

« Il n'y a pas de société possible sans le frein d'une autorité morale ; et l'autorité morale, nous ne pouvons la concevoir et la maintenir qu'avec la sanction de l'autorité divine. »

Mais les masses veulent la République. Les régimes monarchistes et bonapartistes se sont usés à l'épreuve de la lutte de classes. Il n'est pas jusqu'au cadavre de Thiers qui ne soit l'occasion d'un cortège républicain !

Un journal clérical écrit, impavide, que les obsèques faites à Thiers sont... « la revanche de la Commune » !

---

**« OU SONT NOS KRUPP,  
NOS ROCKEFELLER ? »...**

---

L'aspiration des masses est pour la république des Ferré, des Crémieux, des communards. Mais elles portent leurs voix vers les partis de Thiers, Gambetta, vers la République bourgeoise qui a massacré les communards en défilant fanfare en tête, devant leurs cadavres. Le capital s'inquiète de plus en plus de l'obstination du clergé contre un régime qui — les « leviers de l'Etat » étant contrôlés — s'impose comme pouvant lui garantir politiquement pour une longue période la « paix sociale », c'est-à-dire l'exploitation sans frein du prolétariat.

Lorsque, le 20 février 1876, la Chambre des députés rassemble une large majorité « républicaine » (360 contre 200 monarchistes et bonapartistes), les conditions sont créées pour l'avènement de la « démocratie des riches » dont parle Lénine : « La république sera conservatrice ou elle ne sera pas » (Thiers, novembre 1872). Mais Pie IX ne renonce pas et l'ultramontain Veillot éructe : « Ces élections sont la continuation du massacre des otages et, plus encore, la revanche des pèlerinages. »

Décidément, le capital doit mettre à la raison cette Eglise qui menace d'aventures la république bourgeoise, alors que celle-ci ne demande qu'à finir l'œuvre de « pacification » commencée sur les barricades de la Commune et les poteaux d'exécution de Satory. Quelle folie ce serait de donner au prolétariat l'exclusivité du mot d'ordre de République ! Exilée, massacrée, emprisonnée dans les bagnes, l'avant-garde prolétarienne est précisément hors d'état d'opposer aux yeux des larges masses, la république ouvrière et la

république des Versaillais. C'est le moment de réunir pour la meilleure exploitation de classe, le citoyen capitaliste et le citoyen ouvrier sous la bannière de la liberté, l'égalité, et la fraternité. Mac Mahon est expulsé du gouvernement ; Grévy, Ferry, Gambetta entrent en scène. Ils vont gérer le conseil d'administration de ce « capitalisme de rentiers » que sera l'impérialisme français. Marquée par la terreur blanche versaillaise, la III<sup>e</sup> République bourgeoise craint tellement le prolétariat qu'elle se défie, à la limite, de l'industrie elle-même.

« Nous avons conquis le suffrage universel des campagnes, gardons-le bien, ne l'inquiétons pas, ne le lassons pas ! (...)

« C'est par là que notre édifice social est le plus solide de toute l'Europe, le mieux abrité contre les révolutions sociales. » (Jules Ferry, 1885.)

De là cette prudence timorée du capitalisme français, dont il paiera les lourdes conséquences sous les IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> Républiques bourgeoises. « Où sont nos Krupp, nos Carnegie, nos Rockefeller ? » notent les auteurs du livre cité.

C'est cette configuration politique de la III<sup>e</sup> République qui dut, pour asseoir de manière stable la démocratie bourgeoise, la démocratie des riches, se débarrasser des janissaires du Pape devenus trop encombrants, qui explique la place de Jules Ferry et de « l'école laïque ».

Ce massacreur impérialiste des populations indochinoises entendait substituer au ciment clérical de la société bourgeoise, désormais par trop inopérant, celui de l'idéal laïque d'unité nationale et d'ordre social. L'un de ses biographes écrit :

« L'égalité d'éducation doit tout d'abord mettre fin à la guerre sociale en créant les conditions intellectuelles et morales d'une collaboration entre les ouvriers et les entrepreneurs.

Elle doit ensuite mettre fin à l'anarchie politique née de la lutte persistante entre l'Ancien régime et la société républicaine, et cela, par le développement d'un enseignement scientifique et l'extension aux femmes d'un tel enseignement.»

Surtout, le capitalisme français ne peut plus, pour des raisons économiques et techniques, s'en tenir à la bonne doctrine de Thiers au lendemain de juin 1848 :

« Qu'on ferme les écoles normales, que le curé de la paroisse se charge de l'instruction publique. Aussi bien il en apprendra toujours trop au peuple qui a plus besoin de moralité que de savoir. »

Talonnée sans cesse par ses alliés cléricaux et royalistes d'hier contre la Commune, la bourgeoisie « républicaine », pour se préserver des aventures boulangistes, antidreyfusards, etc., doit aller plus loin qu'elle ne le souhaiterait dans l'alliance avec les instituteurs et le mouvement ouvrier contre le cléricanisme. Et tout comme sa prudence envers les campagnes, dans la période d'essor des impérialismes européens, ses concessions à l'instruction publique et laïque pour mettre à la raison le parti cléricale monarchiste, lui seront ensuite un lourd fardeau. Dans la V<sup>e</sup> République, les ministres de l'éducation nationale de l'impérialisme français pourrissant, revenant à Thiers contre Jules Ferry, partiront en guerre contre le « savoir » auquel ils opposeront le « savoir-faire » et en fait, l'ignorance.

Mais tandis que s'installe la démocratie des riches, la démocratie des propriétaires, tandis que la République bourgeoise installe « l'alliance intime de la politique radicale et des affaires », les droits et conquêtes sociales des prolétaires français sont bien moins développés que ceux qu'arrachent au kaiser allemand et à la monarchie parlementaire anglaise les travailleurs de ces pays.

---

## « PROPRIETE ET LIBERTE »

---

Il faut remonter aux origines classiques de la démocratie parlementaire pour trouver la base de la contradiction qui fait aujourd'hui du parlementarisme une survivance historique.

Michelet, historien bourgeois de talent, délibérément partisan, est débordant de haine pour Marat, « la créature des ténèbres », « le crapaud aux yeux proéminents », Marat qui « souille la tribune » avec « sa casquette crasseuse et ses sales vêtements ». C'est qu'en effet Marat, un siècle avant le 4 septembre 1870, avait déjà compris que les assemblées parlementaires ne prennent les décisions attendues du peuple que si ce dernier poste à toutes les sorties quelques sectionnaires armés empêchant les députés de sortir avant qu'ils aient pris ces mêmes décisions. Michelet rêve, lui, d'une révolution française qui se serait arrêtée à Danton :

« Tous voulaient la propriété et la voulaient sacrée, eux-mêmes qui ne l'avaient pas encore, ils comptaient l'avoir demain.

« Telle était la pensée de la Révolution : que tous fussent propriétaires — facilement, en payant peut, justement et solidement, en payant de leur travail et de leur épargne. La propriété qui nous vient gratis, comme en songe, s'en va, comme en songe. Donc (sic), la Révolution ne donnait pas, elle vendait. Elle demandait à l'homme de prouver, par l'effort, par l'activité, qu'il était homme, et digne de la propriété. Acquisie ainsi, la propriété est sacrée, durable comme la volonté et le travail dont elle est un fruit légitime.

« La Constituante et la Législative avaient commencé la liberté.

« Mais la liberté n'est sûre qu'autant qu'elle a son abri naturel, la propriété.



« Telle devait être (telle eût été, sans nos affreuses discordes) l'œuvre de la Convention : fonder la propriété pour tous, fonder le foyer du pauvre, un foyer solide, le nid pour la famille.

« Les deux propositions de Danton avaient une grande portée. Elles mesuraient d'avance la carrière que devait parcourir la Révolution. C'était elle-même qui, dans l'ébranlement terrible où se trouvaient toutes choses, posait son principe, marquait sa limite ; son principe, le droit de l'homme à se gouverner librement lui-même ; sa limite, le droit de l'homme à garder les fruits de sa libre activité.

« Entre la liberté et la propriété, nulle contradiction sérieuse, la propriété n'étant rien que la consécration de l'activité libre. Et toutefois, l'apparente opposition de ces idées faisait le danger de la France, créait deux partis. Tel craignait pour la liberté, tel pour la propriété. Ces deux pensées divisaient, par un malentendu funeste, et la France et la Convention, image de la France. Tous, aveugles autant que sincères, allaient lutter, lorsqu'ils étaient d'accord. Danton, au premier jour, proposait de décréter cet accord, consacrant à la fois les deux principes dans une simple formule qui contenait la paix. »

Tout idéaliste qu'il soit, Michelet donnait un contenu concret à « la liberté » : la propriété n'étant que « la consécration de l'activité libre », la « propriété » est donc le contenu concret de « la liberté ». « La propriété » a son expression achevée dans la propriété privée des moyens de production et d'échange. Dès lors, il s'agit de savoir quelles libertés correspondent à cette essence de la liberté qui s'appelle la propriété privée des moyens de production et d'échange. Les libertés ce sont celles indispensables à la défense et au développement de la propriété privée des moyens de production et d'échan-

ge, à leur faire-valoir ; c'est-à-dire celles qui permettent, favorisent, garantissent, la « libre » exploitation de ceux qui ne possèdent en propre que leur force de travail. Démocratie, libertés pour les riches contre les pauvres, pour les possédants contre les non-possédants.

L'énorme contradiction de la révolution française éclatait en 93 et 94. Le « libre » développement de la propriété bourgeoise exigeait que tous les restes de la vieille société féodale et ensuite autocratique soient balayés au nom de « la liberté » de posséder et d'entreprendre. Seule l'action des masses plébéiennes dépourvues de propriété pouvait réaliser cette tâche. Mais pouvaient-elles le faire sans incursion contre la « libre » propriété, la « libre » exploitation, la « libre » circulation des marchandises « librement » vendues ? Non ! Pour elles « la liberté » prenait un autre contenu : celui de la loi sur le maximum, des réquisitions, etc., et des moyens politiques pour les imposer.

« Les deux principes » de Danton n'étaient pas contradictoires par eux-mêmes : le droit de l'homme à se gouverner librement lui-même... le droit de l'homme à garder les libres fruits de sa libre activité, « l'homme » selon Michelet étant par excellence le propriétaire. La lutte des classes a fait surgir une contradiction explosive, la « liberté » des uns n'étant pas la « liberté » des autres, c'est pourquoi ce ne fut pas la paix mais la guerre de classe. Dès avant Thermidor la répression s'abattait contre les masses, foulait aux pieds les libertés populaires. Les charrettes de Thermidor conduisirent à l'échafaud y compris les défenseurs de la « liberté » de la bourgeoisie à se gouverner elle-même. Les baïonnettes de Bonaparte chassèrent les thermidoriens eux-mêmes car, bien qu'ils fussent l'Assemblée des propriétaires, c'était encore trop qu'ils fussent une assemblée. La conservation et la prospérité de la

propriété bourgeoise, la « liberté » de posséder exigeaient que la bourgeoisie renonce une première fois à la liberté de se gouverner elle-même.

### LE PRIX DU « LUXE » DE LA DEMOCRATIE

Et la mitraille de Cavaignac s'abat-tit en juin 1848 sur les prolétaires, qui voyaient une « contradiction sérieuse » entre la propriété bourgeoise et la « république sociale » — car tel était pour eux le contenu de « la liberté » conquise en février.

Les massacreurs « républicains » de la Seconde république bourgeoise furent à leur tour chassés par le second Bonaparte. Ils abdiquèrent volontiers leur liberté politique pour sauver leur puissance sociale, la propriété bourgeoise. Puis, de Mac Mahon à Boulanger, de Boulanger à Doumergue et Flandin, la III<sup>e</sup> République lorgne sans cesse vers un bonaparte de fortune, pour se jeter enfin dans les bras de Pétain.

Dans la constellation historique des parlements bourgeois, de la démocratie parlementaire classique, la Convention n'est qu'une remarquable étoile filante. Loin de vérifier les vertus démocratiques du parlementarisme, elle vérifie au contraire déjà le célèbre axiome de Lénine :

« Plus la démocratie est développée et plus elle est près, en cas de divergence politique profonde et dangereuse pour la bourgeoisie, du massacre et de la guerre civile. » (*La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, Lénine, tome 28, p. 254.)

A la métaphysique de Michelet sur « la liberté » il faut substituer la méthode matérialiste détruisant concrètement les libertés, définissant leur contenu historique et de classe. C'est au nom de la même métaphy-

sique de « la liberté » que la société capitaliste est, à l'époque de la domination des monopoles qui ouvre la phase de putréfaction de la société bourgeoise, un système d'expropriation sur une large échelle des couches inférieures des propriétaires.

Non seulement les républiques bourgeoises n'organisent la démocratie qu'à l'usage des propriétaires, et pour mieux assurer leur domination de classe sur les classes exploitées, mais encore l'impérialisme agonisant qui se confond historiquement avec « l'ère des guerres et des révolutions » est quant aux libertés politiques, d'organisations, culturelles, la « réaction sur toute la ligne ».

Et c'est bien pourquoi, il est tout à fait incongru, comme les maoïstes s'y essaient à l'occasion, de flageller les partis staliniens à coup de citations de Lénine contre Kautsky, en opposant idéologiquement les « voies parlementaires vers le socialisme » et le pouvoir des soviets. Déjà Kautsky défendait, dit Lénine, la démocratie parlementaire AGONISANTE, alors que l'ère des guerres et des révolutions COMMENÇAIT.

Après la première guerre mondiale,

« les gouvernements tant démocratiques que fascistes vont d'une banqueroute à l'autre. La bourgeoisie elle-même ne voit pas d'issue. Dans les pays où elle s'est déjà trouvée contrainte de miser son dernier enjeu sur la carte du fascisme, elle marche maintenant les yeux fermés à la catastrophe économique et militaire. Dans les pays historiquement privilégiés, c'est-à-dire ceux où elle peut encore se permettre, pendant quelque temps, le luxe de la démocratie aux dépens de l'accumulation nationale antérieure (Grande-Bretagne, France, Etats-Unis, etc.), tous les partis traditionnels du grand capital se trouvent dans une situation de désarroi qui frise, par moments, la paralysie de la volonté. »

(Programme de transition.)

La politique des partis staliniens n'a rien à voir avec l'ambition de restaurer le parlementarisme. Ils sont partout les fidèles défenseurs des « majorités » parlementaires les plus truquées, les plus discréditées. Là où, comme en Espagne, en Amérique latine des dictatures fascistes et militaires excluent le parlementarisme, ils proposent, contre les Cortes ou les Assemblées constituantes, des pactes de gouvernements aux dictatures en place. Leur soutien à Indira Gandhi, qui embastilla non seulement les dirigeants d'organisations ouvrières mais encore les libéraux et social-démocrates des partis parlementaires fait justice de leurs « efforts tenaces » pour des « alliances » parlementaires visant à la prise du pouvoir.

Mais, dira-t-on, et le Front populaire ? N'est-ce pas la justification du combat au sein des institutions de la démocratie bourgeoise pour défendre les intérêts de la classe ouvrière ?

Bien au contraire.

---

### LE FRONT POPULAIRE ET L'ETAT : 1936 - 1940

---

C'est là où les défenseurs du Front populaire et de l'Union de la gauche voient la consécration de l'efficacité des alliances parlementaires « progressistes » que la vérité historique leur donne le plus grand camouflet.

Contre la grève générale de juin 1936, tous les partis parlementaires, de droite comme de gauche, se levèrent comme un seul.

Contre la « révolution commencée » en France, la ratification des accords Matignon se fit par le vote suivant : 571 voix contre 5 !

Ainsi, rassemblée peureusement autour de son Etat, la démocratie bourgeoise, la démocratie des possédants, tous partis confondus de l'extrême droite aux staliniens, tendait avec bienveillance aux dirigeants des or-

ganisations ouvrières les accords Matignon afin qu'ils s'en servent comme d'un bélier pour faire refluer la démocratie prolétarienne qui surgissait des usines.

Tandis que la SFIO et le PCF contraignaient la classe ouvrière à la « pause », à « savoir terminer une grève » (Maurice Thorez), la même chambre se mettait en devoir de rétablir l'autorité de l'Etat. Les fusillades de Clichy du gouvernement Blum, continuatrices des fusillades de Fourmies de Clemenceau, répondaient en écho aux fusillades de Thiers à Satory. La III<sup>e</sup> République bourgeoise avait seulement, pour commander le feu, passé le sabre de droite à gauche dans l'hémicycle.

Mais cette belle unanimité devait se retrouver aux dernières heures de la III<sup>e</sup> République. Le 9 juillet 1940 à l'unanimité des 398 présents moins 3 contre, la Chambre de Front populaire (amputée des députés du PCF, interdits, mais qui peu après chercheront à négocier pour leur part, avec les autorités nazies la parution de « L'Humanité ») décide la révision constitutionnelle.

Le 10 juillet, par 569 pour, sur 649 votants, avec 80 contre et 20 abstentions, l'Assemblée nationale, rassemblant les députés et sénateurs, vote le texte du gouvernement :

« L'Assemblée nationale donne tous pouvoirs au gouvernement de la république, sous l'autorité et la signature du Maréchal Pétain, à l'effet de promulguer par un ou plusieurs actes une nouvelle constitution de l'Etat français. Cette constitution devra garantir les droits du travail, de la famille, de la patrie. Elle sera ratifiée par la nation et appliquée par les assemblées qu'elle aura créées. »

La dernière « gauche » de cette Assemblée de la III<sup>e</sup> République valut celle du 4 septembre 1870. 90 députés et sénateurs SFIO votèrent pour Pétain, 6 s'abstinrent, 36 votè-

rent contre, parmi lesquels Blum. A l'exception de 13 d'entre eux, les radicaux votèrent dans l'allégresse l'enterrement de la « Gueuse ». L'un des opposants, Marcel Astier s'écria : « Vive la république quand même ». Il ne croyait pas si bien dire. Du 4 septembre 1870 au 10 juillet 1940, la République bourgeoise avait su faire prévaloir en toute circonstance et jusqu'à son suicide comme régime, la priorité de l'intérêt d'Etat sur les bavardages démocratiques. La Chambre de Front populaire française ne fut pas dispersée par un Pinochet à coups de fusils : elle accueillit Pétain comme un sauveur. Pour les masses, le résultat fut le même.

---

### LE FASCISME, ACCIDENT HISTORIQUE ?

---

Au moment de l'effondrement des fascismes italien, allemand, japonais, tous les paris bourgeois et ouvriers clamèrent que le temps était venu de restaurer partout, dans les Etats bourgeois démantelés, la démocratie parlementaire.

Le fascisme n'avait été qu'un tragique épisode dans le cheminement de la démocratie. En Allemagne, en Italie, en France, les régimes parlementaires devaient se reconstituer. Là où les classes bourgeoises s'étaient totalement discréditées dans leurs prétentions « démocratiques », là où la débâcle militaire avait démantelé les appareils d'Etat, les dirigeants social-démocrates et staliniens se chargèrent de faire refluer et briser le mouvement engagé par les travailleurs, avec leurs milices, pour mettre en place leurs propres organes de pouvoir. Ils plaidèrent pour la démocratie bourgeoise, contre la démocratie prolétarienne. Staline tenta également la remise sur pied à l'Est de l'Europe de démocraties bourgeoises. Mais la situation créée par la liquidation des appareils d'Etat antérieurs, emportés par la débâcle

nazie, par la présence de l'armée de l'URSS rendait la chose difficile.

Surtout, il lui fallait se rendre à l'évidence. Malgré tous ses efforts et toutes ses preuves de bonne volonté contre-révolutionnaire, il en était des impérialistes vainqueurs comme de l'alliance avec Hitler, rompue en 1941 : l'impérialisme ne se résignait pas à l'existence de l'URSS. C'est en désespoir de cause que Staline constitua le glacis de six pays de l'Est, dans lesquels l'expropriation du capital fut réalisée par les moyens de la bureaucratie, et le prolétariat maintenu dans la terreur policière pour éviter tout surgissement soviétique.

Nous reviendrons plus loin sur l'URSS et les pays de l'Est. A l'Ouest de l'Europe, la reconstitution des démocraties bourgeoises s'effectuait sur des bases extrêmement précaires, du point de vue des besoins réels des classes capitalistes. Pour permettre aux appareils, participant aux gouvernements, de faire rentrer la classe ouvrière dans le lit de la démocratie bourgeoise, la bourgeoisie dut faire nombre de concessions. En France, outre la Sécurité sociale, les nouveaux droits ouvriers, généraux et particuliers aux professions, l'accès à l'enseignement, etc., toute une série de mesures légales permettaient au prolétariat d'accroître sa densité, sociale et politique, ses positions de classe dans la société bourgeoise. La IV<sup>e</sup> République, survivance historique, résultat de la contradiction entre la vague révolutionnaire 1943-1947 et la politique contre-révolutionnaire des appareils stalinien et social-démocrate, bat de l'aile après une décennie.

Mais le capitalisme n'avait d'autre solution au lendemain de la guerre : si de Gaulle se pose dès cette époque en candidat au bonapartisme, il est poliment éconduit. Les rapports de classe exigent le chloroforme parlementaire dispensé par les appareils dirigeants du mouvement ouvrier.

De Gaulle s'installe donc dans son manoir et attend son heure. En 1958, la crise politique prend à la gorge la bourgeoisie française. Les problèmes non réglés de l'impérialisme français se concentrent sur la question coloniale. Il faut tout à la fois régler cette question et « engager le processus » comme dit de Gaulle de modification de la forme de l'Etat par la liquidation du parlementarisme.

Bien entendu, comme en 1940, c'est à l'unanimité de fait que les « démocrates parlementaires » procéderont, au nom de l'Etat bourgeois et de sa sauvegarde à leur sabotage comme Parlement, pour courir tout de suite à la mangeoire des prébendes bonapartistes. Quant aux dirigeants des organisations ouvrières, ils se ruent vers les organismes corporatistes de De Gaulle (commission du plan, police des salaires, etc.), pour l'aider à détruire les acquis ouvriers de la Libération.

---

### LA REALITE DES DEMOCRATIES PARLEMENTAIRES

---

Mais que deviennent, pendant ce temps, les « démocraties » après le prétendu « accident historique » du fascisme ?

En Espagne et au Portugal, avec l'appui bienveillant de tous les impérialismes, américain et européens, les fascismes ordinaires maintiennent le prolétariat sous la botte.

Dès 1965, après quelques années d'une « démocratie » parlementaire bâtarde, dont le film « Z » donne la mesure, le bras armé de l'appareil d'Etat bourgeois prend le pouvoir et la Grèce est mise en état de siège.

Tandis que de Gaulle poursuit sa tentative de liquidation du régime parlementaire, des crises politiques secouent la démocratie parlementaire allemande et anglaise. L'origine en est la tendance irrépressible, venue de l'intérieur des Etats bourgeois, à progresser vers la liquidation

policrière des libertés démocratiques : ce sont la loi sur l'état d'urgence en Allemagne, la limitation gouvernementale du droit de grève en Angleterre, etc.

Hors d'Europe, les soulèvements des peuples colonisés par l'impérialisme, joints à l'impossibilité pour les impérialismes européens de faire face à la puissante mainmise politique de l'impérialisme américain amènent à l'établissement des régimes politiquement « indépendants » en Afrique et en Asie.

Mais qu'en est-il ? De nombreuses « républiques » sont constituées en 1960 dans l'ancien empire français d'Afrique. Des concours musicaux sont organisés en France pour offrir comme cadeau d'indépendance à ces républiques des hymnes nationaux calqués sur la Marseillaise. En 1977, des dictatures militaires règnent par la terreur policrière la plus sauvage sur le Bénin, le Zaïre, Centre-Afrique (« empire »), la Haute-Volta, le Mali, le Niger, le Tchad, etc.

La monarchie marocaine, le bonapartisme policier en Tunisie, la dictature militaire en Algérie n'ont rien à envier en massacres au pitre sanglant Amin Dada ou au sergent d'Indochine Bokassa 1<sup>er</sup>, accueilli en grande pompe par Giscard d'Estaing : « Monsieur le Président à vie » !

Mais qu'en est-il de la démocratie parlementaire ? En Amérique latine, du Chili au Brésil et de la Bolivie au Pérou, en passant par la Colombie, l'Uruguay, l'Equateur, etc., les députés démocrates qui ne se sont pas ralliés aux dictatures militaires ont rejoint les militants ouvriers aux poteaux d'exécution, dans les bagnes et les prisons.

Au Vietnam, au Laos, au Cambodge, seule la guerre révolutionnaire a pu liquider les dictatures militaires. Il n'y a pas eu place même pour un essai de démocratie bourgeoise. Il a fallu à la bureaucratie, pour éviter la révolution prolétarienne, remplir le vide du pouvoir.

Mais qu'en est-il des démocraties parlementaires des pays capitalistes développés ?

La crise politique s'approfondit aux Etats-Unis, l'affrontement entre fractions bourgeoises a coûté leur vie ou leur place à deux présidents en douze ans.

L'enjeu n'est autre que la nécessité de substituer un bonapartisme policier et militaire centralisé aux acquis historiques de la démocratie bourgeoise américaine. Aussi corrompus soient-ils, ils sont de trop pour l'impérialisme le plus puissant du monde qui doit plier sous sa botte le prolétariat. Mais ce prolétariat est précisément aussi le plus puissant du monde. Les acquis démocratiques ont pour lui un contenu : ses droits et libertés, conquis par lui, inscrits dans les institutions existantes. C'est sa puissance, même si elle ne s'exprime pas consciemment, qui ordonne la crise ravageant les sommets politiques de la bourgeoisie américaine.

## DE SENILES SURVIVANCES

Que dire des démocraties italienne, japonaise, à l'agonie et qui ne laissent plus d'autre possibilité aux partis staliniens que de soutenir ouvertement les partis « majoritaires » (35 % en Italie, 41 % au Japon) discrédités. Leur conviction « parlementaire » est bien exprimée par Carrillo, combattant dans les Cortes royales la protestation des députés socialistes contre le matraquage d'un des leurs, et soutenant le ministre de l'Intérieur franquiste.

Quant à la France, Georges Marchais ferait immédiatement surveiller le militant du PCF qui réciterait, en 1977, la leçon de formation apprise à l'école du PCF en 1961, et que nos lecteurs retrouveront ci-contre.

Le PCF approuve et défend la constitution bonapartiste, la force de

frappe bonapartiste, toutes les réformes et institutions bonapartistes. Il défend avec acharnement la majorité de 46 % du gouvernement bonapartiste. Il défend le « pouvoir personnel » de Giscard jusqu'en 1981. Il combat sur l'orientation bien exprimée par ce responsable d'une ville du Nord à une délégation qui lui demande : « Pour qui voterez-vous au second tour ? » : « Actuellement, entre une majorité PC-PS et la majorité de droite je ne choisis pas. »

En vérité, le PCF mérite les louanges de Sanguinetti :

« Et Alexandre Sanguinetti d'évoquer « le robuste bon sens des communistes ». On les met arbitrairement à gauche. On dit que la droite, c'est la prédominance de l'Etat. Mais qu'y a-t-il justement de plus important pour les communistes ?

« N'y a-t-il donc que le RPR et les communistes qui se font une certaine idée de la France ? Je crois que oui. » (*Le Progrès-Dimanche* (Lyon), 23 octobre 1977.)

Le moment est venu de revenir au programme de transition et à Lénine. Oui, la démocratie bourgeoise est un cadavre pourrissant. Là où le moribond n'a pas été achevé, ce « luxe » est la plus grande préoccupation des bourgeoisies cherchant l'issue d'un Etat fort. Mais, de 1938 à nos jours, apparaît immédiatement une différence de taille : la bourgeoisie ne dispose pas aujourd'hui des moyens politiques de substitution aux démocraties pourrissantes des régimes comme ceux d'Hitler, Pétain, Mussolini, Franco.

Ces derniers se sont installés ou maintenus au pouvoir sur la base des défaites du prolétariat, organisées et préparées par le Front populaire ou l'offensive contre le front unique ouvrier au nom de la « théorie » du social fascisme ».

Les forces, la puissance du prolétariat d'Europe, sont intactes, mieux : elles ont grandi.

## 1961 : CE QUE L'ON APPREND A L'ECOLE DE FORMATION DU PCF SUR LA CONSTITUTION GAULLISTE

La Constitution de 1958 enlève à la représentation nationale ses prérogatives essentielles.

La Constitution donne à de Gaulle tout le pouvoir, les ministres nommés et révoqués par lui ne sont responsables que devant lui. Ce sont des représentants directs des monopoles et des fonctionnaires, des commis, simples exécutants de la politique du grand capital.

Avant l'instauration du pouvoir personnel le Parlement disposant de certains pouvoirs, les travailleurs, les masses paysannes pouvaient, en faisant pression sur les élus, faire valoir certaines de leurs revendications et jouer éventuellement un certain rôle dans l'orientation des affaires du pays (ex. : vote de lois favorables à la classe ouvrière et aux masses paysannes, etc.). Maintenant que l'Assemblée nationale est privée de ses prérogatives, il devient plus difficile pour les masses de faire entendre leur volonté.

Devant l'hostilité que rencontre sa politique dans les masses populaires, le pouvoir personnel a, depuis son avènement, aggravé son caractère autoritaire ; il met tout en œuvre pour mettre toujours plus le pouvoir exécutif à l'abri des pressions que peuvent exercer les différentes couches du peuple, lésées par la politique des monopoles.

Les rares prérogatives que reconnaît encore la Constitution au Parlement sont en fait bafouées et mises en cause.

Le pouvoir personnel proclame ouvertement que la liberté handicape le régime.

Les hommes des monopoles et de la haute banque ne cachent pas leur intention d'aller vers une révision de la Constitution, visant à un renforcement du pouvoir présidentiel.

Il s'agirait notamment de faire élire le président de la République par le suffrage universel afin de lui conférer des pouvoirs accrus.

Dans le but de camoufler le caractère ultra-réactionnaire de cette entreprise, les propagandistes du pouvoir présidentiel, présentent celui-ci comme un régime « moderne », un régime de « démocratie directe », alors qu'il s'agit de renforcer la domination des monopoles grâce à une liquidation plus complète encore des droits du Parlement, des droits des élus du peuple et des libertés démocratiques.

### NOTRE PROGRAMME DE RENOVATION DES INSTITUTIONS REPUBLICAINES ET DE LA VIE NATIONALE.

Ce programme prévoit l'élection d'une Assemblée constituante dont la première tâche serait d'élaborer une nouvelle Constitution, un système de gouvernement démocratique.

Il ne s'agit pas de revenir à la Constitution d'hier (insuffisante), ni de ravauder celle d'aujourd'hui (à caractère monarchique) ; il s'agit de promouvoir une République réelle, de rénover la démocratie, dans le même temps où elle sera restaurée.

Dans ce programme notre Parti précise ce que devront être les caractéristiques essentielles d'une démocratie rénovée, qu'il propose d'inclure dans la Constitution nouvelle.

Il souligne le principe sur lequel doit reposer un gouvernement vraiment démocratique.

Le pouvoir suprême appartient dans l'Etat républicain aux représentants du peuple, ces derniers étant élus au suffrage universel, direct et proportionnel, et réunis en une Assemblée nationale unique, devant laquelle le gouvernement qui en émane est responsable.

La défaite du prolétariat chilien précède le début de la révolution prolétarienne européenne au Portugal. Ce n'est pas dans le découragement et la démoralisation du prolétariat mondial que viennent s'inscrire les sanglantes leçons du front populaire chilien. Les poings ouvriers d'Europe ne s'en serrent pas moins fort contre le capital. La leçon chilienne, expliquée inlassablement par les constructeurs de la IV<sup>e</sup> Internationale viendra s'inscrire dans le mouvement montant de la révolution prolétarienne alors que les candidats européens à la réaction contre-révolutionnaire ne peuvent que balbutier comme Chirac, perdu dans leurs contradictions : « la démocratie est un régime d'autorité ».

Non, les régimes bonapartistes, les fascismes, les dictatures militaires ne sont pas des « accidents » sur le chemin de la « démocratie jusqu'au bout, stade supérieur de la démocratie » bourgeoise.

Ils vérifient une loi, exprimée dans la brochure sur « Le parlementarisme, le bonapartisme et la crise révolutionnaire » destinée aux camps de formation de l'OCI :

« La tendance au bonapartisme est immanente à l'existence de l'Etat bourgeois, la république parlementaire classique ne la supprime pas, elle la contient

et l'empêche de devenir dominante. Toute crise du système politique bourgeois la dégage, la nourrit ; les présidents des USA, depuis Wilson, et Roosevelt jusqu'à Nixon, ont exprimé cette tendance au moment où le capital US était aux prises avec de difficiles problèmes. »

Au contraire des années 1870, la démocratie parlementaire bourgeoise n'est qu'une survivante. La bourgeoisie y a renoncé car elle ne lui permettait plus de régler ses problèmes. La crise de la bourgeoisie, l'effondrement de la V<sup>e</sup> République, l'irruption des masses peuvent amener une apparente résurrection du parlementarisme. Ce ne sera qu'une apparence. D'autant que les liens qui unissent la lutte des classes en France à la lutte des classes européenne et mondiale sont tels que la crise révolutionnaire en France cristallisera et impulsera la révolution prolétarienne européenne. Ce n'est pas vers la renaissance de la démocratie bourgeoise parlementaire qu'il faut s'orienter, mais sur la lutte à mort entre la révolution et la contre-révolution. L'importance de la lutte contre les institutions de la V<sup>e</sup> République, de la lutte pour les libertés démocratiques n'en est que plus grande, mais il faut lui donner son contenu prolétarien. »

### 3- révolution politique et parlementarisme

La bureaucratie stalinienne, réaction thermidorienne contre la révolution d'Octobre a politiquement exproprié le prolétariat. Mais, les rapports sociaux issus d'Octobre vivant dans la conscience des masses, si la bureaucratie a trahi la révolution, elle n'a pu la renverser. Les rapports de production, fondés sur la collectivisation des moyens de production, le monopole du commerce extérieur,

restent directement antagoniques aux rapports capitalistes de production, au système impérialiste.

Pour exterminer les bolcheviks, maintenir son contrôle contre-révolutionnaire sur les masses, la bureaucratie du Kremlin a mis en place et perfectionné depuis un demi-siècle un gigantesque appareil policier totalitaire.



## UN ETOUFFEMENT COMPLET DU CORPS SOCIAL

Les droits et libertés démocratiques existants dans les démocraties bourgeoises, même pourrissantes, sont inexistantes en URSS. Toute opposition est traquée, le monopole d'expression politique de la bureaucratie parasitaire est le trait d'union entre toutes ses fractions rivales, qui se rassemblent sur cette base à la moindre alerte venant du prolétariat.

En étendant son contrôle bureaucratique, policier et militaire sur les pays de l'Europe de l'Est, en le perfectionnant en URSS, la bureaucratie a repris à son compte toutes les oppressions nationales héritées du tsarisme et des diverses saintes alliances européennes. C'est ainsi que sa terreur policière fait surgir pêle-mêle, sous son joug :

- les revendications prolétariennes tendant à la reconquête des acquis d'Octobre à la révolution politique,
- des revendications démocratiques nationales des pays économiquement et administrativement annexés par le contrôle bureaucratique et militaire du Kremlin, venant s'ajouter aux revendications nationales à l'intérieur de l'URSS,
- les plus larges aspirations aux libertés politiques d'organisation, liberté dans les arts, dans la littérature, etc.

L'avènement au pouvoir de la bureaucratie stalinienne fut à l'origine, nous le savons, d'une sorte de retournement historique : les agressions staliniennes contre la démocratie ouvrière donnèrent un lustre inespéré à la social-démocratie dont le libéralisme petit-bourgeois s'opposait dans les faits pour nombre d'ouvriers, à la provocation et aux crimes staliniens.

A l'époque de la nouvelle période révolutionnaire ouverte en 1968, alors que la marge de manœuvre ré-

duite de la bureaucratie ne lui donne d'autre possibilité que d'être l'auxiliaire direct de l'impérialisme, un autre effet de retour se dessine.

Les oppositions au pouvoir policier et militaire de la bureaucratie surgissent partout, sous toutes les formes, tendant à desserrer l'étreinte totalitaire du stalinisme. La « membrane » bureaucratique pour reprendre l'expression de Marx à propos de l'Etat bourgeois bonapartiste, bouche tous les pores de la société, avec d'autant plus de force que le régime stalinien est plus fragile que l'Etat bourgeois, reposant, lui, sur la propriété privée des moyens de production.

L'image hallucinante de Staline dans « Une matinée de Joseph Staline » liquidant par charrettes et grades entiers certaines couches bureaucratiques qui tendent à disloquer le système policier illustre bien cet étouffement complet du corps social.

Ce qui ordonne ce mouvement, c'est l'inéluctable surgissement de la révolution politique prolétarienne :

« La nouvelle montée de la révolution en URSS commencera sans aucun doute, sous le drapeau de la lutte contre l'INEGALITE SOCIALE ET L'OPPRESSION POLITIQUE. A bas les privilèges de la bureaucratie ! A bas le stakhanovisme ! A bas l'aristocratie soviétique, avec ses grades et ses décorations ! Plus d'égalité dans le salaire de toutes les formes de travail !

« La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de presse, se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la DEMOCRATIE SOVIETIQUE. La bureaucratie a remplacé les soviets en tant qu'organes de pouvoir par la fiction du suffrage universel dans le style d'Hitler-Goebels. Il faut rendre aux soviets non seulement leur libre forme démocratique, mais aussi leur contenu de classe. »

(Programme de transition.)

---

## POUR LA REGENERESCENCE DES SOVIETS, DE LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE

---

Ce mouvement est déjà engagé. Il s'incarne avec force dans les échanges entre les ouvriers du comité de grève de Szczecin qui, en 1971, sous la présidence d'Edmund Baluka, traduisent le premier secrétaire Gierek devant le véritable tribunal prolétarien que constitue leur assemblée.

Dans le même temps, le caractère « d'étoiles jumelles » totalitaires du stalinisme et du nazisme, dressés contre la révolution prolétarienne et contre les libertés démocratiques est ressenti par tous ceux qui aspirent aux libertés démocratiques les plus élémentaires.

De nombreux facteurs viennent interposer entre la conscience des masses qui haïssent la bureaucratie et le programme prolétarien énoncé plus haut, les plus grandes confusions et illusions :

— l'extermination des bolcheviks et de l'opposition de gauche en URSS a rompu la continuité marxiste d'organisation durant plusieurs décennies,

— les opposants et militants qui cherchent à renouer avec le programme prolétarien sont ceux qui sont pourchassés et « brisés » avec la plus grande férocité. Certaines fractions de la bureaucratie en revanche (l'aile la plus restaurationniste) permettent une expression contrôlée des courants d'opposition qui se déterminent par rapport à la « démocratie occidentale » que défendraient les « accords d'Helsinki »,

— à l'égard du suffrage universel selon la manière de « Hitler-Goebbels », c'est-à-dire l'approbation des gouvernements de la bureaucratie par les « électeurs » à 99,99 % ou 101 % lorsque certains étages bureaucratiques sont trop zélés, la démocratie bourgeoise apparaît comme offrant plus de possibilité d'ex-

pression, ce qui est l'évidence même, — la régénérescence soviétique ne pourra partir d'une « démocratisation » de ces instances sclérosées, antennes de l'appareil bureaucratique et policier qu'on nomme aujourd'hui « soviets » en URSS. Il faudra au prolétariat forger dans son combat de classe contre la bureaucratie ses propres organes de pouvoir. Le seul critère sera celui de la démocratie prolétarienne, de l'indépendance totale à l'égard de l'appareil bureaucratique stalinien. Cela laisse ouvertes de multiples possibilités quant aux formes par lesquelles les véritables soviets prolétariens se substitueront aux organes bureaucratiques policiers, militaires de l'Etat ouvrier dégénéré actuel.

Dès le début et dans le développement de la révolution politique, où le mouvement des masses déchirera hardiment la « membrane » bureaucratique, la société tout entière sera prise de convulsions. Les masses chercheront passionnément le chemin de leur propre pouvoir. Elles s'avanceront sur cette voie avec d'autant plus de sûreté que les sections soviétique, polonaise, hongroise, etc., de la IV<sup>e</sup> Internationale se construiront et combattront pour dégager cette voie.

---

## UNE NECESSITE IMPERIEUSE : LES SECTIONS DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

Mais on ne peut exclure à l'avance, compte tenu des facteurs énoncés, dont le principal est évidemment le dernier (l'état embryonnaire de la nouvelle génération du bolchevisme en URSS, dans les pays de l'Est), la résurgence temporaire, de formes de représentation relevant de la démocratie parlementaire. Et ce d'autant plus que les problèmes d'indépendance nationale plaident en faveur d'assemblées constituantes indépendantes

de la bureaucratie du Kremlin pour de nombreuses nationalités opprimées en URSS et à l'Est de l'Europe.

Il est également tout à fait possible que face aux nouveaux et réels soviets, la contre-révolution impérialiste et stalinienne cherche une ligne de tranchée temporisatrice par des instances gouvernementales revêtant les aspects du parlementarisme, les débris de la bureaucratie s'efforçant de conserver par ce biais les leviers de commandes de l'appareil bureaucratique d'Etat.

Mais dans tous les cas, il s'agirait de ne pas perdre de vue l'essentiel. Le parlementarisme bourgeois a pour base sociale la propriété bourgeoise. Les Etats ouvriers dégénérés et bureaucratiquement déformés ont pour base sociale la propriété collective des moyens de production et d'échange. Le parlementarisme bourgeois repose sur une classe dominante. Il est antagonique avec la base sociale de ces Etats. Les rapports sociaux de production, en URSS, dans les pays de l'Est de l'Europe, en Chine, conduisent le mouvement de classe à une régénérescence soviétique. Quelles que soient donc les convulsions et les confusions, les formes hybrides ou transitoires de représentation des masses, l'enjeu du pouvoir sera tranché par la lutte à mort entre le prolétariat et la contre-révolution pro-impérialiste conduite soit par l'impérialisme directement, soit par les débris de la bureaucratie réactionnaire, soit par la combinaison et la coopération directe des deux à la fois. L'alternative « socialisme ou barbarie » passera du domaine de la perspective historique à celui de l'actualité politique.

Elle ne peut être tranchée, du côté prolétarien que par l'instauration en URSS et dans les Etats bureaucratiquement déformés de gouvernements ouvriers et paysans, reposant sur les organes de pouvoir de la classe ouvrière, instaurant leur dictature de classe. C'est contre ces gouvernements ouvriers paysans que se dé-

chaînera la contre-révolution bourgeoise et stalinienne. Cette certitude en appelle une autre : celle de la nécessité impérieuse des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale dans ces pays, expressions conscientes concentrées du combat du prolétariat mondial pour la République Universelle des Conseils, et plus particulièrement, pour la solution enfin trouvée à la crise économique, politique, sociale, culturelle et de civilisation en Europe : les Etats-Unis socialistes d'Europe.

Le prolétariat est une classe de la société bourgeoise. De classe « en soi », de classe asservie par l'exploitation capitaliste, il doit devenir classe « pour soi » afin de prendre le pouvoir, devenir classe dominante, et comme telle, réprimer toute tentative de restauration par les anciennes classes dominantes de la société d'exploitation.

Dans l'histoire, le processus de maturation politique de la classe dominée, se préparant à substituer le nouveau pouvoir à l'ancien, répond à certaines lois très générales. Nous avons vu comment Trotsky posait la question du « double pouvoir », en esquissant la comparaison entre la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne (voir première partie).

---

### UN TERRAIN LABOURE ET FERTILE : DE PRAGUE A MOSCOU

---

On peut en particulier établir, toujours sous forme très générale, que dans son ascension politique, la classe révolutionnaire cherche à utiliser toutes les failles, anfractuosités, moments de répit que lui offre le mur lézardé de l'ancienne société, comme l'alpiniste qui combat des murs matériels en utilisant l'inégalité des parois.

Pierre Lambert rappelait, dans les journées d'études de l'OCI de juin 1977, que les Etats généraux de 1789

étaient une institution de l'Ancien Régime, du sein de laquelle avaient jailli comme nécessité sociale et politique les nouvelles institutions. Mais dans le noir cortège du Tiers-Etat, défilant respectueusement derrière les deux ordres privilégiés, personne, pas même le petit avocat d'Arras Maximilien Robespierre, note Michelet, ne songeait alors à autre chose qu'à une monarchie constitutionnelle. C'est le pouvoir en place qui, perdu de contradictions, prépara physiquement la scission des ordres en interdisant tout bonnement aux Etats généraux leur salle de réunion officielle. On chercha et on trouva alors la salle du Jeu de paume.

Une comparaison vient à l'esprit. En août 1968, les autorités officielles de la bureaucratie tchécoslovaque avaient convoqué le XIV<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de ce pays. Plutôt que de courir le risque de voir se développer, dans le cadre des institutions officielles, l'opposition à son pouvoir policier absolu, la bureaucratie du Kremlin envahit militairement la Tchécoslovaquie. Ce faisant, elle précipitait dans l'immédiat les processus en cours menant à la révolution politique, tout en évitant son explosion, pour essayer de les faire finalement refluer.

Le XIV<sup>e</sup> Congrès du PCT, en se réunissant clandestinement dans une usine de Prague, indépendamment de la conscience de ses participants, proclamait dans les faits sa scission avec l'appareil stalinien international. Rien, aucune institution d'Etat ou de parti du régime bureaucratique, rien d'autre que la force sauvage des tanks, n'avait pu être avancé pour donner une ombre de légalité, de continuité, à la contre-révolution. Au contraire, tout le « corps social » était placé devant cette évidence qu'il lui fallait désormais, sous le coup de la répression, s'orienter vers la liquidation sans rémission des anciennes institutions, marquées du sceau infamant du coup de force, pour leur substituer la représentation authenti-

que des masses. L'esprit de déduction des masses répond à d'autres lois, et surtout à d'autres rythmes et délais que celui de la généralisation théorique. Mais celle-ci, incarnée par les constructeurs du parti révolutionnaire prolétarien, trouvera dans les années à venir un terrain labouré et fertile, de Prague à Varsovie et à Moscou.

Entre la bourgeoisie révolutionnaire et le prolétariat révolutionnaire, la différence de position stratégique dans l'ancienne société est considérable. Les compromis séculaires établis en Europe entre la bourgeoisie et la monarchie absolue centralisée étaient fondés sur les intérêts convergents des classes possédantes. Louis XI guerroyant contre les frondes seigneuriales diverses, envoyait régulièrement aux bourgeois de ses « bonnes villes » ses propositions de marchandage économique : selon qu'ils ouvraient ou fermaient leurs villes à l'une des armées en conflit, les bourgeois de ces villes voyaient renforcer leurs institutions indépendantes, leurs libertés communales, leurs prérogatives légales dans l'Etat monarchique.

---

#### « DES MORCEAUX DE REVOLUTION »...

---

Les positions prolétariennes dans la société bourgeoise ne sont pas inscrites dans des rapports de propriété. Conquêtes sociales, politiques, elles marquent des positions, des forteresses, des campements provisoires ou durables dans la lutte, c'est-à-dire la guerre de classes, à partir desquelles le prolétariat s'engage dans de nouveaux assauts. Ces positions, contradictoires avec l'exploitation sans frein qui est la logique même du système capitaliste, sont immédiatement, selon des délais rapprochés ou historiques, menacées par l'ennemi de classe, qui cherche constamment à faire refluer le prolétariat, de clas-

se pour soi à classe en soi, matière brute d'exploitation.

Ainsi, des articles de cette revue ont traité de la Sécurité sociale, « conquête sociale révolutionnaire ». Jacques Julliard, dans « La IV<sup>e</sup> République », cite, pour le confondre sans doute, le syndicaliste révolutionnaire Victor Griffuelhes, déclarant en 1909 :

« Je suis loin d'être hostile à l'organisation de l'assurance sociale. Que l'ouvrier ait une vie plus sûre, meilleure, mais c'est la synthèse de l'action syndicale, et nous serions des malfaisants si nous nous opposions à quoi que ce soit en ce sens. Mais l'assurance sociale, ce serait un morceau de révolution, jamais les bourgeois ne la voteront. »

C'est Griffuelhes qui a raison. La Sécurité sociale est tout autant un « don » des bourgeois de la IV<sup>e</sup> République au prolétariat qu'on peut dire que d'immenses fournitures de guerre intactes, qui lors d'une bataille perdue, passent d'un camp dans l'autre, sont un « don » du corps d'armée vaincu aux vainqueurs.

Malgré son imprécision, le terme de Griffuelhes nous convient. Les institutions, organisations ouvrières, conquêtes sociales prolétariennes, et conquêtes dérivées (enseignement, droit d'association, etc.), sont autant de « morceaux de révolution » dans la société bourgeoise. La classe prolétarienne tend constamment à assembler ces « morceaux de révolution » en un bloc, ou en un bélier contre les institutions bourgeoises.

Nous avons vu l'impasse politique et morale de Michelet, avec son couple « Liberté et propriété ». Ce qui est à l'ordre du jour aujourd'hui, c'est la dialectique des libertés démocratiques et de la révolution prolétarienne dans la lutte du prolétariat pour le pouvoir.

## L'IMPORTANCE DES FORMES DE LA DICTATURE BOURGEOISE

Et c'est bien pourquoi l'avant-garde marxiste du prolétariat, aujourd'hui la IV<sup>e</sup> Internationale en reconstruction, porte le plus grand intérêt aux formes par lesquelles s'exerce la dictature de classe de la bourgeoisie. Nous avons vu (première partie) avec quelle vigueur Engels défendait le mot d'ordre, que nous appellerions aujourd'hui transitoire, de « République » contre l'empereur et Bismarck, comment il voyait ainsi le moyen concret de favoriser les processus de classe tendant à faire sauter l'enveloppe de la vieille société « avec autant de violence que l'écrevisse brisant la sienne ».

Les manifestants de Madrid, de Barcelone tournent le poing vers l'Etat franquiste et sa police aux cris de « Demain, l'Espagne sera républicaine ». Avec un sûr instinct, les masses cherchent à se saisir des armes des libertés démocratiques pour se constituer, se rassembler, avoir la possibilité légale ou semi-légale de dresser leur front contre l'Etat bourgeois.

C'est bien l'avis de la bureaucratie du Kremlin et de Carrillo, suivant ses directives, qui dressent d'autre part le pacte monarchiste de la Monclca contre les masses et le mot d'ordre de « République en Espagne ».

Le Front populaire se constitua en 1936 sur les mots d'ordre « le pain, la paix, la liberté ». Il se rassemble ou se divise constamment en France en 1977, aux cris de respect de la Constitution gaulliste, des institutions gaullistes, des lois contre l'école laïque !

Les partis staliniens espagnol et italien participent directement et ouvertement au renforcement des moyens policiers d'Etat.

Ils discutent ouvertement avec les représentants de la police et de l'ar-

mée du renforcement répressif de l'appareil d'Etat pour lutter contre le « terrorisme international », dans l'union sacrée de toutes les polices contre le véritable ennemi : la révolution prolétarienne.

Partout, la défense des libertés démocratiques tend à se confondre, plus qu'hier où l'impérialisme disposait de plus grandes ressources, avec le mouvement de la révolution prolétarienne, dont elle est un moment, un élément composant. Partout et de plus en plus, dans la marche à la crise révolutionnaire et dans cette crise elle-même, les masses aspirent à ces libertés démocratiques, les peuples aspirant au droit à disposer d'eux-mêmes seront confrontés à la contradiction majeure de la société bourgeoise : d'un côté la défense coûte que coûte par les appareils, au nom des « compromis historiques », des unités populaires, des unions de la gauche, des « pactes de gouvernement », de la machine de l'Etat bourgeois ; de l'autre, la lutte de classe prolétarienne et son expression consciente, la IV<sup>e</sup> Internationale, traçant l'unique voie de garantie des libertés démocratiques : le pouvoir de la classe ouvrière, la dictature du prolétariat.

Aujourd'hui, mille fois plus vraie qu'en 1870 est la démonstration de Marx : l'Etat-Commune est la seule « antithèse » de l'Etat bourgeois répressif, centralisé contre les masses exploitées, c'est le seul « gouvernement à bon marché » possible à l'époque de l'impérialisme pourrissant parce que c'est un gouvernement ouvrier.

Mille fois plus vraie qu'en 1918 est la démonstration de Lénine dans « La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky » :

« Parmi les pays bourgeois les plus démocratiques, en est-il un seul au monde où le *simple* ouvrier, l'ouvrier *moyen*, le *salaire agricole* moyen ou en général le semi-prolétaire des campagnes (c'est-à-dire le re-

présentant de la masse opprimée, de l'énorme majorité de la population) jouisse, ne serait-ce qu'à peu près, d'une *liberté* aussi grande qu'en Russie soviétique d'organiser des réunions dans les meilleurs locaux, d'une liberté aussi grande de disposer, pour exprimer ses idées, défendre ses intérêts, des plus vastes imprimeries et des meilleurs stocks de papier, d'une liberté aussi grande d'appeler des hommes de sa classe à gouverner et à « policer » l'Etat. »

---

### LE MAXIMUM DE DEMOCRATIE POUR LES MASSES

---

La stratégie du gouvernement ouvrier et paysan peut seule intégrer et ordonner la défense des libertés démocratiques. Le prolétariat, les masses exploitées, aspirent plus ou moins consciemment à porter au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers, un gouvernement qu'ils considèrent comme devant être leur gouvernement, l'expression de leur pouvoir. Dégager cette voie, montrer à chaque moment que sur tous les problèmes le Front unique des organisations et partis ouvriers peut et doit se réaliser, montrer concrètement que la première condition pour que se réalise le Front unique des partis ouvriers est qu'ils rompent avec les partis bourgeois, en appeler à l'initiative des masses pour imposer le Front unique des organisations et partis ouvriers jusqu'à la constitution d'un gouvernement de ces partis sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois, autant d'actions politiques qui s'insèrent dans cette stratégie.

Mais les organisations et partis ouvriers traditionnels romperont-ils avec la bourgeoisie, réaliseront-ils le Front unique ? En tout cas c'est sur cette orientation que la classe ouvrière, les masses exploitées se donneront les moyens de surmonter les obstacles

sur la voie de la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier et paysan, qu'ils briseront les appareils des partis qui s'y opposent, qu'ils constitueront leurs propres organismes de classe, les conseils, les soviets, parlement et exécutif du prolétariat, ouverts à toutes ses organisations et partis.

C'est en combattant sur cette orientation que les organisations fidèles au programme de la IV<sup>e</sup> Internationale construiront des partis révolutionnaires ayant une influence décisive dans les masses. C'est ainsi que seront réunies les conditions de la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier et paysan. Déjà, dans ce combat, et pour ce combat le prolétariat, les masses exploitées, se sai-

siront des libertés démocratiques, les développeront, leur donneront un contenu prolétarien. Ayant pris le pouvoir, le prolétariat, seule force sociale et politique capable de régénérer la société tout entière, de la purifier de tous les facteurs de barbarie, de destruction de la civilisation qui germent et croissent toujours plus fort sur le sol de la société d'exploitation, donnera une ampleur sans précédent aux libertés d'association, politique et culturelle, car elles lui sont indispensables pour gérer la nouvelle société, aller vers le socialisme.

L'aboutissement de la stratégie du gouvernement ouvrier paysan, c'est la dictature du prolétariat. La dictature du prolétariat c'est le maximum de démocratie pour les masses.

---

## 4- pour le collectivisme ! pour la dictature du prolétariat !

---

On trouvera page 142 le début du document sur la formation des cadres et des militants de l'OCI, adopté par le CC des 8 et 9 septembre, rappelant dans quelles conditions se trouvait posé à la fin des années 30, le problème de construction d'organisations de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Dans le même temps où Trotsky mettait à jour ces opportunités, produites par la crise que provoquait dans les organisations traditionnelles le regroupement des masses sur de nouveaux axes, il s'efforçait de dégager des processus en cours dans la classe ouvrière les voies de construction du parti révolutionnaire. C'est sans doute dans l'analyse de la « révolution commencée » en France en 1935-1936 qu'il élabore avec le plus de précision la tactique adaptée d'intervention des révolutionnaires dans les conditions de la crise de la direction du prolétariat.

Tandis que commence la montée vers la grève générale, qui se traduit

par des « grèves, des protestations, des escarmouches de rue, des révoltes directes », il fixe nettement la condition de la victoire du prolétariat : c'est « la liquidation de la direction actuelle ».

« Pendant que pour les masses révolutionnaires, la question de vie ou de mort est de briser la résistance des appareils social-patriotes unis, les centristes de gauche considèrent « l'unité » de ces appareils comme un bien absolu, au-dessus des intérêts de la lutte révolutionnaire. »

---

### LES CREUSETS DU PARTI REVOLUTIONNAIRE

---

Il s'agit donc pour le parti prolétarien d'aider les masses à se donner les moyens politiques « de briser la résistance anti-révolutionnaire des appareils des partis et des syn-

## Pour la IV<sup>e</sup> Internationale

Au cours des quelques mois qui viennent, l'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale) doit gagner des milliers de nouveaux lecteurs à Informations ouvrières, recruter plusieurs milliers de nouveaux militants et constituer des centaines de nouvelles cellules. Ces objectifs signifient que l'OCI est à un tournant de l'histoire de sa propre construction. Il lui faut le prendre en fonction du développement de la situation politique en France, que nous avons caractérisée comme allant « de la crise de la bourgeoisie à la crise révolutionnaire », et de son propre développement. Ces objectifs ne peuvent être atteints que si des centaines de nouveaux cadres, de nouveaux responsables de cellules sont formés.

Les conditions « objectives » rendent possibles ce tournant. Elles ne suffisent pas. D'une situation politique qui évolue vers une crise révolutionnaire ne découle pas automatiquement la construction du parti révolutionnaire fondé sur le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, ou même le simple renforcement de l'organisation qui construit ce parti. Les exemples historiques abondent.

En 1934-1938, la marche à la crise révolutionnaire en France, à la révolution en Espagne, leur ouverture, leur développement, loin d'aboutir à la construction du parti révolutionnaire, ont au contraire disloqué les organisations de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il est vrai que la crise révolutionnaire en France et la révolution en Espagne ont été les derniers anneaux d'une chaîne de révolutions d'une période révolutionnaire s'étendant entre 1917-1938, révolutions qui toutes, sauf la révolution russe, se sont terminées par des défaites. Actuellement, nous sommes au début d'une nouvelle période de la révolution mondiale qui durera des années et des années, ouvrant mille possibilités. En 1938, Trotsky devait expliquer que toute une génération de militants révolutionnaires avait été laminée par les défaites ; que les militants des organisations de la IV<sup>e</sup> Internationale étaient en général marginaux par rapport au prolétariat et qu'une nouvelle période historique dégagerait la tendance au regroupement du prolétariat sur un nouvel axe, ce qui donnerait d'énormes possibilités pour la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses partis.

Ainsi se dégageaient certaines conditions favorables à la construction d'organisations de la IV<sup>e</sup> Internationale, voire de partis révolutionnaires ayant une influence de masse. Trotsky avait prévu ces opportunités et il avait proposé une politique qui eût permis de les utiliser. Sans supputer ce qui se serait passé si l'orientation que Trotsky proposait avait été appliquée, ni rejurer après coup l'histoire, il est certain que le cours de la lutte des classes, non seulement dans ces pays, mais en Europe et dans le monde, aurait été différent sans que la victoire de la révolution ait été garantie. En tout cas, l'histoire de la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses organisations n'aurait pas été la même. La lutte des classes, comme celle pour la construction du parti révolutionnaire, la seconde étant inséparable de la première, la concentrant et en fin de compte étant décisive, sont des luttes vivantes, faites de l'activité pratique des classes, des organisations, des militants de ces organisations. Leur issue est le résultat de cette activité vivante, donc, bien que déterminée, jamais jouée à l'avance de façon certaine.

Donc, loin de conduire à une sorte de fatalisme, cette façon d'aborder la lutte des classes et la lutte pour la construction du parti révolutionnaire amène au contraire à analyser rigoureusement le pourquoi et le comment de leur développement, afin de mieux combattre.



dicats ». Ce moyen politique ce sont « les comités d'action ». Ils ont pour fonction « la nécessité de libérer les masses de la direction traître des social-patriotes ». Leur constitution comme « appareil de la lutte », comme « représentation révolutionnaire des masses en lutte », qui inclut en même temps la représentation des organisations traditionnelles, syndicats et partis, est possible, car d'un côté les masses s'adressent à ces organisations, de l'autre les appareils de ces organisations doivent s'efforcer de contrôler les masses en lutte y compris pour pouvoir imposer leur politique contre-révolutionnaire. Le conflit entre les besoins et les aspirations des masses s'aiguise dans le cadre même de tels comités et s'achemine vers la solution positive ou négative selon que le parti révolutionnaire se construit et joue son rôle ou non.

De ces comités d'action, Trotsky disait qu'ils pouvaient devenir le « creuset » du parti révolutionnaire. Il définissait rigoureusement les rapports entre ces comités d'action et les organisations des partis et des syndicats :

« Les masses entrent en lutte avec toutes leurs idées, groupements, traditions et organisations. Les partis continuent de vivre et de lutter. Pendant les élections aux comités d'action, chaque parti tendra naturellement à faire passer ses partisans. Par rapport aux partis, les comités d'action peuvent être appelés des *parlements révolutionnaires* : les partis ne sont pas exclus, au contraire, ils sont supposés nécessaires : en même temps, ils sont contrôlés dans l'action et les masses apprennent à se libérer de l'influence des partis pourris. »

Le mouvement propre de la classe ouvrière la conduit aujourd'hui inévitablement au conflit ouvert avec les institutions de la V<sup>e</sup> République en France, avec celles de la monarchie franquiste en Espagne. Le mouve-

ment déjà engagé vers la crise révolutionnaire voit le prolétariat entrer en lutte avec « ses idées », groupements, traditions et organisations. La trame politique des mouvements de classe depuis 1973-1974 en France, est celle de l'émergence des organes de Front unique ouvrier, comités de grève élus intégrant les syndicats, qui indiquent « en pointillés » et préfigurent la constitution par la classe de ses propres organes de pouvoir. Préparer et se préparer à la prochaine révolution française c'est aujourd'hui suivre avec la plus grande attention ces manifestations encore fragmentaires, non unifiées du mouvement prolétarien, agir politiquement pour dégager la voie des conseils ouvriers. Agir politiquement, c'est ordonner la construction du parti révolutionnaire sur l'intervention active pour favoriser les processus politiques en cours au sein du prolétariat, sur un mouvement politique pour se libérer de la tutelle des appareils dirigeants, sur ses efforts pour constituer « l'appareil de la lutte ».

---

### L'ACCOMPLISSEMENT DES TACHES DE L'OCI

---

La construction de l'OCI dans la présente période de préparation à la crise révolutionnaire, qui se matérialise par les objectifs fixés de plusieurs milliers de militants recrutés, de centaines de responsables de cellules en plus, de milliers de « IO » vendus en plus, a un caractère décisif pour la construction du parti révolutionnaire.

L'intervention consciente des révolutionnaires sur la ligne des « comités d'action » définie par Trotsky rejoint et nourrit politiquement le mouvement objectif de la classe qui se dirige vers l'explosion révolutionnaire, tend et tendra plus encore à constituer ses propres organes de

pouvoir faisant face à l'Etat bourgeois plus ou moins démantelé.

Dans le célèbre passage du Programme de transition qui appelle les révolutionnaires à « oser quand vient l'heure de l'action », Trotsky conclut :

« La IV<sup>e</sup> Internationale a montré qu'elle sait aller contre le courant. La prochaine vague historique la portera à son faite. »

La vague révolutionnaire qui a suivi la seconde guerre mondiale a été contenue. La « prochaine vague historique », celle qui verra se

concentrer l'époque des guerres et des révolutions en lutte à mort entre prolétariat et bourgeoisie, a déjà pris son essor. Son drapeau sera celui des gouvernements ouvriers dans toute l'Europe et dans le monde. Son drapeau sera celui du collectivisme, de la dictature du prolétariat, de la République des conseils. Il n'est d'autres partis pour le brandir à la tête des masses que ceux de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il n'est d'autre moyen pour construire ces partis que ceux du bolchevisme.

**Michel Lancray,  
15 octobre 1977.**

L'ACCOMPLISSEMENT  
DES TACHES DE L'ÉTAT

La construction de l'URSS dans la période de transition à la révolution socialiste, qui se caractérise par ses objectifs liés de plus en plus étroitement à la réalisation de certaines de ses tâches historiques, est un processus de caractère double qui a un caractère double pour la construction du parti révolutionnaire.

Le mouvement propre de la classe ouvrière a acquis aujourd'hui une telle ampleur qu'elle constitue les conditions de la V<sup>e</sup> République en France avec celles de la nouvelle République en Espagne. Le mouvement

# LA VERITE

**Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste**

adhérente du Comité d'organisation  
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

**Abonnements :**

FRANCE : **Pli non clos** : 1 an (5 numéros) : 33 F - 2 ans (10 numéros) :  
60 F - 2 ans soutien : 100 F.

**Pli clos** : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER :

**Pli non clos** : 1 an : 50 F - **Pli clos** : demander à l'administration.

Tous versements : Gérard SERFATI

Le directeur de la publication : Pierre LAMBERT.  
imprimerie ABEXPRESS - PARIS.



---

Commission paritaire n° 51 695